Michel Collon
Grégoire Lalieu

La STRATEGIE du CHAOS

Impérialisme et islam

Entretiens avec **Mohamed Hassan**

Investig'Action - Couleur Livres

Michel Collon • Grégoire Lalieu

La stratégie du chaos

Impérialisme et islam

Entretiens avec Mohamed Hassan

Investig'Action

*Nous remercions Abdellah Boudami, Elise Broyard, Aurélie Meunier,
Cédric Rutter et Xavier Coppens pour leur
participation à la réalisation des entretiens.*

Est-il possible de comprendre la politique mondiale ?

Préface de Michel Collon

Est-il possible pour un simple citoyen de comprendre les rouages de la politique mondiale ?

Pas en regardant la télé. Le monde y apparaît comme une succession d'événements imprévisibles et sans logique. Une masse de faits et d'images, les plus frappantes possible. Provoquant l'émotion, mais paralysant le raisonnement. Aucune explication sérieuse sur les causes profondes, juste des clichés superficiels… Cette famine ? La Nature. Cet attentat ? Le Terrorisme. Cette guerre civile ? Des populations arriérées. Ces bombardements occidentaux ? Pour apporter la « Démocratie ».

Les guerres des Etats-Unis et de l'Europe sont à chaque fois simplifiées avec le manichéisme d'un vieux western : jamais les méchants ne font quelque chose de bien, jamais les gentils ne font quelque chose de mal. Jamais non plus, nous n'avons le droit d'entendre les méchants, nous devons seulement écouter ce qu'en disent les gentils. Et toujours manque l'essentiel : les intérêts stratégiques des forces qui s'affrontent pour certaines richesses.

Toujours aussi, on escamote l'Histoire. Qu'ont fait les colonisateurs dans cette région ? Leur politique du « diviser pour régner » a-t-elle encore des conséquences pour les populations d'aujourd'hui ? Le contexte historique passe trop souvent à la trappe. Or, si nous ne connaissons pas le passé et son impact,

il nous est impossible de comprendre les conflits d'aujourd'hui. Et ceux qui vont éclater demain.

Peut-on trouver le fil conducteur ?

Dès lors, avec la télé, et en général avec les médias dominants, la politique mondiale nous apparaît comme un puzzle, que nous ne parvenons pas à assembler pour saisir l'ensemble du paysage. Pour une raison bien simple. On en a retiré les pièces essentielles, celles qui permettent justement d'assembler le tout et de situer chaque élément à sa place. Le monde apparaît incompréhensible et imprévisible.

Est-ce irrémédiable ? Ou bien avons-nous quand même une chance de saisir les rouages de la politique mondiale et son impact sur nos vies ? Aujourd'hui, pouvons-nous trouver un point commun, un fil conducteur entre des phénomènes qui paraissent très importants, mais isolés les uns des autres ? A savoir : la crise économique, l'effondrement des Bourses, l'appauvrissement croissant de larges couches de la population au Nord et au Sud, la concentration du pouvoir économique aux mains de quelques grands groupes, le déclin des Etats-Unis, la montée en puissance de la Chine et d'autres pays du Sud, et enfin cette accumulation actuelle de guerres, déclarées ou non ? Existe-t-il un fil rouge reliant ces divers phénomènes ?

La zone des tempêtes,
décisive pour l'avenir du monde

Oui, et le présent livre va permettre de le saisir. Mohamed Hassan éclaire de façon simple et logique les bouleversements qui se multiplient dans la « zone des tempêtes ». Cette vaste région qui s'étend du Maghreb à la Corne de l'Afrique de

l'Est d'une part, et au sud de l'Asie d'autre part. Une région que certains appellent « l'arc musulman » car l'islam en est le dénominateur commun. Mais c'est aussi une région que les stratèges de Washington appellent « le Grand Moyen-Orient » et pour laquelle ils ont élaboré toutes sortes de plans dont on ne nous parle jamais…

Dans cette région stratégique, s'accumulent les explosions : soulèvements populaires (Tunisie, Egypte, Yémen, etc.), guerres civiles (Somalie, Soudan), développement du terrorisme (à partir de l'Arabie saoudite avec Ben Laden), interventions militaires des Etats-Unis (Afghanistan, Pakistan, Libye, etc.), action de la CIA (partout)… S'agit-il d'événements isolés les uns des autres ? Ou bien s'agit-il des différents chapitres d'une même Histoire en train de s'écrire sous nos yeux avec une logique commune ? Comprendre quelles sont les causes profondes de tous ces bouleversements, c'est comprendre quels sont les intérêts en présence. Et donc, savoir à quelles nouvelles explosions il faut s'attendre. Quel impact cette Histoire aura-t-elle sur nos vies à nous, citoyens du Nord et du Sud ?

La stratégie du chaos

Il y avait d'abord eu la « stratégie du choc » : Bush frappant l'Irak et l'Afghanistan avec des moyens terribles. Semer l'effroi pour imposer une domination incontestée. Mais Bush a échoué.

Les Etats-Unis sont-ils en train de passer à une autre politique, à savoir la « stratégie du chaos » ? Seul moyen de conserver la mainmise sur ce « Grand Moyen-Orient » qui englobe Méditerranée, Moyen-Orient, Corne de l'Afrique et Sud de l'Asie. Seul moyen de contrôler le pétrole et les routes maritimes stratégiques, bref un enjeu vital pour rester les « maîtres du monde ». Il s'agit de garder l'Europe soumise, de neutraliser la Russie, mais aussi de faire face à la

montée du Sud et surtout de la Chine. Il s'agit de rester la seule superpuissance. Ces dernières années, ce monde musulman est devenu une véritable zone des tempêtes où se multiplient crises, révoltes et résistances : de la Tunisie au Pakistan, de la Palestine au Soudan, Washington est en train de perdre la main. Faire ouvertement la guerre est de plus en plus risqué. D'où cette stratégie du chaos : diviser pour régner, attiser les tensions, déstabiliser tous les pays gênants pour remodeler de fond en comble le Grand Moyen-Orient. Au risque d'embraser toute la région ?

Le guide qu'il fallait

Pour comprendre cette région complexe et son impact sur le monde, il nous fallait un bon guide. Depuis deux ans, l'équipe Investig'Action, qui anime le site michelcollon.info, a eu la chance de pouvoir travailler avec Mohamed Hassan. Né en Ethiopie en 1958, il participe aux mouvements d'étudiants contre le régime dictatorial de l'empereur Sélassié. Mais son pays sombre alors dans la dictature militaire de Mengistu. Après le renversement de ce dernier, Mohamed Hassan œuvre comme diplomate à Bruxelles. Mais il démissionne en 1994, désapprouvant les politiques répressives et guerrières des nouveaux dirigeants éthiopiens. Depuis lors, il consacre sa vie à étudier le passé et le présent du monde arabo-musulman. Il multiplie les rencontres avec des personnalités, des experts, des témoins directs. Il dévore des bibliothèques entières, en toutes langues, des montagnes de documents et de rapports de toutes sortes. Au point que notre équipe l'a surnommé « la bibliothèque vivante ». Vous pouvez tout lui demander sur tel pays, telle époque, tels conflits économiques, politiques ou sociaux, vous obtiendrez les données essentielles, les faits concrets, les anecdotes éclairantes et vous pourrez saisir clairement l'Histoire et les enjeux actuels.

Ce trésor, nous devions le partager. Grégoire Lalieu et moi, nous avons eu la chance d'interviewer plusieurs fois Mohamed Hassan pour analyser l'actualité : Tunisie, Egypte, Iran, Somalie, Afghanistan… Publiés sur michelcollon.info, ces entretiens ont suscité un énorme intérêt de nos lecteurs, ils ont été traduits en de nombreuses langues et diffusés dans le monde entier.

Cela nous a donné l'envie de préparer le présent livre. Afin qu'un public très large puisse saisir les événements passés, présents et à venir du monde musulman et de la politique mondiale. Mohamed Hassan apporte ici les pièces qui permettent de saisir l'ensemble du puzzle : la politique des Etats-Unis vis-à-vis non seulement des pays musulmans, mais aussi de l'Europe, de la Chine et de l'ensemble des pays du Sud, car tout cela est relié.

Est-il possible pour un simple citoyen de comprendre les rouages essentiels de la politique mondiale ? Grâce à un guide comme Mohamed Hassan, oui !

Egypte
Le règne de Méhémet Ali, s'il eut été plus long, la face du monde aurait changé

Tout s'est joué aux alentours de 1840. L'histoire mondiale a failli être complètement différente de ce que nous connaissons. Au lieu d'un monde arabe colonisé et fragmenté en petits morceaux par la Grande-Bretagne, la France puis les Etats-Unis, on aurait eu un grand empire arabe, unifiant ces pays et ces richesses, tenant tête aux grands impérialismes. Le canal de Suez n'aurait pas été aux mains des Occidentaux, il n'y aurait pas eu de rois « marionnettes », ni révolte de Nasser, ni trahison de Sadate, puis de Moubarak. Les rapports de force seraient aujourd'hui totalement différents.

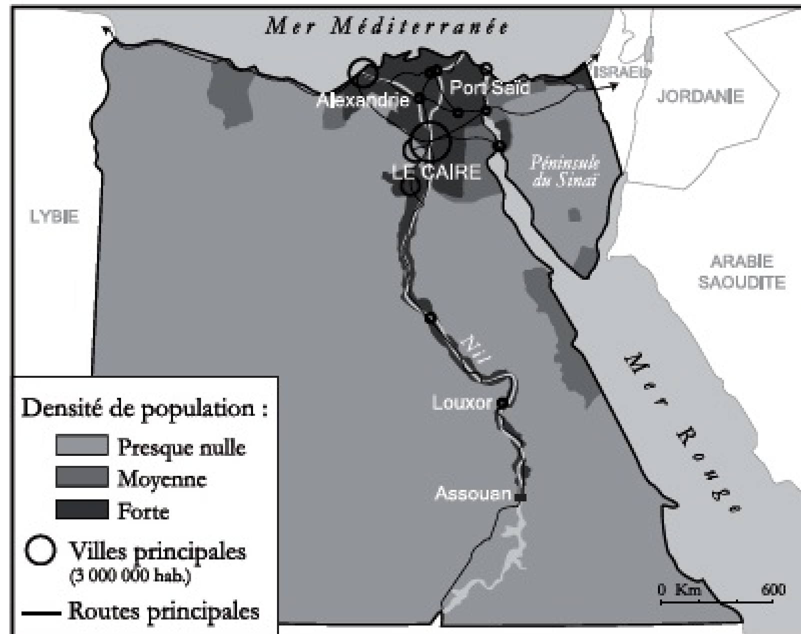
On ne va pas refaire l'Histoire. Mais comprendre qui a brisé le grand projet de Méhémet Ali et pour quelles raisons, c'est peut-être la clé pour déchiffrer la situation actuelle de l'Egypte. Et ses prochains défis…



COUP D'OEIL SUR L'EGYPTE

GEOGRAPHIE
- Capitale : Le Caire
- Superficie : 1 001 449 km2
- Nombre d'habitants : 80 081 093 (80 hab. /km2)

SOCIETE
- Composition : majorité sunnite (90%), minorité de chrétiens coptes (9%) principalement au Sud
- Espérance de vie : 72,6 ans
- Population de moins de 15 ans : 32,7%
- Taux d'alphabétisation : 71,4%



POLITIQUE
- Régime : république présidentielle
- Chef de l'Etat : Mohamed Hussein Tantawi (intérimaire)
- Indépendance : 1922 (du Royaume-Uni)

ECONOMIE
- PIB : 158,3 milliards $ (2008)
- Ressources : agriculture, tourisme, gaz, canal de Suez
- Taux de croissance : 5,1 % (2010)
- PIB/habitant : 5349 $ (2008)
- Indice de Développement Humain : 0,620 (104ème)
- Taux de chômage : 9,7%
- Population sous le seuil de pauvreté : 41% en 2011 (contre 39% en 2009)

Quelle image de l'Egypte, avons-nous en Europe ? N'est-ce pas l'image d'un pays immuable et figé dans le temps ? « Du haut de ces pyramides, quarante siècles vous contemplent *», aurait dit Napoléon à ses soldats.*

Oui, tel est le cliché. En réalité, il s'est passé beaucoup de choses dans ce pays. Je pense particulièrement à un extraordinaire projet égyptien, au début du 19ème siècle. Si ce projet n'avait pas été brisé par la Grande-Bretagne, le monde arabe actuel serait dans une tout autre situation. Et même l'histoire du monde aurait été différente. Donc, ma citation à moi serait plutôt : *« Si le règne de Méhémet Ali, fondateur de l'Egypte moderne, avait été plus long, la face du monde en aurait été changée ! »*

Voilà qui pique la curiosité, on va y revenir. Mais, pour comprendre cette histoire de l'Egypte moderne, par où faut-il commencer?

Commençons en 1798, lorsque Napoléon entame sa fameuse campagne d'Egypte, un pays qu'il va administrer pendant quelques années avant de devoir céder la place aux Britanniques…

Comment expliquer l'intérêt de ces puissances européennes pour cette région ?

Pour le comprendre, il faut décrire la situation de l'Europe à ce moment-là et les conflits très aigus entre ces grandes puissances… Avant la Révolution française de 1789, l'Europe était dans un état culturel et intellectuel lamentable. Taux d'alphabétisation très bas, hygiène et conditions sanitaires misérables, de nombreuses régions d'Europe étaient très arriérées. La Révolution française a amené un changement complet des mentalités, avec la philosophie des Lumières et le concept d'Etat-nation, avec une langue officielle dans le cadre d'une administration centralisée et rationalisée. Tout ceci était nécessaire pour permettre au nouveau mode de production capitaliste de s'imposer et mettre fin au Moyen Age…
La Révolution française a été la première révolution bourgeoise en Europe. Une fois lancée, elle devait forcément s'étendre au-delà des frontières et ainsi révolutionner la manière de penser et la manière d'organiser la société…

La Révolution Industrielle capitaliste

Au Moyen Age, en Europe, les relations sociales sont dominées par la classe des nobles. Ceux-ci prélèvent, dans les territoires qu'ils contrôlent, des taxes souvent énormes aux paysans alors que leur travail est morcelé, les outils rudimentaires et la production faible. Ils restent très pauvres, les échanges marchands sont limités et cette économie connaît un faible développement. Le pouvoir royal a pour fonction de maintenir la domination de cette noblesse en matant les révoltes des paysans.

Le capitalisme, au contraire, va développer énormément la production en concentrant de nombreuses forces de travail dans des ateliers, puis des usines et en stimulant les inventions scientifiques et techniques qui amélioreront les outils.

Le moteur de ce progrès est la course au profit que mènent les capitalistes. Si les échanges marchands ne connaissent plus de freins, la concurrence devient sans limite. Pour se développer, ou même simplement pour se maintenir, chaque capitaliste doit vaincre ses concurrents en employant plus de main-d'œuvre, en payant de plus bas salaires, en se procurant des outils plus performants et des matières premières moins chères. C'est le processus d'accumulation du capital qui a été décrit par Karl Marx.

La nouvelle classe capitaliste a intérêt à éliminer toute entrave à la circulation de ses marchandises. Elle supprime donc les douanes et les taxes qui se multipliaient d'une ville à l'autre. Ceci implique d'abolir les privilèges et pouvoirs de la noblesse. C'est en France que ce conflit a été le plus aigu car la bourgeoisie ascendante a dû éliminer brutalement le pouvoir royal qui défendait l'ancien système.

Et ça gênait la Grande-Bretagne ?

Oui. Celle-ci était le premier pays à avoir entamé sa révolution industrielle au 18ème siècle. De ce fait, elle possédait un avantage économique sur les autres puissances européennes. Mais la Révolution française bousculait ces rapports de

force.

En quoi une révolution politique change-t-elle l'état de l'économie ?

Parce que cette révolution a détruit le système féodal dominé par l'esprit religieux, elle a installé un véritable Etat-nation mettant fin au morcellement des régions, elle a donc créé un grand « marché unique » et permis ainsi un développement considérable de l'industrie capitaliste.

C'était vraiment si inquiétant ce qui se passait de l'autre côté de la Manche ?

La Grande-Bretagne est alors en plein essor économique. C'est le seul pays qui soit aussi avancé dans la voie de l'industrialisation. Sa révolution industrielle lui permet de produire une énorme quantité de marchandises qui inondent les marchés du continent européen. Très logiquement, l'Empire britannique veut empêcher les autres pays d'accéder à un système industriel qui pourrait le concurrencer, particulièrement dans le secteur du textile. Il comprend que si ce type de révolution se développe sur le continent européen, de sérieux concurrents vont y émerger et remettre en question la domination britannique.
Une de ses stratégies sera de coaliser les intérêts des féodaux européens contre la Révolution française. L'Empire britannique organise donc une contre-révolution visant à restaurer l'ordre féodal en France. La classe qui régnait en France avant la révolution avait fui à l'étranger, où les anciennes élites se réunirent et se regroupèrent. Cette offensive débouchera sur la bataille de Waterloo, en 1815, où Napoléon sera finalement vaincu. Les Bourbons seront donc réinstallés sur le trône de France.

Mais cette période appelée Restauration fut de courte durée : quinze ans après Waterloo, le monarque était à nouveau renversé pour enfin établir à nouveau la République en 1848.

Pourquoi ?

Londres avait tenté de freiner le développement de ses concurrents européens pour mieux les dominer. Mais il était trop tard. La Révolution française avait apporté trop de changements majeurs : réforme agraire libérant l'initiative des paysans, expansion urbaine, nouvelles conceptions de l'Etat et de la religion... Les mentalités avaient profondément changé, il était tout simplement impossible de restaurer un système monarchique arriéré. Les idées de la Révolution française finirent donc par s'imposer définitivement et se propager à toute l'Europe favorisant ainsi l'essor du capitalisme industriel durant tout le 19ème siècle, exactement comme le redoutait la Grande-Bretagne.

Mais entre temps, pour revenir à l'Egypte, Napoléon avait établi un grand empire colonial…

Napoléon entendait se montrer offensif pour préserver la révolution. Il développa ainsi une grande armée et mena des opérations dans toute l'Europe et en Afrique. Conquérant l'Egypte en 1798, il écrasa les Mamelouks, d'anciens esclaves originaires d'Asie centrale qui avaient réussi à s'imposer en Egypte.

Pourquoi faire la guerre justement là ?

Pour contester la puissance commerciale britannique : l'Egypte était la clé de la route des Indes, colonie numéro un de la Grande-Bretagne. Envoyé par le Directoire de la Révolution française, Napoléon va l'occuper et y régner en souverain absolu. Mais, contesté par une puissante révolte populaire et bien sûr par la flotte britannique qui régnait sur la Méditerranée, il se retirera après quelques années, dans le but de combattre la Grande-Bretagne et sa coalition sur le continent européen…

Quel a été l'impact de cette « visite » sur l'Egypte ?

Elle a eu des effets positifs et négatifs. Napoléon a quand même complètement transformé l'Egypte en y introduisant une administration moderne et rationnelle, mais surtout en développant un nouveau de mode de production économique. Tels sont les aspects positifs de sa venue.

Et les aspects négatifs ?

L'occupation a été brutale. En fait, l'impérialisme français s'est servi de l'Egypte pour lutter contre ses ennemis, particulièrement l'impérialisme britannique. Utilisant ces contradictions entre intérêts britanniques et français, un fils de marchand de tabac, d'origine albanaise, Méhémet Ali, va prendre les armes pour s'affranchir de la tutelle du pouvoir central, l'Empire ottoman, qui considère l'Egypte comme une "wilaya", c'est-à-dire une province. Fin stratège, Méhémet Ali parvient, grâce à son armée de soldats albanais, à s'imposer comme vice-roi d'Egypte, profitant de l'affaiblissement de l'Empire ottoman. Cette prise de pouvoir n'est pas pour plaire aux Mamelouks, qui projettent d'assassiner le nouveau vice-roi. Méhémet Ali les devancera : lors d'un repas, ces fameux esclaves devenus miliciens sont emprisonnés ou exécutés.
Le projet de Méhémet Ali est très ambitieux puisqu'il n'hésite pas à déclarer : *« Je suis bien conscient que l'Empire ottoman va chaque jour vers sa destruction... Sur ses ruines, je vais fonder un vaste royaume... jusqu'à l'Euphrate et au Tigre. »* Officiellement, l'Egypte reste une province ottomane : pour gagner l'indépendance, Méhémet Ali ne cherche pas de confrontation directe avec les Ottomans, et ces derniers n'ont pas les moyens de s'opposer au nouveau vice-roi égyptien. Mais dans les faits, Méhémet Ali réalise d'importantes réformes qui vont rendre l'Egypte autonome.

Quelles réformes ?

Sur le plan économique, il fonde carrément un système, que l'on peut qualifier de capitaliste, grâce à trois mesures essentielles. D'abord, en réformant un système agricole jusqu'alors très archaïque, en favorisant la culture industrielle du coton et en dotant le pays d'infrastructures et d'un réseau d'instituts techniques. Cela a permis d'atteindre l'auto-suffisance, de ne plus dépendre de pays étrangers, et également d'approvisionner l'armée.
La deuxième mesure consiste à développer une métallurgie égyptienne. Avoir une industrie de l'acier, c'est un axe indispensable dans tous les plans d'expansion industrielle. C'est indispensable pour fabriquer des armes, mais aussi des machines qui permettront l'essor d'autres secteurs.
La troisième mesure, c'est le développement de l'armée égyptienne. On peut faire le parallèle avec l'armée napoléonienne. Grâce à cette armée, Méhémet Ali parvint littéralement à exporter ses réformes révolutionnaires en Afrique du Nord et au Yémen. Il est même arrivé aux portes de Constantinople (actuel Istanbul). Retenez cette importance de l'armée, c'est un fil conducteur pour comprendre l'histoire égyptienne…

Ce que réalise Méhémet Ali sur le plan économique et politique est extraordinairement novateur pour l'époque. Et on est surpris de voir que cela se passe dans un pays arabe !

Oui. A cette époque, seule la Grande-Bretagne et, dans une moindre mesure, la France, s'étaient engagées sur cette voie de développement. Tous les autres pays européens restaient plongés dans des systèmes archaïques et féodaux sur le plan économique et sur le plan politique.
A cette époque, la Grande-Bretagne s'occupe d'abord de contrecarrer les répercussions de la Révolution française, elle voit ses efforts couronnés d'un certain succès avec la défaite de Napoléon à Waterloo, en 1815. Immédiatement après, la Grande-Bretagne décide de s'occuper de Méhémet Ali.

Sous quel prétexte ?

Sauvegarder l'unité territoriale et la souveraineté de l'Empire ottoman. Londres s'allie avec Constantinople, pour empêcher la progression de Méhémet Ali, dont le génie militaire lui avait permis de remporter des batailles - au nom de l'Empire ottoman – jusque dans les territoires du Liban, de la Syrie et la Palestine actuels. Une de ses victoires capitales avait été remportée contre les wahhabites d'Arabie. Il avait capturé les principaux leaders de ce mouvement, associés aux ancêtres de la famille régnant aujourd'hui : les Saoud.



L'Empire égyptien de Méhémet Ali

Donc les Britanniques soutiennent l'Empire ottoman…

En fait, ils pratiquent un double jeu, ce qui semble être une de leurs spécialités. D'un côté, ils s'allient avec cet Empire, de l'autre, ils projettent de le démembrer par une tactique simple : diviser le monde musulman pour mieux le dominer.

De quelle manière ?

Grâce à leurs réseaux de renseignement et de services secrets, les plus développés de l'époque.

Pourquoi tant d'efforts ? Pourquoi craignent-ils tant Méhémet Ali ?

Pour trois raisons. D'abord, l'Egypte occupe une position clé sur la route vers l'Inde, qui est alors la colonie la plus essentielle des Britanniques, la base de leur prospérité. Elle leur fournit le coton, le thé, les épices, des céréales qu'ils revendent partout dans le monde (alors que des famines sévissent en Inde). D'énormes bénéfices ! Sans la colonisation de l'Inde, la Grande-Bretagne n'aurait pas accumulé le capital nécessaire à son décollage capitaliste, et la suite de la colonisation moderne n'aurait pas pu avoir lieu non plus. les Britaniques voulaient absolument éviter que leur accès vers les colonies ne soit bloqué par des dirigeants de régions autonomes.

Ensuite, les Britanniques craignant les convoitises des autres grandes puissances, il fallait occuper le terrain en Egypte pour que personne d'autre ne puisse en profiter. Surtout pas les Français !

Enfin, la perspective d'une intégration économique et politique des pays arabes, avec l'Egypte comme moteur, aurait empêché la domination britannique sur ce monde arabe. En Egypte, même si la langue turque restait imposée comme langue officielle par le pouvoir central, il n'en reste pas moins que l'arabe se développait, et aussi une presse et une culture arabophones. De plus, il y avait une forte croissance démographique, une grande augmentation des productions agricoles et un renforcement de l'armée, institution centrale pour l'autonomie. Bref, un rival dangereux allait surgir…

Pourtant, Méhémet Ali ne revendiquait pas la sécession par rapport à l'Empire ottoman…

Non, il n'attaquait pas de front le pouvoir central, mais il construisait une certaine autonomie. Ses réformes tendaient vers une indépendance politique et économique. Il s'agissait de ne plus dépendre du pouvoir central afin de croître, alors que les autres provinces ottomanes étaient plutôt en déclin. Il s'agissait aussi de ne plus être simplement une province riche en matières premières cédées aux puissances. Non, ces richesses devaient servir à développer l'Egypte. Un projet libérateur.

On connaît la phrase célèbre du philosophe Blaise Pascal à propos d'une histoire d'amour entre la reine d'Egypte et Jules César : « Le nez de Cléopâtre s'il eût été plus court, toute la face de la terre aurait changé *». Vous diriez plutôt : «* Le règne de Méhémet Ali, s'il eût été plus long, la face du monde arabe aurait changé *» ?*

Et pas seulement du monde arabe, mais du monde entier. Imaginez : un grand empire arabe, capitaliste, moderne, autonome et s'étendant sur une partie importante de l'Afrique et du Moyen-Orient ! Quelle force cela aurait constitué face aux empires français et britannique avant la montée des autres impérialismes, dont l'allemand ! Nous aurions certainement vécu une Histoire toute différente.

Déjà pour le pétrole…

Oui, mais pas seulement. Tous les rapports de force : économiques, politiques et militaires depuis deux siècles…

Donc, la Grande-Bretagne se posait en gardien de la souveraineté ottomane, mais elle ne pensait qu'à ses propres intérêts ?

Tout se termina par un traité entre Britanniques et Ottomans en 1831 : tout le territoire de l'Empire ottoman - dont l'Egypte - devenait un marché monopolisé par les intérêts britanniques. Evidemment, cela allait à l'encontre des intérêts égyptiens. Ouvrir les frontières, permettre l'entrée d'une puissance dans le marché intérieur, cela démolit toute politique de protection et empêche l'autonomie d'une région.

Comment l'Empire ottoman a-t-il pu accepter un accord si défavorable ?

Les dirigeants ottomans n'avaient aucune vision économique et politique. Ils étaient très faibles, demeurant dans un système féodal archaïque et inefficace. Ne comprenant rien aux réformes introduites ailleurs, ils ne voyaient dans la modernité que des tendances antireligieuses. Leur refus de toute évolution les a empêtrés dans un *statu quo* qui arrangeait bien les Britanniques.
J'ai indiqué comment la Révolution française a fait évoluer les mentalités dans toute l'Europe. Contrairement aux dirigeants ottomans, Méhémet Ali l'avait bien compris. Il était d'ailleurs à l'origine d'un mouvement de renaissance arabe, la Nahda. En effet, Méhémet Ali avait introduit une modernisation technique qui s'était accompagnée d'une modernisation des idées dans le monde arabe. La Nahda prônait un retour aux sources de la religion, mais ces sources devaient être réinterprétées selon les nouveaux concepts de modernité. Il était question de démocratie, de droits de la femme… Cet élan de modernisation n'était pas pour plaire aux Britanniques car il menaçait leur pouvoir de domination.

Et comme la face du monde n'a pas été changée, ça veut dire que Méhémet Ali a perdu ?

Oui, une coalition internationale autour des Britanniques et des Ottomans le prive de son pouvoir en 1848. Ceci me rappelle la coalition organisée par les Etats-Unis pour la première guerre contre l'Irak en 1991. Ces impérialistes

redoutaient l'industrie chimique florissante de l'Irak indépendant. De même, deux siècles plus tôt, les grandes puissances occidentales ne pouvaient tolérer une industrialisation réussie dans une Egypte autonome. Après un an de sanctions et d'opérations militaires et diplomatiques, Méhémet Ali et sa famille furent déposés. L'Egypte devint une nouvelle colonie. L'expérience s'arrêta brutalement...

Une colonie ?

L'Egypte était une colonie de fait : les biens britanniques y entraient et envahissaient les marchés locaux. Les matières premières étaient exploitées au seul bénéfice des sociétés britanniques. Quelques hommes d'affaires s'enrichirent énormément grâce à ce commerce. Mais tous les projets d'industrialisation et de modernisation furent abandonnés, excepté celui du canal de Suez.

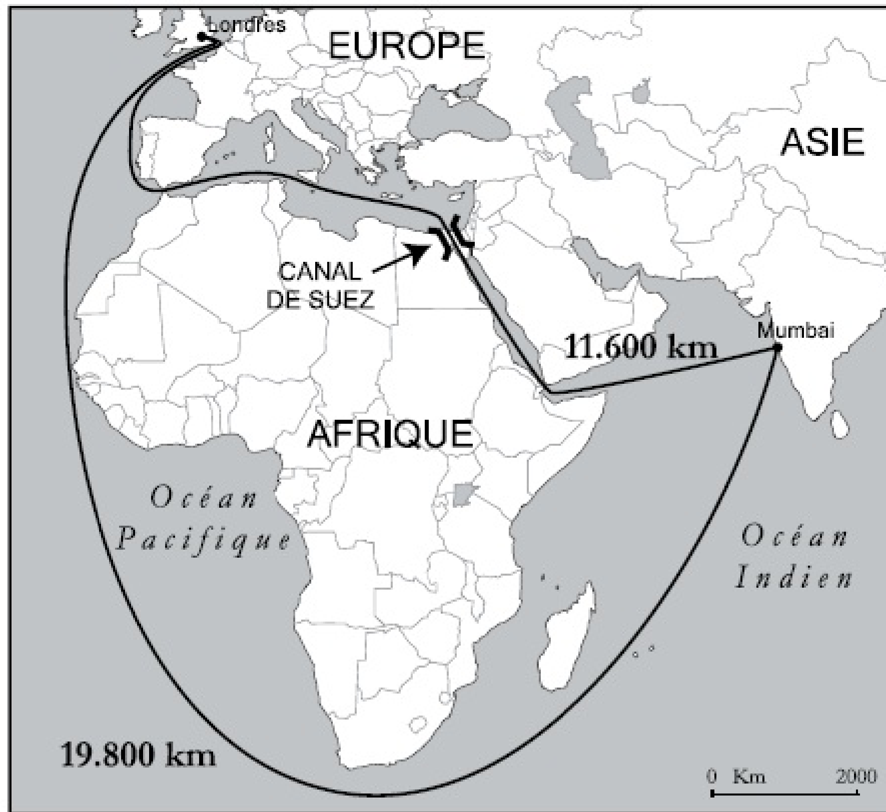
Quelle richesse égyptienne attirait les Britanniques ?

Le coton, matière première par excellence à l'époque, et qui attirait bien des convoitises. En effet, le coton permet de développer l'industrie textile d'une métropole. Ensuite, avec un bon système colonial, la métropole britannique peut imposer ses produits finis dans la colonie. Ceci a pour conséquence de détruire l'économie locale. Une fois remplie cette étape indispensable, il suffit de s'attaquer aux autres pans économiques, un par un. Une espèce d'effet domino qui liquide tout le tissu économique du pays colonisé. L'équation est simple : l'industrialisation répand mécaniquement les idées des Lumières, de nouvelles manières d'appréhender le monde et de se développer, des techniques et des moyens rationnels, l'abandon des superstitions et du fatalisme. Inversement, la destruction des structures d'industrialisation ramène un peuple en arrière. En

défaisant ce qui a été construit, on le replonge dans le Moyen Age...

Mais l'Egypte va quand même se moderniser avec la construction, entre 1859 et 1869, du canal de Suez, qui permet aux navires d'aller d'Europe en Asie sans devoir faire le tour complet de l'Afrique par le sud. Avant son ouverture, les marchandises devaient être transportées par voie terrestre entre la Méditerranée et la mer Rouge. Ce fut un chantier stratégique...

C'est toute l'importance de l'Egypte d'un point de vue géostratégique mondial. L'Egypte, c'est un double pont : entre l'Asie et l'Afrique, mais aussi entre la mer Méditerranée, la mer Rouge et l'océan Indien. Donc entre l'Europe et l'Asie. C'est simple : vous contrôlez l'Egypte, vous contrôlez un des carrefours essentiels du monde. Ajoutez à cela la fascination qu'exerce à l'époque la civilisation égyptienne sur le monde intellectuel européen, et aussi l'idée de progrès, de connexion entre les peuples, la montée de projets ambitieux et grandioses, tout cela a fait du canal de Suez un des projets essentiels du 19ème siècle.



Le canal de Suez, racourci stratégique entre l'Europe et l'Asie

Un projet pourtant français...

Il a été initié par des capitaux français, mais peu à peu repris et dominé par des intérêts britanniques. Vingt ans après la mort de Méhémet Ali, ce canal entre en activité au moment où l'Egypte s'enfonce de plus en plus dans la dépendance coloniale : les Britanniques règnent en maîtres et imposent une tutelle de plus en plus stricte.

On a bien vu apparaître de petites industries locales, et donc une classe ouvrière modeste, ainsi qu'une bourgeoisie agricole. Mais tous les secteurs-clés de l'économie sont dominés par les puissances européennes. Jusque vers les années 1930, à part quelques pans de l'économie rurale, les industriels européens vont contrôler à peu près tout !

Comment les Britanniques s'y sont-ils pris pour neutraliser les autres puissances ?

En 1851, date de la première Exposition Universelle à Londres, l'Allemagne et l'Italie n'étaient pas encore des Etats-nations. Cependant, la Grande-Bretagne était sur le déclin.

Elle semble pourtant au sommet de sa puissance, en contrôlant les richesses du monde entier…

Oui, justement, pour cette raison : elle est devenue un Etat parasite qui gagne beaucoup plus sur le travail des colonies que sur sa production intérieure, et donc celle-ci s'affaiblit, on n'y investit plus autant. Par contraste, les régions allemandes, sans avoir encore formé un Etat unifié (ça n'arrivera qu'en 1871), développaient une industrie florissante qui commençait à s'imposer. D'où l'importance du canal de Suez pour les Anglais : leur économie ne reposant que sur les Indes, ce canal facilitait grandement leurs échanges commerciaux.
En fait, la puissance britannique reposait sur trois éléments : 1. Son armée très puissante. 2. Le canal de Suez : vous pouvez comparer le pouvoir que conférait le canal avec le pouvoir de ceux qui contrôlent aujourd'hui la manne pétrolière, c'est du même ordre. 3. Les institutions bancaires et financières. Particulièrement la Lloyd's, monopole assurant les navires contre les dangers de la navigation et de la piraterie. Parce que, sans assurance, il vous était impossible de faire du commerce par la voie des mers. Ainsi, le système était quasi cadenassé par l'Empire britannique.

Pendant que l'Empire britannique déclinait, l'Allemagne grimpait donc vers la première place...

Cette évolution va s'accélérer à partir de 1870-71 : l'Allemagne s'unifie sous la direction du chancelier prussien Bismarck. Au même moment, en 1871, un

événement fait paniquer toutes les classes dirigeantes en Europe : la Commune de Paris, c'est-à-dire la première grande insurrection ouvrière, qui débouche sur un renversement des autorités politiques. Certes éphémère, ce mouvement terrorisa les classes dominantes européennes qui prirent la décision de s'unir pour combattre cette menace d'une révolte des peuples. Pour compléter le tableau, vous devez savoir qu'en 1873, éclate la première grande crise économique du capitalisme, suivie d'une autre quelques années plus tard.

L'Allemagne choisit ce moment pour montrer sa gourmandise. Prenant confiance en ses capacités, elle estime injuste de n'avoir pas reçu sa part du gâteau colonial. A cette époque, une énorme partie de l'Afrique n'a pas encore été colonisée. Seules les côtes et quelques cités sont réellement contrôlées par les puissances coloniales. Et l'Allemagne souhaite s'installer en Tunisie. Cela crée des tensions fortes avec la France, déjà humiliée par la perte de l'Alsace et de la Lorraine. L'Allemagne se tourne alors vers le Maroc, mais cela ne calme pas les tensions, au contraire. C'est dans ce contexte que s'ouvrit, en novembre 1884, la fameuse Conférence de Berlin…

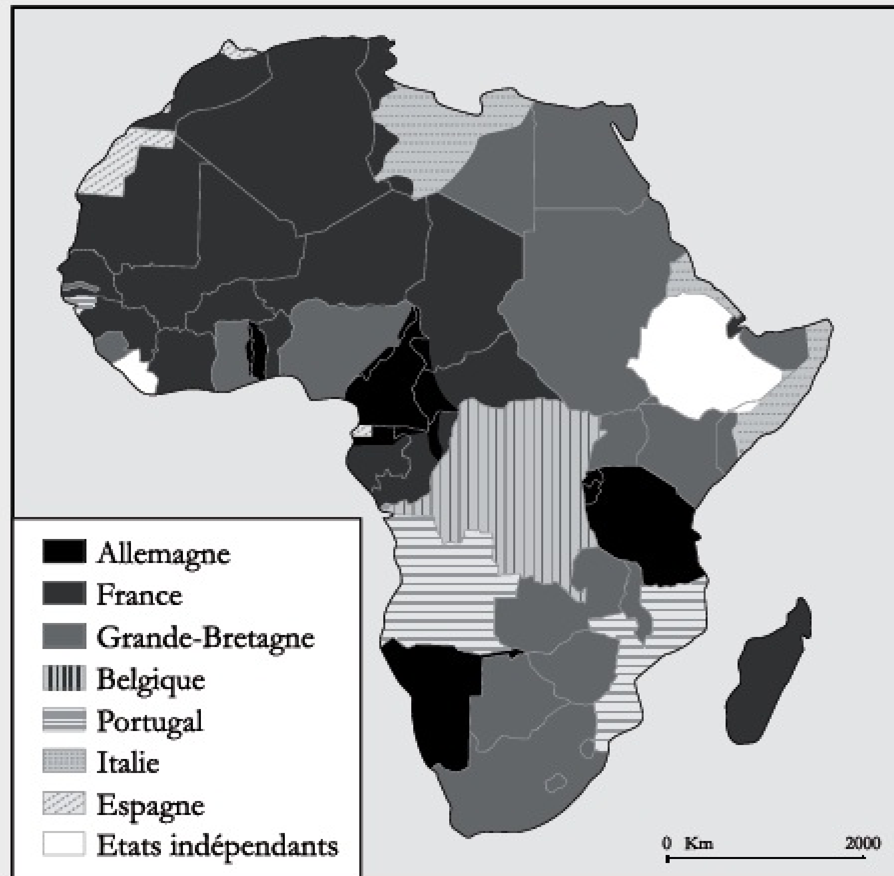
Le « partage du monde » : Conférence de Berlin (1884-1885)

Le 15 novembre 1884, débute la Conférence de Berlin. A la table, s'assoient trois puissances majeures : Grande-Bretagne, France et Allemagne. Et des puissances plus modestes : Belgique et Portugal. Ainsi que quelques figurants : Espagne, Italie, Turquie... Au programme de la Conférence ? Le partage de l'Afrique, tout simplement. Comme on partage un vulgaire gâteau. Aucun Africain n'a été invité.

Après trois mois de négociations, l'Allemagne est frustrée, car elle n'obtient que les miettes : l'équivalent actuel de la Tanzanie, du Rwanda, du Burundi, du Togo et de la Namibie. Par contre, Grande-Bretagne et France se sont octroyé les plus grosses parts. Mais un pays pose problème : le très riche Congo. Londres propose de le céder au Portugal, mais Paris et Berlin refusent, car tout le monde sait que le Portugal est quasiment une colonie de l'Angleterre. On propose donc de céder le Congo à la Belgique, ou plutôt à son roi Léopold II, personnellement engagé dans la conquête de terres à coloniser.

Cependant, une fois cet accord signé, les problèmes ne font que commencer. En théorie, c'est simple, mais en pratique, une campagne de colonisation nécessite d'immenses ressources, notamment humaines. Ce qu'on n'apprend pas à l'école, c'est que ce furent des troupes indiennes qui furent mises sur pied par Londres pour aller conquérir ces vastes étendues du Congo pour le compte de Léopold II. La Belgique, elle, utilisa des Nigérians.

La signification de ce « partage du monde » ? Une nouvelle version du système capitaliste caractérisée par l'exportation des capitaux.



Ce que les grandes puissances exportent, ce n'est plus tant des marchandises à vendre dans les colonies, c'est surtout des capitaux pour développer l'extraction et la production dans ces colonies. C'est là que des profits gigantesques peuvent être réalisés. C'est de là que les grandes puissances vont tirer la plus grande part de leur enrichissement. D'où l'importance de faire main basse sur un maximum de colonies, et surtout sur les plus riches.

A Berlin, deux grandes puissances ont pris les plus belles parts de l'Afrique : la France et la Grande-Bretagne. Sans problèmes entre elles ?

Oh si ! Il y eut d'intenses batailles diplomatiques pour obtenir les colonies d'Afrique de l'Est : golfe d'Aden, Djibouti et en fait toutes les terres jouxtant la mer Rouge et l'océan Indien. Qui contrôle cet océan, contrôle une grande partie

du monde, nous y reviendrons au chapitre sur l'océan Indien. C'est pourquoi l'Empire britannique voulait contrôler l'Egypte.

Quelle utilité présentait l'Egypte dans le partage du gâteau colonial africain ?

On peut résumer la vision britannique de l'époque à celle de Cecil Rhodes, ce magnat du diamant qui a donné son nom à la Rhodésie (actuel Zimbabwe). Sa vision était simple : une grande colonie reliant le nord au sud du continent africain. Du Caire au Cap. Connecter ces deux extrêmes, c'était s'assurer des trajets commerciaux extrêmement intéressants, à commencer par ceux de l'or et du diamant. Sur cette route, il fallait, par exemple, occuper le Soudan qui - ironiquement - fut appelé « la colonie anglo-égyptienne », alors que l'Egypte était elle-même une colonie anglaise. Les troupes qui furent envoyées, étaient composées d'Egyptiens, mais commandées par des Britanniques !

Mais comment réagit donc le peuple égyptien face à cette tutelle anglaise ?

La fierté et le sentiment nationaliste d'indépendance n'avaient pas disparu. Je l'ai dit, l'armée est une institution capitale pour comprendre l'histoire égyptienne. Eh bien, cela a pris tout son sens avec la révolte dirigée par un officier : Ahmed Urabi. En 1881, la révolte, dite d'Urabi Pacha, exprimait le mécontentement de la petite-bourgeoisie officiant dans l'armée. Celle-ci était une institution réellement « égyptienne », représentative du peuple. Le sentiment national y était présent. D'autant que le développement capitaliste, même sous tutelle britannique, avait augmenté le sentiment nationaliste de la population. L'arabe était la langue officielle de l'administration égyptienne. Une presse, des publications, une culture et une intelligentsia se développaient.
La révolte Urabi est une révolte des officiers, dont les méthodes de lutte étaient des techniques terroristes, à savoir tuer le plus possible de Britanniques pour

insuffler un vent de terreur parmi les colonisateurs. La révolte fut matée. La Grande-Bretagne resta donc la puissance dominante de la région, de manière indiscutable, jusqu'à la Première Guerre mondiale.

14-18 : Le nouveau partage du monde par la guerre

A l'école, on apprenait aux enfants que durant la Première Guerre mondiale, la France, la Belgique et les autres alliés défendaient la fierté patriotique face à l'envahisseur allemand. En face, on disait exactement le contraire ! Mais si dix millions d'hommes sont morts dans cette guerre interminable et atroce, s'il était difficile dans les années 20 pour une femme française, par exemple, de trouver un mari, était-ce simplement pour une question de fierté nationale ?

« On croit mourir pour la patrie »

Le discours national et patriotique était une tromperie à grande échelle comme l'exprimait un grand écrivain de l'époque, Anatole France : *« On croit mourir pour la patrie ; on meurt pour des industriels »*… Industriels de la métallurgie, de la chimie et aussi les banquiers.

La Première Guerre mondiale avait trois enjeux, tous économiques :
1. Le charbon et l'acier de l'Alsace-Lorraine, richesses minérales et industrielles alors fondamentales ;
2. Le contrôle des Balkans (Serbie, Croatie, Bosnie, Grèce, Bulgarie, Roumanie…), pas tant pour leurs ressources, mais parce que point de départ de la route des Indes ;
3. Le nouveau partage des colonies africaines où l'Allemagne avait été « désavantagée ».

Chacun veut sa part du gâteau

Le partage des colonies s'était effectué sur base des rapports de force de l'époque. Les plus puissants – Londres et Paris – avaient pris les plus grosses parts du gâteau colonial. Les autres avaient reçu les miettes.
Mais, entre temps, les rapports de force économiques avaient été bouleversés. Entre 1898 et 1913, les parts britanniques et françaises dans l'économie mondiale n'ont cessé de baisser, tandis que la part allemande s'accroissait rapidement. Même chose pour leurs investissements à l'étranger. Or, la première grande crise économique du capitalisme frappe en 1873. Elle accentue la bataille pour les matières premières et donc pour les colonies.

La montée de l'Empire allemand

Devenu très puissant sur le plan économique et enfin unifié sur le plan politique, le nouvel Empire allemand entre alors en contradiction permanente avec les empires français et britannique. Face à cette montée d'un empire allemand, Français et Britanniques veulent défendre leurs positions et conserver leurs colonies. C'est une question de survie économique.
La guerre de 14-18 n'est donc pas une guerre entre des peuples, mais entre des industriels. Elle est le résultat de rivalités économiques exacerbées entre une puissance montante et deux puissances déclinantes.

Quel sera l'impact de la Première Guerre mondiale pour l'Egypte ?

Ce qui se passa ensuite était logique : pris dans les tourmentes de la guerre, les Britanniques ne pouvaient plus contrôler l'économie de leurs colonies. Ils ont dû lâcher du lest à la bourgeoisie nationale égyptienne, qui en profita pour développer le marché local autour du coton et un embryon d'industrie chimique. A partir de 1914, c'est donc une période idéale pour le développement des bourgeoisies nationales en Inde et en Egypte. En conséquence, le premier

mouvement nationaliste bourgeois égyptien voit le jour en 1919, c'est le Wafd. En Inde, se forme le Parti du Congrès. Tous deux regroupent essentiellement des membres de la bourgeoisie rurale et un peu industrielle aussi. Ce dynamisme oblige les Britanniques, sous la pression des mouvements nationalistes, à créer une banque nationale égyptienne. Pour un mouvement qui veut établir une politique économique indépendante, c'est très important d'avoir une banque nationale qui puisse accorder les prêts et contrôler les banques privées.

Faut-il y voir des mouvements « révolutionnaires » ?

Non, ces mouvements ne désirent pas voir le « désordre » s'installer, et redoutent plus que tout la guerre civile, néfaste pour les affaires. De plus, si toutes les classes sociales se politisent et deviennent conscientes, elles voudront aussi devenir des moteurs du changement. Or, les bourgeoisies ne veulent absolument pas perdre le contrôle de l'évolution interne.
A cette époque, la Révolution bolchévique en Russie (1917) et le développement de mouvements communistes, un peu partout dans le monde, font trembler toutes les bourgeoisies. Le mouvement nationaliste égyptien sera donc soigneusement limité à des transformations démocratiques au profit de la bourgeoisie, pas au profit des autres classes sociales.

La Première Guerre mondiale a bouleversé la situation internationale ?

Oui. A la sortie de la guerre, les puissances sont affaiblies, non seulement l'Allemagne vaincue, mais aussi la France et l'Angleterre. La Russie, jusque là un marché important pour les industriels britanniques, se transforme radicalement. Le nouvel ennemi devient le socialisme, et une coalition internationale se crée pour mater la révolution bolchévique. Cet après-guerre permet à la Grande-Bretagne de contrôler une bonne part de l'Empire ottoman au Moyen-Orient.

Néanmoins, son déclin s'amplifie au profit d'un nouveau concurrent : les Etats-Unis. Notons aussi l'apparition d'un Etat extrêmement agressif : le Japon impérial et fasciste.

En Egypte, les sentiments nationalistes ne disparaissent pas, au contraire. Et c'est un phénomène qu'on constate dans de nombreux pays colonisés à travers le monde. Les années 1930 verront une « égyptianisation » de l'économie : une politique davantage tournée vers les besoins internes.

Dans les années 30, l'Egypte et des pays comme la Turquie ont profité des contradictions très fortes entre les Etats impérialistes européens (avec la montée du fascisme) pour construire de leur côté leurs propres Etats et leurs économies. Les puissances européennes - en lutte permanente et affrontant aussi des problèmes internes - ne pouvaient en même temps contrôler les évolutions de ces Etats périphériques. En Egypte, la Grande-Bretagne ne peut agir à sa guise et doit s'adapter aux exigences de la société égyptienne.

Après 1945 :
un nouveau partage du monde

La Seconde Guerre mondiale marque un grand changement dans les rapports de force à l'échelle mondiale : l'Empire britannique va céder la première place aux Etats-Unis, la nouvelle grande puissance de la planète.

Après 1945, l'Allemagne est vaincue, les Britanniques et les Soviétiques sont épuisés par l'effort de guerre et les Etats-Unis - qui n'ont pas réalisé de grands sacrifices - tirent les marrons du feu et s'emparent du leadership mondial. Progressivement, Washington va remplacer Londres dans le contrôle du Moyen-Orient.

Le patronat étasunien d'abord séduit par Hitler

Cette nouvelle prédominance des Etats-Unis n'est pas juste le fruit du hasard pour Washington. L'historien Jacques Pauwels (*) a éclairé cette stratégie assez machiavélique des Etats-Unis durant la Seconde Guerre mondiale.

1. Une grande partie du patronat US était favorable à Hitler dans les années 30 et 40.
2. Cela n'a changé qu'au moment où les ventes des firmes US furent mises en danger par l'agressivité commerciale allemande en Amérique latine et ailleurs. Et par les occupations japonaises qui confisquaient tout le commerce en Asie.

« Ni les Alliés, ni l'Axe ne devraient gagner la guerre »

Les Etats-Unis ont donc joué un double jeu. En fait, ils souhaitaient que cette guerre, qui leur profitait tant, dure le plus longtemps possible. Citons – parmi d'autres - le célèbre patron Henry Ford : *« Ni les Alliés, ni l'Axe ne devraient gagner la guerre. Les USA devraient fournir aux deux camps les moyens de continuer à se battre jusqu'à ce que tous deux s'effondrent. »*
D'un côté, les profits réalisés en Allemagne par des sociétés comme Ford, GM, Esso (Exxon) ou IBM étaient énormes. De bautre côté, ils s'enrichissaient en prêtant à la Grande-Bretagne qui supportait tout le poids financier de la guerre. Washington posait d'ailleurs comme condition que Londres abandonne ses colonies après la guerre. Ce qui fut fait. Les Etats-Unis ont réussi à profiter de la Deuxième Guerre mondiale pour affaiblir leurs rivaux et devenir la seule superpuissance capitaliste.
Comme avec 14-18, la Seconde Guerre mondiale marque donc un nouveau partage du gâteau mondial : certains Etats se sont affaiblis et les Etats-Unis sont devenus l'économie la plus puissante. Ils ont ainsi pu rebattre les cartes à leur avantage.

(*) Jacques Pauwels, Le mythe de la bonne guerre, les USA et la Seconde guerre mondiale, Aden, Bruxelles, 2005

Néanmoins, Londres parvient à conserver le contrôle de l'Egypte jusqu'au coup de tonnerre : la révolution de Nasser, en 1952…

Oui, un acteur majeur de la scène égyptienne moderne : Gamal Abdel Nasser. A l'issue d'un coup d'Etat mené par les « Officiers Libres » (issus généralement de la petite-bourgeoisie), le roi Farouk, marionnette des intérêts britanniques, est détrôné.
Au même moment, se construit en Egypte le premier parti islamique moderne, celui des Frères musulmans, fondé par Hassan el-Banna, qui deviendra très

populaire et sera tué en 1949 par les Britanniques. L'Empire fait alors face à des velléités d'indépendance venant de toutes parts. Même Nasser et son mouvement étaient fort imprégnés de l'idéologie des Frères musulmans.

Qui composait ce mouvement égyptien ?

En fait, il comprenait trois courants. Le plus important était celui de Nasser lui-même. De par ses sentiments personnels, mais aussi par ses contacts avec les communistes égyptiens, son orientation était anti-impérialiste, patriotique et panarabe (union de tous les peuples arabes, au-delà des frontières). A ce propos, on peut relever une anecdote que je raconte volontiers car je la trouve très significative. Ben Gourion, premier dirigeant du nouvel Etat israélien, était curieux de connaître les positions de Nasser à l'égard d'Israël. Des diplomates occidentaux interrogèrent alors Nasser. Lequel répondit, honnêtement, qu'il n'avait pas le temps de s'occuper de cette question, car il était déjà bien occupé avec les problèmes internes de l'Egypte. Très satisfaits, les diplomates portèrent la bonne nouvelle à Ben Gourion, mais celui-ci répondit : *« C'est la pire nouvelle que je pouvais entendre ! ». « Pourquoi ? » « Parce qu'il va créer un Etat fort, et cet Etat fort sera dangereux pour nous ! ».* De même que Méhémet Ali avait effrayé les puissances impérialistes, Nasser faisait peur.
Un deuxième courant comprenait des officiers issus de la bourgeoisie : antisocialistes et anticommunistes, persuadés des bienfaits du capitalisme. Le troisième courant était composé de la bourgeoisie rurale, conservatrice et refusant toute réforme.

Mais Nasser était tout de même le leader ?

Nasser était le plus charismatique. Il réussit à diffuser ses idées anti-impérialistes, à soutenir des luttes anticoloniales au Yémen et au Congo, à intégrer le

Mouvement des non alignés qui réunissait les Etats du Sud aspirant à plus d'indépendance. Dans la mesure où cela affaiblissait les anciennes puissances impériales, cela n'était pas pour déplaire aux Etats-Unis.
Mais de grosses tensions apparurent entre Nasser et les Frères musulmans, il y eut une tentative d'assassinat de Nasser en 1954, attribuée à ce mouvement, qui fut alors dissous et interdit. La plupart de ses membres connurent la prison ou l'exil, notamment en Arabie saoudite, un pays très arriéré et conservateur, favori des puissances occidentales.

Comment définiriez-vous la ligne de Nasser ?

Anticoloniale et progressiste. Nationalisant le canal de Suez, il a déclaré : *« La pauvreté n'est pas une honte, mais c'est l'exploitation des peuples qui l'est. Nous reprendrons tous nos droits, car tous ces biens sont les nôtres, et ce canal est la propriété de l'Égypte. »*

Nasser anti-impérialiste, les puissances coloniales devaient forcément finir par réagir ?

Oui, en 1956, la France, la Grande-Bretagne et Israël se coalisèrent pour mettre fin à l'expérience nassérienne. L'Egypte était stratégique, et ils avaient très peur d'une contagion révolutionnaire dans les pays voisins. Les dirigeants britanniques et français (des socialistes, pourtant) traitèrent Nasser d'Hitler ! Ils tentèrent de l'assassiner. Après l'échec, un véritable complot fut mis en place entre Londres, Paris et Tel-Aviv. Les protocoles signés à Sèvres stipulaient : *« L'État hébreu attaquera l'Égypte le 29 octobre 1956 dans la soirée et foncera vers le canal de Suez. Profitant de cette agression « surprise », Londres et Paris lanceront le lendemain un ultimatum aux deux belligérants pour qu'ils se retirent de la zone du canal. Si l'Égypte ne se plie pas aux injonctions, les troupes franco-britanniques entreront en action le 31 octobre. »*
Lesquelles, de fait, bombardèrent l'Egypte, puis débarquèrent sur les plages en utilisant les barges employées en 1944 en Normandie, prirent le contrôle du

canal et se dirigèrent vers Le Caire. Israël s'empara de la presqu'île du Sinaï. Mais l'URSS menaça les envahisseurs et les Etats-Unis s'opposèrent aussi à l'intervention qui allait assez rapidement prendre fin…

Des anti-impérialistes, les Etats-Unis ? Cela surprend…

Ils n'étaient pas fâchés de démontrer que le déclin des puissances européennes était irrémédiablement en cours. De plus, ils voulaient montrer leur soutien au tiers-monde en marquant leur différence avec le colonialisme européen. Le nationalisme et le panarabisme étant très populaires, les Etats-Unis adoptèrent une stratégie plus subtile. D'ailleurs, cette popularité ne fit que grandir après la défaite des puissances occidentales lors de la guerre de Suez.

Les Etats-Unis ne voulaient pas s'opposer à Nasser, mais celui-ci décide tout de même de se rapprocher de l'URSS…

Ce qui va lui permettre de construire le gigantesque barrage d'Assouan. Grâce auquel les Egyptiens allaient obtenir une électricité quasi gratuite, acquérant leur indépendance économique et énergétique. Des pans entiers de l'économie passèrent sous contrôle public, ou furent nationalisés. Et les décisions furent centralisées pour une plus grande efficacité.
Bien sûr, ce tournant rendit plus difficiles les relations entre l'Egypte et les Etats-Unis qui voulaient la voir intégrer l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord). Et cela s'aggrava après la réforme agraire de Nasser, bien que ce ne soit pas une réforme socialiste (les terres aux paysans), mais plutôt bourgeoise (davantage de soutien de l'Etat).

Nasser était-il réellement indifférent à l'égard d'Israël ?

Non, sa position était : la question palestinienne est une question arabe, c'est la responsabilité des pays arabes de libérer la Palestine. D'ailleurs Yasser Arafat, leader de l'Organisation de Libération de Palestine, était lui-même issu de l'armée égyptienne.
Cette évolution fit de l'Egypte un Etat fondamental dans la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme. De plus, l'aura de Nasser et de ses réformes - santé, commerce, industrie, agriculture - tout cela mit en colère les puissances occidentales. Après 1967, d'ailleurs, les Etats-Unis offrirent leur soutien inconditionnel à l'Etat israélien.

Pourquoi 1967 ?

Eh bien, le 5 juin 1967, Israël attaque l'Egypte en bombardant son territoire. Une coalition de pays arabes (Egypte – Syrie – Jordanie – Irak) se forme pour résister à Israël. Mais elle est vaincue et Israël va tripler son territoire en annexant Gaza, le Sinaï égyptien, le Golan syrien, Jérusalem et la Cisjordanie. Dès ce moment, les Etats-Unis comprennent qu'Israël peut être leur gendarme de la région, capable de porter des coups sérieux au nationalisme arabe.

Après la mort de Nasser en 1970, Anouar el Sadate prend le pouvoir. Il se revendique de l'héritage nassérien, mais se rapproche rapidement des Etats-Unis. Comment l'expliquez-vous ?

Du vivant de Nasser, son charisme, sa maîtrise des programmes et des décisions politiques et son travail rigoureux faisaient de lui l'homme incontournable. Beaucoup d'officiers le soutenaient, mais pas tous. Cependant les groupes hostiles prenaient bien soin de ne jamais montrer leurs divergences au grand jour.
Mais après la défaite de l'Egypte contre Israël, s'ensuivit une période de

démoralisation. Nasser lui-même était affaibli, allant jusqu'à parler de démission. C'est dans ce contexte qu'il mourut le 29 septembre 1970. Avec tout juste la somme de son salaire en poche. Nasser vivait simplement, il n'avait jamais recherché ni fortune, ni train de vie, il était honnête et travailleur.

Pas comme Sadate ?

Anouar el Sadate était vice-président de Nasser et donc son successeur constitutionnel. C'était un homme différent, aussi bien dans son caractère, que dans ses choix de gouvernement. En prétendant démocratiser, il s'employa en fait à affaiblir les éléments pro-URSS en Egypte. Sur le plan économique, il adopta le programme de « l'infitah », à savoir l'ouverture des frontières au commerce international. La Banque nationale se mit à favoriser non plus les intérêts globaux de l'économie égyptienne, mais les intérêts particuliers d'une fraction de la bourgeoisie, celle liée aux intérêts étrangers. Cette fraction de la bourgeoisie comprenait des hommes d'affaires, des officiers, des députés, qui s'enrichirent et mirent la main sur le système économique. Sadate mit fin aux idéaux d'un socialisme arabe. C'était un pur capitaliste et il détricota donc les réformes nassériennes. Puis, il relâcha les prisonniers politiques du mouvement des Frères musulmans…

Pourquoi ?

C'était une stratégie pour diviser le peuple égyptien, en entretenant des divisions entre groupes religieux. La haute bourgeoisie égyptienne mit la main sur l'économie et l'Egypte devint une nation contre-révolutionnaire. Par exemple, elle fournit des armes au Rwanda de Habyarimana ou aux guérillas terroristes de l'Unita en Angola. Pire : Sadate rejoignit le *Safari Club*, rassemblement des dirigeants les plus réactionnaires de la planète et dont nous parlerons plus loin

(voir chapitre sur l'Arabie saoudite). Face à Israël, ce fut la capitulation pure et simple en signant les accords honteux de Camp David en 1978.

Cela ne lui a pas vraiment réussi !

Non, en trahissant l'héritage de Nasser et en collaborant avec Israël, Sadate s'est attiré la réprobation de l'ensemble des peuples arabes, même si, en Occident, il a reçu le prix Nobel de la paix pour prix de son ralliement. En Egypte aussi, son impopularité a grandi. Il a réagi en emprisonnant des nassériens, des communistes, des féministes, des islamistes, des professeurs d'université, des étudiants et des journalistes, ainsi qu'un grand nombre de prêtres coptes. La répression devint très violente. Le 6 octobre 1981, durant une parade militaire, Sadate sera assassiné par des militaires opposés à ses trahisons. Aucun dirigeant arabe n'assiste à ses funérailles, et la foule est tenue à l'écart, contrairement à ce qui s'était passé à l'enterrement de Nasser.

Après Sadate, son vice-président Moubarak…

Oui, il continua sur la voie de Sadate, tout simplement. La nation égyptienne était réellement dans une période de léthargie : la classe dirigeante était entièrement au service des intérêts occidentaux, surtout ceux des USA. Il n'y eut aucune évolution positive.

Pendant ce temps, les Frères musulmans enfermés dans les prisons eurent le temps d'y débattre et de mûrir. Une division se créa entre deux visions des choses : une vieille génération restant fidèle à l'idéologie traditionnelle et une nouvelle se revendiquant du jihadisme. Les Frères musulmans « classiques » voulaient combattre l'ennemi extérieur sans toucher au gouvernement local. Par contre, les jihadistes affirmaient que ce gouvernement n'était qu'un représentant de l'ennemi extérieur, et qu'il fallait donc le combattre également.

Moubarak, suivant fidèlement l'esprit de Sadate, fit de l'Egypte une sorte d'Etat

mercenaire de l'impérialisme US. Malgré les protestations des jeunes Egyptiens, il travailla à supprimer tout lien de solidarité avec les autres pays africains.

Comment se maintenait-il au pouvoir si l'opposition était si générale ?

Pour museler le système, Sadate, comme Moubarak, s'appuyait sur les services de renseignement, qui comptaient des centaines de milliers d'agents, un véritable Etat dans l'Etat. Une de leurs missions essentielles étant de surveiller l'armée de près. Il fallait terroriser tous ceux qui auraient osé penser à une évolution. Dès 1981, un état d'urgence permanent fût instauré, empêchant ainsi les officiers de se rencontrer librement.

Mais finalement Moubarak est tombé ! En Europe, beaucoup pensaient qu'il serait difficile de faire tomber cette dictature. Vous ne partagiez pas cet avis. Pourquoi ?

Durant les années 60, j'ai étudié en Egypte. Nous étions à l'époque trente mille étudiants étrangers venus d'Afrique, d'Inde ou même d'Indonésie, à profiter d'un programme d'éducation mis en place par Nasser quelques années auparavant. Je dirigeais le bureau des étudiants somalis et je me souviens que la plupart des Egyptiens moyens avaient beaucoup de sympathie pour nous, car notre présence symbolisait la solidarité de l'Egypte avec l'Afrique : ils en étaient fiers !
En 2009, après trente ans d'absence, je décidai de retourner aux pays des pharaons. Pas tout à fait rassuré. On m'avait dit que l'Egypte était devenu un Etat policier et que les arrestations étaient courantes. Arrivé au Caire, je fus impressionné de voir comment la ville s'était développée. Incroyable ! C'était devenu une ville immense, accueillant chaque jour deux mille nouvelles personnes. Je pris un taxi et me rendis dans les locaux de l'association que j'avais dirigée. J'y retrouvai une vieille connaissance égyptienne, Mohamed, avec qui

nous prenions régulièrement le thé à l'époque et dont nous savions qu'il était en contact avec les services de renseignements. Je lui demandai quelle était la situation en Egypte. Il me répondit très en colère que ce pays était dirigé par des gangsters qui pillaient les richesses. Connaissant son passé dans les services secrets, je soupçonnai Mohamed de dire cela pour me tirer les vers du nez. *« Tu peux parler,* répondit-il. *Tout le monde s'en fout ici. Les autorités ne contrôlent rien. Et ce salaud,* ajouta-t-il en désignant une photo de Moubarak accrochée au mur, *il ne vit même pas au Caire, mais à Sharm el-Sheik !* (station balnéaire prisée par les touristes) *»*

Je fus très surpris, je pensais que les gens n'osaient pas critiquer le régime dans cet Etat policier. Aussi, je continuai à questionner les gens dans la rue, dans le bus, sur le marché... Tous tenaient le même discours : *« Les dirigeants sont des voleurs, un jour on leur coupera les doigts ! ».* J'en arrivai à la conclusion que l'Egypte était prête pour une révolution.

Vous dites que le pays était prêt depuis un bon moment. Pourquoi la révolution a-t-elle éclaté en janvier 2011 ?

L'élément déclencheur a été le suicide de Mohamed Bouazizi, jeune vendeur tunisien qui s'est immolé. Ce fut la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Pour les musulmans, le suicide est un péché, car c'est Allah qui vous donne la vie et vous ne pouvez vous l'enlever de vos propres mains. Malgré cela, Bouazizi est devenu un martyr représentant toute la jeunesse du monde arabe qui vit dans des conditions difficiles, sans avenir, avec une répression policière très forte et des élites corrompues…

Les jeunes Arabes ne se retrouvent pas dans ce système. A trente ans, la plupart ne peut pas s'offrir un logement et doivent encore vivre chez leurs parents. D'autres essaient d'émigrer : soit ils perdent la vie en traversant la Méditerranée, cet immense cimetière, soit ils réussissent à gagner l'Europe, mais sont traités

comme des chiens.
Face à cette misère, vous trouvez dans les pays arabes une élite qui se la joue bling-bling, faisant du shopping dans des boutiques luxueuses, roulant dans des 4x4 dernier cri, se pavanant sur des yachts… Jusqu'à maintenant, les pauvres ont survécu grâce à la solidarité entre eux. Mais les contradictions dans la société étaient telles que le système devait éclater.

La chute de Moubarak risque-t-elle de favoriser la montée de l'islamisme en Egypte ?

Moubarak n'était pas le rempart qui a permis de contenir la tendance islamiste. La confrérie des Frères musulmans était aussi une pièce essentielle dans la dictature du raïs.

Cela semble surprenant !

Pas tant que ça. Nous avons vu comment Sadate a mené une politique totalement opposée au nassérisme, suivant les préceptes de la Banque Mondiale et bradant les entreprises publiques au profit de compagnies privées. Mais pour emprunter une telle voie, Sadate devait se débarrasser de l'héritage de Nasser, encore très prestigieux en Egypte. Même après sa mort, le célèbre révolutionnaire avait encore beaucoup d'adeptes. Dans cette stratégie, Moubarak a joué un rôle bien particulier. Il avait pour mission de former des gangs et de les armer à travers les services secrets pour combattre les nasséristes et les communistes.
Mais la répression ne suffisait pas. Il fallait aussi combattre l'héritage de Nasser sur le plan idéologique.
Pour cela, Sadate a utilisé la religion. D'abord, en diffusant des révélations sur la répression de Nasser contre les Frères musulmans. Ensuite, en se présentant comme un homme de Dieu, un musulman pieux. Il a introduit de nombreuses

mesures pour augmenter l'importance de la religion dans la société égyptienne. Par exemple, faire lire des versets du Coran avant le journal télévisé. Il a également libéré les Frères musulmans qui étaient emprisonnés.
L'idée que la dictature égyptienne était nécessaire pour contenir la montée de l'islamisme est donc un mythe. L'islamisme était en fait une pièce essentielle du système. Il permettait de justifier l'Etat policier que soutenait l'Occident.

Pourtant, on présentait souvent les Frères musulmans comme le principal parti d'opposition en Egypte.

C'est faux. Les Frères musulmans étaient en fait le seul parti acceptable pour le régime égyptien. S'ils avaient vraiment été dangereux, Moubarak ne les aurait pas tolérés. Or, les Frères musulmans ont même été à plusieurs reprises autorisés à siéger au parlement. Dans une dictature, vous n'acceptez pas votre ennemi. Ce n'est pas comme en Tunisie où les communistes ou les islamistes étaient bannis.
Bien sûr, vous devez considérer que la base est traversée par différents courants, dont certains peuvent évoluer dans un sens plus progressiste, mais le programme des Frères musulmans rédigé par la hiérarchie représente l'autre face du système totalitaire soutenu par l'impérialisme. Leur programme socio-économique n'a rien de progressiste. Ils prônent un capitalisme sans entrave, la libre entreprise, ils se sont déjà opposés à des mouvements d'ouvriers ou de paysans… Bref, la ligne parfaite pour permettre à l'impérialisme de continuer à exploiter l'Egypte.

N'y a-t-il donc pas de forces d'opposition capables de guider la révolution en Egypte ?

Selon moi, la révolution tunisienne est mieux organisée. Les partis d'opposition ont beaucoup appris de leur expérience dans la clandestinité. Même en prison, l'opposition s'est organisée et les forces contre-révolutionnaires ne peuvent pas

la diviser aujourd'hui.
En Egypte, les nasséristes et les communistes n'ont pas eu autant de patience que leurs homologues tunisiens. Ils représentent seulement un petit segment de la population. Les Frères musulmans n'incarnent pas une véritable opposition et ne représentent pas non plus une grosse partie de la société. Enfin, les médias occidentaux ont beaucoup parlé de Mohamed el-Baradei. Mais cet homme a passé sa vie entre deux aéroports et n'a aucune base sociale en Egypte. Personne ne le connaît dans le pays, hormis sa femme et ses collègues !

Comment pourraient évoluer les choses alors ?

La seule institution organisée, c'est l'armée. Tout dépend d'elle maintenant.

Mais l'armée était proche de Moubarak et financée par les Etats-Unis ! Peut-on attendre de réels changements de cette institution ?

L'armée n'est pas un corps homogène. Tout comme dans la société égyptienne, vous y trouvez différentes tendances. Et le corps de cette institution est composé d'Egyptiens venant du peuple. Ils ne veulent plus de la dictature. De plus, les révolutionnaires qui ont mis fin à la monarchie égyptienne en 1952 étaient des officiers, ne l'oublions pas !
Les proches de Moubarak ne représentent qu'une minorité au sein de l'armée. Maintenant que le dictateur est tombé, la Constitution va être modifiée pour autoriser tous les partis politiques qui le souhaitent à participer aux prochaines élections. Les prochaines années montreront quelles forces vont émerger.
Moubarak était aussi un allié important d'Israël. Sa chute modifiera-t-elle la situation de ce pays ?

Certainement. L'Egypte a d'importantes réserves de gaz. Et Israël est le pays qui

en profite le plus, payant moins cher que le prix du marché. Il a développé un réseau très important qui dépend de l'approvisionnement égyptien. Si un nouveau gouvernement égyptien revoit cet accord, ce sera très difficile pour l'Etat israélien.
De plus, la question palestinienne n'est pas résolue. Depuis Sadate, les dirigeants égyptiens ont conclu une alliance avec Israël. Mais le peuple égyptien, lui, est contre l'occupation. Il est solidaire des Palestiniens. N'importe quel gouvernement démocratique qui représenterait un tant soit peu les aspirations du peuple égyptien ne maintiendrait pas cette relation avec Israël.

Cela aurait aussi un impact sur la politique des Etats-Unis au Moyen-Orient ?

Tout à fait. Après la défaite de l'Egypte et de la Syrie face à Israël dans la guerre du Kippour en 1973, l'accord signé entre l'Egypte et Israël constitua un des principaux piliers de la politique US au Moyen-Orient. C'était une stratégie du responsable de la politique étrangère des USA à l'époque, Henry Kissinger : la paix entre l'Egypte et Israël a permis de liquider la question palestinienne et de briser l'unité des pays arabes. Selon moi, cet accord est fini. Les Etats-Unis ont perdu l'Egypte avec la chute de Moubarak et les rapports de force vont changer dans la région.

Or, les Etats-Unis accordent des aides très importantes à l'Egypte…

Cela n'a pas de sens de parler de cette façon. S'il y a une aide entre les Etats-Unis et l'Egypte, c'est dans le sens Egypte vers Etats-Unis, et non l'inverse. Les Egyptiens payaient des dettes faramineuses aux banques US. De même, c'est l'Egypte qui « subventionne » Israël, en lui fournissant pour presque rien des quantités astronomiques de gaz. Aujourd'hui, l'Egypte en est arrivée à un point où elle doit importer de la nourriture par défaut d'autosuffisance !

Cette situation peut-elle changer ? L'Egypte a-t-elle un avenir ?

Il s'est passé quelque chose de nouveau et de très important : une révolte populaire, et pour la première fois sans l'armée. Si les mouvements démocratiques l'emportent, l'Egypte pourrait devenir sans peine le Brésil de la région. En effet, le Brésil a globalement vécu la même chose : un pays très riche en ressources, toujours sous le joug militaire et des élites liées à l'étranger. La Turquie aussi connaissait les mêmes problèmes et elle est devenue, on le voit, une puissance régionale incontournable et certaine de ses capacités. Pour l'Egypte, tout est ouvert, et c'est ce qui fait peur aux grandes puissances aujourd'hui.
Mais il y aura un choix essentiel à faire entre deux types de capitaux. D'une part, les capitaux voleurs, ceux qui font du profit à tout prix au risque de détruire totalement les tissus sociaux et économiques locaux. D'autre part, des capitaux qui, certes, font du profit, mais dans une optique de développer l'ensemble de la nation et en respectant les objectifs internes, comme en Chine. L'Egypte pourrait établir de nouvelles relations avec le Soudan, par exemple, mais aussi avec les autres pays de la région et du continent. Si un bloc économique régional se constitue, autonome, non dépendant, alors la région a de l'avenir…

Bref, on en revient au grand projet de Méhémet Ali ou de Nasser…

Oui, mais la conjoncture est bien plus favorable. Si les bons choix sont effectués, l'avenir peut être radieux pour ce pays...

BIBLIOGRAPHIE:

- Zaalouk Malak, *Power, class and foreign capital in Egypt. The rise of the new bourgeoisie*, London, Zed Books, 1989

- Anouar Abdel-Malek, *L'Egypte moderne. Idéologie et renaissance nationale*, Ed. L'Harmattan, 2005

- P. J. Vatikiotis, *The Modern History of Egypt*, Ed. Praeger, 1969

- John R. R. Bradley, *Inside Egypt: The Land of the Pharaohs on the Brink of a Revolution*, Ed Palgrave Macmillan, 2008

- Shoukri, Ghali. *Egypt, Portrait of a President, 1971-1981: Sadat's Road to Jerusalem*. London: Zed Press, 1978, 1981. 465p.

Turquie
La puissance montante qui prend confiance

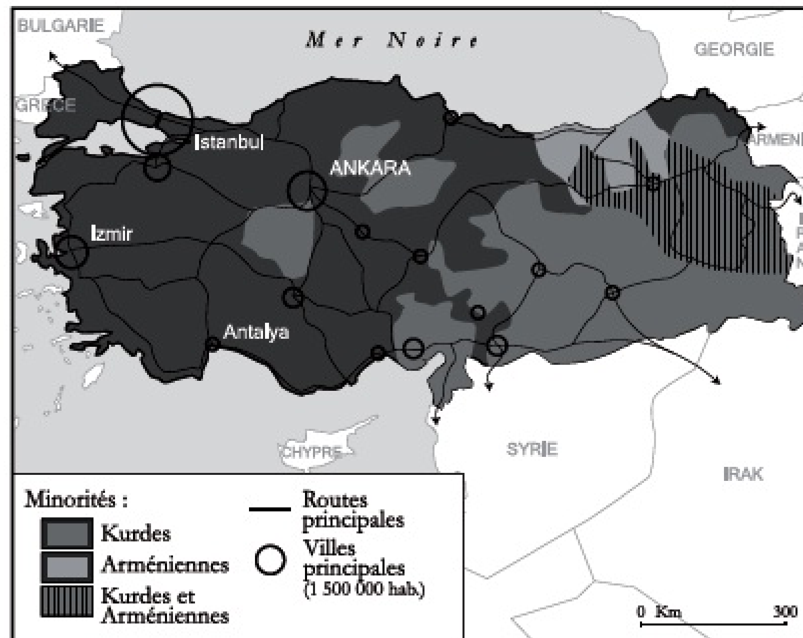
Autrefois, ce grand pays a été le centre d'un vaste empire qui comprenait la Turquie actuelle, l'Arménie, les Balkans et l'Europe centrale, la Syrie, la Palestine, l'Irak, l'Arabie saoudite et l'Afrique du Nord. Comment cet Empire ottoman entra-t-il en contact - et en conflit - avec la Grande-Bretagne, la France et la Russie ? Cette histoire a-t-elle laissé ses marques sur la société turque actuelle ? Pourquoi ce pays fut-il longtemps un pion des Etats-Unis et un allié précieux d'Israël ? Pourquoi s'en détache-t-il aujourd'hui ? Intégrera-t-il l'Europe ou suivra-t-il une voie propre d'alliances régionales ? Et d'où vient sa nouvelle confiance ?



COUP D'OEIL SUR LA TURQUIE

GEOGRAPHIE
- Capitale : Ankara
- Superficie : 780 580 km²
- Nombre d'habitants : 78 785 548 (92,6 hab. /km²)

SOCIETE
- Composition : majorité turque sunnite hanafite, importante minorité kurde au sud-est et minorités arabes près de la frontière syrienne
- Espérance de vie : 72,5 ans
- Population de moins de 15 ans : 26,6%
- Taux d'alphabétisation : 87,4%



POLITIQUE
- Régime : république parlementaire
- Premier ministre : Recep Tayyip Erdoğan
- Indépendance : 1923 (suite au démantèlement de l'Empire ottoman)

ECONOMIE
- PIB : 798,9 milliards $ (2008)
- Ressources : industries de l'automobile et manufacturières, agriculture, tourisme
- Taux de croissance : 8,9% (2010)
- PIB/habitant : 12.000 $ (2008)
- IDH : 0,679 (85ème)
- Taux de chômage : 9,1%
- Population sous le seuil de pauvreté : 18,1 % en 2009 (contre 17,1% en 2008)

Rares sont ceux, aujourd'hui, en Europe en tout cas, qui connaissent la richesse du passé de la Turquie. Cet Empire ottoman, comment s'est-il formé et étendu ?

Les tribus turques sont originaires du nord de la Chine. Elles s'installèrent dans la région à partir du 11ème siècle. Aujourd'hui, plus de deux cent millions de

personnes parlent le turc ou une de ses formes dialectales à travers toute l'Anatolie, mais aussi dans le Caucase (Azerbaïdjan) et surtout l'Asie centrale (Turkménistan, Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghistan, ouest de la Chine).
L'Islam est né au 7ème siècle. Cette nouvelle religion s'est étendu rapidement, et les musulmans vainquirent les Perses lors de la bataille de Bassora ; l'Empereur perse se rendit et embrassa le dogme islamique. Deux puissances se sont alors retrouvées face à face dans la région : l'Empire romain d'Orient d'une part, et l'Empire ottoman, d'autre part.

L'Empire byzantin, c'était le successeur de l'Empire romain - effondré en 395 - et de l'Empire romain d'Orient, qui lui avait succédé ?

Oui, il contrôlait le territoire de la future Turquie et d'ailleurs sa capitale, Constantinople, s'appelle aujourd'hui Istanbul. Le centre de gravité de l'Empire romain s'était déplacé vers l'est, mais cet Empire byzantin était en train de s'affaiblir à cause de deux grands problèmes : le conflit entre les Eglises orthodoxes - grecque d'un côté, arménienne de l'autre - et le conflit entre coptes égyptiens et Grecs.

De l'autre côté, ça ne s'appelait pas encore la Turquie ?

Non, avant le 14ème si ècle, il y a eu sur ce territoire plusieurs Etats successifs : celui fondé par les Ouïgours venus de Chine, puis celui des Huns, puis les Avars et les Khazars, et encore plusieurs autres dans une région très instable en fait. La fondation de l'Empire ottoman par Osman 1er, en 1299, va créer progressivement l'unité turque.

Quel était l'enjeu de ces conflits entre l'Empire byzantin et l'Empire ottoman ?

Les Grecs formaient en quelque sorte une puissance impérialiste. Différente évidemment de l'impérialisme actuel par lequel le capitalisme exporte ses capitaux et ses marchandises partout où il peut, par la force s'il le faut. Non, dans ces anciens empires, il s'agissait simplement d'un centre de pouvoir qui recueillait toutes sortes de taxes venant des peuplades et tribus sous domination. En tout cas, cet affaiblissement de l'Empire byzantin facilita l'expansion de l'Islam en Egypte, et ensuite vers le Maghreb et l'Espagne. Finalement, en 1453, les Ottomans purent même conquérir Constantinople, la capitale de l'Empire byzantin, dont les dirigeants capitulèrent.

L'Empire ottoman a donc occupé une partie du continent européen ?

Une partie importante, oui. Il faut rappeler qu'au 14ème siècle, l'Europe fut très affaiblie par une épidémie de peste qui tua un tiers de sa population. De leur côté, les Ottomans gagnèrent des batailles importantes entre 1389 et 1396 contre les Serbes au Kosovo, en Bulgarie, en Macédoine. Ils conquirent le territoire hongrois en 1526 et finirent par atteindre les portes de Vienne en 1683, sans pouvoir l'emporter.

A l'école, on nous présente en général ce chapitre de l'Histoire comme un conflit entre les religions chrétienne et musulmane...

C'est loin d'être aussi simple. En Macédoine, les Serbes s'allièrent aux musulmans. A l'intérieur même de l'Autriche-Hongrie, il y avait des tensions. Certains princes, comme le Roi de Pologne, conclurent des alliances avec les Ottomans.

Pour d'autres intérêts alors ?

Oui. Sous le régime féodal, les nobles cherchaient à contrôler un maximum de territoires afin de percevoir le plus de taxes possible des paysans et des commerçants.



L'Empire ottoman à son apogée, en 1683

L'Empire ottoman s'étendait donc sur un vaste territoire où se côtoyaient diverses confessions. Quelle était l'attitude des autorités ottomanes à l'égard des minorités religieuses ?

A cette époque, la notion de citoyenneté avec des droits égaux n'existait pas, c'est venu plus tard avec la Révolution française de 1789. Cependant, les codes du *dhimmi* (règles instaurant la cohabitation entre musulmans et non-musulmans) protégaient les minorités religieuses en échange d'un impôt et de l'interdiction de porter des armes. La principale minorité était la chrétienne, divisée entre Arméniens et Grecs. Et il faut signaler que maints ambassadeurs de l'Empire ottoman étaient aussi choisis parmi les chrétiens.

Etait-ce un empire puissant sur le plan économique ?

A cette époque, oui. Bien avant les révolutions industrielles du 19ème siècle en Europe du Nord, l'Empire ottoman était très avancé sur le plan agricole et sur le plan commercial, ses réseaux s'étendant jusqu'en Chine, contrôlant l'Afrique du Nord, disposant de bases militaires dans la mer Rouge... Déjà au 16ème siècle, le grand vizir Sokullu Mehmed Pacha avait même formé le projet d'un canal à Suez !
Mais depuis un certain temps, ce même Empire ottoman devait se battre pour une politique de centralisation. En effet, ses diverses provinces et régions - les *wilayas* - tentaient de s'octroyer plus d'autonomie, comme Méhémet Ali en Egypte. Cette lutte entre pouvoir central et régions séparatistes a affaibli l'Empire face aux autres grandes puissances. Or, de son côté, la Grande-Bretagne s'était industrialisée très rapidement, elle était même devenue une sorte de superpuissance. Ces deux facteurs entraînèrent une alliance entre Ottomans et Britanniques pour « mater » Méhémet Ali et empêcher ses réformes, comme nous l'avons vu au chapitre précédent.
Mais cette politique britannique se heurtait à la résistance de la Russie tsariste et de la France. Montant en puissance, cette dernière ne cessait de soulever la « question orientale » dans le but de repartager l'Empire ottoman. Et cet enjeu devint central dans les rivalités entre grandes puissances.

Quelles classes sociales composaient cet Empire ottoman ?

Outre sa cour, le sultan disposait d'une bureaucratie qui travaillait pour lui. Il y avait aussi une paysannerie. Voilà les principales classes sociales de l'époque. Mais d'autres allaient bientôt apparaître… Car cette société s'affaiblissait, on parlait de plus en plus de l' « homme malade » qu'était l'Empire ottoman. Russes, Français et Britanniques revendiquaient leur droit de « protéger les minorités chrétiennes de l'Empire ottoman »…

Une « intervention humanitaire », comme on dit aujourd'hui ?

Exactement. Mais les vrais mobiles étaient, comme aujourd'hui, économiques et politiques. La France et la Grande-Bretagne avaient développé tout un système de prêts à l'Empire ottoman. Et la question de la citoyenneté des minorités chrétiennes n'était pas innocente. C'étaient précisément ces minorités-là – surtout les Arméniens et les Grecs - qui allaient devenir les bourgeoisies compradores locales (voir encadré – page 94), avec le soutien et la protection des ambassadeurs des pays européens. Ces prêts et ces minorités sont les deux facteurs qui ont permis d'intégrer l'Empire ottoman dans le système capitaliste européen.

Qu'entendez-vous par là ?

Auparavant, l'Empire ottoman vivait selon sa logique propre : les classes sociales locales menaient leur jeu, à savoir la cour du sultan, la bureaucratie, l'armée et les institutions religieuses, tous vivaient des taxes prélevées sur les agriculteurs des provinces dominées. Il n'y avait pas un réel marché avec des échanges au sens où on l'entend aujourd'hui. La paysannerie était assez autonome, certaines régions comme l'Anatolie étaient très fertiles et il n'était pas difficile de baser le système fiscal sur ces ressources. Une grande part des besoins du pouvoir central était destinée à l'armée et les besoins n'augmentaient qu'en temps de guerre.

« Homme malade », l'Empire ottoman allait donc si mal ?

Oui. De plus en plus endetté, il s'est retrouvé étranglé par les prêts accordés par les puissances française et britannique. Alors est apparu un nouvel acteur

puissant sur la scène impérialiste : l'Empire allemand. Pour comprendre le contexte, il faut rappeler qu'en 1873, éclata la première grande crise économique du capitalisme. Cette crise a été en grande partie résolue sur le dos des Ottomans, en leur accordant toujours plus de prêts. On mit donc en place un département chargé de superviser les prêts et de s'assurer de leur remboursement…

Vous êtes en train de nous dire que la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International actuels n'ont rien de nouveau !

En effet, les grandes banques européennes en ont été des précurseurs. Comme je l'expliquais, cet affaiblissement de l'Empire ottoman et cette nouvelle domination économique des puissances européennes ont transformé la structure de cette société. La bourgeoisie compradore émergea au sein même de l'Empire ottoman et devint un acteur majeur. Dans cette couche, les musulmans étaient sous-représentés car ils étaient très peu nombreux parmi les commerçants. Mais les relations entre les banques internationales et cette nouvelle bourgeoisie devinrent de plus en plus importantes. Les Ottomans désiraient conserver leur système fiscal et économique, ils acceptaient l'idée d'importer des capitaux, mais voyaient d'un mauvais œil le fait d'exporter des biens et marchandises.

Pourquoi refuser d'exporter des marchandises, alors que ça aurait pu les enrichir ?

Cela leur apparaissait comme un commerce idéologiquement chrétien, peu compatible avec leurs intérêts et leur philosophie. Il leur aurait fallu ouvrir les frontières et s'intégrer davantage au système européen. La bureaucratie féodale turque vivait des taxes prélevées sur les paysans. Pour développer des exportations, il aurait fallu créer une classe de paysans riches avec une plus forte capacité productive. Ce n'était pas l'intérêt des dirigeants, car cette nouvelle

classe aurait fini par éliminer la vieille bureaucratie.
Cependant, le rapport de force évoluait au désavantage des autorités ottomanes : l'augmentation des dettes, la montée d'une bourgeoisie compradore et l'accroissement du pouvoir financier du système bancaire international, tout cela faisait perdre à l'Empire ottoman son indépendance économique et politique. Du coup, il était poussé à exporter ses biens, vendre ses matières premières aux puissances étrangères et ouvrir ses frontières.
Mais ouvrir les frontières d'un pays ou d'une région entraîne de grands changements dans les structures commerciales, dans les modes de production et dans l'agriculture. Le caractère même de la classe paysanne évolue, la division du travail se métamorphose. Et les grandes puissances, en fonction de leurs intérêts, influencent ces évolutions, déstructurant souvent des économies et des productions locales. Par exemple, la Grande-Bretagne, dans ses colonies, imposait ses règles dans la sphère de l'industrie textile. Pour s'assurer un monopole, elle détruisait les possibles rivaux locaux.
Tout ceci a augmenté la pauvreté dans l'Empire ottoman, provoquant une véritable colère sociale. Au même moment, au sein même de la bureaucratie, apparurent de nouveaux bureaucrates, polyglottes, tournés vers l'Europe, et dont les intérêts allaient à l'encontre de ceux des bureaucrates plus conservateurs. Ces personnes allaient étudier en Europe et ramenaient avec elles de nouvelles idées dont la volonté de moderniser à l'occidentale.

Ce qui devait réjouir les Européens ?

Au contraire. Une fois le sultan Abdülhamid II destitué, en 1909, cette nouvelle bureaucratie montante tenta d'appliquer un système politique inspiré des pays occidentaux. Mais ce sont justement les puissances occidentales qui stoppèrent l'élan de ces réformateurs ! Leur objectif n'était pas d'amener une évolution politique avec un système étatique structuré, mais seulement d'exploiter

l'économie le plus efficacement possible.

Alors, cette nouvelle bourgeoisie ottomane n'a pas pu se développer à son aise ?

Le capitalisme a ses propres logiques et ses dynamiques. Une fois que vous injectez ce système dans un empire, une fois que le marché s'installe, certaines contradictions apparaissent. Cette nouvelle classe compradore chrétienne dont nous avons parlé plus haut, a accumulé des richesses, des pouvoirs et aussi des connaissances. Elle a également imposé ses nouvelles références culturelles, avec une idéologie tournée vers l'Occident.

Mais l'étau des puissances occidentales sur l'Empire ottoman était extrêmement contraignant. Les Russes prétendaient défendre les orthodoxes. Les Français affirmaient défendre les catholiques. Et les Britanniques, ne voyant pas de protestants dans les territoires concernés, se proclamèrent les garants de la sécurité des juifs. Dans les faits, il n'y avait évidemment aucune protection. C'était là ce qu'on peut appeler de la diplomatie impérialiste classique. Mais cela eut un effet bien réel sur les minorités chrétiennes, arméniennes et grecques, en faisant apparaître chez eux des sentiments nationalistes exacerbés.

Toutes ces puissances occidentales qui luttaient pour l'influence au sein de l'Empire ottoman, elles ont dû forcément s'affronter ?

En effet. Nous avons vu au chapitre précédent que les Allemands s'étaient renforcés et qu'ils avaient exigé un nouveau partage du monde pour récupérer les colonies appropriées par Londres et Paris. Sur fond de la grande crise économique du capitalisme, déclenchée en 1873, et qui s'est répétée vers 1900, les Français et les Britanniques ont jugé bon de démembrer l'Empire ottoman.

C'est alors que de nombreux journaux apparaissent dans cet Empire ottoman. La minorité arménienne, par exemple, compte plus de trois cent titres !

S’ouvrent également des centres culturels, des musées, etc. Tout ceci découle de la création d’une petite bourgeoisie (artisans, commerçants, professeurs…), née de l’introduction du capitalisme. Ce foisonnement culturel et intellectuel au sein des minorités chrétiennes est d’autant plus frappant que la majorité musulmane est très faible de ce point de vue-là : peu éduquée, peu cultivée, à part les couches supérieures des religieux, des cadres de l’armée et des nouveaux administrateurs.

De ces couches proviendront les « Jeunes-Turcs »…

Oui, c’est en 1889 que se crée ce parti réformateur et nationaliste radical qui va jouer un grand rôle. Il reproche au sultan de ne pas résister aux pressions étrangères. Il veut aussi mettre fin à son autoritarisme et aux brutalités.
Mais c’est une période faste et prospère pour toutes les minorités en général : les juifs connaissent eux aussi une explosion culturelle.
A l’approche de la Première Guerre mondiale, ce nationalisme commence à porter ses fruits. Les Grecs, à leur tour, développent le mythe d’une « Grande Grèce », qui serait leur foyer et leur nation. Et comme ces diverses minorités sont « protégées » de manière intéressée par les diverses grandes puissances cherchant à démembrer l’Empire ottoman, l’Empire allemand pense au contraire qu’il est de son intérêt à lui de protéger les Ottomans et de s’en faire des alliés. Les Allemands vont donc y construire des chemins de fer et se montrer très gourmands en matières premières et ressources agricoles.
C’est dans ce contexte de tensions permanentes qu’apparaît un nouvel acteur : l’embryon d’une bourgeoisie musulmane, en retard et désavantagée par rapport aux autres classes bourgeoises protégées et encouragées.

Le Nationalisme et l'Etat Nation

Le nationalisme n'existe pas depuis la nuit des temps. C'est une invention de la bourgeoisie. Les anciens empires féodaux régnaient sur une grande variété de tribus ou de communautés, avec des langues et coutumes très diverses.
Mais quand une bourgeoisie marchande ou productive émerge dans de telles sociétés, elle a besoin de se créer son territoire. Alors, elle va s'appuyer sur la religion, la culture, et surtout la langue pour provoquer une sécession, créer son propre Etat et y dominer la sphère économique. Dans ce processus, la langue parlée jouera un rôle clé, elle sera transformée en langue administrative et de gestion politique.

L'Etat pour répondre à des nécessités économiques

Pour se créer un marché, une bourgeoisie doit contrôler un territoire. Pour cela, il lui faut une administration et une langue unique. Par exemple, la France, qui comprenait de nombreuses langues et patois différents sur le territoire national, a imposé une langue qui était celle de la bourgeoisie de la région parisienne. Sur cette base, la classe dominante crée un système éducatif, tout cela pour servir ses intérêts économiques.

En Europe, les Etats-nations se sont ainsi créés par la force, par des conquêtes. Ils se sont formés plus tôt en France ou en Belgique, ce qui a donné à ces pays un avantage économique. En Italie et en Allemagne, l'unification est venue plus tard, vers 1870. Ce qui a retardé leur développement et aussi leurs possibilités de conquêtes coloniales. En fait, Londres et Paris avaient tout fait pour empêcher la formation d'un Etat allemand moderne qui aurait été un rival dangereux (la suite l'a confirmé). Pour le saboter, elles se sont appuyées sur le vieil Empire autrichien réactionnaire des Habsbourg. La bourgeoisie allemande a d'abord dû se contenter d'une union douanière avant de recourir finalement aux troupes prussiennes pour créer l'Allemagne.

Un privilège occidental?

Mais dans le monde arabe ou africain, les Etats-nations n'ont pu se former sur ce modèle européen. Les colonialistes ont imposé des Etats multiethniques et n'ont pas permis de développer un système éducatif centralisé. Ils ont donc bloqué l'unification linguistique (avec de rares exceptions : Somalie, Burundi). Les bourgeoisies nationales n'ont pas effectué de révolutions démocratiques permettant d'installer des Etats modernes et puissants comme en Europe. Le retard économique s'explique par là.

Mais la Première Guerre mondiale va bouleverser les cartes car l'Empire ottoman était l'allié de l'Allemagne. Après la défaite, quelles seront les conséquences pour la région ?

Les Français et les Britanniques profiteront de cette occasion pour le démanteler. En 1923, avec le Traité de Lausanne, la Turquie moderne naît : le sultanat est remplacé par une république. Et les carte de la région sont complètement modifiées : le pays est réduit à l'Anatolie (en Asie) et à la Thrace orientale (en Europe) et doit renoncer à ses provinces arabes ; l'Egypte et la Libye commencent alors à exister en tant qu'Etats ; les autres territoires sont découpés et placés sous protectorat avec la Syrie et le Liban pour les Français, l'Irak et Chypre pour les Britanniques. Par contre, les Kurdes restent sous l'autorité d'Istanbul et se voient refuser leur Etat, d'où le conflit qui dure encore aujourd'hui avec l'Etat turc.

Les Arméniens sont battus, comme les Grecs qui ne peuvent donc pas concrétiser leur rêve d'une Grande Grèce. Par contre, le mouvement des « Jeunes-Turcs », qui a été à l'origine de la destitution du sultan Abdülhamid, va prendre de plus en plus d'importance.

Des « Jeunes-Turcs » pas vraiment de Turquie en fait ?

En effet. Ce mouvement était composé surtout d'individus originaires de régions que l'Empire ottoman avait perdues au fil des guerres. Notamment les régions d'Asie centrale annexées par les Russes. Par exemple le leader du mouvement, Mustafa Kemal qui sera appelé plus tard Atatürk (le Père des Turcs), était originaire de Macédoine. Cela est compréhensible : les nationalistes les plus virulents en Turquie sont des élites en exil, provenant de régions anciennement sous le joug ottoman et où les musulmans sont souvent persécutés, voire massacrés : Grèce, Bulgarie, etc.
Après la Première Guerre mondiale, entre 1918 et 1923, ce nationalisme turc construit une nation sur la région de l'Anatolie, et Atatürk déclare vouloir protéger les turcophones. Cela provoque des tensions avec les Arméniens et les Grecs, qui seront défaits.

Comment expliquer le génocide arménien, le premier du 20ème siècle ?

Les grandes puissances impériales qui ont colonisé la région se sont appliquées à dresser les peuples les uns contre les autres. Divers nationalismes se sont affrontés dans la région et l'Empire ottoman a mobilisé les paysans, qui étaient musulmans, avec une propagande faisant croire qu'il s'agissait d'une guerre de religion. C'est très regrettable.

Conséquence logique de ces conflits : la population chrétienne diminue en Turquie…

Or, nous avons vu que c'étaient ces chrétiens qui composaient majoritairement la bourgeoisie et le moteur de l'économie. Les musulmans n'avaient pas encore développé une grande activité économique, mais les chrétiens avaient accumulé une expérience et des réseaux commerciaux très solides. Et voilà qu'ils partent en exil comme le célèbre et richissime armateur Onassis.

Le nouvel Etat turc semblait assez progressiste à ses débuts ?

Absolument. Ce mouvement avait d'ailleurs été fondé en s'inspirant de la révolution française de 1789. La nation turque adopta une constitution républicaine et assez progressiste. C'était même la constitution la plus aboutie de l'époque après celle de la Finlande. Elle accordait aux femmes des droits étendus et même des droits politiques, par exemple le droit de vote, quinze avant celui des Françaises !
Parmi leurs réformes, les Jeunes-Turcs ont aussi adopté un programme de turquification. Pour renforcer l'Etat naissant, ils ont décidé d'employer la langue turque dans l'administration. Sous la forme écrite tirée de l'alphabet latin, et non plus de l'arabe. Pour développer un Etat et un marché, le facteur langue est crucial.
Prenons l'exemple de pays comme l'Indonésie ou la Somalie dont la tradition était orale. Ces deux pays, en choisissant un alphabet latin qu'ils ont rendu compatible avec la langue parlée, ont fait un énorme pas en avant. Aujourd'hui, en Somalie, malgré l'absence de gouvernement et un Etat ravagé par des années de guerre, n'importe qui peut utiliser un clavier et envoyer un mail. Par contre, si vous observez le Congo, c'est dramatiquement l'inverse. Les couches populaires sont incapables de lire les journaux ou de comprendre la télévision dans la langue officielle.
La question de la langue est donc très importante, elle détermine l'avenir d'une

nation d'une manière décisive. Aujourd'hui, en Turquie, on peut faire des études de médecine en turc, sans devoir passer par une autre langue.
Pour revenir à la situation de la Turquie à l'époque de la modernisation : si les élites des minorités chrétiennes n'avaient pas développé ces sentiments nationalistes, si elles s'étaient alliées avec les Turcs et avaient mis leur expérience au service de la construction d'un Etat plurinational, cela aurait pu engendrer un Etat moderne encore plus puissant et développé. Mais il faut comprendre que le nationalisme est une idéologie qui peut apporter des contradictions et des incohérences désastreuses.

Ces minorités ont agi à l'encontre de leurs intérêts ?

Oui. D'un point de vue logique, pour des commerçants, il aurait mieux valu un territoire plus grand et mieux intégré, même en conservant diverses langues. Mais les Arméniens et les Grecs, à cause de leurs sentiments nationalistes exacerbés, ont préféré un Etat plus petit où ils se retrouvaient uniquement « entre eux ». Ce fut réellement contre-productif !

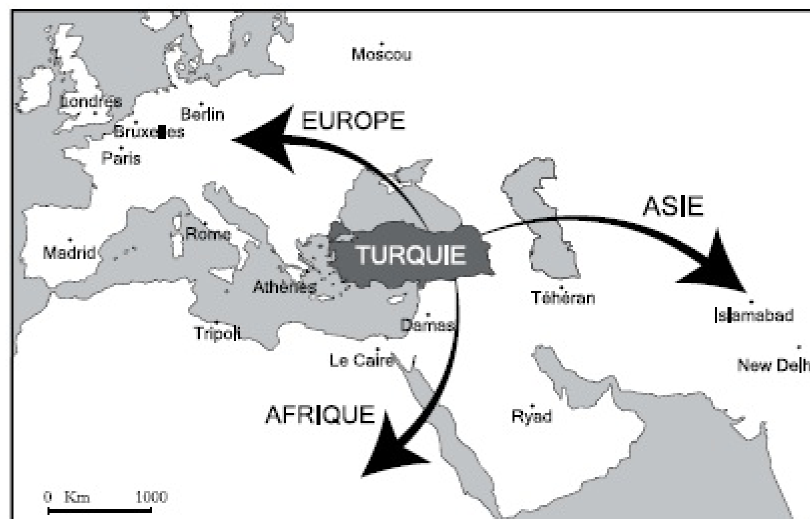
Mais comment ce programme de turquification a-t-il pu se dérouler ? Les puissances étrangères n'ont pas tenté de mettre un frein à des réformes tendant vers l'autonomie ?

Dans les années 30, la Turquie a profité comme l'Egypte (voir chapitre précédent) des contradictions très fortes entre les grandes puissances européennes, avec l'ascension d'Hitler et de Mussolini. Du coup, l'Angleterre, notamment, avait beaucoup moins la possibilité d'intervenir pour contrôler ce qui se passait en Turquie. Celle-ci en profita pour réformer ses institutions, diriger son économie avec une bourgeoisie orientée vers l'intérêt national, et s'opposer à toute forme d'ingérence.

Mais la Deuxième Guerre mondiale apporta de nouveaux changements…

La Deuxième Guerre a en effet bouleversé les rapports de forces mondiaux, comme nous l'avons dit précédemment. En 1945, les Etats-Unis - profitant de l'affaiblissement de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la France et du Japon - devinrent très clairement la superpuissance dominante. Quant à la Turquie, après la phase 1923-1940, elle entama sa deuxième grande phase de construction de la nation entre 1945 et 1990.

C'était devenu un Etat relativement fort, qui s'allia aux Etats-Unis et rejoignit l'Otan. Il faut bien saisir un élément très important à l'époque : le monde était plongé en pleine guerre froide, cette grande croisade dirigée par les Etats-Unis contre l'URSS et le socialisme. Dans ce contexte, la Turquie était un acteur géopolitique incontournable. A cause de sa position stratégique au cœur du Moyen-Orient, au carrefour de trois continents : l'Europe, l'Asie et l'Afrique.



La Turquie au carrefour de trois continents

Pourquoi la Turquie se range-t-elle dans le camp des USA et pas dans celui de l'Union soviétique ?

L'URSS avait formé une grande fédération incluant les républiques d'Asie centrale. Mais la bourgeoisie de ces régions s'y opposait. Son intérêt économique était plutôt de créer un grand empire basé sur la langue turque. La Turquie de 1945 est donc viscéralement anticommuniste.

Entre 1950 et 1990, la Turquie était sous le commandement des Etats-Unis ?

Globalement, oui. Mais l'Etat turc avait quand même une certaine autonomie sur le plan intérieur, les infrastructures, les télécommunications, etc. Une classe ouvrière apparut. L'émigration turque vers l'Europe – particulièrement, vers l'Allemagne – apporta des revenus réguliers qui étaient à l'époque importants pour le développement turc. En outre, l'armée turque se développa fortement, et cet Etat se transformait en un Etat réactionnaire.

Dans quel sens ?

La Turquie s'alliait avec les puissances impérialistes pour contrer toute résistance progressiste, ou toute émancipation d'un peuple du Moyen-Orient. A l'intérieur du pays, dans les années 60 et 70, le gouvernement rencontra de multiples résistances de divers mouvements : syndicats, partis démocrates, partis de gauche et, plus tard, partis kurdes. Etant donnée la crise engendrée par la nécessité de rembourser des dettes et des intérêts exorbitants aux institutions monétaires internationales, ces contradictions sont devenues très fortes, et l'armée est intervenue régulièrement pour bloquer les revendications démocratiques. En 1980, elle a carrément pris le pouvoir pour instaurer une dictature militaire. De nombreux mouvements démocratiques ont été détruits. Les exécutions et les meurtres furent nombreux. L'armée se mit à gouverner à coup de décrets militaires.

Ce grand coup de barre à droite a-t-il eu des répercussions sur la politique économique ?

Oui. La période 1980-1994 est celle de la privatisation et des réformes néolibérales sous pression des institutions financières tel le FMI. Les ministres qui ont privatisé avaient suivi leurs études aux Etats-Unis, et ils s'inspiraient de l'idéologie libérale pour influencer l'économie turque. Mais cela entraîna beaucoup de colère dans la population. Les manifestations furent nombreuses : des syndicats, des organisations ouvrières et du parti islamique (le Parti *Refah*, précurseur de l'AKP). Ces mouvements connurent des succès et des pans entiers de l'économie turque furent sauvés de la privatisation.

Pourquoi s'opposer à la privatisation, puisque les dirigeants disaient qu'il s'agissait de moderniser l'économie ?

Bien informés, les Turcs ont compris qu'il s'agissait surtout de brader leurs richesses au capitalisme international. Pour savoir à quoi s'en tenir, il a suffi qu'ils voient les résultats des privatisations menées en Egypte par les gouvernements d'Anouar el-Sadate et de Hosni Moubarak.

Mais aujourd'hui, la Turquie semble entrée dans une phase nouvelle, très différente de ces années-là…

Oui. En 1990, tout l'espace géopolitique mondial a été reconfiguré avec la disparition de l'Union soviétique. Et la Turquie a acquis une nouvelle place dans ce jeu des relations internationales. Il faut savoir que la Turquie avait développé d'excellentes relations commerciales avec l'Irak. Mais avec ses gouvernements néolibéraux, elle s'engagea contre son allié économique en suivant les Etats-Unis dans la guerre du Golfe en 1991.
Quels en furent les effets ? Les Etats-Unis s'emparèrent du Koweït et de ses

richesses pétrolières tandis que la Turquie perdit un allié économique de taille. Alors, ne vous étonnez pas si, en 1993, le parti le plus populaire, c'était le parti islamique. Ce succès s'expliquait par la trahison des néolibéraux et la disparition ou l'affaiblissement des partis de gauche.

A quoi attribuez-vous cet affaiblissement ?

Ils avaient été fort affaiblis par la dictature militaire, il y eut aussi un découragement et une faiblesse idéologique après la chute de l'Union soviétique.

Un parti islamique populaire, dans un pays pourtant marqué par une politique laïque menée depuis plusieurs décennies ? Comment expliquez-vous ce paradoxe ?

Parce que la Turquie, un Etat industrialisé produisant notamment du ciment en grande quantité, des équipements pour les hôpitaux et toutes sortes de productions modernes, avec de petites industries et une agriculture florissantes, cette Turquie-là vit sa bourgeoisie et sa petite-bourgeoisie très frustrées d'avoir perdu des marchés comme le marché irakien. D'autre part, les relations avec la Syrie étaient mauvaises (parce que Bagdad, lâchée par Ankara durant les années 80, s'était tournée vers la Syrie pour exporter son pétrole). En conséquence, le parti islamique remporta les élections suivantes et il gouverne toujours aujourd'hui.
Parce que la bourgeoisie changea radicalement de position à l'égard de l'impérialisme en général, mais surtout à l'égard de l'impérialisme étasunien. La Turquie, pays musulman, apprécia l'idéologie du Parti *Refah*, qui est un parti laïc, mais d'inspiration musulmane, comme les partis chrétiens-démocrates qu'on voit en Europe. Cette mise en avant de l'identité islamique (qui avait été mise en sourdine par la Turquie kémaliste des origines), plut à différentes couches de la population, car elle était liée à la défense des intérêts nationaux et à la protection

de l'économie nationale. A ce moment, cette bourgeoisie cessa de défendre des intérêts réactionnaires et de soutenir l'armée dans sa lutte contre les mouvements populaires et les partis kurdes.

Justement, pouvez-vous expliquer ce fameux « problème kurde » ?

En soi, c'est un problème comme il en est survenu dans de nombreux pays. Lorsqu'une bourgeoisie veut créer un Etat national, elle doit imposer son Etat et sa langue administrative aux minorités. Dans la plupart des pays, cela a réussi, mais la bourgeoisie turque est arrivée plus tard, n'était pas si forte et n'a pas réussi à intégrer la principale minorité du pays : les Kurdes. Elle a donc utilisé la répression, refusant de reconnaître même l'existence des Kurdes : on les appelait « les Turcs des montagnes », les pechmergas, et parler la langue kurde était un délit. Le chauvinisme turc était très puissant. Et même les partis de gauche turcs n'ont pas réussi à s'unir au combat des minorités pour leurs droits. Il faut dire que la bourgeoisie turque a utilisé des techniques sophistiquées pour diviser les résistances.

Il existait une bourgeoisie kurde qui voulait voir ses droits reconnus et s'intégrer dans le marché turc, mais la répression l'en a empêchée. Le principal parti de résistance a été le PKK, parti des travailleurs du Kurdistan qui a recouru à la lutte armée et qui est présenté dans les médias comme un groupe terroriste.

Pourquoi Ankara était-elle si sensible ? Le territoire kurde était important ?

Oui, c'est le réservoir d'eau du pays. Bien que très pauvre, la région est aussi un grand réservoir de main d'œuvre. Mais le facteur qui a exacerbé le problème kurde, c'est surtout la dimension internationale. Jusque dans les années 1980, la Turquie était un bastion de l'impérialisme US. En alliance avec Israël et l'Iran du Chah, c'était un fameux triangle…

Mais en 1979, la Révolution islamique renverse le Chah d'Iran et les Etats-Unis perdent un allié de taille…

La Turquie, par contre, reste un Etat réactionnaire sous le joug de l'armée, avec l'appui - à cette époque - de la bourgeoisie, qui a très peur des mouvements de gauche.
Pour comprendre l'importance et le tour violent qu'a pris la question kurde, il faut tenir compte de deux facteurs rarement présentés. Le premier, c'est Paul Henze, un cadre de la CIA, qui a travaillé sur place et qui reste dans la mémoire des Turcs comme le « boucher » : l'homme qui a guidé l'armée et les dirigeants turcs dans la manière d'écraser brutalement les révoltes et résistances populaires.
Le deuxième facteur : l'Etat turc était étroitement lié aux intérêts des USA, c'était carrément un acteur stratégique crucial pour l'Otan. Alors, des pays comme l'Iran ou la Syrie, qui étaient la cible de ces mêmes Etats-Unis, ont réagi en soutenant les revendications du parti des travailleurs kurdes (PKK). Ces pays voyaient d'un mauvais œil le pouvoir US en Turquie, et ils cherchaient ainsi à déstabiliser l'armée et le gouvernement turc.
Ceci dit, il y a aussi des mouvements kurdes qui ne sont pas de gauche, mais revendiquent des droits culturels et veulent démocratiquement rejoindre le Parlement pour revendiquer ces droits sans lutte armée. Ces mouvements veulent profiter de la prétention turque à rejoindre l'Union européenne pour faire pression.

Dans plusieurs pays européens, ont éclaté des incidents autour de groupes turcs connus sous le nom de « Loups Gris »…

Oui, dans ce cadre de la lutte contre la gauche turque, les diasporas turques dans les pays européens ont été noyautées par ces mouvements d'extrême droite. Ils

étaient chargés d'infiltrer les mouvements de gauche et les mouvements kurdes, pour empêcher la propagation d'idées jugées dangereuses par les dirigeants turcs des années 80. Mais ensuite, comme les gouvernements néolibéraux avaient trahi les intérêts du pays, et comme les mouvements de gauche s'étaient fort affaiblis, ce fut le parti islamique qui apparut comme le grand vainqueur.

Vous parliez de l'adhésion à l'Union européenne. Elle va se faire ou pas ? On ne sait plus quoi penser.

Eh bien, la Turquie est redevenue une puissance régionale qui compte. Avancée sur le plan de la culture, avec un grand nombre d'universités, un secteur agricole très développé, et une production de nourriture excédentaire. A ce jour, l'économie turque se porte si bien que les revenus de la diaspora turque dans les pays européens sont devenus dérisoires au regard de la richesse nationale de l'Etat turc.
Cette évolution a amené le Parti *Refah* à penser que le pays entamait un nouveau chapitre de son histoire. Deux voies se présentaient, laquelle était la plus intéressante ? Adhérer à l'Union européenne pour bénéficier de ses investissements et pouvoir y vendre ses produits ? Dans les années 1990, l'Europe exigeait la résolution de deux problèmes : la question kurde, dont nous avons parlé, et la question chypriote : l'armée turque avait envahi l'île de Chypre en 1974, qui s'était divisée en deux, et le gouvernement turc soutenait la partie turque de l'île, l'autre étant grecque (aujourd'hui, l'armée turque s'est retirée de Chypre). Mais le vrai problème n'était pas là… La question était : qui gagnerait à ce « mariage » U.E. – Turquie ?

L'Union européenne a toujours cherché à s'agrandir. La Turquie ne l'intéresse pas ?

Il y a des positions différentes à ce sujet. Le poids lourd européen, c'est l'Allemagne. Elle souhaite avoir des relations commerciales avec la Turquie.

Mais elle ne veut pas l'intégrer dans l'U.E. pour plusieurs raisons. Premièrement, la puissance agricole turque ferait mal aux secteurs agricoles de pays comme l'Allemagne et la France. Deuxièmement, la Turquie était alignée sur les Etats-Unis, ceux-ci auraient bien voulu que la Turquie entre dans l'U.E. et y représente leurs intérêts (La Grande-Bretagne aussi était pour). Mais une partie des bourgeoisies allemande et française voudrait prendre ses distances avec l'Otan dominée par Washington… De plus, pour chaque Etat membre, le nombre de représentants au Parlement européen est calculé sur base du nombre d'habitants, ce qui veut dire que la Turquie deviendrait un poids lourd au niveau institutionnel concurrençant les ténors français et allemand. Enfin, la Turquie serait aussi une concurrente sérieuse dans le rachat des entreprises des pays de l'Est nouvellement intégrés à l'U.E. Or, l'Allemagne et la France voudraient en faire leur chasse gardée.

Vous avez parlé de deux voies possibles ?

L'autre voie pour le parti Refah et cette nouvelle Turquie consiste à développer des partenariats régionaux. Par exemple, s'ouvrir à deux autres puissances de la région : la Syrie et l'Iran. Un autre pays crucial pour la Turquie, c'est la Russie. Chaque année, cinq à sept millions de touristes russes se rendent en Turquie. Et puis, la plupart des pays d'Asie centrale – des ex-républiques d'URSS – emploient la langue turque. Une chaîne aussi importante que *CNN* a d'ailleurs ouvert à Ankara une antenne turque, qui émet 24 heures sur 24. Cette collaboration avec la Russie et avec des pays d'Asie centrale a eu un impact sur la santé économique turque.

De fait, la Turquie connaît la croissance économique la plus forte au monde (avec la Chine) : 9,5 % !

Oui, c'est une nation qui prend confiance en sa force… Tout cela me fait penser

que les Turcs n'ont plus besoin du marché économique européen. En tout cas, ils n'ont pas grand chose à gagner à intégrer l'Union européenne (UE). L'exemple récent de la Grèce montre que faire partie de l'UE n'offre pas des garanties sérieuses. A mon sens, la Turquie a compris qu'elle peut prospérer davantage en suivant une politique centrée sur ses propres intérêts plutôt qu'en restant un vassal des USA et de l'UE.

Pourtant, il existe toujours un agenda pour des négociations entre UE et Turquie…

A mon avis, ce n'est qu'une vaste blague. Il s'agit d'une stratégie de l'UE pour affaiblir une nation montante, une puissance régionale qui pourrait jouer un rôle comme celui que le Brésil joue aujourd'hui en Amérique latine.

Puissance montante ?

Oui. La bourgeoisie turque, aujourd'hui, est politiquement consciente et très confiante aussi. Elle ne se sent pas menacée par des mouvements révolutionnaires. Et, comme je l'ai dit, elle voit bien ce que l'Europe a fait avec la Grèce. Ajoutez un autre facteur géostratégique : les relations de la Turquie avec la Chine ne font que s'améliorer, ainsi qu'avec le monde arabe et certains pays émergents. Voilà un ensemble de perspectives riches de promesses. Aujourd'hui, de nombreux médecins turcs sillonnent l'Afrique pour aider des pays en difficulté. L'évolution du trafic aérien turc montre qu'à présent, la plupart des vols ne se font pas vers l'Europe, mais vers l'Asie, l'Afrique et le monde arabe.
Toutes ces considérations font comprendre au gouvernement turc que les relations avec Israël sont plutôt contre-productives. Le duo Turquie - Brésil, à l'œuvre dans la médiation sur le dossier du nucléaire iranien par exemple, a bien montré ce que ces puissances régionales peuvent faire. Sur plusieurs dossiers,

notamment la guerre en Irak, la Turquie est très souvent en désaccord flagrant avec les Etats-Unis.
La Turquie, confiante en ses propres moyens, a donc pu améliorer grandement ses relations avec son ancienne ennemie, la Grèce. Par ailleurs, elle propose l'idée d'un Commonwealth musulman. Après tout, se dit-elle, l'Union européenne (UE) déclare bien que son identité est basée sur le christianisme, pourquoi dès lors ne pas initier un projet d'union politique des pays musulmans ?

Mais la Turquie est toujours membre de l'Otan…

La Turquie a saisi un fait fondamental : nous sommes au début d'un nouvel ordre mondial. Dans l'état actuel des choses, puisque l'Otan n'est qu'une machine destinée à relayer les stratégies politiques des Etats-Unis, je ne serais pas étonné que la Turquie se retire de l'Otan dans un futur proche.

Cette évolution aura-t-elle des répercussions sur les relations de la Turquie avec Israël ? Le gouvernement d'Erdogan multiplie les signes d'hostilité envers Israël !

Incontestablement, il y a eu des changements en quelques années. Depuis l'agression contre Gaza (décembre 2008 - janvier 2009), la Turquie a rompu ses relations diplomatiques avec Israël.

Pourtant, les relations économiques entre ces deux pays semblent s'être renforcées. Et les exportations israéliennes vers la Turquie ont considérablement augmenté début 2011…

Les relations économiques dépendent de la bourgeoisie turque qui voit peut-être encore un intérêt pécuniaire à commercer de la sorte avec Israël. Mais à terme, je pense que ces relations devraient changer. D'une part, parce que la Turquie se

détourne de plus en plus de l'Occident pour établir des échanges commerciaux avec les pays arabes de la région. D'autre part, parce que les masses turques soutiennent très fort la Palestine. Les dirigeants politiques à Ankara s'affichent aussi de manière hostile à Israël. Par conséquent, la bourgeoisie turque sera contrainte de s'adapter à cette situation. Elle ne peut pas s'opposer aux masses et aux dirigeants politiques pour continuer à commercer avec Israël.

Le développement économique de la Turquie est-il une aubaine pour le peuple turc ou ses fruits sont-ils simplement monopolisés par une élite au pouvoir ?

D'un point de vue global, ce pays veut se libérer de l'impérialisme en acquérant son indépendance économique avec un développement industriel de type capitaliste. Logiquement, le nombre d'ouvriers va augmenter tandis que le nombre de paysans va décroître. La société se transforme, la petite bourgeoisie nationale se développe. Quant à savoir maintenant comment le gâteau sera partagé… Cela dépend des rapports de force au sein de la société turque avec ses syndicats, ses partis progressistes, ses mouvements sociaux, etc. Veiller à ce que les richesses soient réparties de manière équitable est une tâche légitime qu'il revient aux Turcs d'accomplir.

BIBLIOGRAPHIE

- Caglar Keyder, *State and Class in Turkey: A Study in Capitalist Development*, Verso Books, 1987

- Lord Kinross, *Ottoman Centuries*, Harper Perennial - PF edition, 1979

- Taner Akçam, *Un acte honteux. Le génocide arménien et la question de la responsabilité*

turque, Paris, Denoël, 2008

- Justin McCarthy, *The Armenian Rebellion at Van*, University of Utah Press, 2006

- James Pettifer , *The Turkish Labyrinth: Ataturk and the New Islam,* Penguin Books, 1997

Iran
Se rapprocher des Etats-Unis ou former un bloc du Sud ?

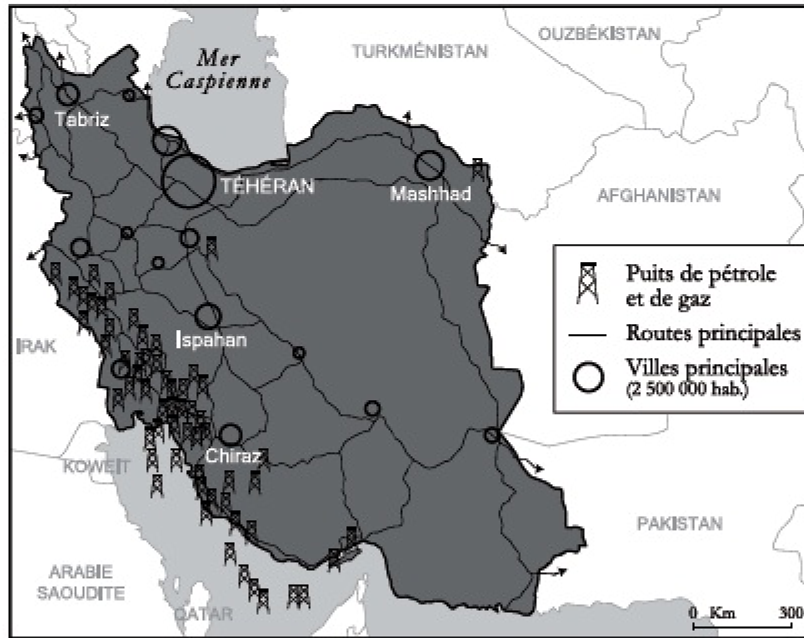
Quel fil conducteur discret relie les chapitres de cette Histoire riche, variée et dramatique ? Depuis la bataille entre les grands Empires du passé en passant par l'Opération Ajax des frères Dulles (made in CIA), un coup d'Etat aux odeurs de pétrole en 1953 (made in CIA aussi), la dictature sanglante du Chah et de sa police politique (formée par la CIA), le scandale de l'Irangate (également made in CIA), la révolution de 1979 autour de Khomeiny, la guerre sanglante contre l'Irak (avec la CIA toujours en coulisses), pour arriver aux contradictions actuelles entre « conservateurs » et « libéraux », aux rivalités Rafsandjani – Moussavi – Ahmadinejad et au grand choix qui se pose à l'Iran : se lier aux Etats-Unis ou œuvrer à la construction d'un grand bloc indépendant du Sud ? Quel fil conducteur nous permet de relier tous ces épisodes ? La compréhension du rôle des diverses classes sociales dont les intérêts se sont affrontés à travers chacun de ces épisodes…



COUP D'OEIL SUR L'IRAN

GEOGRAPHIE
- Capitale : Téhéran
- Superficie : 1 648 195 km²
- Nombre d'habitants : 77 891 220 (40 hab. /km²)

SOCIETE
- Composition : 80 ethnies dont Persans (51%), Azéris (24%) au nord-ouest, Kurdes (7%) près de la frontière irakienne et Baloutches (2%) au nord
- Espérance de vie : 70 ans
- Population de moins de 15 ans : 24,1%
- Taux d'alphabétisation : 79,4%



POLITIQUE
- Régime : république islamique
- Président : Mahmoud Ahmadinejad (l'ayatollah Khamenei est le Guide suprême)
- Indépendance : 1979 (république islamique proclamée)

ECONOMIE
- PIB : 382,3 milliards $ (2008)
- Ressources : pétrole et gaz (60% des recettes budgétaires), textile, agriculture
- Taux de croissance : 1% (2010)
- PIB/habitant : 10.600 $ (2010)
- IDH: 0,702 ($72^{\text{ème}}$)
- Taux de chômage : 12,5% (2008)
- Population sous le seuil de pauvreté : 18% (officiel) contre 40% (CIA)

« Ahmadinejad veut rayer Israël de la carte », « Il veut développer la bombe atomique. » « L'Iran est un Etat dangereux », nous disent les médias. Devons-nous avoir peur ?

Nous avons là une construction médiatique qui a effectivement de quoi affoler. Mais elle ne correspond pas à la réalité. Tout d'abord, vous devez savoir que ce

fameux programme nucléaire a débuté avant la révolution islamique, sous la dictature du Chah et avec l'aide des Etats-Unis. Aujourd'hui, l'Iran n'aurait plus le droit de développer ce type d'énergie, car il serait devenu un pays dangereux. Mais depuis son avènement en 1979, la république islamique n'a jamais attaqué un pays. On ne peut pas en dire autant des Etats-Unis ou d'Israël ! L'Iran ne veut attaquer personne, il souhaite juste affirmer son droit à l'auto-détermination. C'est sous cet angle que doit être abordée la question du programme nucléaire.

Mais pourquoi un pays si riche en gaz et en pétrole veut-il développer l'énergie nucléaire ?

En Iran, une grande partie de l'électricité est produite à partir du gaz et du pétrole. Or, l'exportation de ces énergies fossiles constitue la première ressource de revenu national. Venons-en maintenant au cœur du problème : la population iranienne s'est fortement accrue ces dernières années, et avec elle, les besoins énergétiques. D'ici quelques années, la consommation d'électricité devrait doubler. Que faire pour répondre à cette demande ? Utiliser plus de pétrole et de gaz iraniens pour produire de l'électricité ?
Si le pétrole devait constituer l'unique ressource pour produire l'électricité en Iran, les experts estiment que d'ici dix ans, la production interne ne suffirait pas à répondre à la demande et l'Iran deviendrait un importateur de pétrole ! Ce pays doit obligatoirement diversifier ses sources d'énergie pour sa survie économique.

N'y a-t-il pas un danger que l'Iran développe la bombe nucléaire ?

Cette question est devenue l'axe principal de la campagne de diabolisation menée contre l'Iran. On imagine que si la république islamique se dote de l'arme atomique, elle va certainement attaquer Israël ou les Etats-Unis et plonger le monde dans le chaos d'une Troisième Guerre mondiale, nucléaire qui plus est !

Oui, il y a une hostilité évidente entre ces pays, mais cette menace est-elle pour autant fondée ? Comme le remarquait l'universitaire iranien Seyed Mohammad Tabatabaei en 2008 : « *Ceux qui possèdent les plus grands arsenaux mondiaux d'armes nucléaires, et qui les ont utilisés, jouent le rôle de l'agressé et celui qui n'en possède aucune et le désire pour des raisons de fait et de droit, doit jouer le rôle de l'agresseur ! Celui qui a la bombe A, qui a toujours refusé de signer le Traité de non-prolifération (TNP) et qui ne supporte aucune inspection doit être le procureur d'un accusé qui n'a pas la bombe, fait partie du TNP et se soumet à des inspections inopinées sans répit et interminables sur son territoire.* »[1] Je partage son avis : cette construction médiatique permet de faire passer les agresseurs pour les agressés.

Mais Ahmadinejad est présenté comme un antisémite qui dit vouloir « rayer Israël de la carte *». Développer la bombe atomique ne permettrait-il pas d'accomplir cet objectif complètement fou ?*

Le président iranien n'est pas antisémite et ne veut rayer aucun pays de la carte. Cette déclaration est tronquée et a été reprise en boucle par les médias occidentaux. En réalité, Ahmadinejad a cité l'ayatollah Khomeiny qui disait que le régime occupant Jérusalem devait *« disparaître de la page du temps »*. Il parlait du régime d'apartheid, pas des juifs !
De plus, il faut savoir que la communauté juive d'Iran est l'une des plus respectées de tout le Moyen-Orient. Vous trouvez même des députés juifs au parlement iranien. En fait, on peut dire que les juifs d'Iran sont mieux traités que certains juifs d'Israël. Je songe aux juifs originaires d'Ethiopie qui sont victimes d'un racisme exacerbé dans l'Etat israélien.

Pourtant, Israël se dit menacé. Ahmadinejad ne nie-t-il pas l'Holocauste ?

Si quelqu'un cherche à connaître la position du président iranien, qu'il aille sur

Internet et consulte l'interview accordée à *NBC*. Le président iranien s'est expliqué très clairement sur cette polémique.
Que dit-il ? En tant qu'universitaire et académicien, Ahmadinejad ne comprend pas pourquoi il est interdit de débattre sur l'Holocauste. La science historique est en perpétuelle évolution et il affirme que plus nous pourrons faire d'études sur cet événement, mieux nous comprendrons ce qui s'est passé. Noam Chomsky a défendu la même position en tant que chercheur universitaire : une loi ne peut interdire les débats sur l'Histoire.
Par ailleurs, le président iranien exprime qu'il ne voit pas pourquoi ce sont les Palestiniens qui doivent porter la responsabilité du génocide commis contre les juifs en se faisant chasser de leurs terres pour construire l'Etat d'Israël. Après la Première Guerre mondiale, l'Allemagne a dédommagé ses voisins qu'elle avait attaqués. La Belgique et la France, par exemple, ont reçu des compensations. Alors, pourquoi faire payer les Palestiniens pour le massacre de la Seconde Guerre mondiale ? Ahmadinejad pense que pour établir qui sont les responsables de l'Holocauste et les faire payer, nous devons étudier cet événement tragique et rendre le débat public. Evidemment, ces propos, qui ne sont pas ceux d'un antisémite, n'ont pas fait le tour des rédactions comme la fausse déclaration le fit !

Si Ahmadinejad ne veut pas détruire Israël à coups de bombes nucléaires, comment expliquer toute cette campagne contre l'Iran, les sanctions et les menaces d'intervention militaire proférées par l'Otan à plusieurs reprises ?

Aux yeux des puissances néocoloniales, le problème est que l'Iran mène une politique indépendante et soutient la résistance à Israël. Or, la république islamique occupe une position stratégique importante. Ce vaste pays, riche en gaz et en pétrole, se situe au cœur de l'Eurasie…

Kissinger & Brzezinski :
Contrôler l'Eurasie pour maintenir la suprématie mondiale des USA

Pourquoi les Etats-Unis sont-ils si actifs sur le continent asiatique ? Dans son livre *Le Grand Echiquier,* le politologue Zbigniew Brzezinski estime que l'Eurasie (Europe + Asie) est la région la plus importante du monde : c'est là que vit la majorité de la population mondiale et l'activité économique y est la plus importante de la planète.
Selon Brzezinski, qui contrôle l'Eurasie contrôle le monde. Les Etats-Unis doivent donc empêcher l'unité de l'Asie. Il leur faut semer la division entre les grands pays du continent (Chine, Russie, Inde) et éliminer tout gouvernement trop indépendant comme celui d'Iran.
Dans le même sens, un autre grand stratège US, Henry Kissinger, expliquait qu'il fallait empêcher que l'Asie crée un marché commun lié à la Chine et qui échapperait au contrôle des Etats-Unis :
« Il existe des tendances, soutenues par la Chine et le Japon, à créer une zone de libre échange en Asie. Une nouvelle crise financière d'importance en Asie ou dans les démocraties industrielles accélérerait certainement les efforts des pays asiatiques pour mieux contrôler leur destinée économique et politique. Un bloc asiatique hostile combinant les nations les plus peuplées du monde avec de grandes ressources et certains des pays industriels les plus importants serait incompatible avec l'intérêt national américain. Pour ces raisons, l'Amérique doit maintenir une présence là car son objectif géopolitique doit être d'empêcher la transformation de l'Asie en un bloc hostile (ce qui surviendrait très probablement sous la tutelle d'une de ses grandes puissances). »[2]
Telle est la stratégie fondamentale de Washington. Il est très important d'en tenir compte lorsqu'on veut interpréter un événement qui se produit sur le continent asiatique. Que la main des Etats-Unis y soit ou non directement visible.

2 Henry Kissinger, Does America need a foreign policy ?, Simon & Schuster, New York, 2001, p. 111-112.

L'Iran serait-il également « coupable » en raison de ses relations avec la Chine ?

Oui, l'Iran produit 15% du pétrole consommé par la Chine. Or, la croissance chinoise est la plus grande menace que doivent aujourd'hui affronter les Etats-Unis. Mettre la main sur l'Iran leur permettrait de freiner le développement de

leur principal concurrent économique.
Mais il n'y a pas que la Chine. L'Iran noue aussi des relations avec des pays émergents comme l'Inde, la Russie ou le Brésil, dans le but de construire un bloc qui défie l'hégémonie US. Le gouvernement iranien et ses importantes réserves de pétrole jouent un rôle important dans ce passage d'un monde unipolaire, dominé par l'Occident, à un monde multipolaire, où les pays du Sud ont aussi voix au chapitre.
Il semble que la position stratégique de l'Iran a toujours attisé les appétits des grandes puissances. Avant le « Grand Echiquier » de Brzezinski, on parlait déjà de « Grand Jeu » pour qualifier les rivalités entre Russes et Britanniques dans cette région au 19ème siècle…

Tout à fait. A l'époque, l'Iran comme Etat-nation n'existait pas encore. C'était la Perse, un Etat féodal pluriethnique dirigé par la dynastie des Qâdjâr (1797-1925). Et deux grandes puissances impérialistes se disputaient le contrôle de la région et de la Perse…
Par le nord, les Russes ont progressivement étendu leur influence en Asie centrale jusqu'à contrôler la Cour des Qâdjâr. Le gouvernement de Saint-Pétersbourg voulait créer une zone de protection autour de la Russie et poursuivre son expansion jusqu'à l'océan Indien. Il espérait même gagner l'Inde, joyau de l'empire colonial britannique. Plus tard, les premières découvertes de pétrole en Asie centrale allaient rendre la région encore plus attractive.
Face aux Russes, les Britanniques exerçaient une influence sur la Perse par le sud. La Grande-Bretagne avait établi un protectorat à Bahreïn en 1820, puis conquis Aden en 1838. Londres allait étendre son influence sur tout le Moyen-Orient au début du 20ème siècle. En 1908, un vaste gisement pétrolier fut découvert en Iran.
Ceci provoqua un changement révolutionnaire : l'armée britannique utilisa ce pétrole pour ses avions et ses navires de guerre contre l'Allemagne qui carburait

essentiellement au charbon. Cet avantage décisif l'aida à remporter la Première Guerre mondiale. Mais au départ, l'objectif des Britanniques était de créer une zone de protection autour de la très rentable colonie indienne.



La Perse au coeur du Grand Jeu

Quelles ont été les conséquences de ce Grand Jeu sur la Perse ?

Le commerce s'est développé entre la Perse d'une part et les impérialistes russes et britanniques d'autre part, donnant naissance à deux types de bourgeoisie. La « compradore » et la « nationale »…

Quelle était l'attitude de la bourgeoisie nationale iranienne ?

Elle avait une nature « révolutionnaire ». Concurencée par les compagnies des puissances impérialistes, elle demandait au roi de ne plus leur céder le droit d'exploiter les richesses du pays : la bourgeoisie nationale souhaitait s'en occuper elle-même.

Bourgeoisie compradore et bourgeoisie nationale: deux rôles bien différents

On parle en général de « la » bourgeoisie comme d'une classe sociale unique. Mais pour analyser les conflits Nord-Sud, il est important d'opérer une distinction entre deux secteurs différents de cette bourgeoisie dans les pays du tiers monde : bourgeoisies compradore et nationale ont certes en commun de pratiquer l'exploitation des travailleurs, mais leur position dans les relations internationales est très différente.

La bourgeoisie compradore est une bourgeoisie parasite, qui ne produit rien dans le pays, mais s'enrichit en faisant des transactions avec les puissances étrangères. Elle leur sert d'agent, soit pour s'emparer des matières premières ou des productions au prix le plus bas, soit pour écouler leurs marchandises sur le marché local en éliminant les concurrents locaux. Ces compradores n'ont pas de vision pour développer leur pays : ils investissent à l'étranger et profitent de leur argent et vivent uniquement pour eux et leurs héritiers.

Par contre, la bourgeoisie nationale cherche à s'enrichir en vendant sa production locale industrielle ou agricole. Son intérêt est donc que les ressources du pays se développent, que le marché local se renforce et que le pays résiste aux importations des grandes puissances. Elle autorise le développement scientifique, subsidie l'éducation et produit localement. Elle a un intérêt à mener une révolution démocratique nationale contre le système colonial. Elle est donc un allié possible - et même assez logique - pour une révolution populaire contre l'impérialisme.

Cette distinction entre bourgeoisies compradore et nationale est importante dans le tiers monde. En effet, les progressistes doivent y créer le plus large front possible pour s'affranchir des puissances coloniales ou néocoloniales et permettre un développement autonome.

Mais le roi restait très dépendant des Russes et des Britanniques...

Exact. Il ne s'opposait pas aux compagnies étrangères - ce qui arrangeait bien la bourgeoisie compradore - et empêchait ainsi la bourgeoisie nationale de se développer. Evidemment, pour continuer à profiter des richesses de la Perse, les puissances coloniales soutenaient ce régime féodal et autoritaire.

Cette capitulation devant les intérêts étrangers entraîne la révolution de 1906 qui impose une Constitution et un parlement. Comment le roi Qâdjâr a-t-il pu être amené à faire ces concessions ?

Près de seize mille personnes se sont enfermées dans les mosquées pour exiger la fin de la monarchie absolue et des décisions arbitraires. La bourgeoisie nationale s'est alliée au clergé pour exiger cette Constitution et ce parlement, le « Majlis ». Elle voulait ainsi se libérer du système féodal qui entravait son développement. Malheureusement, cette révolution fut un semi-échec. En effet, la classe féodale s'empara de la majorité des sièges du parlement nouvellement créé et empêcha le mouvement révolutionnaire d'aboutir.

Comment expliquer ce « semi-échec » ?

Cela s'explique par l'absence d'une alliance solide entre les diverses classes qui avaient intérêt à se débarrasser de la tutelle coloniale. La bourgeoisie nationale n'a pas réussi à s'allier aux paysans en menant une réforme agraire pour affaiblir l'ordre féodal.

La bourgeoisie nationale n'a-t-elle pas réussi à opérer cette réforme agraire ?

D'une part, elle devait faire face à beaucoup d'ennemis à la fois. Sur le plan externe, les impérialistes russes, britanniques et allemands ne voulaient pas voir le pays devenir indépendant. Sur le plan interne, les nationalistes se heurtaient à la bourgeoisie compradore qui dépendait des relations commerciales avec les impérialistes, et aussi à la classe féodale, propriétaire des terres et des mines dont elle négociait l'exploitation avec les compagnies étrangères. Ces deux forces n'étaient donc pas intéressées par une révolution. Etouffée entre les différentes factions de la société iranienne, la bourgeoisie nationale fut incapable de

mobiliser le prolétariat et la paysannerie pour faire aboutir la révolution démocratique.
D'autre part, la bourgeoisie révolutionnaire manquait de capitaux pour développer une économie nationale indépendante. Les impérialistes, par contre, n'en manquaient pas. Mais ils veillaient à ce que l'Iran reste un Etat capitaliste semi-dépendant, et n'investissaient donc pas dans la bourgeoisie nationale. Ce rapport de force profita à la bourgeoisie compradore qui monta en puissance au point de prendre les rênes du pays.

Réforme agraire : avec quelles forces et selon quel programme?

Qu'est-ce qui fait la force - ou la faiblesse - d'une révolution démocratique ? En principe, pour être plus forte, la bourgeoisie nationale crée une alliance avec la paysannerie et toutes les autres classes dominées afin de renverser le pouvoir féodal en place. Cela permet une révolution démocratique comme en France en 1789.
Lorsque la bourgeoisie nationale devient plus forte et s'enrichit, l'industrialisation se développe et l'urbanisation prend son essor. Le développement des villes attire les paysans vivant dans les campagnes. A cause de cet exode rural, le gouvernement doit procéder à une réforme agraire qui permet de développer l'agriculture et nourrir toute la population. Il lui faut une agriculture plus efficace. Quand les grands propriétaires terriens se maintiennent, une grande partie des terres et de l'eau est gaspillée. Si un pays ne fait pas la réforme agraire, il stagnera.

Qui peut mener à bien une réforme agraire ?

Il existe deux possibilités : soit la bourgeoisie nationale, si elle est assez forte économiquement et assez audacieuse politiquement ; soit, si elle ne remplit pas cette mission, les classes travailleuses : classe ouvrière et paysans pauvres. A condition qu'elles aient assez de forces pour prendre la direction du processus et une vision assez claire des conditions pour faire avancer la révolution.
On peut donc avoir deux réformes agraires de type bien différent. Un programme ouvrier aura pour but de mettre fin à la pauvreté des paysans, permettant ainsi de construire une alliance solide pour revendiquer et exercer le pouvoir politique. C'est exactement ce que craint la bourgeoisie nationale. Son seul objectif sera d'avoir une agriculture plus moderne et plus efficace pour développer les capacités productives du pays.

C'est le coup d'Etat de Reza Chah Pahlavi en 1925 ?

Exact. Reza Chah représentait cette bourgeoisie compradore. Arrivé au pouvoir, il commença à moderniser le pays : chemins de fer, réseau routier, universités… Il introduisit également l'usage des noms de famille dans l'administration, ce qui est un progrès considérable. Cela peut nous paraître anodin, mais à l'époque, ce

n'était pas rien. Imaginez : comment diriger un vaste pays et ses habitants sans l'usage des noms de famille ! Mais malgré cette modernisation, l'Iran restait soumis aux intérêts des puissances impérialistes.
Par la suite, cependant, le Chah montra des désirs d'indépendance. Par exemple, en 1927, avec l'aide d'Arthur Chester Millspaugh, un conseiller du département d'Etat US, il créa la première banque nationale iranienne, la Banque Melli Iran. Un changement considérable : jusqu'ici, l'émission de monnaie était aux mains des Britanniques. Ensuite, en 1933, le Chah renégocia la concession pétrolière accordée au début du siècle à la Grande-Bretagne. Le nouvel accord restait très lucratif pour les impérialistes, mais était tout de même plus avantageux pour l'Iran : le territoire de la concession diminuait de 80%, les trois quarts des employés étrangers étaient remplacés par des Iraniens et la nouvelle compagnie créée, l'Anglo-Iranian Oil Company (AIOC), s'engageait à augmenter ses paiements au gouvernement de Téhéran. Le Chah tenta également de favoriser le développement de l'industrie textile iranienne, soumise à la dure concurrence des importations, en obligeant les fonctionnaires à se vêtir uniquement de tissus d'Iran.
Reza Chah était issu de cette bourgeoisie compradore qui faisait son beurre grâce aux relations commerciales avec les puissances impérialistes. Néanmoins, il souhaitait rééquilibrer un peu ces relations. Pour ce faire, il chercha notamment à diversifier les échanges commerciaux. Alors que le pays avait toujours été sous l'influence des Russes et des Britanniques, le Chah développa des accords avec l'Allemagne, la France et la Suède. Cette démarche irrita particulièrement les Anglais.

Ceci explique pourquoi le Chah fut forcé à l'exil en 1941...

Oui. L'Allemagne était devenue le premier partenaire économique de l'Iran. Lorsque la Deuxième Guerre mondiale éclata, les Britanniques exigèrent que le

Chah renvoie tous les travailleurs allemands du pays. Le souverain iranien refusa, car il avait officiellement adopté une position neutre dans le conflit.
La Grande-Bretagne craignait de perdre le contrôle de la raffinerie d'Abadan, détenue par l'AIOC. Or, ce pétrole était essentiel pour ravitailler les troupes soviétiques engagées contre l'armée allemande sur le front de l'Est. Par conséquent, en 1941, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique envahirent l'Iran. Le Chah fut contraint d'abdiquer et les Britanniques le remplacèrent par son jeune fils, Mohammad Reza Pahlavi.

La situation internationale va changer complètement…

Un bouleversement complet, en effet. Après la Seconde Guerre mondiale, comme nous l'avons vu au début de ce livre, les Britanniques et les Soviétiques étaient épuisés par l'effort de guerre. Et les Etats-Unis, qui n'avaient pas consenti de grands sacrifices, purent ainsi s'emparer du leadership mondial. Progressivement, Washington remplaça Londres dans le contrôle du Moyen-Orient. Mais en Iran aussi, les rapports de force évoluèrent. Les impérialistes britanniques exerçaient une forte emprise sur le jeune Chah, mais la bourgeoisie de bazar avait aussi pris de l'assurance.

Qu'est-ce que la « bourgeoisie de bazar » ?

Cette bourgeoisie s'est développée dans les bazars des petites villes en commerçant les tapis et autres produits de l'artisanat. Les « bazaris » sont devenus plus puissants à mesure que l'Iran se modernisait. Le développement des infrastructures a profité à leurs commerces. Par ailleurs, ils ont permis à l'artisanat de se moderniser en investissant dans la création d'ateliers notamment, mais ces investissements restaient modestes.

Les « bazaris », c'est une bourgeoisie nationale ?

Ils étaient différents de la bourgeoise nationale, car ils vivaient essentiellement du commerce et n'accumulaient pas les capitaux nécessaires pour investir dans le développement des moyens de production, condition essentielle pour développer une économie indépendante.
Mais les bazaris étaient aussi différents des compradores, car ils ne dépendaient pas entièrement des relations commerciales avec les puissances coloniales. Même s'il leur arrivait de marchander avec les puissances étrangères, leur commerce se faisait surtout à l'intérieur du pays et il alimentait la production artisanale. Tandis que les compradores ne produisent aucune richesse, ce sont des parasites.

Quelles étaient les relations entre la bourgeoisie de bazar et le pouvoir ?

Traditionnellement alliée au clergé, la bourgeoisie de bazar était la principale force capable de défier le pouvoir du Chah. Après la Deuxième Guerre mondiale, le contexte était particulier : le pays était dirigé par un jeune monarque inexpérimenté, la tutelle était exercée par les Britanniques, mais leur puissance avait été sérieusement entamée par la guerre. D'autre part, la modernisation du pays avait créé une classe ouvrière assez importante et donc la possibilité de contestations plus fortes.
C'est dans ce contexte qu'intervint Mohamed Mossadegh (1882-1967). Ce fils d'une princesse Qâdjâr et d'un haut fonctionnaire du ministère des Finances représentait le courant de la bourgeoisie nationale iranienne. Il avait commencé sa vie politique très jeune, participant à la révolution constitutionnelle de 1906. Député au parlement iranien, il s'opposa au couronnement de Reza Pahlavi : il était favorable aux mesures de modernisation, mais estimait que la prise de pouvoir absolu du roi était contraire à l'esprit de la constitution parlementaire. Il

fut alors exilé dans une province près de la frontière afghane et ne revint à Téhéran qu'à l'abdication du Chah en 1941. Revenu à la capitale comme député, Mossadegh se fit remarquer en faisant voter une loi qui interdisait l'octroi de toute concession pétrolière sans approbation du parlement.

Un premier pas vers la nationalisation du pétrole iranien ? Le jeune Chah Mohammad Reza laissa faire ?

Les rapports de force avaient évolué en Iran. Avec la modernisation du pays et le développement de la classe ouvrière, le parti communiste Toudeh était devenu assez puissant. Les idées marxistes avaient commencé à pénétrer en Iran dès le 19ème siècle. Créé en 1941, le Toudeh allait d'abord gagner quelques sièges aux élections législatives de 1944 avant de grossir ses rangs de manière impressionnante. Au point de devenir l'une des forces politiques les plus importantes d'Iran et le parti communiste le plus influent du Moyen-Orient.

Et le Toudeh soutenait Mossadegh ?

Oui, tout comme la bourgeoisie de bazar, enthousiasmée par ce politicien qui tenait tête aux puissances impérialistes et aux compradores. Les idées de Mossadegh gagnaient l'opinion publique et en 1951, le parlement iranien vota à l'unanimité la nationalisation du pétrole. Peu de temps après, soutenu par la grande majorité du peuple iranien, Mossadegh fut élu Premier ministre. Le Chah ne pouvait s'opposer à un Premier ministre si populaire.

Comment ont réagi les Britanniques ?

Ils étaient furieux ! La nationalisation représentait un réel manque à gagner pour l'empire colonial en déclin. Par exemple, la raffinerie d'Abadan alimentait 85%

des besoins en carburant de la Royal Navy et l'AIOC rapportait chaque année 92 millions de livres à une Grande-Bretagne ruinée par la Deuxième Guerre mondiale.
En 1952, les Britanniques ont donc d'abord plaidé leur cause devant le tribunal international de La Haye où Mossadegh est lui aussi venu s'expliquer en ces termes : « *L'Anglo-Iranian était un Etat dans l'Etat. Tout était entre les mains des Anglais. L'Iran n'avait aucun droit de regard sur les quantités et sur les prix du pétrole. Cette affaire relève d'une juridiction iranienne.* » Mossadegh obtint gain de cause, le tribunal de La Haye se déclara incompétent pour régler le litige.
Mais la Grande-Bretagne n'abandonna pas pour autant. Elle mit en place toute une série de mesures visant à déstabiliser l'Iran, dont un embargo sur le pétrole iranien. La démarche fut soutenue par les compagnies pétrolières occidentales qui augmentèrent leur production pour détourner les acheteurs du pétrole iranien.
De plus, Londres avait corrompu des députés membres du parti de Mossadegh afin qu'ils votent contre le Premier ministre. Ce dernier réclama alors les pleins pouvoirs, puis démissionna car le Chah refusait de céder au gouvernement le contrôle de l'armée. En colère, la foule descendit dans la rue pour réclamer le retour de Mossadegh. Après trois jours d'émeutes, le Chah dut renommer son Premier ministre. Alors, pour lutter contre la corruption, Mossadegh organisa le 3 août 1953 un référendum visant à dissoudre le parlement. La grande majorité du peuple iranien vota pour la dissolution.

Les Etats-Unis ont-ils aussi joué un rôle dans ce bras de fer ?

Au début, ils ont joué les médiateurs entre l'Iran et la Grande-Bretagne. Quand Londres avait menacé d'envahir l'Iran, Washington s'était fermement opposé en menaçant de soutenir l'Egypte, alors en conflit avec les Britanniques. Mais la médiation était difficile à mener, Mossadegh étant intransigeant. Celui que ses

adversaires surnommaient « le vieillard entêté » refusait de payer à Londres des compensations pour la nationalisation du pétrole iranien. Il estimait que les énormes profits engrangés par l'AIOC sur le dos du peuple iranien valaient bien toutes les compensations du monde.

De plus, les Etats-Unis craignaient de voir Mossadegh se rapprocher des Soviétiques. Suite à la nationalisation du pétrole, les relations commerciales entre l'Iran et la Grande-Bretagne avaient chuté. Conjuguée à l'embargo pétrolier, cette perte commerciale maintenait les caisses de l'Etat iranien dans le rouge.

S'il était soutenu par le Toudeh, Mossadegh n'était pas pour autant un communiste et ne souhaitait pas construire de relation spéciale avec Moscou. Plus encore, il ne voulait pas que la nationalisation du pétrole, en pleine guerre froide, débouche sur une crise Est - Ouest. Mais la confrontation avec les Britanniques et la mauvaise santé financière de l'Etat iranien amenèrent Mossadegh à chercher d'autres partenaires commerciaux. La France, la République fédérale d'Allemagne, et aussi l'Union soviétique avec laquelle les échanges avaient beaucoup augmenté. Ce dernier point inquiéta particulièrement Washington.

En 1953, va se dérouler l'« Opération Ajax » qui renversera Mossadegh. Plus de cinquante ans après les faits, Barack Obama a officiellement reconnu l'implication de la CIA dans cette opération. Quel rôle exact a-t-elle tenu ?

La crise autour de la nationalisation du pétrole avait modifié les rapports de force au sein de la société iranienne. Les communistes du Toudeh d'une part, les bazaris et le clergé d'autre part, ne soutenaient plus ouvertement le Premier ministre. Chacun pensait pouvoir tourner le conflit à son avantage.

Fort du soutien des Etats-Unis, le Chah profita de cette situation : il tenta une première fois de déposer Mossadegh en nommant le 15 août un nouveau Premier ministre, le général Zahedi. Mais prévenu du complot, Mossadegh fit

interpeller les conjurés. Le Chah pensa qu'il avait manqué son coup et quitta l'Iran.

La CIA mena alors une campagne de déstabilisation pour plonger le pays dans le chaos. Des agents à la solde de Washington menacèrent des chefs religieux et simulèrent un attentat contre la maison d'un religieux en se faisant passer pour des membres du Toudeh. La CIA paya également des manifestants pour se faire passer pour des communistes et semer la panique dans les rues de Téhéran. Conscient de la supercherie, le Toudeh recommanda à ses membres de rester chez eux.

Ce faisant, les manifestants anti-Mossadegh avaient le champ libre. Ils étaient rejoints par de nombreux Iraniens qui s'étaient laissés embobiner par les fausses manifestations et les opérations noires de la CIA. Le peuple se retournait contre son Premier ministre et des unités militaires opposées au gouvernement prenaient le contrôle de la capitale. Trois jours seulement après avoir déjoué la première tentative de coup d'Etat, Mossadegh devait se rendre. Il était arrêté le 18 août 1953.

En raison de son grand âge, il sera condamné par un tribunal militaire à trois ans de prison, puis assigné à résidence. Durant son procès, Mossadegh déclarera : « *Le seul crime que j'ai commis est la nationalisation du pétrole. J'ai lutté contre le plus grand empire du monde... J'ai lutté également contre la plus grande entreprise d'espionnage du monde. Mais ces gens que j'ai battus veulent montrer aux peuples d'Orient ce qu'ils réservent à un homme qui ose les braver.* » Mossadegh décéda quelques années plus tard, en 1967, et l'annonce de sa mort ne fit que trois lignes dans les journaux iraniens : le Chah ne voulait pas qu'on revienne sur cet épisode.

C'était la première fois que les Etats-Unis menaient une opération de ce genre ?

Oui mais le scénario allait se répéter. Deux figures de la politique US ont joué un rôle important dans l'Opération Ajax : les frères Dulles. Le premier, Allen, était

un agent célèbre pour avoir infiltré les services secrets nazis durant la Seconde Guerre mondiale. Après le conflit, il créa une nouvelle organisation : la CIA, dont le but était de mener des opérations clandestines pour contrer l'influence soviétique. Les premières tentatives furent menées en Europe (Albanie, Ukraine, Berlin), mais se révélèrent contre-productives et donnèrent une image d'impuissance à la CIA. L'Opération Ajax allait rétablir son prestige.
Le deuxième frère Dulles, John Foster, était le secrétaire d'Etat (ministre des Affaires étrangères) du président Eisenhower. Avocat, John Foster Dulles était célèbre pour ses capacités à disqualifier toute personne qui cherchait à le contredire sur un dossier. Très écouté d'Eisenhower, il avait également le don d'écarter ceux qui cherchaient à avoir autant d'influence que lui auprès du président.
Les frères Dulles agitaient la menace que l'Iran devienne un Etat communiste et contamine tout le Moyen-Orient. Pour éviter ce « scénario catastrophe », il fallait intervenir d'urgence, même avec des moyens peu conventionnels : on évoquait la piste d'un coup d'Etat.
S'opposaient à cette idée de coup d'Etat une partie des responsables de la CIA et des agents présents en Iran ; ils disaient que le Toudeh n'avait pas les moyens de prendre le contrôle du pays. Et que si Mossadegh était renversé, il serait certainement remplacé par quelqu'un qui poursuivrait la même ligne. Selon eux, une telle opération associerait les Etats-Unis au colonialisme franco-britannique dont la Maison-Blanche voulait tant se distancier.

C'est l'option des frères Dulles qui l'emporta. Une bonne ou une mauvaise chose pour les Etats-Unis ?

Les Dulles avaient beaucoup d'influence et Eisenhower donna son feu vert à la CIA : « *Allez-y, et ne m'embêtez pas avec les détails* ». L'opération fut confiée à Kermit Roosevelt, petit fils de l'ancien président. Dans un certain sens, le coup d'Etat

fut un succès : sans devoir déployer de grands moyens, la CIA était parvenue à renverser un gouvernement. L'opération fut d'ailleurs réitérée à peine un an plus tard, au Guatemala, pour remplacer par une junte militaire le président Guzman qui s'opposait aux intérêts de la United Fruit Company (l'actuelle Chiquita Brands Company).
Mais on peut dire que sur le long terme, l'Opération Ajax a été contre-productive pour les Etats-Unis. Elle a tout d'abord ouvert la voie à la révolution islamique de 1979 en faisant sombrer deux partis séculiers importants : le Front national de Mossadegh et le parti communiste Toudeh. De plus, l'opération alimente encore aujourd'hui au sein du peuple iranien un profond ressentiment à l'égard des Etats-Unis.

Les officiels US opposés au coup d'Etat pensaient que le renversement de Mossadegh ne changerait pas la donne et serait mauvais pour l'image des Etats-Unis. Comment Washington a-t-il négocié cela ?

Les Etats-Unis ont surmonté ces difficultés en réinstallant le Chah au pouvoir et en finançant son appareil de répression. L'esprit de la monarchie constitutionnelle était définitivement révolu. L'Iran devint une dictature où toute forme de contestation était sévèrement matée par la SAVAK, la puissante police secrète fondée en 1957 avec l'aide de la CIA, du Mossad et des services secrets d'Afrique du Sud. La SAVAK disposait de pouvoirs quasi illimités et recourait systématiquement à la torture.
Le retour du Chah au pouvoir marqua également le triomphe de la bourgeoisie compradore, l'Iran s'alignant entièrement sur les intérêts des compagnies étrangères. Certes, les villes et l'industrie pétrolifère se développaient tout comme la classe ouvrière et la petite bourgeoisie mieux éduquée. Mais l'économie de l'Iran était très dépendante des puissances impérialistes et, au sein du pays, l'écart de richesse se creusait de façon dramatique. Quelques Iraniens

étaient plus riches que tout ce que l'on peut voir à Beverly Hills, alors que la majorité de la population n'avait jamais porté de chaussures.

Pourtant, en 1962, le Chah lançait la « Révolution Blanche » pour développer et moderniser le pays : agriculture, éducation, condition féminine. Quand même des aspects positifs ?

En fait, cette Révolution Blanche, lancée avec l'aide des USA, comporte plusieurs aspects. Elle a d'abord permis au Chah d'affaiblir les forces d'opposition : les libéraux, la bourgeoisie nationale, les bazaris et le clergé. Par exemple, sa réforme agraire n'a pas redistribué massivement les terres aux paysans, mais elle a affaibli les féodaux fonciers traditionnellement associés au clergé. Dans le même esprit, le développement des écoles publiques gratuites devait décourager les pauvres d'envoyer leurs enfants dans les écoles coraniques. Les mollahs perdaient ainsi de leur influence sur la société iranienne.

Mais la Révolution Blanche a quand même permis de développer le pays, non ? De plus, au début des années 70, le choc pétrolier provoqua un afflux d'argent massif vers les pays producteurs comme l'Iran.

Certes, il y a eu un développement industriel considérable mais d'une part, les capitaux nécessaires aux investissements étaient aux mains de l'Etat et d'autre part, l'expansion économique se réalisait en partenariat avec des multinationales, principalement US.
Le développement économique a ainsi renforcé la bourgeoisie compradore que représentait le Chah. En effet, les compradores s'associaient avec des multinationales pour développer des projets en Iran. Mais concrètement, ils ne faisaient rien d'autre que de faire jouer leurs relations auprès de la Cour pour décrocher des contrats. Au passage, ils touchaient des commissions importantes, mais ne produisaient rien : presque tout était laissé aux multinationales.

De plus, cette dépendance impliquait de faire importer de nombreux produits et équipements qui étaient revendus très chers en Iran. L'Etat prenait en charge les surcoûts en fonction de ses relations clientélistes. On voit donc que le développement économique sous le régime du Chah était très dépendant des puissances étrangères et largement marqué par la corruption.

La relation entre l'Iran et les Etats-Unis est devenue très étroite…

Washington avait remplacé Londres comme puissance dominant le Moyen-Orient. Mais la région était le théâtre d'une bataille entre deux camps. D'un côté, vous aviez les nationalistes arabes, influencés par l'Union soviétique. Ils voulaient mener une politique indépendante et renverser les régimes féodaux. De l'autre, vous aviez les forces réactionnaires, soutenues par les Etats-Unis comme l'Arabie saoudite et l'Iran. Pour briser toute forme de contestation et rester au pouvoir, le Chah avait besoin du soutien de Washington. Mais en retour, la dictature militaire d'Iran contribua sérieusement à la victoire des forces pro-impérialistes au Moyen-Orient.

Face à cette dictature militaire dépendante des Etats-Unis, quelle forme prenait la contestation du pouvoir en Iran ?

La répartition des richesses était très inégale. La bourgeoisie compradore était extrêmement riche alors que la grande majorité du peuple était très pauvre. Par ailleurs, la dépendance de ces compradores envers les Etats-Unis et l'Europe avait entraîné une certaine occidentalisation de la société iranienne, particulièrement au sein des élites.
Des intellectuels iraniens ont alors commencé à critiquer ce qu'ils appelaient l' « Occidentoxication ». Ce n'était pas un rejet pur et simple des valeurs occidentales, mais plutôt une critique de la dépendance de la société iranienne à

l'Occident et une dénonciation du manque de justice sociale.
Jalal Al-e Ahmad (1923-1969), par exemple, était un homme de lettres qui a traduit en persan des ouvrages de Sartre ou de Camus. Sa critique se portait essentiellement sur le système d'éducation. Il disait que l'enseignement iranien avait été contaminé par cette tendance de l'Occident visant à produire des diplômés prêts à l'emploi, plutôt que des gens éduqués.
Il critiquait aussi l'industrialisation du pays et son urbanisation qui avaient poussé à l'exode rural. Selon lui, la mécanisation de l'agriculture en Iran répondait à un besoin de l'Occident de recycler les pétrodollars en vendant des tracteurs. Il estimait aussi que l'Iran était devenu soumis aux machines et à l'Occident, alors qu'il aurait fallu devenir maître de ces nouvelles technologies et les fabriquer soi-même. De manière générale donc, Al-e Ahmad se montrait très virulent envers ces compradores au pouvoir qui étaient soumis aux intérêts US.

Et le régime laissait passer ces critiques ?

Non, la SAVAK réprimait sévèrement toute forme de contestation. Aussi, Al-e Ahmad et d'autres intellectuels déjouaient la censure en critiquant le pouvoir à travers des contes, comme Jean de La Fontaine et ses fables autrefois.
Il y a pourtant une exception : Ali Shariati. Ce brillant étudiant en sociologie se trouvait à la Sorbonne dans les années 50, alors que la révolution algérienne battait son plein. Shariati a alors vu les manifestations à Paris, les débats sur la question algérienne, la position du Parti Communiste français qui s'opposait à la décolonisation… L'étudiant décida de collaborer avec le Front de Libération National d'Algérie (FLN). Il y fut très influencé par Frantz Fanon, l'un des fondateurs du tiers-mondisme, et traduisit plus tard, en persan, l'ouvrage majeur de ce révolutionnaire martiniquais et algérien : *Les Damnés de la Terre*.
De retour en Iran, Shariati développa au cours des années 60 une idéologie combinant Marx et l'islam. Inspiré par la théologie de la libération en Amérique

latine, il estimait que la religion devait servir la lutte des classes. Cependant, cet intellectuel était opposé au communisme. C'est pourquoi, après avoir subi dans un premier temps la répression politique, il fut autorisé par le Chah à enseigner à l'université de Téhéran. En effet, l'industrialisation de l'Iran avait donné naissance à une petite bourgeoisie et renforcé la classe ouvrière. Un contexte favorable au Toudeh : le parti n'avait pas disparu avec la chute de Mossadegh et continuait à œuvrer clandestinement sous la dictature. En laissant Shariati exprimer librement ses idées religieuses et son opposition au communisme, le Chah pensait affaiblir l'influence du Toudeh.

Et ça a fonctionné ?

Pas vraiment. Même s'il était opposé au communisme et prônait un discours religieux, Shariati contestait le pouvoir en place, prenait la défense des opprimés et appelait à un changement. Il avait été très influencé par les écrits d'Al-e Ahmad sur l' « Occidentoxication » et il invitait les jeunes à s'engager dans la lutte : « *Si tu n'es pas sur le champ de bataille, peu importe que tu sois à la mosquée ou au bar* ».

Finalement, l'influence de Shariati était devenue tellement importante qu'il fut contraint à l'exil. Il décéda en 1977, à l'âge de 44 ans. Officiellement, d'une crise cardiaque, mais de lourds soupçons pèsent sur la SAVAK. Shariati est donc mort peu de temps avant le début des premières manifestations qui allaient faire tomber le Chah. Cependant, son rôle a été crucial dans le déroulement de la révolution islamique. En fait, beaucoup le considèrent comme l'idéologue de la révolution.

En 1979, cette révolution islamique renverse le Chah. Ce pilier de l'impérialisme US n'était pas aussi solide qu'il en avait l'air ?

Les conditions difficiles, dans lesquelles vivaient la grande majorité des Iraniens, et la corruption du régime avaient créé un terreau favorable à une révolution. Malgré la répression politique, les partis d'opposition s'étaient constitué une base populaire solide. Nous avons déjà évoqué le Toudeh, mais il y avait aussi les Fedayin du Peuple, un groupe d'inspiration maoïste qui entama une lutte armée contre la dictature du Chah. Cependant, cette organisation fut sévèrement réprimée par le pouvoir et disparut avant la révolution islamique.
Ensuite, il y avait l'OMPI, l'Organisation des Moudjahiddines du Peuple Iranien. Ce groupe de jeunes Iraniens éduqués était influencé par l'idéologie d'Ali Shariati. Ayant étudié l'histoire des grands mouvements sociaux en Iran, l'OMPI arriva à la conclusion que la lutte armée était nécessaire et qu'il lui fallait un leader charismatique. C'est pourquoi elle décida de se servir de l'ayatollah Khomeiny.

Khomeiny exerçait une telle influence ?

Oui. Ce dignitaire religieux s'était fait remarquer au début des années 60, en s'opposant à la Révolution Blanche du Chah qui cherchait à affaiblir le clergé. Il fut arrêté en 1963 pour avoir joué un rôle important dans des émeutes qui avaient secoué l'Iran. Mais conscient du soutien populaire dont disposait l'ayatollah, le Chah décida de le libérer pour éviter d'autres troubles. Khomeiny continua alors à critiquer le régime et finalement, dut s'exiler en Irak, puis en France.
Le 1er février 1979, alors que la révolution était déjà bien entamée, l'OMPI fit revenir l'ayatollah en Iran en espérant pouvoir utiliser son charisme et son influence auprès des masses. Des millions d'Iraniens étaient descendus dans les rues, l'armée ne soutenait plus le régime et le Chah dut s'enfuir.
Cependant, l'OMPI estima que la révolution n'était pas accomplie. Un soulèvement populaire avait fait tomber la dictature, mais, maintenant, il fallait

instaurer une société religieuse sans classes, comme le prônait Ali Shariati. L'OMPI considérait qu'il lui revenait de développer ce projet et que le clergé n'en était pas capable. En fait, cette organisation a commis une grave erreur en n'étudiant pas correctement les écrits de Khomeiny avant de chercher à l'utiliser : elle aurait compris que l'ayatollah avait sa propre vision des choses et qu'il serait difficilement manipulable.

Quelle était l'idéologie de Khomeiny ?

Il était inspiré par les idées tiers-mondistes qui s'étaient développées à l'époque et estimait que le pouvoir devait revenir aux peuples oppressés par l'impérialisme. Pour lui, le pouvoir religieux devait jouer un rôle important dans le concept de démocratie islamique qu'il avait élaboré.

« Démocratie » ? On connaît mal les conceptions qui régissent l'Iran sur ce plan…

Pour Khomeiny, les autorités religieuses définissent les grandes lignes de la république, mais la gestion quotidienne de la politique est laissée à un parlement et un président élus par le peuple. Vous avez donc en Iran le Guide suprême, clé de voûte du régime, dont le poste fut d'abord occupé par Khomeiny lui-même, au lendemain de la révolution. Il y a ensuite l'Assemblée des Experts, un conseil de quatre-vingt-six religieux qui confirme ou non le Guide dans ses fonctions. Ces membres sont élus tous les huit ans par le peuple, mais les candidats doivent être approuvés par les membres du Conseil des Gardiens. Ces derniers constituent une forme de sénat : six sont nommés par le Guide suprême et six autres par le parlement. Leur fonction consiste à ratifier ou rejeter les lois votées au parlement et à valider la candidature des prétendants aux élections législatives ou présidentielles. L'Assemblée Constituante Islamique, le parlement iranien, compte 290 membres élus pour un mandat de quatre ans. Tout comme le président de la république, qui n'a le droit d'exercer que deux mandats

successifs. Notez également qu'en 1988, un Conseil de Discernement a été créé pour arbitrer les litiges entre le parlement et le Conseil des Gardiens.

Comment Khomeiny est-il parvenu à s'imposer aux autres forces d'opposition durant la révolution islamique ?

Khomeiny réalisa rapidement deux choses importantes. Tout d'abord, il s'assura le soutien de la bourgeoisie du bazar. Ensuite, alors que l'armée de l'ancien régime avait été en grande partie démantelée, Khomeiny créa la milice de la révolution islamique, les Pasdarans.
Fort de ce soutien, le Guide suprême fraichement arrivé au pouvoir, a sévèrement réprimé ses opposants pour imposer son autorité. Il y eut de nombreuses arrestations et plusieurs assassinats. Ayant réussi à cohabiter avec le régime pendant quelques années, le parti Toudeh était amené à disparaître au début des années 80. Mais ceux qui ont le plus souffert de la répression sont les Moudjahidines du Peuple. Dès le lendemain de la révolution, ils se sont opposés à celui qu'ils avaient pensé pouvoir utiliser pour leurs propres objectifs. Au terme d'une purge sanglante, Khomeiny l'a emporté et l'OMPI a alors collaboré avec l'ennemi irakien pour tenter de renverser le régime. Cette démarche infructueuse les a complètement discrédités auprès de la population iranienne.

Certains prétendent que la révolution islamique de 1979 a été réalisée avec l'appui du gouvernement Carter et plus particulièrement du conseiller Brzezinski. L'objectif de ce dernier aurait été de créer un axe de crise avec les pays musulmans bordant l'Union soviétique pour empêcher Moscou d'étendre son influence au Moyen-Orient.

Les Etats-Unis ont certainement compris que la dictature du Chah allait s'effondrer et préféraient voir des religieux prendre le pouvoir plutôt que des communistes. Mais je doute que Washington connaissait l'idéologie de

Khomeiny. Certes, ce dernier était opposé au communisme. Mais il l'était tout autant au capitalisme.
Par conséquent, dans la guerre froide, Khomeiny ne penchait pour aucun des deux camps et ne pouvait être utilisé car il avait une position résolument indépendante. D'un côté, il diabolisait le communisme pour combattre le Toudeh. De l'autre, il dénonçait le capitalisme associé à l'ancien régime soutenu par les puissances impérialistes. Après la révolution, l'une des premières mesures du Guide suprême fut d'ailleurs de nationaliser le pétrole.

Peut-on parler de révolution nationale démocratique pour qualifier la révolution iranienne de 1979 ?

C'est incontestablement une révolution nationale. Car l'Iran, qui était jusque là dominé par les puissances impérialistes, est devenu un Etat réellement indépendant. Et cette indépendance pose toujours problème aux impérialistes aujourd'hui.
Ensuite, y a-t-il en Iran une démocratie de type occidental ? Bien sûr que non. La religion joue un rôle prépondérant dans la république islamique et le Guide suprême exerce un contrôle important sur le système politique.
Sur ce point, il faut être nuancé. Tout d'abord, je ne pense pas que les démocraties occidentales, très largement biaisées par les intérêts économiques d'une minorité de personnes, représentent vraiment le « sommet » de la démocratie. Il faudrait arriver à un fonctionnement de la démocratie qui tienne beaucoup plus compte de la satisfaction des besoins de la majorité et de leur participation active à la prise de décision. Ensuite, le modèle de démocratie occidentale n'est pas quelque chose que l'on peut exporter et imposer aux quatre coins de la planète en dépit des différences historiques et culturelles. Sur ce point d'ailleurs, la révolution islamique correspond à ce courant qui dénonçait l' « Occidentoxication » de l'Iran. Enfin, j'estime que la révolution iranienne a

marqué un tournant dans le sens où elle a amélioré les conditions de vie de nombreux citoyens qui vivaient dans une extrême pauvreté sous la dictature du Chah.

En 1980, un an après la révolution, l'Iran est attaqué par Saddam Hussein. Cette guerre va durer huit ans, faire des centaines de milliers de victimes et affaiblir considérablement les deux pays. Votre jugement ?

Cette guerre a été déclenchée pour éviter que la révolution islamique ne se propage. Les Etats-Unis et ses alliés réactionnaires du Moyen-Orient – surtout l'Arabie saoudite - ont convaincu Saddam Hussein d'attaquer l'Iran. Ils craignaient que la révolution nationaliste inspire d'autres pays de la région et menace les marionnettes des puissances impérialistes.
Plus tard, Saddam admit avoir commis une erreur stratégique. En effet, il avait été manipulé par les Etats-Unis pour s'engager dans un conflit qui devait s'éterniser. Washington souhaitait voir s'affaiblir les deux ennemis et soutint les deux camps à la fois. Le Secrétaire d'Etat Henry Kissinger déclara d'ailleurs : « *Laissez-les s'entretuer* ».

L'Iran, ouvertement opposé à l'impérialisme occidental, était soutenu par Washington ? Cela semble paradoxal.

Khomeiny était un stratège très intelligent et pragmatique. Je pense que la guerre contre l'Irak a sauvé sa révolution. En effet, ce conflit lui a permis de mobiliser la population autour de sentiments nationalistes contre l'ennemi irakien. Sans cette guerre, il n'aurait peut-être pas eu le soutien nécessaire pour rester au pouvoir. Khomeiny souhaitait donc lui aussi que le conflit s'éternise.
Evidemment, pour tenir si longtemps, il fallait des armes. Or, l'Iran était officiellement sous embargo. Nous en venons au grand scandale de l'*Irangate*.

Durant les années 80, les Etats-Unis vendirent des armes à l'Iran par l'intermédiaire d'Israël. Khomeiny, très pragmatique, n'avait pas de problème à marchander avec ses ennemis déclarés : il avait besoin d'armes. De leur côté, les Etats-Unis utilisèrent l'argent de ces ventes pour financer les *Contras* au Nicaragua, un groupe armé qui pratiquait le terrorisme pour renverser le gouvernement socialiste de Daniel Ortega.

Vous indiquiez que la révolution islamique avait permis d'améliorer les conditions de vie des Iraniens. Pouvez-vous concrétiser cela ?

Le contexte économique était difficile pour cette jeune république. Tout d'abord, la révolution avait été suivie par une importante fuite de capitaux. On estime que plusieurs milliards de dollars quittèrent l'Iran à la chute de la dictature. De plus, la guerre contre l'Irak eut beaucoup d'effets négatifs sur l'économie iranienne : de nombreuses infrastructures avaient été détruites.
Malgré tout, le gouvernement prenait des mesures pour plus de justice sociale comme le prônait la révolution islamique. Par exemple, les biens appartenant au Chah et à ses alliés avaient été confisqués pour créer des fondations chargées de venir en aide aux déshérités. De plus, l'Etat contrôlait l'économie pour assurer une meilleure redistribution des richesses.

Quel a été l'impact de la révolution islamique sur les rapports de classes en Iran ?

L'esprit de la révolution islamique comporte une contradiction qui s'est cristallisée au sein de la société iranienne. En effet, inspirée par la lutte des opprimés contre l'impérialisme, la révolution prône la justice sociale. Mais son caractère religieux offre pour certains une interprétation quelque peu contradictoire. Ainsi, la bourgeoisie du bazar et une partie du haut-clergé estiment que l'islam interdit l'acquisition illicite de biens, mais pas l'accumulation

de richesses.
Après la révolution, l'Etat intervenait fortement dans l'économie, que ce soit dans la distribution des produits, avec le rationnement, ou dans le contrôle du commerce extérieur. Cette intervention occasionnait des lourdeurs administratives et affaiblissait la bourgeoisie du bazar. Cette situation, renforcée par la guerre contre l'Irak, a eu des répercussions singulières sur l'économie. Durant les années 80, un marché noir tacitement admis par le gouvernement s'est développé, favorisant la spéculation. Vous aviez, d'une part un marché basé sur la monnaie iranienne, contrôlée par le gouvernement ; à côté de cela, un marché basé sur le taux du dollar US régi par les lois du libéralisme sauvage.
Les bazaris ont ainsi pu se renforcer en profitant de la spéculation. Ce chaos économique et les dégâts de la guerre ont freiné le développement d'une industrialisation indépendante. En fait, on a continué à utiliser les revenus du pétrole pour importer des biens.
Autre facteur aggravant : au milieu des années 80, l'Arabie saoudite, engagée indirectement dans la guerre d'Afghanistan contre les Soviétiques, avait augmenté de façon vertigineuse sa production de pétrole. Ce qui a fait chuter le prix du baril de trente à huit dollars et causé de sérieux dégâts aux économies des pays producteurs comme l'Iran ou le Venezuela.

Néanmoins, l'Iran va se reconstruire après la guerre contre l'Irak…

En 1989, Hachemi Rafsandjani est élu président de la république. Il occupera ce poste jusqu'en 1997. Rafsandjani est issu de la bourgeoisie du bazar. Il a commencé à bâtir sa fortune en spéculant dans l'immobilier, puis en prenant le contrôle total de l'industrie de la pistache, un des produits iraniens qui s'exportent le plus. Rafsandjani est ainsi devenu milliardaire et est considéré comme une des personnes les plus riches d'Iran.
Devenu président, cet homme d'affaires a lancé un plan de reconstruction

faisant la part belle à la libéralisation de l'économie. Politique poursuivie par son successeur, Mohammed Khatami (1997 – 2005). Arrivée au pouvoir, la bourgeoisie du bazar a profité de cette politique libérale et des capitaux de l'Etat pour s'enrichir encore davantage.

Ceci dit, les classes moyennes ont également prospéré…

Oui, mais les inégalités sociales se sont largement creusées. Et au final, la situation économique de l'Iran n'était pas vraiment florissante, avec une inflation et un taux de chômage importants.

Depuis l'accession d'Ahmadinejad à la présidence en 2005, la situation ne semble pas vraiment s'être améliorée. L'inflation et le chômage restent un problème…

Pourtant, l'élection d'Ahmadinejad marque un tournant important. Le nouveau président n'est pas un représentant de la bourgeoisie du bazar. Il est issu d'une famille modeste et, durant sa campagne pour l'élection présidentielle, il s'est ouvertement opposé aux bazaris. Dans un débat télévisé, il a traité Rafsandjani de voleur, ce qui n'est pas faux.

En fait, l'arrivée au pouvoir d'Ahmadinejad symbolise cette contradiction de la révolution islamique dont nous parlions. Rafsandjani et ses compères représentent une élite qui interprète l'islam pour favoriser leur enrichissement personnel. Par contre, Ahmadinejad prône un retour aux sources de la révolution avec plus de justice sociale. Etudiant à l'université de Téhéran dans les années 70, il a d'ailleurs été très influencé par Ali Shariati, l'idéologue de la révolution iranienne, pour qui l'islam devait être au service des opprimés.

Ahmadinejad a donc pris une série de mesures en faveur des plus pauvres. Il a promis de ramener l'argent du pétrole à la table du peuple et dès son investiture en 2005, il a créé le fonds de compassion Reza. Presqu'un milliard d'euros

étaient ainsi débloqués pour aider les jeunes confrontés au chômage, au coût du mariage et aux problèmes de logement. Officiellement, le parlement a voté contre le projet, mais certains disent que le président l'aurait quand même mis en pratique. Ahmadinejad a également augmenté les salaires et les pensions en faveur des plus démunis.

« Populisme », ont dit certains opposants. Tout comme son soutien à la lutte palestinienne, qui servirait à séduire l'électorat.

Il ne faut pas croire que le peuple iranien est naïf. Bien sûr, il éprouve de la solidarité pour les Palestiniens, car il a lui-même connu la privation sous le règne du Chah. Mais ça ne peut pas être un enjeu décisif dans le cadre des élections : ce ne sont pas les Palestiniens qui vont remplir l'assiette des Iraniens !
Ensuite, je ne pense pas que le président soit populiste. Non, il mène une politique cohérente en faveur des plus pauvres. Comme je l'ai dit, son élection marque un tournant dans les rapports de classes. Ahmadinejad est un fils d'ouvrier bien décidé à mettre fin aux malversations des bazaris et à engager l'Iran sur la voie de l'indépendance. Sa politique repose sur le concept du « khodkaf-i », l'autosuffisance.

Vous dites que la bourgeoisie du bazar s'est fortement enrichie grâce aux relations commerciales avec l'étranger. La considérez-vous comme une bourgeoisie compradore, entièrement dépendante des intérêts étrangers ?

Non, elle n'est pas soumise aux intérêts impérialistes comme la bourgeoisie compradore. Mais sa dépendance à l'import-export n'a pas permis de développer les bases d'une économie indépendante. Or, c'est ce que veut Ahmadinejad : consommer ce qui est produit en Iran, même si ce n'est pas d'excellente qualité, plutôt que d'importer des biens. Il a renforcé les règles sur le

contrôle des importations et, dès son arrivée au pouvoir, il a gelé les démarches qui avaient été entreprises par ses prédécesseurs pour intégrer l'Iran à l'Organisation Mondiale du Commerce. Ahmadinejad estime - avec raison - que cette institution est un instrument des puissances occidentales pour imposer aux pays du tiers monde des règles de commerce qui profitent avant tout aux multinationales occidentales.

La bourgeoisie du bazar semble pourtant très puissante en Iran. Avec des milliardaires comme Rafsandjani, on est loin des « marchands de tapis » du 19ème siècle. Comment Ahmadinejad peut-il s'opposer à eux ?

D'abord, le président iranien a le soutien des *Pasdarans*, au sein desquels il a lui-même servi durant la guerre contre l'Irak. Après le conflit, ces « Gardiens de la Révolution » avaient une grande légitimité auprès du gouvernement et de la population. Ils en ont profité pour jouer un rôle plus important tant au sein de l'appareil politique que de l'économie. De grosses sociétés sont aujourd'hui gérées par les *Pasdarans*. Cette milice est donc capable de s'opposer aux bazaris et à d'autres forces en Iran. Et elle ne cesse de se renforcer depuis qu'Ahmadinejad est au pouvoir. Le président tend à favoriser dans ses choix politiques ces *Pasdarans* qui l'appuient.
De plus, Ahmadinejad a le soutien des « conservateurs », qui s'opposent aux politiques libérales menées par Rafsandjani, Khatami et d'autres réformateurs comme Moussavi (le candidat malheureux aux élections de 2009), parce que l'ouverture de l'économie iranienne avait également entraîné une certaine libéralisation des mœurs et une sécularisation timide de la politique. Les conservateurs soutiennent donc Ahmadinejad qui prône un retour aux valeurs religieuses de la révolution.
Enfin, une autre contradiction oppose les cadres du gouvernement issus des organisations révolutionnaires aux technocrates formés généralement à

l'étranger. Les premiers - dont fait partie Ahmadinejad - se réclament des valeurs religieuses et occupent des responsabilités importantes. Quant aux technocrates formés à l'étranger, ils sont généralement plus compétents mais officient sous les ordres des cadres. Beaucoup n'adhèrent pas à l'idéologie islamique et rencontrent des problèmes quotidiens concernant la situation des femmes et l'éducation des enfants. Les technocrates souhaiteraient voir émerger un libéralisme ouvert à l'Occident et ils se heurtent sur ce plan aux cadres issus des organisations révolutionnaires.

La situation économique difficile a amené Ahmadinejad à mettre en place un plan de sauvetage en décembre 2010. Ces réformes impopulaires ne risquent-elles pas de créer des tensions en Iran ?

Il faut savoir que son élection en 2005 a été marquée par une importante fuite de capitaux. Des millions de dollars ont quitté l'Iran pour rejoindre des pays du Golfe comme Dubaï. De plus, les sanctions internationales imposées à la république islamique ne facilitent pas les choses.

Le président iranien a donc mis en place un plan de « chirurgie économique » visant à supprimer les subventions directes touchant l'énergie et certaines denrées alimentaires afin d'économiser cent milliards de dollars, tout en promettant de verser des primes aux plus démunis.

Cependant, il ne faut pas se leurrer. La révolution de 1979 n'est pas une révolution socialiste. Elle a permis de libérer l'Iran de l'impérialisme occidental, mais elle a instauré un capitalisme d'Etat. Aujourd'hui, différentes forces s'affrontent pour contrôler le pouvoir et le problème des Iraniens est qu'il n'y a pas d'alternative véritablement progressiste. L'actuelle opposition n'a d'autre choix que de s'allier à des puissances étrangères.

Comme les Etats-Unis ? Après les élections de 2009 et la reconduction du mandat

d'Ahmadinejad, les rues d'Iran ont été agitées par des manifestations dénonçant des fraudes. Mais Hillary Clinton a avoué que la CIA avait joué un rôle important pour mobiliser les foules à travers Twitter et Facebook.

L'accusation de fraude n'est pas fondée. En effet, la New America Foundation, un groupe de réflexion US qu'on peut difficilement taxer de sympathisant d'Ahmadinejad, a réalisé un sondage en Iran deux semaines avant les élections : le président sortant était donné vainqueur à deux contre un.

Ce qui était frappant, c'est que les manifestations avaient surtout lieu à Téhéran…

Oui, c'est là que vous trouvez les classes moyennes et des gens plus aisés, donc favorables au candidat réformiste Moussavi. Mais Ahmadinejad bénéficie du soutien de nombreux Iraniens des classes populaires dans les provinces et les campagnes. Le résultat n'est donc pas surprenant.

Alors, comment expliquez-vous toute cette polémique sur sa réélection ?

Voyons d'abord comment cela s'est déroulé en Iran… Trois candidats à la présidence contestaient les résultats. Le Guide suprême, l'ayatollah Khameinei, les a reçus et a validé la démarche qu'ils devaient entreprendre auprès du Conseil des Gardiens pour déposer plainte et, éventuellement, exiger un recomptage. Mais seul le candidat Moshen Rezaï s'est rendu auprès du Conseil. Et après un recomptage partiel des voix, il a retiré sa plainte. Moussavi de son côté ne s'est jamais rendu au Conseil des Gardiens.

En fait, la bonne question à poser serait plutôt : quelles sont les motivations de ceux qui, en Europe et aux USA, prétendent qu'il y a eu fraude en Iran ? Pourquoi n'ont-ils pas mené campagne pour dénoncer les fraudes manifestes en Afghanistan la même année ? Pourquoi ne se sont-ils pas démenés pour dénoncer la réélection de Ben Ali en Tunisie la même année ? Ce dictateur que

tout le monde honnit aujourd'hui réalisait un score de 89,62% sans que les chancelleries occidentales crient au scandale.

En fait, selon leurs intérêts, les impérialistes délivrent des certificats de « bonnes élections » là où on leur obéit et de « mauvaises élections » là où on leur résiste. Si leur candidat est élu en fraudant, ce n'est pas grave. S'il est vaincu, alors il faut dénoncer des irrégularités dans le scrutin. Peu importe la volonté du peuple. Sachez que depuis 2006, le Congrès des Etats-Unis alloue chaque année un budget de quatre cents millions de dollars pour déstabiliser l'Iran. Et ce budget a encore augmenté en 2009.

Pourquoi les Etats-Unis soutenaient-ils le candidat Moussavi ?

Comme les bazaris, le réformiste Moussavi représente une frange de l'élite pragmatique dont le but principal est de faire du commerce et qui préfère donc éviter la confrontation avec l'Occident. Les Etats-Unis préfèrent de tels interlocuteurs plutôt qu'Ahmadinejad qui veut affirmer l'indépendance de l'Iran et cherche à former un bloc avec les pays émergents.

Finalement, ce sont encore les rapports de classes qui permettent de comprendre les conflits actuels ?

Tout à fait. Depuis le « Grand Jeu » du 19ème siècle jusqu'à aujourd'hui, en passant par la révolution constitutionnelle, le coup d'Etat contre Mossadegh, l'instauration de la république islamique : les contradictions entre les différentes classes sociales sont la clé pour comprendre les enjeux des différentes crises qu'a traversées l'Iran.

Et comment cela va-t-il évoluer ?

Difficile de prévoir la suite des événements. Les mesures que doit prendre Ahmadinejad pour assainir l'économie risquent de créer des tensions. Il est pourtant dans l'intérêt de l'Iran de construire une solide base économique indépendante. La suite dépendra des bouleversements géopolitiques à l'échelle mondiale. L'hégémonie des Etats-Unis est sur le déclin. Il n'est pas dit qu'elle réussira à renverser ce régime qui lui résiste.

En 2009, le conseiller d'Obama, Zbigniew Brzezinski - dont nous avons parlé plus haut - déclarait que si des bombardiers israéliens faisaient route vers l'Iran, les Etats-Unis devraient les intercepter. Cela semble très curieux !

Il y a seulement quelques années, cela aurait été inimaginable. Mais la résistance irakienne et le fiasco afghan ont été un désastre pour Washington. Les révoltes en Tunisie et en Egypte ont vu deux piliers de l'impérialisme s'effondrer. Ceci montre que les rapports de force sont en plein bouleversement dans le monde arabo-musulman. Par ailleurs, la montée en puissance de la Chine et des pays émergents dessine un axe Sud-Sud indépendant des puissances occidentales. Ce remodelage des relations internationales joue en faveur de la politique d'Ahmadinejad.

Finalement, la question iranienne symbolise la contradiction majeure à venir pour la planète. Il ne s'agit plus principalement d'une compétition entre puissances impérialistes pour le partage des richesses. Mais bien d'une confrontation entre les forces néocoloniales et les pays du tiers monde qui s'émancipent.

BIBLIOGRAPHIE

- K. Pollack,*The Persian Puzzle*, Random House, 2004

- Ervand Abrahamian, *Iran Between Two Revolutions*, Princeton University Press, 1982

- Ervand Abrahamian, *The Iranian Mojahedin*, Yale University Press, 1992

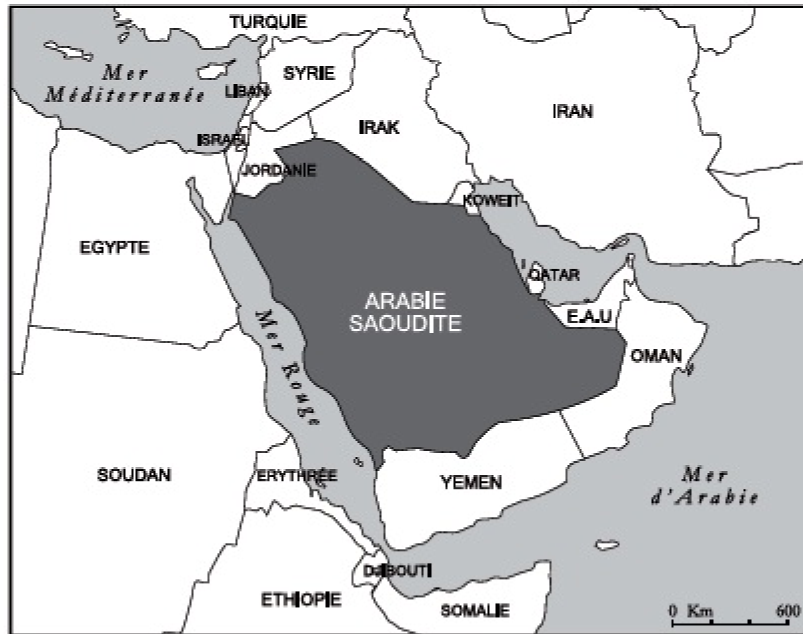
- Trita Parsi , *Treacherous Alliance : The Secret Dealings of Israel, Iran and the United States,* Yale University Press, 2007

- Noam Chomsky, *Israël, Palestine, Etats-Unis: le triangle fatidique*, Broché, 2006.

- Zbigniew Brzezinski, "An agenda for Nato", in *Foreign Affairs*, septembre - octobre 2009

Arabie saoudite
Un pilier essentiel
de la politique US mondiale

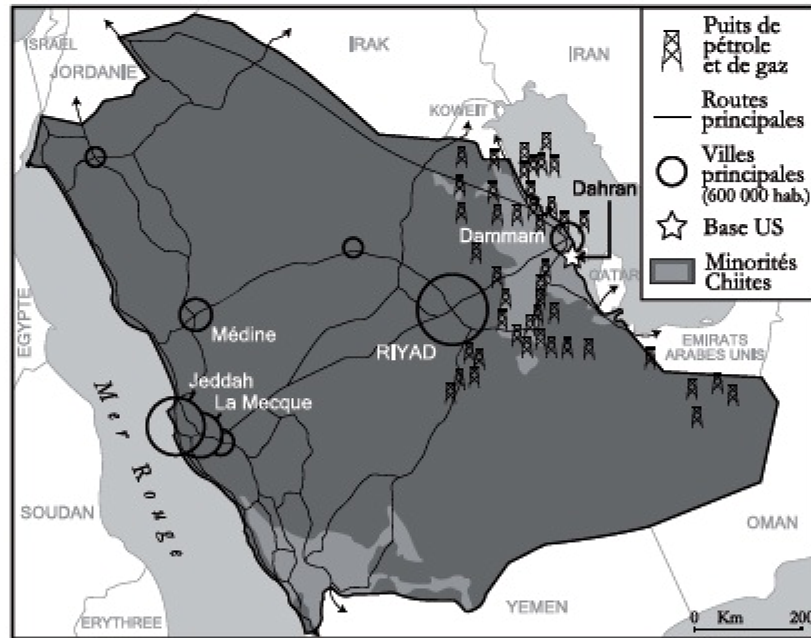
Comment Londres a favorisé les esclavagistes les plus barbares pour asseoir sa domination sur le Moyen-Orient et la route des Indes. Comment un ex-espion anglais a aidé les Etats-Unis à supplanter la Grande-Bretagne et à faire main basse sur les plus grands gisements de pétrole du monde. Comment l'Arabie saoudite, avec le *Safari Club*, a constitué un pilier essentiel de la politique US au Moyen-Orient et même dans le monde entier. Comment Riyad a créé en Europe un réseau de mosquées au service de sa politique internationale. Comment Washington a favorisé les courants religieux les plus fanatiques qui ont fini par se retourner contre les Etats-Unis. Comment les médias font silence sur le pays le plus rétrograde du monde.



COUP D'OEIL SUR L'ARABIE SAOUDITE

GEOGRAPHIE
- Capitale : Riyad
- Superficie : 2 149 690 km²
- Nombre d'habitants : 27 140 000 (13,34 hab. /km²). Chiffre officiel surestimé d'après certains experts

SOCIETE
- Composition : Majorité sunnite, minorité chiite (6,8%) à l'est et à l'ouest près de la frontière yéménite, 31% d'immigrés
- Espérance de vie : 74,1 ans
- Population de moins de 15 ans : 29,4%
- Taux d'alphabétisation : 78,8%



POLITIQUE
- Régime : monarchie absolue
- Roi : Abdallah 1er
- Indépendance : 1932 (création avec l'appui du Royaume-Uni)

ECONOMIE
- PIB : 467,7 milliards $ (2008)
- Ressources : pétrole (90% des exportations et 80% des revenus du gouvernement)
- Taux de croissance : 3,7% (2010)
- PIB/habitant : 20 700 $ (2008)
- IDH: 0,752 (57ème)
- Taux de chômage : 11,8% (2008)
- Population sous le seuil de pauvreté : N.C.

Selon la légende, Abdelaziz Ibn Saoud était un visionnaire qui serait parvenu à surmonter les divisions entre des clans nomades de la péninsule arabique pour fonder en 1932 le royaume d'Arabie saoudite. La légende dit-elle vrai ?

Oui et non. Oui, Ibn Saoud a fondé le Royaume d'Arabie saoudite. Mais non, ce n'était pas un visionnaire. Il était un instrument de l'Empire colonial

britannique. Et ce n'est qu'avec l'argent et les armes de la Grande-Bretagne qu'il est parvenu à fonder son royaume. En réalité, Ibn Saoud et les Britanniques avaient besoin l'un de l'autre pour combattre un ennemi commun : les Ottomans.

Pourquoi la Grande-Bretagne avait-elle besoin d'Ibn Saoud ?

C'était un empire colonial qui avait besoin d'agents à l'étranger pour défendre ses intérêts. Nous avons évoqué au premier chapitre la rivalité entre la Grande-Bretagne et la France. Londres avait tenté, mais en vain, de briser la Révolution française et l'essor économique de son concurrent. Elle organisa donc une alliance européenne qui déboucha sur la bataille de Waterloo en 1815 où Napoléon fut vaincu. La création d'un Empire français nuisait à la domination britannique sur le monde et notamment sur les colonies.
Mais comme nous l'avons dit, il était trop tard pour arrêter cette révolution et cette expansion françaises. Dès lors, entre les grandes puissances économiques, la compétition devint féroce. Et l'exploitation des colonies prit une dimension nouvelle…

En quoi les colonies étaient-elles si importantes ?

D'une part, elles permettaient de fournir les matières premières nécessaires pour faire tourner la machine industrielle de l'Europe. D'autre part, elles offraient des débouchés pour les produits et les capitaux qu'accumulaient les puissances européennes.

Comment la Grande-Bretagne se retrouva-t-elle en Arabie saoudite et dans toute cette région ?

Comme je l'ai indiqué précédemment, l'Inde était le joyau de l'Empire colonial britannique. Cette colonie lui rapportait énormément. Londres développa donc toute une stratégie pour protéger son joyau des autres puissances impérialistes. Par exemple, alors que les Français s'emparaient de Djibouti sur la côte est de l'Afrique, les Britanniques prenaient le contrôle du Yémen du Sud et de Bahreïn. Dans la même optique, la Grande-Bretagne cherchait à stopper l'expansion de l'Allemagne et de la Russie, et à affaiblir l'Empire ottoman, principale puissance de la région.
En fait, les Britanniques jouaient à un double jeu avec les Ottomans. D'un côté,

ils soutenaient l'Empire turc pour éviter que son démantèlement profite aux concurrents européens. Mais d'un autre côté, ils cherchaient à affaiblir les Ottomans pour contrôler les régions stratégiques autour de l'Inde. C'est dans cette optique que la Grande-Bretagne appuya la famille Saoud dans une péninsule arabique largement dominée par les Ottomans.

C'est donc grâce au soutien britannique que le clan des Saoud parvint à créer le Royaume d'Arabie saoudite en 1932. Mais ce n'était pas sa première tentative…

En effet, au milieu du 18ème siècle, la tribu nomade des Saoud voulait étendre son influence dans la péninsule arabique et s'associa aux wahhabites, un clan de fanatiques religieux. Cette alliance déboucha sur la création d'un premier royaume. Mais les deux tribus, connues pour leur sauvagerie, s'adonnèrent à des actes barbares contre des populations de la région. Certains historiens parlent même de profanations de lieux saints. L'Empire ottoman - l'autorité politique qui contrôlait une grande partie de la péninsule arabique et avait la responsabilité de veiller sur les lieux saints de l'islam - ordonna l'envoi de troupes égyptiennes pour stopper les atrocités des Saoud et des wahhabites. Le chef Abdellah Ibn Saoud fut emprisonné à Istanbul avant d'être publiquement exécuté.
Après ce premier échec, les deux familles tentèrent rapidement de fonder à nouveau un royaume. Mais des querelles internes desservaient la légitimité du clan des Saoud et les Ottomans récupérèrent rapidement le contrôle des territoires perdus. Chez les survivants des clans Saoud et wahhabite, ces échecs alimentèrent une haine féroce à l'égard des Ottomans et des Egyptiens. Aussi, lorsque la Grande-Bretagne colonisa le Bahreïn en 1820 et se mit à chercher des opportunités pour poursuivre son expansion, les Saoud découvrirent en elle un allié potentiel. Rapidement, la tribu bédouine déchue et la puissance coloniale passèrent des accords, toutes deux cherchant à contrer l'influence ottomane dans la péninsule arabique.

Quelle était la nature de l'alliance entre les Saoud et la Grande-Bretagne ?

Les Britanniques garantissaient argent et protection aux Saoud tant que ces derniers servaient les intérêts de la puissance coloniale dans la région. En 1901, le chef Abdelaziz Ibn Saoud écrivait au gouverneur britannique du Golfe : « *Que les yeux du gouvernement britannique reposent sur nous et que nous soyons considérés comme*

vos protégés. »
Bien que le chef Ibn Saoud fût gratifié du titre de *Sir*, la relation entre l'Empire colonial et la tribu bédouine n'était pas respectueuse. Ibn Saoud était en fait un laquais de la Grande-Bretagne, une marionnette armée et financée depuis Londres pour étendre l'influence des Britanniques en Arabie. En 1919, par exemple, Ibn Saoud envoya son fils Fayçal rencontrer le roi Georges V. Le jeune prince apporta une lettre de remerciements de son père, ainsi qu'un magnifique sabre arabe orné de perles et placé dans un fourreau d'or. En retour, Fayçal reçut une photo dédicacée de George V avec la reine ! Cette anecdote symbolise assez bien les rapports entre les Britanniques et le clan des Saoud.

Mais Ibn Saoud y trouva tout de même son compte…

Absolument. Grâce au soutien des Britanniques, Saoud et wahhabites multiplièrent les combats pour étendre leur influence. Au Hedjaz, une bataille décisive fut remportée en 1924. Ce fut également l'un des plus grands massacres de l'histoire du monde arabe.
Situé à l'ouest de la péninsule arabique, le royaume du Hedjaz, où sont situées les villes saintes musulmanes de La Mecque et Médine, était contrôlé par les Ottomans. Mais en 1924, le nouvel Etat turc, devenu laïc, abolit le califat musulman…

C'est-à-dire ?

Le califat était un système de gouvernement régional basé sur l'autorité du calife descendant du prophète Mahomet. A ce moment, Hussein Ben Ali, chérif de La Mecque et descendant direct du prophète Mahomet, se proclama nouveau calife des musulmans à travers le monde. Cette décision provoqua la colère d'Ibn Saoud et inquiéta les Britanniques qui voyaient en Hussein un obstacle sur leur chemin pour contrôler le monde arabo-musulman. La puissance coloniale approuva donc le plan d'invasion du Hedjaz mis sur pied par Ibn Saoud.
En 1924, la féroce armée des wahhabites attaqua le royaume d'Hussein, massacrant les populations, coupant les têtes des vieillards, assassinant des imams dans leurs mosquées et pillant les richesses qu'ils trouvaient sur leur passage. Ils détruisirent également tout ce qui représentait à leurs yeux « l'œuvre du diable », des radios aux cigarettes.

Hussein, sa famille et des milliers d'autres Hedjazis fuirent le royaume pour se rendre en Jordanie, en Egypte ou dans d'autres pays arabes. Ils ne revinrent jamais. Le royaume du Hedjaz, avec sa presse libre, ses partis politiques et sa Constitution relativement progressiste, bascula dans l'obscurantisme sous la direction des Saoud et des wahhabites. La Grande-Bretagne se frottait les mains car Hussein Ben Ali représentait le danger d'un monde arabe uni et indépendant des puissances coloniales. Rapidement cependant, Ibn Saoud manifesta son désir de poursuivre son expansion pour contrôler toute la région. La Grande-Bretagne rappela son protégé à l'ordre et traça les frontières de l'Arabie saoudite, de l'Irak, du Koweït et de la Jordanie selon le bon vieil adage : diviser pour mieux régner. Il fallait à tout prix empêcher la formation d'un grand royaume arabe qui aurait été un rival dangereux.

Pour établir sa domination, la Grande-Bretagne n'a donc pas hésité à s'appuyer sur les éléments les plus barbares et cruels de la région, sur les derniers esclavagistes ?

Exactement. C'est aussi ça la « civilisation » occidentale !

Londres a régné en maître sur le Moyen-Orient durant la première moitié du vingtième siècle. Comment Washington est-elle parvenue à prendre sa place ?

Le sociologue Robert K. Merton a développé le concept de « conséquences inattendues » pour qualifier les résultats imprévisibles d'actions intentionnelles. Et nous pouvons appliquer ce concept à l'Histoire. Au début du vingtième siècle en effet, Londres contrôlait l'Inde, décidait du sort de la Palestine, exploitait le pétrole irakien et avait institué le royaume des Hachémites en Jordanie. Dans la péninsule arabique, la Grande-Bretagne avait appuyé le clan des Saoud pour contrer l'influence des Ottomans. Mais la « conséquence inattendue de l'Histoire », c'est que les Britanniques ignoraient l'existence du pétrole en Arabie saoudite.

Or, le pétrole avait acquis une importance stratégique depuis l'exploration menée en Iran à partir de 1901 et l'exploitation du premier grand champ d'or noir en 1908. Mais lorsqu'Ibn Saoud demanda un soutien financier accru à la Grande-Bretagne, cette dernière refusa par cupidité : elle ne voyait pas de raisons de subvenir aux largesses du roi saoudien. Les Etats-Unis, par contre, acceptèrent et découvrirent ensuite le plus grand gisement pétrolier de la

planète.

Pourquoi Washington a-t-elle accédé aux demandes d'Ibn Saoud ?

En 1919, le banquier canadien Edward Mackay Edgar écrivait : « *Tous les champs pétrolifères connus ou potentiels en dehors des Etats-Unis sont soit aux mains des Britanniques, soit gérés par les Britanniques, soit financés par les capitaux britanniques.* » Washington se devait de mettre fin à cette situation de monopole.
Une première étape fut franchie en 1928. Londres et Paris, qui régnaient sur le pétrole arabe, acceptèrent que Washington se joigne à l'accord « de la ligne rouge ». Cet accord prévoyait notamment qu'aucun des partenaires réunis au sein de la Turkish Petroleum Company (bientôt rebaptisée Iraq Petroleum Company - IPC), ne chercherait du pétrole pour son propre compte. Ceci s'appliquait à l'ancien territoire occupé par l'Empire ottoman, mais les Britanniques avaient pris soin d'en exclure le Koweït pour garder le contrôle de cet oasis d'or noir.
En 1933, l'IPC refusa de payer à Ibn Saoud le montant qu'il demandait pour autoriser la compagnie à explorer les sous-sols de son royaume. Immédiatement, la Standard Oil of California (ancêtre de Chevron) se jeta sur l'occasion et accorda au roi Saoud tout ce qu'il désirait.

En négociant avec les Etats-Unis, le roi Ibn Saoud faisait-il une bonne affaire ?

Certainement. Ibn Saoud avait intérêt à traiter avec la compagnie US. D'une part, les Etats-Unis étaient très performants en ingénierie : techniques de pompage, de transport et de raffinage de pétrole… D'autre part, cet accord permettait à Ibn Saoud de couper le cordon avec la puissance britannique.
Sur ce plan, les Etats-Unis ont été très malins. Partout dans les pays du Sud, le ressentiment grandissait à l'égard du colonialisme. Dès lors, le président Roosevelt avait pris pour habitude de laisser les compagnies privées défendre les intérêts des Etats-Unis à l'étranger. Washington marquait ainsi sa différence avec l'Europe coloniale et paraissait plus sympathique. Ibn Saoud préféra donc négocier avec un tel partenaire plutôt qu'avec une puissance coloniale qui risquait de s'immiscer dans les affaires internes de l'Arabie saoudite et de revoir l'organisation politique du pays.
Un autre élément a fait pencher la balance saoudienne en faveur des Etats-Unis :

St. John Philby. Cet ancien espion britannique nourrissait une certaine aversion pour son propre gouvernement et il était devenu un proche conseiller du roi Ibn Saoud. Philby s'était arrangé pour que les Saoudiens décrochent un contrat juteux avec la Standard Oil of California. Il suspectait par ailleurs l'IPC de vouloir décrocher les concessions saoudiennes dans le seul but de tenir la compagnie US à l'écart du pétrole arabe. Cet objectif atteint, l'IPC qui avait déjà bien assez à gagner avec l'Irak, n'aurait certainement pas exploré au plus vite les concessions saoudiennes, et ceci aurait constitué un manque à gagner pour Ibn Saoud.

Quel fut l'impact de la découverte du pétrole saoudien ?

La Standard Oil of California s'associa avec d'autres compagnies US pour former Saudi Aramco, la compagnie nationale saoudienne du pétrole. Tellement puissante qu'elle a parfois été décrite comme un Etat dans l'Etat. Après plusieurs années de recherches, l'Aramco a découvert que l'Arabie saoudite possédait 25% des réserves mondiales de pétrole. Sa production a d'ailleurs littéralement explosé par la suite : de 21 millions de barils en 1945 à 2582 millions de barils, trente ans plus tard.
Très logiquement, ce pays est donc devenu stratégique pour Washington comme en témoigne un mémorandum US de 1942 : « *Nous croyons fermement que le développement du pétrole saoudien devrait être perçu à la lumière de notre large intérêt national.* ». Trois ans plus tard, alors qu'il revient de la conférence de Yalta, le président Roosevelt rencontre à bord du Quincy le roi Ibn Saoud. Le chef d'Etat US assure à son homologue que la sécurité de l'Arabie saoudite fait partie de ses « intérêts vitaux » et soutient le royaume pour assurer le leadership de la région. Succédant à Roosevelt peu après, le président Truman sera tout aussi bienveillant : « *Aucune menace ne pourrait peser sur votre royaume qui ne serait une préoccupation immédiate pour les Etats-Unis* ».
L'Aramco va même sponsoriser une étude historique pour légitimer la famille des Saoud. Des experts imagineront un arbre généalogique prouvant que les membres de la tribu bédouine étaient d'origine noble et même des descendants du prophète Mahomet !
L'obtention des concessions saoudiennes dans les années 30 a donc marqué un tournant dans la politique US, car elle a permis à Washington de s'implanter dans un Moyen-Orient largement dominé par la Grande-Bretagne.

Pétrole: pourquoi ces rivalités entre puissances «alliées» ?

Pourquoi les Etats-Unis ont-ils absolument voulu contrôler l'or noir de l'Arabie saoudite ? En 1948, les Etats-Unis importaient seulement 6% de leur pétrole et très peu d'Arabie saoudite… Donc, ils ne dépendaient pas directement de l'approvisionnement saoudien. Par contre, l'Europe importait beaucoup de ce pétrole. En contrôlant l'Arabie saoudite et ses importantes réserves, Washington cherchait surtout à acquérir un moyen de pression sur ses concurrents européens.

L'or noir est devenu une ressource vitale pour faire tourner les économies industrielles. La puissance qui contrôle les approvisionnements peut donc contrôler, voire affaiblir le développement économique de ses concurrents. Cela explique toute la politique actuelle de domination US au Moyen-Orient et partout où il y a du pétrole.

Les Etats-Unis, même s'ils sont de gros consommateurs, n'ont pas besoin de tant de réserves pour leurs besoins propres. Leur véritable objectif est de pouvoir faire pression sur leurs concurrents : Europe, Japon, Inde et surtout la Chine.

Au stade actuel du capitalisme, la bataille pour les matières premières fait rage et ne fera que s'aiguiser étant donné le gaspillage existant. Caractéristique importante : on se bat non seulement pour tirer de gros profits de ces matières premières, mais aussi - et même surtout - pour en priver les rivaux. Qu'ils soient officiellement des « adversaires » ou des « alliés », ne change rien à l'affaire.

Chaque guerre récente a été marquée par ces rivalités. Les Etats-Unis se sont emparés de l'Irak pour en évincer la France qui était mieux placée. Pour contrôler le pétrole libyen, la France et la Grande-Bretagne ont rivalisé avec l'Italie et l'Allemagne qui avaient acquis de meilleurs contrats.

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'emprise des Etats-Unis sur la région va devenir beaucoup plus forte…

Oui. L'Europe était à genoux et les Etats-Unis, qui n'avaient pas subi de pertes dans le conflit, sont sortis grands vainqueurs. L'Empire britannique n'avait plus les moyens de maintenir sa domination sur le monde arabe et les Etats-Unis l'ont progressivement remplacé.

L'Arabie saoudite, est-ce uniquement une affaire de pétrole ? D'autres pays producteurs de pétrole n'ont pas reçu autant d'égards…

Non, ce pays occupe aussi une position géographique stratégique pour Washington. En 1943, Dean Acheson, qui allait devenir secrétaire d'Etat, écrivait : « *L'Arabie saoudite occupe un emplacement vital, entre la mer Rouge et les voies navigables du golfe Persique, et sur la voie aérienne qui mène directement à l'Inde et à l'Extrême-Orient.* ». En 1945, l'Arabie saoudite et les Etats-Unis passaient un accord pour construire la base militaire de Dahran sur la rive ouest du golfe Persique. Elle était située tout près de la ville spécialement construite pour les employés de l'Aramco : l'armée US veillait donc directement sur les intérêts pétroliers. Mais sa position centrale permettait aussi aux Etats-Unis engagés dans la Seconde Guerre mondiale de relier leurs bases en Afrique du Nord au champ de bataille du Pacifique.

Lorsque la guerre prit fin, cette base militaire avait-elle encore une utilité ?

Plus que jamais ! Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont considéré l'Union soviétique comme leur principal ennemi. Ils craignaient que les communistes étendent leur influence jusqu'au Moyen-Orient. La base de Dahran constituait donc un point d'ancrage important pour intervenir militairement dans le monde arabe.
Et là, j'en viens à l'élément qui unit le plus l'Arabie saoudite aux Etats-Unis : la lutte contre le communisme. Dans sa bataille pour dominer le monde, Washington cherchait à contrer l'influence soviétique aux quatre coins de la planète. De son côté, la dynastie saoudienne nourrissait une haine féroce pour le communisme. Par exemple, peu de temps après que l'armée US ait largué une bombe atomique sur Hiroshima, le roi Ibn Saoud s'empressa d'envoyer un message au président Truman pour lui demander de larguer une autre bombe sur l'Union soviétique. Quelques années plus tard, le même roi Ibn Saoud lançait à un officiel étasunien: « *Trouvez-moi un communiste en Arabie saoudite, et je vous donnerai sa tête* ».

Comment expliquer cette haine du communisme chez les Saoud ?

L'Arabie saoudite est un Etat féodal arriéré qui n'a même pas de constitution.

Avec Brunei, le Sultanat d'Oman et le Swaziland, l'Arabie saoudite est la dernière monarchie absolue de l'Histoire. Il n'y a donc pas de parlement et le peuple n'a rien à dire dans la gestion du pays. Le royaume est en fait considéré comme la propriété personnelle de la famille Saoud. D'ailleurs, Ibn Saoud n'a-t-il pas donné son nom à ce pays ? En fait toute la population saoudienne est, comme on dit là-bas, un « Saoudi ».

Ce qui veut dire ?

« Tu nous appartiens » ! Et si vous refusez, ils vous enlèvent votre nationalité ! *« Saoudi »* est une personne... ce n'est pas une nation... C'est juste un seul homme : le Roi Abdul-Aziz Ibn Saoud qui a donné son nom à la nation. Vous comprenez pourquoi la dynastie saoudienne a toujours redouté le communisme, ses idées égalitaires et le nationalisme progressiste qu'il inspirait dans le monde arabe et ailleurs sur la planète. Si le peuple saoudien se laissait gagner par de telles idées, la légitimité de la famille royale et son despotisme auraient été remis en cause.

On n'a pas organisé des élections en 2005 ?

Une comédie ! Il y a quelques années, l'hebdomadaire US *Newsweek* avait inclus le roi Abdallah dans le top 10 des dirigeants œuvrant pour faire avancer la démocratie dans le monde. C'est ridicule ! Le seul scrutin organisé en Arabie saoudite portait sur des élections municipales en 2005. D'après les analystes sur place, il s'agissait surtout d'une farce. La moitié des conseillers municipaux étaient élus par le peuple, l'autre moitié par le prince en charge des affaires locales. Mais concrètement, les représentants n'avaient aucun pouvoir. De nouvelles élections devaient se tenir en 2009, mais ont été repoussées tant les citoyens n'y croient pas !
La question de la démocratie, à part ce leurre, le régime dictatorial y répond toujours par la violence. Au début des années 90 par exemple, de jeunes cheikhs indépendants de l'institution officielle réclamaient une série de réformes. Le pouvoir répondit en créant une assemblée consultative dont les membres étaient nommés par le roi. Les islamistes réformateurs manifestèrent alors leur mécontentement devant ce renforcement du pouvoir royal à l'opposé de leurs revendications. Le gouvernement emprisonna les principaux leaders de cette

opposition !

L'Arabie saoudite, c'est le régime le plus oppresseur envers les femmes…

Oui, un pays où les femmes n'existent pas. La discrimination a leur égard est littéralement institutionnalisée, elles n'ont donc pas moyen de se défendre. Il est, par exemple, interdit pour une Saoudienne de prendre le volant ! De même, une femme ne peut être admise dans un hôpital ou voyager sans l'accord de son tuteur masculin (époux, père, frère…). Mais l'absurde de cette discrimination tourne souvent au drame.
En 2002, un incendie a frappé une école de filles à La Mecque. La Muttawa, la police religieuse du royaume, est intervenue en même temps que les pompiers. Comme l'incendie s'était déclaré tôt au matin, certaines jeunes filles n'étaient pas vêtues comme il aurait fallu pour être vues par les hommes du service d'incendie. La Muttawa empêcha donc les filles qui n'étaient pas accompagnées d'un tuteur masculin de quitter le bâtiment en flammes. Selon différents témoignages, dont ceux de Human Rights Watch, quinze fillettes sont ainsi décédées et une cinquantaine d'autres ont été blessées. Le directeur de l'école a été limogé, mais la Muttawa et le Comité pour la vertu et la prévention du vice n'ont pas été inquiétés.

Quand on voit les campagnes médiatiques déchaînées contre l'Iran par exemple, n'est-ce pas étonnant, ce silence des grands médias à propos de l'Arabie saoudite ?

Oui, surtout que les Etats-Unis prétendent « se battre pour les femmes », en Afghanistan ou en Iran. Ce silence soulève beaucoup de questions sur le rôle de nos médias !

Revenons au combat contre le communisme, il a été mené en étroite liaison avec les Etats-Unis…

Oui, après la Deuxième Guerre mondiale, beaucoup de pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie se libérèrent progressivement du joug colonial. Mais Washington craignait alors que ces nouveaux Etats ne basculent dans le giron soviétique. Alors, dans les années 50, le président Eisenhower et son secrétaire d'Etat, John Foster Dulles, élaborèrent une stratégie confiant un rôle très important à l'Arabie saoudite. Il fallait présenter les Etats-Unis comme un pays

opposé au colonialisme. Et l'Arabie saoudite était censée démontrer au reste du monde la réussite d'un Etat qui s'était tourné vers Washington.
En réalité, Eisenhower et Dulles avaient juste adapté le colonialisme en lui donnant une autre forme : les compagnies privées jouaient le rôle des Etats coloniaux d'autrefois et pillaient les matières premières des pays dominés tandis que Washington finançait dans ces néo-colonies une élite pour réprimer les peuples. Ceux-ci étaient, encore une fois, les grands perdants.

Mais nous avons vu qu'un grand pays arabe avait osé affronter le colonialisme. En renversant le roi égyptien Farouk en 1952 et en instituant une république socialiste, le lieutenant-colonel Nasser lançait un sacré défi à Washington et à Riyad. Quelle a été leur réaction ?

Pour l'Arabie saoudite, c'était une catastrophe. Nasser avait renversé une monarchie et cet exemple invitait à renverser les monarchies féodales pour instaurer des républiques. De plus, il prêchait le nationalisme arabe dans toute la région, c'est-à-dire l'indépendance vis-à-vis des puissances néo-coloniales.
Dès lors, la dynastie des Saoud se sentait directement menacée. Car la famille saoudienne et son régime arriéré ne devaient leur survie à la tête du royaume qu'au soutien des Etats-Unis. Il était impossible pour eux de mener une politique indépendante de Washington.
Pour sa part, Eisenhower a d'abord cru qu'il pourrait mettre Nasser de son côté. Mais en 1955, le président égyptien conclut avec la Tchécoslovaquie un important achat d'armes. Cette première vente d'armes soviétiques à un pays non communiste signifiait que Nasser avait choisi son camp et que l'URSS s'implantait au Moyen-Orient. L'émoi fut très vif en Israël, en Europe et aux Etats-Unis.

Un an plus tard, le président égyptien nationalisa le canal de Suez. Le 29 octobre 1956, la France, la Grande-Bretagne et Israël attaquèrent l'Egypte. Mais les Etats-Unis restèrent en dehors du conflit. Cela semble surprenant…

Dulles et Eisenhower ne voulaient pas briser l'image anticoloniale qu'ils s'étaient efforcés de construire. Alors que son gouvernement étudiait la possibilité de participer à l'attaque contre l'Egypte, Eisenhower demanda : « *Comment pourrions-nous soutenir la France et la Grande-Bretagne si ce faisant, nous perdons tout le monde arabe ?* »

La situation des impérialistes et de leurs régimes était tactiquement délicate. Pour manifester leur opposition à l'attaque contre Nasser, les pays arabes mirent en place un embargo pétrolier contre l'Europe. L'Arabie saoudite, malgré son aversion pour le président égyptien, y participa pour ne pas se mettre l'ensemble du monde arabe sur le dos. Mais Eisenhower refusa de venir au secours de ses alliés européens en augmentant la production de pétrole US et finalement, sous les injonctions de Washington et de Moscou, les troupes françaises, britanniques et israéliennes se retirèrent.
Nasser sortit renforcé du conflit, sa popularité était devenue immense dans le monde arabe et il se rapprocha de l'Union soviétique. Les Etats-Unis n'avaient pas pu profiter de leur attitude dans le conflit pour ramener Nasser dans leur cercle d'influence. Le nationalisme arabe du président égyptien prenait de l'ampleur, gagnant la Syrie, l'Irak et le Yémen.

Au Yémen du Nord justement, l'influence du nationalisme arabe déboucha sur une révolution en 1962. Alors que l'Arabie saoudite soutenait la dynastie royale en péril, l'Egypte appuyait les révolutionnaires républicains. Peut-on parler, comme certains historiens, de guerre froide arabe ?

En quelque sorte, oui. En 1962, des révolutionnaires renversèrent le régime féodal de l'imam-roi Muhammad al-Badr dans le Yémen du Nord pour instaurer une république civilisée et indépendante des puissances impérialistes. Ce mouvement était soutenu par Nasser qui défendait le nationalisme panarabe. Le président égyptien envoya ses troupes soutenir les révolutionnaires dans leur combat contre les forces royalistes, ce qui effraya grandement l'Arabie saoudite, les Etats-Unis, Israël et l'Europe.
Riyad voyait la révolution antiféodale frapper à ses portes et mobilisa son armée pour restaurer le pouvoir du roi al-Badr. Le danger était de taille pour les Saoud, car les idées des républicains yéménites avaient déjà une certaine influence en Arabie saoudite : des pilotes de l'armée nationale refusèrent de bombarder les révolutionnaires et rejoignirent le Yémen. Appuyée par l'Occident, l'Arabie saoudite s'engagea dans la bataille pour faire avorter la révolution yéménite que soutenait Nasser. Ce fut un conflit meurtrier. Finalement, le gouvernement républicain et nationaliste du Yémen du Nord ne fut pas renversé, mais sortit très affaibli de cette bataille.

La position des Etats-Unis au début de ce conflit était plutôt surprenante. Alors que le prince Fayçal d'Arabie saoudite demandait à Washington un soutien financier et armé pour combattre les troupes égyptiennes, le président Kennedy pria le prince d'entamer des réformes dans son pays. Pourquoi ?

Kennedy reconnut assez rapidement le nouveau gouvernement yéménite, ce qui inquiéta Fayçal. Et au lieu de recevoir tout l'appui nécessaire pour combattre l'armée égyptienne au Yémen, le prince saoudien se vit demander un plan de réformes pour moderniser et rendre plus acceptable l'image du royaume sur la scène internationale.
En fait, Kennedy espérait pouvoir écarter Nasser du giron soviétique. Washington ne souhaitait donc pas afficher trop ouvertement son soutien à l'Arabie saoudite, principal ennemi de l'Egypte. Dans un premier temps, Fayçal se plia aux exigences de la Maison Blanche et présenta un programme de réformes en dix points pour moderniser l'économie saoudienne et abolir l'esclavage qui était toujours en vigueur dans le royaume.
Finalement, comme Eisenhower quelques années auparavant, Kennedy réalisa qu'il ne parviendrait pas à s'attirer les faveurs de Nasser. L'Arabie saoudite, avec sa haine du communisme et du nationalisme arabe, restait le meilleur allié possible des Etats-Unis dans la région. Il accéda donc à la demande de soutien de Fayçal au Yémen et le plan de réformes tomba aux oubliettes. Par la suite, Lyndon Johnson, le successeur de Kennedy, abandonna toute tentative de courtiser Nasser et affirma son soutien total à l'Arabie saoudite.

La guerre du Yémen se termine donc sur un cessez-le-feu entre l'Arabie saoudite et l'Egypte en 1965. Mais deux ans plus tard, la bête noire des Saoudiens, Nasser, est de nouveau dans la tourmente avec la guerre des Six Jours. Une aubaine pour les Saoud ?

En effet. En juin 1967, un conflit oppose Israël à une coalition de pays arabes : Egypte, Jordanie, Irak et Syrie. Déclenchée par Tel-Aviv, cette bataille très brève infligea une défaite cinglante à Nasser. Le premier jour de l'attaque, Israël avait détruit la moitié de l'aviation arabe. Et après six jours, il avait conquis la bande de Gaza et la péninsule du Sinaï en Egypte, la Cisjordanie et Jérusalem-Est en Jordanie et le plateau du Golan en Syrie.
Ce fut un revers accablant tant pour Nasser que pour le nationalisme arabe qu'il défendait. Ses idées perdirent de leur prestige dans le monde arabe. Beaucoup se

tournèrent vers la principale alternative de l'époque : l'islam politique défendu par l'Arabie saoudite.

Comment l'Arabie saoudite s'est-elle retrouvée chef de file de l'islam politique ?

Pour contrer l'influence de l'Union soviétique, Eisenhower mit au point une stratégie consistant à apporter un soutien financier et militaire à tout pays du Moyen-Orient qui serait *« menacé par le communisme »*. Mais la doctrine Eisenhower fut un échec. D'une part, l'envoi de grosses sommes d'argent vers des pays riches en pétrole soulevait beaucoup de questions aux Etats-Unis. D'autre part, les pays arabes qui auraient accepté cette aide se seraient ouvertement affichés contre l'Egypte nassérienne qui avait encore le vent en poupe à l'époque auprès des populations de la région.
Alors, Washington élabora une autre stratégie. On allait employer l'islam comme une arme politique pour contrer le nationalisme arabe laïque de Nasser. Cette stratégie fut initiée au début des années 60, sous le règne de Saoud Abdelaziz, le fils aîné et successeur d'Ibn Saoud. Mais le souverain, connu pour son amour des femmes, des jeux d'argent et de l'alcool, ainsi que pour sa mauvaise gestion du royaume, n'avait pas le profil idéal pour assumer le rôle attendu. Il fut donc écarté au profit de son frère Fayçal.
En application de cette nouvelle stratégie, l'Arabie saoudite créa la Ligue islamique mondiale, une organisation ultraconservatrice inspirée par l'extrémisme wahhabite pour contrer l'influence de Nasser. La Ligue déclarait par exemple que le nationalisme était le pire ennemi des Arabes. Dans un premier temps, la popularité de Nasser étant tellement grande, cet islam politique ne rencontra pas un grand succès. Mais la défaite du président égyptien dans la guerre des Six Jours changea la donne. Après ce conflit et la perte de prestige du nassérisme, l'alternative offerte par Fayçal reçut un plus grand soutien populaire et l'Arabie saoudite devint un acteur-clé du Moyen-Orient. Ce rôle prépondérant allait être renforcé par la première crise pétrolière en 1973.

En quoi cette crise renforça-t-elle l'influence de l'Arabie saoudite ?

En 1973, la guerre du Kippour opposa Israël à une coalition menée par la Syrie et l'Egypte, alors présidée par Anouar al-Sadate. Les pays arabes producteurs de pétrole décidèrent d'appliquer un embargo contre les pays qui soutenaient Israël.

Dont les Etats-Unis évidemment. L'Arabie saoudite se joignit à l'action mais en réalité, elle violait l'embargo en continuant d'approvisionner les navires de guerre US embarqués dans la guerre au Vietnam.
Cet embargo fit décoller le prix du baril de pétrole, ce qui profita aux membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP). Le choc pétrolier de 1973 marqua en fait le premier grand transfert d'argent de l'Occident vers le tiers monde. Pour l'Arabie saoudite, cet événement a eu trois grandes conséquences…
Premièrement, l'important afflux d'argent permit de moderniser le pays. Mais cette modernisation allait progressivement créer des contradictions entre une société saoudienne plus éduquée et le régime arriéré qui la contrôlait.
Deuxièmement, pour empêcher que le pétrole puisse être utilisé comme un instrument de chantage contre Washington, Henry Kissinger, alors responsable de la politique internationale des Etats-Unis, développa une théorie visant à faire de l'Arabie saoudite un actionnaire majeur de l'économie US. Les Etats-Unis amenèrent la monarchie pétrolière à investir chez eux les importantes sommes d'argent récoltées après le premier choc. Ainsi, les destins de Riyad et de Washington devenaient encore plus liés.
Par ailleurs, les Etats-Unis étaient en pleine crise du Vietnam, le Japon était devenu la deuxième économie du monde et les Européens, ayant pansé les blessures de la Seconde Guerre mondiale, devenaient plus puissants. C'est à cette époque que les pétrodollars furent introduits aussi dans l'économie européenne. Cette opération conféra au dollar une valeur internationale et permit aux Etats-Unis de garder le leadership.
Troisième conséquence du choc pétrolier de 1973 : l'Arabie saoudite n'a pas investi son argent uniquement dans l'économie US. Elle en a utilisé une grosse partie pour combattre le communisme partout dans le monde.

Bretton Woods, Plan Marshall et planche à billets: les 3 secrets de l'ascension de l'économie US (1944 - 1960)

Juillet 1944, Bretton Woods (USA). Les 44 nations alliées réorganisent le système financier mondial. L'Europe manque de capitaux et de main-d'oeuvre. Son économie ayant été détruite par le conflit, Washington y craint des révoltes populaires, favorables à l'expansion du communisme.

Il faut donc reconstruire l'Europe au plus vite. Et gagner beaucoup d'argent par la même occasion. Car la guerre a considérablement enrichi les Etats-Unis qui ont prêté des fonds et vendu des armes. Leur production industrielle a doublé. Washington cherche donc à libéraliser les échanges internationaux et à profiter de sa position dominante pour écouler ses produits sur le marché mondial et disposer librement des matières premières.

« As good as gold »

Les accords mettent en place un nouveau système : l'étalon-or. Dorénavant, la valeur de la monnaie de chaque Etat membre sera fixée par rapport au dollar US, lui-même indexé à l'or au taux officiel de 35 dollars l'once. Ce système s'impose facilement : les USA ont amassé ¾ du stock mondial d'or et le dollar est la seule monnaie à avoir conservé sa valeur d'avant-guerre : la devise la plus forte, soutenue par l'économie la plus puissante. *« The dollar is as good as gold »,* dit-on alors.

Pour amorcer la pompe, le *Plan Marshall* prête à l'Europe les dollars nécessaires à sa reconstruction. Prêt très intéressé car ces dollars servent surtout à acheter des biens sur le marché US. Et les cinq grandes compagnies pétrolières US en profitent aussi pour surfacturer aux Européens le pétrole bon marché du Moyen-Orient.

Le début de la fin...

Mais vers 1960, la croissance US, qui avait été stimulée par la guerre et cette reconstruction, s'essouffle. Le vieux continent retrouve une autonomie industrielle et importe moins des Etats-Unis. De plus, les banques US ont investi en Amérique latine et surtout dans cette reconstruction européenne qui leur rapporte deux fois plus. Du coup, elles ont négligé d'investir dans l'industrie nationale. Le déclin économique des USA s'amorce...

Dégringolade de l'économie US et fin de l'étalon-or

Dès la fin des années 50, la machine industrielle des Etats-Unis se détériore et le pays commence à importer plus de bien qu'il n'en exporte. Ce déficit commercial est à l'origine de la dette des Etats-Unis qui va devenir de plus en plus énorme...

Faites tourner la planche à billets !

Au départ, ça ne pose pas de grand problème : les Etats-Unis n'ont qu'à faire tourner la planche à billets pour combler le déficit, le dollar gardant malgré tout sa valeur. En effet, le système de l'étalon-or est assorti d'un « gentleman's agreement » : les banques centrales ont été invitées à accumuler les dollars dans leurs coffres plutôt que de les échanger contre de l'or auprès de la *Fed* (Réserve fédérale US).

Nixon rompt le pacte

Mais dans les années 60, la situation économique des Etats-Unis s'aggrave notamment parce que la guerre du Viêt-Nam coûte très cher. Du coup, le déficit du budget fédéral des Etats-Unis passe de trois milliards de dollars en 1960, à neuf milliards de dollars en 1967 et vingt-cinq milliards en 1968 !

Le problème : d'un côté, la masse de dollars circulant à l'étranger ne cesse de croître ; de l'autre, les réserves d'or de la Fed diminuent. En 1970, si les détenteurs étrangers de dollars avaient exigé d'échanger leurs billets verts contre de l'or, Washington n'aurait pu répondre qu'au quart des demandes. Il devient évident que le dollar n'est plus *« as good as gold »*.

La situation devient intenable et, le 15 août 1971, le président Nixon annonce unilatéralement la fin de la convertibilité du dollar en or. Il met ainsi fin à la fixité des taux de change liés au dollar et instaure l'ère des taux de change flexibles. Ceci va ouvrir toutes grandes les vannes de la spéculation internationale.

Au fond, les accords de Bretton Woods permettaient aux Etats-Unis de creuser leur déficit extérieur sans en payer les frais. Ces accords enterrés, il fallait trouver un nouveau système préservant la suprématie du dollar. La même année où le président Nixon annonce la fin de l'étalon-or, il passe un accord avec les pays de l'OPEP : dorénavant, le pétrole sera vendu exclusivement en dollars (voir encadré page 166). Le billet vert a encore de belles années devant lui...

Concrètement, comment l'Arabie saoudite va-t-elle utiliser ses revenus pétroliers pour combattre le communisme ?

En 1970, Nasser mourut d'une crise cardiaque à l'âge de 52 ans. Anouar al-Sadate lui succéda, poursuivant dans un premier temps sur la ligne nationaliste de son prédécesseur. Mais rapidement, utilisant l'argent du pétrole comme une arme idéologique, l'Arabie saoudite entreprit d'arracher l'Egypte à l'influence soviétique. Chaque année, Riyad investissait 2,5 milliards de dollars dans l'économie égyptienne et cet investissement porta ses fruits. Sadate se tourna rapidement vers l'Occident, abandonna définitivement le nassérisme, ouvrit le pays aux multinationales et capitula devant Israël.

Mais vous parliez d'une action mondiale des Saoud…

Oui, dans les années 70, alors que le monde capitaliste était en crise, l'Afrique était particulièrement agitée… Les anciennes colonies portugaises d'Angola, du Mozambique et du Zimbabwe avaient gagné leur indépendance. L'Ethiopie, soutenue par l'Union soviétique, se disputait l'Ogaden avec la Somalie, elle, soutenue par les Etats-Unis. La solidarité avec le peuple noir d'Afrique du Sud grandissait chaque jour et de nombreux Etats africains avaient coupé leurs relations avec Israël qui soutenait le gouvernement d'apartheid…
C'est à cette époque, en 1976 exactement, que fut créé le *Safari Club*. La CIA sortait du scandale du Watergate (écoutes clandestines des démocrates par le président Nixon) et avait les mains relativement liées. Son directeur, George Bush (père), et le secrétaire d'Etat Henry Kissinger appuyèrent donc la création de cette association pour combattre l'influence soviétique en Afrique et au Moyen-Orient.

« Safari Club » ! On imagine qu'il ne s'agissait pas de tourisme ?

Non, il regroupait les services d'espionnage français avec leur patron Alexandre de Marenches, le Maroc d'Hassan II, l'Egypte de Sadate, l'Iran du Shah, le Congo de Mobutu et l'Arabie saoudite. Cette organisation mit sur pied un important réseau de financements. Elle aida Mobutu à réprimer un mouvement de contestation dans la riche région minière du Katanga, elle appuya le président somalien Siad Barre dans la guerre d'Ogaden, elle facilita le rapprochement entre Israël et l'Egypte, etc.
L'Arabie saoudite officia également au sein de la « Ligue anticommuniste mondiale » où l'on retrouvait les Etats-Unis, des criminels de guerre nazis et japonais, la secte « Eglise de l'Unification » du révérend Moon et aussi des groupes fascistes d'Europe et d'Amérique latine. Cette Ligue anticommuniste lutta activement contre le communisme en Asie, contre la théologie de la libération en Amérique latine et contre l'émergence de partis d'extrême gauche en Europe durant la seconde moitié du vingtième siècle.
Les Saoud ont donc largement utilisé l'argent du pétrole pour lutter contre le communisme et l'influence soviétique partout dans le monde. Avec Israël et le Chah d'Iran, l'Arabie saoudite constituait un pilier essentiel de la politique US au Moyen-Orient et même plus largement, dans le monde entier.

Justement, en 1979, l'un de ces piliers s'effondre. Le Chah d'Iran est renversé par la révolution

islamique de l'ayatollah Khomeiny. Quel est l'impact de cet événement sur l'Arabie saoudite ?

Ce fut d'abord un coup dur pour les Etats-Unis qui perdirent l'un de leurs plus fidèles alliés. Le nouveau régime iranien était ouvertement hostile à Washington. Et la révolution iranienne envoyait un très mauvais signal aux pays de la région : les Etats-Unis n'étaient pas capables d'assurer la protection de leurs marionnettes.

Ce fut également un coup dur pour l'Arabie saoudite. Un nouvel islam politique, diamétralement opposé à celui des Saoud, prenait de l'ampleur au Moyen-Orient. Alors que Riyad avait utilisé la religion pour combattre le nationalisme arabe et servir les intérêts de Washington, la révolution islamique s'inscrivait au contraire dans une ligne anti-impérialiste.

Par ailleurs, dans l'est du pays, l'Arabie saoudite comporte une minorité chiite comme l'est le régime iranien. Cette minorité a toujours été délaissée et les Saoud craignaient que Khomeiny puisse l'influencer.

Les courants de l''Islam

Souvent présenté comme un seul bloc, l'islam est en réalité - comme d'autres religions - traversé par différents courants : sunnites, chiites, alaouites, wahhabites… Vous avez peut-être déjà entendu ces noms sans comprendre de quoi il retourne. Explications.

Le schisme historique

Après la mort du prophète Mahomet en 632, plusieurs membres de sa famille se succèdent pour guider la communauté des musulmans. En 656, Ali, son cousin et gendre, est ainsi proclamé quatrième calife. Mais le gouverneur de Damas Mou'awiyya ne reconnaît pas son autorité et l'accuse d'avoir commandité l'assassinat de son prédécesseur. Une commission tranche en défaveur d'Ali.
Ce conflit divise l'islam. La majorité se range du côté de Mou'awiyya. Ils acceptent comme critère de foi la Tradition (*Sunna*) du Prophète. D'où le nom de sunnites. De leur côté, les partisans d'Ali (*chi'at Ali*) forment la branche des chiites. Enfin, une fraction minoritaire reproche à Ali d'avoir accepté l'arbitrage de la commission. Pour eux, seul Dieu est en mesure de juger et ils décident de « sortir » (*kharaja*) pour former leur propre courant. Ce sont les kharejites.

En pratique

Ce qui distingue les courants ? Surtout les « sources » du droit musulman. Pour les sunnites, les règles du culte et de la vie en société se basent sur le Coran et la conduite du Prophète. Par contre, les chiites ne reconnaissent pas les hadiths (propos prêtés à Mahomet) comme source juridique.

Autre différence : chez les sunnites, l'imam préside la prière dans les mosquées. Mais il ne fait pas partie d'une hiérarchie précise et ne prétend pas à un lien privilégié avec Dieu. Mais pour les chiites, l'imam est le guide spirituel et temporel de la communauté musulmane. Il descend d'Ali par le sang. Selon les chiites « duodécimains » (majoritaires), onze imams se sont ainsi succédés. Le douzième, le Mahdi ou sauveur, doit apparaître avant le jugement dernier. Contrairement aux sunnites, les chiites reconnaissent un clergé très hiérarchisé avec ses mollahs et ayatollahs.

Ces deux grandes branches se subdivisent à leur tour en de nombreux courants. Chez les chiites par exemple, les duodécimains reconnaissent douze imams alors que les zaydites n'en reconnaissent que cinq. Chez les sunnites, existent diverses écoles : l'hanafisme, réputée plus ouverte, ou l'hanbalisme d'où sont issus des mouvements fondamentalistes comme le salafisme ou le wahhabisme.

Les musulmans dans le monde

Le sunnisme est majoritaire ; 80 à 95% des musulmans présents notamment dans ces pays : Arabie saoudite, Maroc, Soudan, Pakistan, Chine, Inde… Ils sont également majoritaires dans la diaspora musulmane dans le reste du monde.

Les chiites sont présents essentiellement en Iran, en Azerbaïdjan, en Irak, au Bahreïn et au Liban. Mais on compte aussi d'importantes minorités au Yémen, en Syrie, en Afghanistan ou au Pakistan.

La religion est instrumentalisée

Les médias soulignent souvent les contradictions entre sunnites et chiites dans le monde arabe. En réalité, la contradiction est avant tout politique car la religion est instrumentalisée. Ainsi, pour conquérir la péninsule arabique, le clan des Saoud s'est associé au courant réactionnaire des wahhabites qu'il a promu pour asseoir son influence. De même, il a utilisé un panislamisme réactionnaire pour s'opposer à l'Egyptien anticolonialiste et progressiste Nasser. Et à nouveau dans les années 80 pour mobiliser des combattants contre les Soviétiques en Afghanistan.
Aujourd'hui, la contradiction se situe toujours entre les puissances occidentales avec leurs marionnettes, d'une part, et les gouvernements qui leur résistent d'autre part. Particulièrement, l'Iran qui a gagné de l'influence en Irak et qui soutient le Hezbollah chiite au Liban.

« Diviser pour régner »

Pour affaiblir ces mouvements de résistance, les puissances impérialistes et leurs alliés jettent de l'huile sur le feu. En Irak, les Etats-Unis alimentent les tensions entre chiites et sunnites pour affaiblir l'influence iranienne. Au Liban, l'Arabie saoudite a essayé de maintenir le Premier ministre sunnite et pro-occidental Saad Hariri dans le but de contrer le mouvement chiite du Hezbollah qui résiste à l'Occident et à Israël En Syrie, la même Arabie saoudite soutient des fondamentalistes sunnites pour déstabiliser le gouvernement alaouite de Bachar al-Assad. Le conflit ne provient pas des différents courants de l'islam, mais des puissances impérialistes qui appliquent le classique « diviser pour régner » pour mieux contrôler le monde arabe.

Comment Washington et Riyad ont-ils lutté contre Khomeiny ?

Le gouvernement Reagan voulait utiliser l'Arabie saoudite comme un rempart pour contrer l'influence de la révolution iranienne. En 1981, le roi Khaled tenta de corrompre un colonel de l'aviation iranienne pour renverser Khomeiny, mais sans succès.
Mais le plus gros du travail a été réalisé par le président irakien Saddam Hussein. Devant l'impossibilité de renverser Khomeiny, les Etats-Unis, l'Arabie saoudite et le Koweït encouragèrent l'Irak à attaquer l'Iran. Washington mena un jeu machiavélique en soutenant les deux parties à la fois. Henry Kissinger déclara

d'ailleurs, à propos de cet horrible conflit qui dura huit ans et fit plus d'un million de morts : « *Laissez-les s'entretuer* ». De son côté, l'Arabie saoudite apporta à l'Irak un soutien financier à hauteur de trente milliards de dollars sur les huit années de guerre.
A l'issue du conflit, Saddam Hussein, particulièrement remonté contre Washington, prononça un discours à la Ligue Arabe. Il mit en lumière la stratégie US visant à laisser les Irakiens et les Iraniens s'entretuer pour mieux contrôler la région. Alors qu'il disposait d'une économie solide au début des années 80, l'Irak était devenu le pays le plus endetté de la planète. Ses principaux créanciers étaient l'Arabie saoudite et le Koweït. Mais à présent, ces pays le soumettaient à un chantage financier en affaiblissant délibérément le cours du baril pour priver Bagdad des ressources qui auraient permis de rembourser ses dettes.
Suite à diverses provocations koweïtiennes, Saddam Hussein décida d'envahir le petit émirat pétrolier en 1990. Cette invasion allait déboucher sur la première guerre du Golfe (16 janvier – 3 mars 1991).

Les Saoudiens craignaient-ils d'être les prochains sur la liste après le Koweït ?

L'Arabie saoudite était sur le pied de guerre, mais la possibilité que Saddam attaque le royaume était très faible. Le véritable problème était ailleurs : en récupérant le Koweït, qui faisait partie historiquement de l'Irak, mais que les colons britanniques avaient séparé arbitrairement, le régime de Saddam Hussein serait devenu le premier producteur de pétrole. Ni l'Arabie saoudite, ni les Etats-Unis ne pouvaient l'accepter.
Positionnées au Koweït, les troupes irakiennes étaient aux portes de l'Arabie saoudite. Mais cette dernière, bien qu'ayant dépensé des sommes astronomiques pour acheter des armes aux Etats-Unis, se révéla incapable de lutter contre l'armée de Saddam. C'est une information importante, car elle montre à quel point les grosses commandes d'armement passées aux Etats-Unis ne servaient pas à la sécurité du royaume, mais constituaient plutôt un transfert d'argent, un cadeau de Riyad à Washington.
Incapable de se défendre, l'Arabie saoudite se résolut à accueillir sur son territoire des troupes US dans le cadre de l'opération *Tempête du désert* qui mit fin à l'occupation du Koweït par l'Irak. Cette décision souleva de fortes protestations au sein de la population : beaucoup s'opposaient à la présence de

soldats nord-américains sur les terres musulmanes d'Arabie saoudite.

Parmi eux, Oussama Ben Laden…

Exact. Oussama Ben Laden vient d'une des familles les plus fortunées d'Arabie saoudite. En 1960, il existait une centaine de foreuses de puits pétroliers dans le monde et plus de la moitié appartenait à la famille Ben Laden !
Le riche Oussama se fit remarquer sur la scène politique lors de la guerre d'Afghanistan dans les années 80. En 1979, l'Union soviétique intervint dans ce pays d'Asie centrale pour soutenir le gouvernement socialiste menacé par une rébellion interne. Cet événement alerta les Etats-Unis et l'Arabie saoudite qui craignaient de voir Moscou se renforcer dans la région. Mais Washington y vit surtout l'occasion de porter un coup fatal à son principal concurrent. Les USA ont réussi à faire de l'Afghanistan le « Vietnam des Soviétiques » : une guerre longue, coûteuse et éprouvante. Pour créer un effet d'embourbement, il fallait que l'intervention de l'URSS rencontre une forte résistance. Et c'est là qu'intervient l'Arabie saoudite…

Quelle est la motivation de celle-ci ?

1979 a été une année particulièrement mouvementée pour l'Arabie saoudite. En Iran, son allié le Chah est renversé. En Afghanistan, l'URSS envoie ses troupes. Et à La Mecque, le 20 novembre, un groupe de deux cents fondamentalistes armés et opposés à la famille royale a pris le contrôle de la Grande Mosquée, otages à la clé.
Les Saoud, incapables de déloger les rebelles, ont dû faire appel au Groupe d'Intervention de la Gendarmerie française (GIGN). Cette intervention était très mauvaise pour l'image de la famille royale pour deux raisons. D'abord, elle prouvait que les Saoud étaient incapables de mener à bien ce genre d'opérations et devaient compter sur les Occidentaux. En outre, des non-musulmans n'ont pas le droit de pénétrer dans la Grande Mosquée. Après cet incident, la dynastie avait donc besoin de rasseoir sa légitimité et son soutien populaire de plus en plus contestés. La guerre d'Afghanistan allait l'y aider.

Comment ?

L'Arabie saoudite s'afficha comme le grand défenseur des terres musulmanes

assaillies par les communistes en Afghanistan. En réalité, Washington et Riyad voulaient simplement faire tomber leur ennemi soviétique.
Le roi Khaled et Zbigniew Brzezinski, le conseiller aux Affaires étrangères du président Jimmy Carter, passèrent un accord : pour chaque dollar que les Etats-Unis mettraient dans la guerre en Afghanistan, l'Arabie saoudite en ferait autant. Au final, l'addition s'éleva à plusieurs milliards de dollars de part et d'autre ! L'économie saoudienne devint très endettée et, pour surmonter ces problèmes de liquidité, le royaume augmenta considérablement sa production de pétrole. Du coup, le prix du baril chuta de trente à huit dollars, causant la perte de l'OPEP. En effet, l'organisation ne pouvait plus utiliser l'or noir comme arme politique pour faire entendre ses revendications. Et une fracture importante se créa entre les petits producteurs et les riches pays du Golfe. Ceci atteignait un objectif qui avait été défini dès 1973 par Henry Kissinger.

Quel a été le rôle concret de l'Arabie saoudite dans la guerre d'Afghanistan ?

Les services secrets saoudiens ont recruté des combattants pour y lutter contre les Soviétiques au nom de l'islam. Beaucoup de ces combattants venaient des minorités musulmanes d'Europe.

Comment avaient-ils été contactés ?

L'Arabie saoudite avait un contact privilégié avec ces minorités à travers les nombreuses mosquées qu'elle avait financées en Europe. Cette implantation a commencé dans les années 60 avec la création de la Ligue islamique mondiale. Selon un journal saoudien, le royaume aurait dépensé 45 milliards de dollars pour financer la construction de mosquées en Europe. A Bruxelles, par exemple, le roi Fayçal a entièrement pris en charge les travaux de réaménagement de la Grande Mosquée que le roi Baudouin lui avait cédée. L'Arabie saoudite serait ainsi intervenue dans le financement d'environ 1.500 mosquées et 2.000 centres islamiques. Dans les années 80, elle disposait déjà d'un réseau très important lorsqu'il a fallu recruter des combattants pour l'Afghanistan.
Finalement, pour contrer l'influence iranienne, rétablir son image ternie par la prise d'otages de La Mecque et mobiliser des combattants pour l'Afghanistan, le roi Khaled fit appel aux puissances religieuses les plus obscures du royaume. Pourtant son père, le fondateur Ibn Saoud, après s'être associé avec les

wahhabites pour conquérir les terres de la péninsule arabique, avait tenté de contenir l'influence de ces alliés extrémistes. Le roi Fayçal, développant l'islam comme arme politique, avait lui aussi essayé de tempérer les aspirations extrêmes des fondamentalistes. Par contre, le roi Khaled, avec le soutien des Etats-Unis, libéra des forces religieuses ultra conservatrices qui allaient se retourner contre eux.

C'est dans le recrutement de combattants pour l'Afghanistan qu'intervient Ben Laden...

Tout à fait. Oussama Ben Laden a mobilisé des moudjahidines, des combattants de l'islam, et a lui-même rejoint l'Afghanistan au sein du Ittehad-i-Islami, un groupe fondamentaliste créé par le seigneur de guerre afghan Abdul Rasul Sayyaf.
Finalement, les Etats-Unis et l'Arabie saoudite réussirent leur coup : après dix années de combat, l'Union soviétique finit par se retirer d'Afghanistan, abandonnant le pays au chaos des rivalités qui opposaient les seigneurs de guerre locaux. L'URSS, minée par des problèmes internes et le fiasco afghan, s'effondra deux années plus tard, en 1991.

Ben Laden a donc servi les intérêts des Etats-Unis en Afghanistan. Pourtant, dix ans plus tard, il lançait l'attaque du 11 septembre. Pourquoi ?

Ben Laden n'est pas intervenu en Afghanistan pour faire plaisir à Washington, mais pour défendre un pays musulman attaqué par une puissance étrangère. Mais c'est une conséquence inattendue de l'Histoire : les personnes que Washington et Riyad ont financé et armé pour combattre les Soviétiques en Afghanistan allaient se retourner contre eux par la suite.
Lorsque Ben Laden rentra d'Afghanistan, l'Arabie saoudite était menacée par l'invasion du Koweït menée par Saddam. Ben Laden proposa à la famille royale de lever une armée, mais les Saoud le remballèrent et firent appel aux soldats étasuniens. Comme je l'ai dit, le stationnement de troupes US sur les terres du royaume souleva de vives protestations, y compris chez Ben Laden. Ce dernier était furieux : il exigea le retrait des troupes étrangères d'Arabie saoudite, ainsi que la fin des sanctions qui frappaient l'Irak. Ben Laden estimaient que ces sanctions étaient illégales et que les Arabes devaient s'unir pour stopper ce massacre. Les Etats-Unis lui apparaissaient maintenant comme le principal

ennemi du monde arabe. Et c'est Washington qui soutenait cette dynastie saoudienne avec laquelle il était opposé.

Quelle était la contradiction entre Ben Laden et le régime saoudien ?

Après le choc pétrolier de 1973 et l'afflux d'argent vers l'Arabie saoudite, le royaume a commencé à se moderniser, le niveau d'éducation a augmenté mais le régime féodal et arriéré n'a pas bougé. Cette situation a créé des tensions au sein de la société, ainsi que dans la bourgeoisie saoudienne. Il y a l'élite au pouvoir dont le destin est intimement lié à celui de Washington. Mais, il y a une frange de la bourgeoisie qui voudrait développer une plus grande indépendance nationale. Un conflit est né de cette division. Le mécontentement grandissait et touchait de nombreux segments de la société, y compris dans l'armée et les forces de sécurité. Finalement, de nombreux opposants ont été emprisonnés, mais un mouvement est né de ce conflit, réclamant une Constitution pour le royaume.

Ben Laden est issu de cette bourgeoisie nationale qui réclame un changement. Il a utilisé la religion car c'est le seul langage qui pouvait trouver écho en Arabie saoudite. Au départ, Al-Qaïda n'a pas été créée pour terroriser les gens mais pour viser un changement social.

En tuant des innocents dans des attentats ?

Je ne cautionne évidemment pas les actions d'Al-Qaïda, mais pour bien comprendre ce phénomène, nous devons aborder les questions de fond, sans tabous. Il faut distinguer le révolutionnaire du bandit. Le premier mène des actions avec pour objectif de créer un changement. Le deuxième peut disposer d'une organisation et de leaders charismatiques, mais ses actions reposent sur le pillage et l'enrichissement personnel.

Ben Laden, même s'il a employé des méthodes de bandits, n'est pas un mafioso ou un yakuza. Il est issu d'une famille extrêmement riche. Pourquoi a-t-il tout plaqué pour vivre planqué dans des cavernes à Tora Bora ?

Ben Laden est toujours présenté comme un fanatique religieux qui mène une guerre sainte contre l'Occident…

Qui interdit aux femmes saoudiennes de conduire une voiture ? Qui ne veut pas

d'une Constitution en Arabie saoudite ? C'est le régime en place et les wahhabites. Et ils sont soutenus par les Etats-Unis !
Oussama Ben Laden est opposé à la monarchie saoudienne. Dans ses discours d'ailleurs, il ne parle jamais de l'Arabie saoudite mais de l'Arabie. Et il utilise la religion pour confronter le régime. Il demande, par exemple, au nom de quelle interprétation de l'islam les femmes n'auraient pas le droit de conduire une voiture, alors que selon lui, elles pourraient même piloter des avions. Ou bien encore, pourquoi le pays n'a pas de Constitution alors que le prophète Mahomet en a établi une, à Médine, définissant des droits égaux pour les musulmans, les chrétiens et les juifs ?
Présenter Oussama Ben Laden comme un terroriste aveuglé par son fanatisme permet d'éviter les questions qui fâchent. Mais cette interprétation est très loin de la réalité.

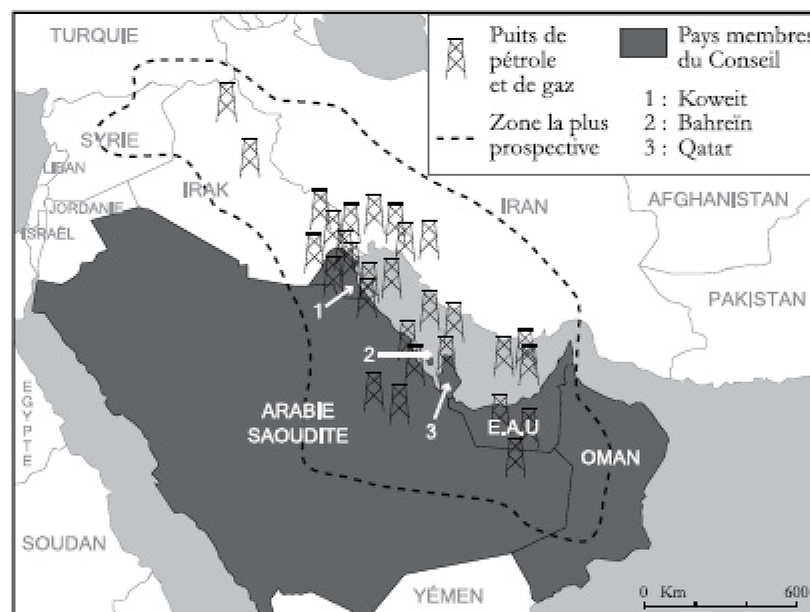
Comment qualifier l'action de Ben Laden alors ?

Michael Scheuer a travaillé à la CIA où il était en charge du dossier Ben Laden. En 2003, il a démissionné car il était en désaccord avec la politique menée par l'administration Bush pour lutter contre Al-Qaïda. Il a depuis publié deux livres dans lesquels il a notamment analysé les discours de Ben Laden. C'est une étude très précieuse qui condamne l'analyse « myope » visant à faire de l'ennemi public n°1, un simple fanatique religieux.
Scheuer explique qu'Al-Qaïda n'a pas attaqué les Etats-Unis parce que les valeurs de l'Occident représentaient une menace pour l'islam. Ben Laden ne reconnait pas la monarchie saoudienne et a d'abord commis des attentats en Arabie saoudite. Il a ensuite jugé qu'il devait s'en prendre directement au principal soutien de la dynastie royale qui empêche toute réforme : les Etats-Unis. C'est Washington qui soutient les régimes corrompus du monde arabe, a imposé des sanctions à l'Irak et a mené des guerres pour contrôler le Moyen-Orient. Chercher à comprendre le combat mené par Al-Qaïda nous renvoie inévitablement à la politique menée par les Etats-Unis dans la région.
C'est pourquoi on préfère présenter Ben Laden comme un fou. Mais ça n'explique pas pourquoi il est vu par beaucoup de musulmans dans le monde comme un héros ou pourquoi il a le soutien de nombreux Saoudiens. Scheuer explique donc que Ben Laden mène un djihad défensif contre la politique dévastatrice des Etats-Unis dans le monde musulman. Et ce n'est pas un

fanatique religieux qui le dit. C'est un occidental, ancien membre de la CIA, et qui est l'une des personnes qui connaît le mieux Ben Laden.

Aujourd'hui, l'Union soviétique n'est plus. Et du pétrole, il y en a un peu partout dans le monde. En quoi l'Arabie saoudite est-elle encore un pays stratégique pour les Etats-Unis ?

L'Arabie saoudite dispose tout de même de 25% des réserves de pétrole. De plus, elle s'est imposée comme la gardienne du Golfe. Dans les années 80 en effet, pour lutter contre l'influence de l'Iran, le roi Khaled a lancé, avec l'appui des Etats-Unis, le Conseil de Coopération du Golfe. Cette institution, largement contrôlée par Riyad, comprend le sultanat d'Oman, le Koweït, Bahreïn, le Qatar et les Emirats arabes unis. De manière directe ou indirecte, l'Arabie saoudite veille donc sur 45% des réserves de pétrole du monde.
Le régime féodal n'est plus menacé par le communisme ou l'Union soviétique, mais bien par les contradictions internes de la société saoudienne. Or, pour les Etats-Unis, n'importe quelle réforme du régime affaiblirait les intérêts de l'impérialisme dans la région. Seul un régime répressif, corrompu et autoritaire comme celui des Saoud peut préserver les intérêts US.



Dominé par l'Arabie saoudite, le CCG veille sur 45% des réserves mondiales de pétrole

Pourquoi ?

Parce qu'un pouvoir plus démocratique représenterait mieux les aspirations du peuple. Or, celui-ci ne tient pas forcément à brader les richesses du pays pour défendre la politique des Etats-Unis et assurer un train de vie faramineux à la dynastie royale.
Les Saoud ont rencontré leurs premiers problèmes dans les années 60, lorsque la classe ouvrière qui s'était composée dans le royaume avec l'exploitation du pétrole lança une vague de grèves pour réclamer de meilleures conditions de travail. Le régime a réagi de manière radicale en supprimant tout bonnement la classe ouvrière saoudienne et en la remplaçant par l'importation massive de travailleurs immigrés. Il est difficile d'avoir des statistiques précises sur la population, car le gouvernement joue beaucoup sur les chiffres. Mais le royaume compterait environ sept millions de travailleurs immigrés qui représenteraient 70% de la population active. Quatre millions sont des ouvriers originaires du tiers monde, mais pas d'Arabes pour éviter d'alimenter les aspirations progressistes du nationalisme panarabe. Ces ouvriers travaillent dans des conditions proches de l'esclavage et subissent d'importantes discriminations. D'après un rapport d'Human Rights Watch, les domestiques sont considérées comme la propriété de leur employeur. Certaines travaillent plus de douze heures par jour, dorment à même le sol de la cuisine ou de la salle de bain, n'ont pas le droit de sortir. D'autres sont abusées sexuellement. Et dans les rares cas où une plainte est déposée, la police tend à se ranger du côté du bourreau saoudien.
Il n'y a pas de cadre légal pour protéger ces travailleurs ?

En théorie, il y a quelques mesures. En pratique, c'est différent. Il faut que le travailleur sache déjà où il peut s'adresser, qu'il ose porter plainte contre son employer au risque de se faire réprimander davantage et enfin, qu'il franchisse l'obstacle de la langue. La plupart de ces travailleurs ne savent pas se faire comprendre de la justice. Human Rights Watch conclut qu'il est préférable à ces immigrés d'éviter le système judiciaire saoudien. Souvent, on leur arrache des aveux sous la torture et les consulats ne sont même pas informés de la détention de leur ressortissant, ce qui est contraire à la loi internationale. En 2001 et 2002, les travailleurs immigrés constituaient 40% des condamnés à la décapitation. D'après divers témoignages, il apparaît que la grande majorité de ces condamnés n'ont compris ce qui leur arrivait qu'au moment de leur exécution. Il n'y avait

pas eu d'assistance consulaire et les quelques privilégiés qui auraient pu entrer en contact avec un avocat étaient bloqués par la langue.
A côté de ça, vous trouvez des Occidentaux entassés dans des ghettos de luxe et qui gagnent un salaire beaucoup plus important que celui qu'ils pourraient percevoir dans leur pays d'origine. Les épouses de ces travailleurs perçoivent une allocation de revenus sans travailler. Chaque ménage reçoit six billets d'avion par an pour pouvoir retourner dans son pays d'origine à l'occasion des fêtes de fin d'année. Et les enfants reçoivent des bourses d'études !

Comment expliquer une telle différence entre les travailleurs du tiers monde et les Occidentaux ?

Le royaume a besoin d'attirer des travailleurs qualifiés de l'étranger. Le gouvernement préfère cette option à celle de former lui-même le personnel nécessaire, car il ne veut pas voir apparaître une classe dirigeante arabe.

Pensez-vous que, sous l'effet des révolutions tunisienne et égyptienne, ces contradictions sociales pourraient déboucher sur des changements en Arabie saoudite ? Bien que les manifestations soient formellement interdites dans le royaume, quelques centaines de citoyens sont descendus dans la rue début 2011. C'est assez exceptionnel…

Les révoltes populaires en Tunisie, en Egypte et au Yémen, ont particulièrement interpellé les dirigeants saoudiens. Avec l'aide des puissances impérialistes, les monarchies arriérées du Golfe tentent de faire leur propre révolution. D'une part, en tentant de contrôler le cours des événements en Tunisie et en Egypte. D'autre part, en provoquant des soulèvements populaires dans des pays comme la Syrie et la Libye. La chaîne de télévision *Al Jazeera* est d'ailleurs devenue un outil de propagande pour rencontrer ces objectifs. Par exemple, elle a diffusé des fausses images de répression en Syrie et n'a pratiquement pas parlé d'une énorme manifestation qui se tenait au Yémen au même moment.
Il y a bien sûr des problèmes réels en Syrie, mais les tensions sont exacerbées par l'Arabie saoudite qui soutient les fondamentalistes sunnites du pays. Les Saoud et leurs alliés impérialistes espèrent ainsi affaiblir le Liban et l'Iran. Ces pays du Golfe essaient donc de profiter des révoltes arabes pour modifier les rapports de force en leur faveur.

Et l'Arabie saoudite est hors de danger ? Des conditions sociales épouvantables ont poussé les Egyptiens et les Tunisiens dans la rue. Par contre, les Saoud peuvent compter sur les richesses pétrolières pour calmer la population. De plus, la véritable misère est surtout endurée par des travailleurs immigrés qui ne sont pas arabes…

Vous savez, il y a en Arabie saoudite une révolte qui dure depuis des dizaines d'années et dont les médias ne parlent pas. En effet, une part importante de la bourgeoisie nationale s'oppose au monopole politique exercé par la famille royale. Il y a eu de nombreux incidents, des arrestations, des exécutions, des exils… Parmi cette bourgeoisie, certains voudraient au mieux instaurer une monarchie constitutionnelle, mais d'autres souhaitent aller plus loin en renversant la dynastie.
Vous avez raison de signaler que la famille royale peut en effet se permettre de financer des programmes sociaux qui calmeront un temps les citoyens. Mais le niveau de conscience politique ne cesse de grimper et on ne peut pas arrêter cela à coup de pétrodollars. Beaucoup se rendent compte que leur régime est totalement arriéré.

Si une révolte éclatait, l'armée pourrait-elle jouer un rôle important comme en Egypte ?

C'est totalement différent. En Arabie saoudite, il n'y a pas d'armée nationale. Vous avez juste une milice suréquipée qui obéit aux ordres des princes. C'est une armée féodale avec une machinerie moderne mais pas très efficace comme on a pu le voir lorsque Saddam a envahi le Koweït.
Normalement, une armée nationale intègre tous les segments de la société et constitue souvent l'embryon de la nation. Mais les dirigeants saoudiens n'ont jamais voulu de cela. En Irak, en Syrie, en Egypte, en Libye, les monarques arabes ont été renversés par des membres de l'armée. Les Saoud ont toujours redouté qu'il leur arrive la même chose. Ils savent qu'une armée nationale ne pourrait adhérer à l'idéologie arriérée de la famille royale et risquerait de la renverser.

Le pays n'est pas très bien protégé alors ?

La chose qui compte le plus pour la famille royale, c'est de maintenir le régime en place. Elle ne veut donc pas d'une armée nationale classique. Mais en cas de

problème de sécurité, les Saoud peuvent toujours compter sur le soutien des Etats-Unis. Si des troubles importants devaient éclater dans le royaume, je ne serais pas surpris de voir débarquer des soldats US.

L'Arabie saoudite dispose d'importantes richesses et d'une position stratégique. Les dirigeants saoudiens ne pourraient-ils pas changer de politique pour tenter de construire une puissance indépendante ?

Le destin de la famille royale est trop lié à celui des puissances impérialistes. D'une part, le régime arriéré ne peut se maintenir que grâce à la protection des Etats-Unis. D'autre part, l'Arabie saoudite apporte tellement d'avantages à l'impérialisme occidental que celui-ci ne peut se permettre de perdre ce pilier essentiel.
En effet, depuis les années 60 jusqu'à aujourd'hui, l'armée étasunienne a toujours pu compter sur un pétrole saoudien pratiquement gratuit pour mener ses campagnes. C'est un appui énorme compte tenu de l'incroyable appareil militaire étasunien. Des machines, des tanks, des avions, des bateaux sont ravitaillés gracieusement par les Saoud.
De plus, lorsque les économies occidentales sont grippées, les impérialistes peuvent compter sur la dynastie saoudienne pour acheter d'importantes quantités d'armes aux marchands anglo-saxons. Les pétrodollars des riches pays du Golfe alimentent ainsi généreusement l'activité du complexe militaro-industriel qui occupe une place essentielle dans les économies occidentales. C'est d'autant plus généreux que les armes achetées ne servent pratiquement pas !
Les pétrodollars du Golfe ont une autre fonction fort lucrative pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne : ils sont réinvestis dans les institutions financières anglo-saxonnes et permettent à Londres et New York de jouer un rôle majeur dans ce domaine.

Un changement de régime en Arabie saoudite aurait donc des conséquences importantes sur les Etats-Unis…

Si la famille royale devait être renversée, une crise très importante éclaterait aux Etats-Unis. La capacité militaire de ce pays serait très affaiblie sans le pétrole saoudien. Un changement de régime en Arabie saoudite aurait aussi des répercussions dans tout le Golfe et pourrait signifier la fin de la vente du pétrole

en dollars. Jusqu'à aujourd'hui, les pays producteurs, excepté l'Iran, vendaient leur or noir en billets verts. Ils se trouvaient ainsi en possession d'importantes quantités de dollars à réinvestir dans l'économie US. Si demain, ce pétrole est vendu dans un panier de devises incluant des euros, des yuans ou des yens, la perte sera énorme pour les Etats-Unis. Cela signera la fin de l'impérialisme US. D'ailleurs, cette idée de panier de devises est à l'étude au sein de l'OPEP, mais le pays qui s'oppose le plus à ce projet est l'Arabie saoudite.

En définitive, un éveil démocratique en Arabie saoudite et dans le Golfe serait dangereux aussi bien pour le clan Saoud que pour Washington. Le régime arriéré des premiers est un pilier essentiel de l'impérialisme US. Et le soutien du second garantit le maintien au pouvoir de la famille royale. Des bouleversements dans cet équilibre stratégique auraient des conséquences à l'échelle mondiale.

Sans les pétrodollars, l'économie US s'effondrerait

En 1971, Richard Nixon enterre les accords de Bretton Woods (voir p. 143) et la convertibilité du dollar en or. Mais pour maintenir la suprématie du dollar, il conclut un accord avec les pays de l'OPEP. Désormais, le pétrole sera vendu exclusivement en dollars. Conséquences : 1. Tout pays voulant acheter du pétrole doit disposer de dollars. 2. Pour acheter du pétrole, les Etats-Unis n'ont qu'à faire tourner la planche à billets.

Ce qu'ils n'ont pas manqué de faire, et pourtant, le dollar est resté très fort alors que l'économie US déclinait. Comment est-ce possible ? En fait, la valeur des monnaies est basée notamment sur la confiance que leur accordent les marchés internationaux. Et le dollar a toujours joui d'une grande confiance. D'abord, parce qu'il sert de monnaie d'échange pour l'un des biens les plus prisés de la planète, le pétrole. Ensuite, parce que les Etats-Unis n'ont cessé d'attirer des capitaux depuis les années 70. Et là encore, on peut flairer le pétrole.

En effet, Washington a invité les principaux acteurs de l'OPEP à réinjecter leurs pétrodollars dans les places financières de la City et de New-York ou en achetant les bons du Trésor émis par la *Fed* pour financer la dette des Etats-Unis. Or, au cours de ces années 70, la manne des pétrodollars allait brusquement devenir considérable...

Le choc pétrolier de 1973

Le 17 octobre 1973, la guerre du Kippour oppose Israël à l'Egypte et à la Syrie. Pour faire pression, les pays arabes producteurs de pétrole décident de baisser leur production de 5% chaque mois jusqu'à l'évacuation des territoires occupés et la reconnaissance

des droits des Palestiniens. Puis, ils menacent de ne plus livrer aux pays soutenant Israël. La pénurie s'installe.
Ce premier « choc pétrolier » fait paniquer les Etats-Unis et l'Europe de l'Ouest : activité industrielle ralentie, files interminables aux stations-service, restrictions pour rouler le dimanche… Et le prix du baril grimpe en flèche : de 3 à 12 dollars en un an. Pour de nombreux pays du tiers monde, c'est une catastrophe : la facture énergétique freine le développement de ces économies balbutiantes. Bientôt, ces pays vont devoir s'endetter à l'excès pour régler la note.

Combien de temps l'escroquerie des pétrodollars tiendra-t-elle?

Si l'envolée du prix du baril à partir de 1973 affole une grande partie de la planète, elle constitue aussi une aubaine pour certains. Soudainement richissimes, les pays pétroliers alliés des USA achètent quantité de bons du Trésor émis par la Fed et financent ainsi la dette US. Laquelle va donc pouvoir exploser.
Or, l'économie US ne va cesser de s'affaiblir durant les années Reagan de libéralisation frénétique : les délocalisations diminuent les capacités de production aux USA. Mais grâce à l'afflux de capitaux étrangers (surtout les pétrodollars), le billet vert garde la confiance des marchés. Alors même que la balance courante des Etats-Unis va chuter de 14.544% entre 1970 et 2009. Ce déficit signifie que le pays vit au-dessus de ses moyens : il consomme

et investit bien plus qu'il ne produit de richesses. Mais les investissements étrangers s'envolent également. Le dollar reste donc une devise forte alors que sa valeur ne repose plus sur rien de tangible à l'intérieur du pays.

La grande illusion

Le nouveau système financier mis en place par Nixon en 1971 est en réalité un château de cartes. Explication... Phase 1 : l'augmentation des capitaux à l'étranger (pétrodollars, croissance japonaise ou chinoise, etc.) provoque un flux vers les marchés financiers et boursiers US. Phase 2 : la Bourse grimpe, l'élite US s'enrichit et les banques stimulent la consommation des ménages par le crédit. Phase 3 : pour satisfaire cette consommation, Washington doit importer beaucoup de biens puisque ses capacités de production sont faibles. Phase 4 : ces importations enrichissent les pays qui exportent vers les USA, et ils injectent de plus en plus à Wall Street. Retour à la phase 1! Par ce tour de passe-passe, le pays le plus endetté de la planète reste la première puissance économique. Mais ça ne peut durer. Pourquoi ?

1. N'importe quel krach boursier peut faire plonger les bourses, fermer les robinets du crédit, bloquer la consommation des ménages.
2. Ni les producteurs, ni les acheteurs – européens ou asiatiques -, n'ont intérêt à régler leurs transactions pétrolières uniquement en dollars. Plusieurs producteurs ont déjà menacé de passer à d'autres devises. Si demain, le pétrole n'est plus vendu exclusivement en dollars, la domination US s'effondrera par manque de capitaux. Combien de temps l'escroquerie tiendra-t-elle ?

BIBLIOGRAPHIE

- Rachel Bronson , *Thicker Than Oil. America's Uneasy Partnership with Saudi Arabia*, Oxford University Press, 2006

- Robert Lacey, *The Kingdom: Arabia & The House of Sa'ud*, Harcourt Brace Jovanovich, Inc., 1982

- Dr. Abdullah Mohammad Sindi, *The Direct Instruments of Western Control over the Arabs: The Shining Example of the House of Saud* (disponible en ligne)

- William Enghdal, *Pétrole, une guerre d'un siècle*, Broché, 2007

Tunisie
Comment le laboratoire du « libéralisme démocratique » s'est transformé en une dictature totalement corrompue

Pourquoi et comment la France a pris « possession » de la Tunisie. Pourquoi les USA ont appuyé Bourguiba, le nationaliste aux deux visages. Comment la « vitrine du libéralisme dans le monde arabe » est devenue une dictature totalement corrompue et refermée sur elle-même. Les révoltes arabes ont-elles un avenir ? Pourquoi l'Occident ne veut pas d'une économie tunisienne autonome et équilibrée. Comment l'islamisme est devenu le préservatif de l'impérialisme. Faut-il un front uni pour garantir une véritable indépendance ?



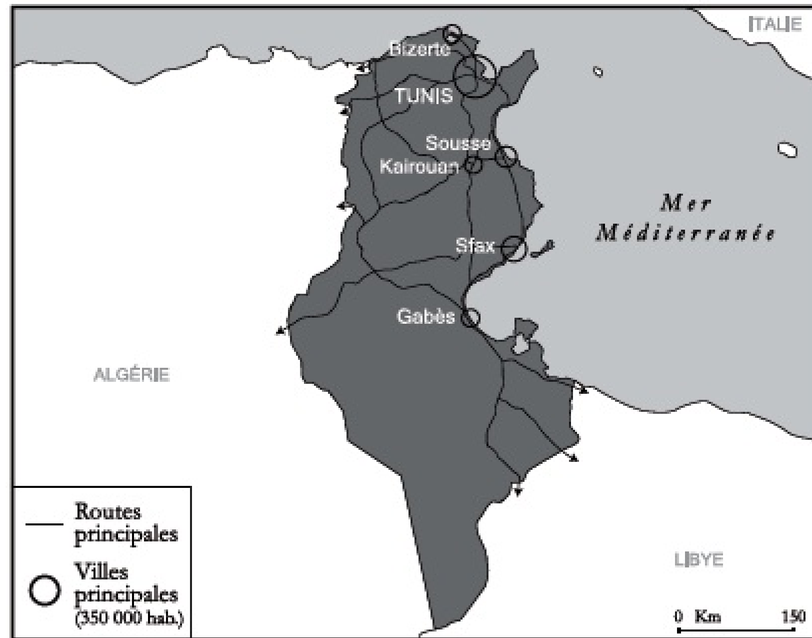
COUP D'OEIL SUR LA TUNISIE

GEOGRAPHIE

- Capitale : Tunis
- Superficie : 163 610 km²
- Nombre d'habitants : 10 629 1986 (65 hab. /km²)

SOCIETE

- Composition : musulmans sunnites (98%), petites minorités juive et chrétienne
- Espérance de vie : 75 ans
- Population de moins de 15 ans : 23,2%
- Taux d'alphabétisation : 74,3%



POLITIQUE
- Régime : république présidentielle
- Président : Fouad Mebazaa (intérimaire)
- Indépendance : 1956 (de la France)

ECONOMIE
- PIB : 41,7 milliards $ (2008)
- Ressources : agriculture, tourisme, mines de phosphates, industries manufacturières
- Taux de croissance : 3,7%
- PIB/habitant : 9400 $ (2008)
- IDH: 0,683 (83ème)
- Taux de chômage : 14 % (2010)
- Population sous le seuil de pauvreté : 24,7%

Entre 1574 et 1881, la Tunisie faisait partie de l'Empire ottoman. Comment et pourquoi l'Occident s'est-il intéressé à ce pays plutôt petit et pas tellement riche ?

En effet, la Tunisie était une province de l'Empire ottoman. Mais elle était devenue peu à peu assez autonome vis-à-vis de la capitale Istanbul et le bey de Tunis – une sorte de préfet dans les provinces éloignées - possédait finalement

un véritable pouvoir.

Parce que l'Empire ottoman s'affaiblissait, comme on l'a vu au chapitre 2 ?

Exactement. Durant tout le 19ème siècle, n'ayant pas pris le train de la révolution industrielle, il s'était affaibli, devenant une puissance moyenne. De plus, l'Europe résolut sa propre crise économique de 1873 en endettant massivement cet Empire ottoman. A la fin de la guerre 14-18, il était complètement défait.

Mais la Tunisie…

Dans ce contexte, la Tunisie devint un lieu stratégique pour les grandes puissances. Non pour sa richesse – c'était un pays rural peu développé - mais pour sa position stratégique. L'Algérie voisine était aux mains des Français depuis 1835. Et la Tunisie devint un protectorat français en 1881.

Pour quelle raison ?

Le premier ministre Jules Ferry déclarait qu'il fallait intervenir contre les attaques de pillards qui entraient en Algérie. Mais le véritable enjeu était stratégique : contrôler la Tunisie permettait à la France de protéger ses bases algériennes de l'appétit des autres puissances impérialistes. *« La question tunisienne,* disait Jules Ferry, *est aussi vieille que la question algérienne. Ce territoire est, dans toute l'acception du terme, la clef de notre maison ».*

Mais c'est quoi exactement, un protectorat ?

C'est une des formes concrètes du colonialisme. Le 12 mai 1881, par le traité du Bardo, Paris contraint Tunis à abandonner la quasi-totalité de ses pouvoirs au résident général de France qui représente à Tunis les intérêts français. Ce traité prive l'État tunisien du droit de légation en chargeant *« les agents diplomatiques et consulaires de la France en pays étrangers [...] de la protection des intérêts tunisiens et des nationaux de la Régence ».* Quant au bey, il ne peut plus conclure aucun acte à caractère international sans autorisation préalable de l'Etat français.

Avec quelles conséquences pour les Tunisiens ?

Economiques surtout. Ce protectorat français introduit le capitalisme en encourageant les Français à s'installer en Tunisie. La population tunisienne vit alors principalement de l'agriculture et est peu urbanisée. Les premiers « colons » tunisiens sont des travailleurs immigrés du sud de l'Italie, puis des Espagnols et des Français. Ces nouveaux citoyens vont introduire un commerce de grande ampleur dans les quelques zones urbaines. Par ailleurs, l'Eglise catholique jouera un rôle important en prenant le contrôle de l'éducation.
L'apparition de cette nouvelle forme d'économie bouleverse la société tunisienne : dans les villes, une bourgeoisie se développe, avec ses intérêts propres. Elle veut obtenir de plus en plus de moyens pour se développer et s'oppose petit à petit aux dirigeants français. Un prolétariat se développe également. Avec lui est créé, en 1925, le premier syndicat dans une colonie française : la Centrale Générale des Travailleurs Tunisiens (CGTT), dont la base jouera un rôle important dans la révolution de 2011.

A partir de 1907, s'érigent des mouvements nationalistes et anticolonialistes, que la France interdit…

En effet, le mouvement nationaliste s'amplifie en Tunisie surtout après la Première Guerre mondiale. En 1920, le parti du Destour voit le jour. Son but est de libérer le pays du protectorat français. Habib Bourguiba, le futur premier président du pays, y adhère en 1933. Mais très vite, des dissensions apparaissent entre une faction assez conciliante et une autre plus nationaliste qui va fonder son propre parti en 1934 : le Néo-Destour. Habib Bourguiba en est une figure éminente. Toutefois, le pouvoir français interdit le parti et Bourguiba est arrêté en 1938, puis envoyé en prison en France. Il est libéré en 1943 par les Forces françaises libres.

Quelles sont les motivations de Bourguiba ?

Né en 1903 à Monastir, Habib Bourguiba est le fils d'un officier de la garde. Il a reçu une éducation occidentale, obtenant une licence en droit et en sciences politiques en France. Revenu à Tunis, il s'engage dans la politique. Dans les années 40, il s'active pour faire pression sur la France et obtenir l'indépendance de son pays. Il se rend auprès de la Ligue arabe, plaide sa cause aux Nations unies, rencontre des dirigeants étasuniens… En fait, Bourguiba souhaite obtenir

l'indépendance de manière pacifique, « *avec l'aide de la France et sous son égide* ». La Tunisie obtient ainsi d'abord l'autonomie interne et ensuite, en 1956, l'indépendance. Bourguiba en devient le président.

Avec quel programme ?

C'est un libéral nationaliste convaincu. Il croit au système capitaliste et est profondément anticommuniste. En 1957, un an après l'indépendance, Bourguiba publie dans la prestigieuse revue US *Foreign Affairs* un article intitulé « *Le nationalisme, antidote au communisme* » dans lequel il écrit : « *La Tunisie a choisi sans équivoque de faire sa voie dans le monde libre de l'Occident* ». Les puissances impérialistes, particulièrement les Etats-Unis, sont très attentives à ce genre de déclaration d'amour.

En quoi la Tunisie était-elle importante pour les Etats-Unis ?

Pour bien comprendre l'importance de ce pays dans la stratégie étasunienne, nous devons analyser le contexte politique du monde arabe des années 50 et 60. En 1952, des officiers renversent la monarchie du roi Farouk en Egypte et proclament la république (voir chapitre 1). Dirigé par Nasser, ce pays devient la base du nationalisme arabe avec des idées révolutionnaires inspirées du socialisme, ce dont témoigne la nationalisation du canal de Suez.
L'arrivée de Nasser au pouvoir est un coup dur pour l'Occident : la politique du président égyptien est en contradiction totale avec les visées hégémoniques des puissances occidentales au Proche et au Moyen-Orient. Pire encore : les idées anti-impérialistes de Nasser font des émules dans la région. Au Yémen, par exemple, où en 1962, une révolution divise le pays, le Sud devenant un bastion du mouvement révolutionnaire arabe. La même année, l'indépendance de l'Algérie envoie un signal fort à l'Afrique et au tiers monde, mettant les puissances impérialistes en alerte. S'y ajoute le coup d'Etat de Kadhafi en Libye en 1969. Le colonel ferme les bases militaires US et il nationalise le pétrole et d'importants secteurs de l'économie. Dix ans plus tard, la révolution islamique en Iran fait tomber le Chah, l'un des plus importants piliers de la stratégie US au Moyen-Orient.
Bref, à cette époque, un mouvement anti-impérialiste très fort défie les intérêts stratégiques des Etats-Unis dans le monde arabe. Les Soviétiques soutiennent

Nasser dont l'influence prend de l'ampleur dans la région. Heureusement pour Washington, tous les pays arabes ne suivent pas la voie de Nasser. C'est le cas de la Tunisie. Et les Etats-Unis ont besoin d'agents pro-impérialistes comme Bourguiba pour ne pas perdre le contrôle stratégique du monde arabe.

Au Néo-Destour, tout le monde ne partageait pas cet alignement sur l'Occident. Une querelle opposa Bourguiba à son dauphin, Salah Ben Youssef…

En effet. Déjà lorsqu'il a prôné la lutte pour une indépendance sous l'égide de la France et qu'il a d'abord obtenu l'autonomie interne, Bourguiba est entré en conflit avec Salah Ben Youssef. Ben Youssef jugeait l'autonomie interne insuffisante. Il était proche des idées révolutionnaires de Nasser et estimait que les Tunisiens devaient se battre pour arracher leur liberté à l'Etat français. Bourguiba fit alors exclure Ben Youssef du Néo-Destour. Le dauphin déchu continua ensuite à militer dans le sud du pays, mais deux condamnations à mort l'obligèrent à fuir. En 1961, il est finalement assassiné dans un hôtel en Allemagne, où il se cachait.

Comment expliquer que Bourguiba était à la fois nationaliste et pro-impérialiste ? N'est-ce pas contradictoire ?

Bourguiba a certainement été influencé par George Padmore, un leader panafricain originaire des Caraïbes. En 1956, Padmore a écrit un livre intitulé *Panafricanisme ou communisme : le combat à venir en Afrique*. Tout comme Bourguiba, il nourrissait des idées anticommunistes et même s'il se déclarait nationaliste, sa vision politique était largement soumise aux intérêts des puissances impérialistes. En fait, le nationalisme servait de couverture, mais leur politique à tous deux était loin d'être indépendante.
Padmore a eu une grande influence sur le premier président du Ghana, Kwame Nkrumah, un des créateurs de l'Union Africaine. Ses idées pro-impérialistes ont ainsi pu se répandre sur tout le continent avec le résultat que l'on voit aujourd'hui : on fête un peu partout des cinquantenaires d'indépendance en Afrique, mais beaucoup d'Africains savent qu'ils ne sont jamais devenus indépendants. Le président Nkrumah lui-même regretta plus tard d'avoir suivi les conseils de Padmore.

En Tunisie, quels ont été les effets de l'étrange nationalisme de Bourguiba ?

La Tunisie est devenue indépendante seulement par son drapeau. En réalité, Bourguiba, qui se disait le « *plus français des Arabes* », a fait de son pays une néo-colonie. Pourtant, au début des années 60, le Néo-Destour change de nom pour devenir le Parti socialiste destourien. Une réforme agraire est tentée pour organiser les paysans en coopératives mais sans succès. Bourguiba engage alors le développement de la Tunisie sur la voie du libéralisme sauvage et il écarte les éléments les plus progressistes de son parti qui ne garde de socialiste que le nom. Les nouvelles lois permettent à des sociétés étrangères d'acheter des terrains en Tunisie, d'y importer leurs machines, leurs cadres et de rapatrier la plus grosse partie des bénéfices à l'étranger. Il n'y a que la main-d'œuvre, très bon marché, qui soit tunisienne. La Tunisie préfigure en fait ce qui sera généralisé par la mondialisation néolibérale plus tard. Dès les années 70, des compagnies textiles délocalisent leur production vers la Tunisie pour profiter d'une main-d'œuvre bon marché. Elles produisent ainsi des vêtements pour trois fois rien qu'elles revendent dix fois plus cher sur le marché européen.
Evidemment, cette politique n'enrichit pas la Tunisie, mais seulement les multinationales. Bourguiba espère attirer les investissements étrangers pour développer le pays, mais ces investissements répondent aux seuls intérêts des compagnies étrangères, pas aux besoins de la population. Le cours du phosphate baisse sur le marché mondial ? L'entreprise européenne qui détient une usine en Tunisie baisse sa production et jette les travailleurs superflus. On ne peut pas développer un pays en suivant cette voie-là.

Tout de même, la Tunisie n'a-t-elle pas connu certains progrès appréciables sous Bourguiba ?

Oui, il y a eu des avancées positives : l'éducation et la condition des femmes.

L'Eden tunisien

Dans un reportage de 1975, *La Tunisie, vingt ans après*, le *Monde diplomatique* reproduit cette annonce du Groupement interprofessionnel de la région Est de Paris :

Cher Monsieur,

Vos coûts de fabrication sont trop lourds ?
Vous n'êtes plus compétitifs ?
Savez-vous qu'il existe, à moins de deux heures de Paris, une main-d'œuvre abondante, habile, bon marché (2,40F de l'heure) et parlant français ?
Cet « Eden » pour industriel : la Tunisie – un pays ami de la France, qui, pour assurer le décollement de sa jeune industrie, offre aux industriels étrangers des possibilités d'implantation avantageuses et libérales :
- Exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pendant dix ans ;
- Exonération de tous droits et taxes pendant vingt ans ;
- Exonération de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, en raison des emprunts contractés pour l'investissement ou son extension ;
- Imposition à taux réduit (6%) pour les revenus provenant des bénéfices distribués. Les entreprises peuvent effectuer librement tous transferts afférents à leur production, ainsi qu'aux distributions de dividendes revenant aux associés non résidents.

N'est-ce pas contradictoire ?

Non parce que la Tunisie comptait des acteurs progressistes dans son élite, même s'ils ont été assez vite écartés. Ensuite, la Tunisie devait être parée de sa plus belle robe.
Ce pays jouait un rôle majeur dans la stratégie des Etats-Unis pour contrer l'influence du communisme dans le monde arabe.
Or, qu'aviez-vous de l'autre côté ? Des mouvements révolutionnaires progressistes qui avaient renversé des monarchies arriérées et qui bénéficiaient d'un grand soutien populaire. Vous ne pouviez pas contrer ces mouvements en prônant un système féodal.

L'Arabie saoudite…

Oui, elle y est parvenue car elle pouvait utiliser les milliards de son pétrole. Mais la Tunisie, ne pouvant compter sur de telles ressources, était obligée de se donner une certaine image progressiste. Dans la lutte contre le communisme, elle était censée représenter la réussite d'un pays du tiers monde qui avait choisi la voie du nationalisme libéral.
Cependant, l'envers du décor est moins flatteur. La Tunisie a été utilisée comme un laboratoire des puissances impérialistes. Et avec l'aggravation de la crise générale du capitalisme, ce qui était censé représenter la réussite du nationalisme libéral est finalement devenu une dictature étouffante…

En 2000, lorsque Bourguiba décède, de nombreux Tunisiens lui rendent hommage. L'ère Bourguiba semble être considérée comme une belle époque au regard des années Ben Ali. Vous comprenez ?

Quand Bourguiba décède, Ben Ali est déjà au pouvoir depuis treize ans. Les Tunisiens ont déjà pu goûter à son régime despotique et particulièrement corrompu. De plus, si Ben Ali n'a aucune légitimité, Bourguiba reste le Combattant suprême, celui qui a acquis l'indépendance de la Tunisie.
Mais l'indépendance n'était pas réelle. Les raisons qui ont poussé les Tunisiens à se révolter en 2011 remontent à la politique mise en place par Bourguiba. Ben Ali n'a fait que suivre le chemin, en accentuant la soumission aux intérêts occidentaux et en s'enrichissant personnellement.
Une belle époque, l'ère Bourguiba ? Ce serait oublier que la Tunisie n'a pas attendu Ben Ali pour connaître la dictature. Le Combattant suprême était très imbu de sa personne. Il déclarait : « *Il ne sera pas facile de remplacer un homme comme moi.* » ou bien encore « *Des hommes de ma stature, la nature n'en produit, dans le monde, que quelques-uns par siècle.* ». Il s'était fait élire président à vie, n'acceptait pas d'autres partis politiques et écarta du Destour tous les membres qui ne suivaient pas sa ligne. Nous avons vu comment Salah ben Youssef a été assassiné. Bourguiba n'a pas été beaucoup plus tendre avec Ahmed Ben Salah qui fut Premier ministre de 1960 à 1970. Après avoir échoué dans la réforme agraire, Ben Salah tomba en disgrâce auprès du président. Il fut exclu du parti et condamné aux travaux forcés. Ben Salah parvint tout de même à s'échapper et mena une résistance politique depuis l'Algérie. Dans un discours public, Bourguiba aurait déclaré en parlant de son rival : « *Pour les vermines de cette espèce, il*

faut des balles ! Des balles ! » . Ben Salah aurait d'ailleurs échappé à plusieurs tentatives d'assassinat.

Les Tunisiens jouissaient-ils de plus de liberté sous Bourguiba ?

Avec Ben Ali, la répression a atteint un point de non retour. Plus un régime aussi corrompu et opposé aux intérêts de la population veut se maintenir, plus il doit réprimer sévèrement toute forme de contestation. Jusqu'à la rupture…
Mais Bourguiba n'était pas en reste dans ce domaine. Dans les années 60, un complot militaire fut déjoué. Ses auteurs furent fusillés et Bourguiba en profita pour interdire le parti communiste et emprisonner nombre de militants. A partir de 1967, plusieurs mouvements sociaux éclatèrent et les procès politiques se multiplièrent.
La presse était placée sous contrôle tout comme la culture. Tantôt on changeait la rédaction d'un journal, tantôt on empêchait la représentation d'une pièce de théâtre ou bien on amputait un film de scènes qui dépeignaient la misère sociale… Pas vraiment une belle époque donc !

Lorsque Ben Ali succède à Bourguiba en 1987, il poursuit sur la même voie ?

Tout à fait. La soumission aux intérêts occidentaux s'est même accentuée. Ben Ali était un pur agent de l'impérialisme US. En 1980, en tant qu'ambassadeur en Pologne, il a même servi d'intermédiaire entre la CIA et Lech Walesa, le dirigeant syndicaliste qui luttait contre l'Union soviétique.
En 1987, lorsque Ben Ali prit la présidence de la Tunisie, le pays était très endetté par la crise de 1973. De plus, à cette époque, les idées de Milton Friedman et de ses *Chicago Boys* étaient très en vogue. Ces économistes ultralibéraux pensaient que le marché était une entité capable de s'autoréguler et que l'Etat ne devait surtout pas s'immiscer dans l'économie. L'élite technique tunisienne qui provenait en grande partie des écoles nord-américaines était très influencée par ces théories.
Ben Ali abandonna donc le capitalisme d'Etat en vigueur au début de l'ère Bourguiba. Sous la supervision du FMI et de la Banque mondiale, il entama un programme de privatisations beaucoup plus massif que celui amorcé par son prédécesseur dans les années 70.

Quels ont été les effets de cette nouvelle politique économique ?

Tout d'abord, la privatisation générale de l'économie tunisienne a permis à Ben Ali et sa belle-famille, les Trabelsi, de s'enrichir personnellement. La corruption a atteint un niveau très élevé et la Tunisie est devenue un pays totalement soumis à l'impérialisme, un pays dirigé par une bourgeoisie compradore livrant les richesses à l'étranger.

Mais Ben Ali et son clan ne disposaient pas de beaucoup de matières premières à brader aux multinationales occidentales…

En effet, mais ils ont profité du système d'éducation mis en place sous Bourguiba pour développer une économie de services. La main-d'œuvre tunisienne est très diplômée et bon marché à la fois. Elle attire donc les investisseurs étrangers.

Et puis il y a le tourisme…

Le tourisme s'est également fort développé au point de devenir le pilier de l'économie tunisienne. On constate là le manque de vision politique de l'élite.

Le tourisme, c'est quand même une rentrée appréciable de devises…

Oui, mais aucun pays ne peut se développer sur base du tourisme, s'il n'a pas une bonne base économique nationale. En outre, l'industrie tunisienne du tourisme consomme énormément, mais rapporte très peu au peuple : pendant que des touristes occidentaux consomment des hectolitres d'eau pour se prélasser dans des piscines, des jacuzzis ou sur des terrains de golf parfaitement entretenus, les pauvres paysans dans le sud du pays affrontent l'assèchement des sols !
Mais il n'y a pas que les paysans qui ont souffert de cette politique. Globalement, les conditions sociales du peuple tunisien se sont fort détériorées pendant que l'entourage du président amassait une fortune colossale.

Tout le monde savait que le régime était archi-corrompu.

Oui, et dès lors pour se maintenir, il devait empêcher toute contestation. La

répression était devenue encore plus brutale sous Ben Ali : la simple critique ou même le désir de modernité et d'ouverture n'étaient plus autorisés. Une telle situation ne pouvait mener qu'à la révolte populaire. De plus, en monopolisant pour son clan les richesses du pays, Ben Ali s'était également attiré les foudres d'une partie de la bourgeoise traditionnelle tunisienne.

Ce système semblait intouchable et pourtant, en décembre 2010, la révolte populaire a éclaté et après un mois, le président Ben Ali a dû fuir, mettant fin à vingt-trois années de règne. Comment l'expliquez-vous ? D'autres tentatives avaient échoué…

Pour qu'il y ait une révolution, il faut que la population refuse de vivre comme avant et que la classe dirigeante ne soit plus en mesure de gouverner comme avant. Le 17 décembre 2010, Mohamed Bouazizi, un jeune vendeur de fruits et légumes, s'est immolé par désespoir après que des policiers lui aient confisqué sa marchandise et que les autorités locales l'aient empêché de travailler. Les conditions étaient réunies pour qu'une révolution éclate en Tunisie, et le suicide de Bouazizi en a été l'élément déclencheur.

Les Tunisiens « ne voulaient plus vivre comme avant »…

Ils n'acceptaient plus la corruption, la répression policière, le manque de libertés, le chômage, etc. Par ailleurs, la classe dirigeante ne pouvait plus gouverner comme avant. Avec Ben Ali, la corruption avait pris une ampleur phénoménale alors que la majorité de la population devait affronter la précarité. L'élite au pouvoir était complètement déconnectée du peuple qui n'avait aucun interlocuteur. Par conséquent, lorsque les révoltes populaires ont éclaté, la classe dirigeante n'avait d'autre choix que de réprimer dans la violence. Mais face à la détermination du peuple, la répression a atteint sa limite.

C'est d'ailleurs une des clés de la réussite de la révolution populaire tunisienne : elle est parvenue à toucher tous les segments de la société, y compris des membres de l'armée et de la police qui ont sympathisé avec les manifestants. L'appareil répressif ne pouvait donc plus fonctionner comme avant, lui non plus. Si une révolte survient, mais qu'elle n'est pas capable de rallier les différents segments de la société, elle ne pourra pas déboucher sur une véritable révolution.

Même après le départ de Ben Ali, les protestations ont continué. La situation que les Tunisiens refusent n'était donc pas le fruit d'un seul homme ?

Aux pancartes *« Ben Ali dégage »* ont succédé les pancartes *« RCD dégage »* (Rassemblement constitutionnel démocratique, le parti de Ben Ali). Mais en réalité, les causes profondes qui ont mené les Tunisiens à se révolter dépassent largement Ben Ali et le RCD. Il ne suffit donc pas de virer le président pour que le peuple gagne sa liberté et améliore ses conditions d'existence.
La corruption, le chômage, les inégalités sociales… Ce sont les effets de la domination impérialiste de l'Occident sur la Tunisie. Ce pays a été ouvert à l'appétit vorace des multinationales qui ont pillé les richesses tunisiennes et empêcher un véritable développement.

Les partis d'opposition qui étaient bannis se sont rassemblés dans le Front du 14 janvier. Un signe encourageant ?

Oui, c'est la bonne voie : créer un front uni pour empêcher que le système de Ben Ali se maintienne sans Ben Ali. Soulignons également le rôle joué par la base du syndicat UGTT. La tête de ce syndicat autorisé sous Ben Ali était corrompue et collaborait avec l'Etat policier. Mais depuis, la base du syndicat a fait pression sur ses dirigeants et les membres de l'UGTT qui faisaient partie du gouvernement de transition ont démissionné. Même s'il reste beaucoup à faire, la démocratie gagne les institutions tunisiennes sous la pression du peuple.

Vous avez dit que la répression politique était très forte. Y a-t-il quand même aujourd'hui des forces d'opposition capables de guider la révolution populaire ?

Eh bien, certains partis ont continué à exister de façon souterraine durant la dictature. Par exemple, le premier parti communiste tunisien ne pouvait pas vivre au grand jour et s'organiser comme n'importe quel parti politique en démocratie. Mais il a continué à fonctionner en secret à travers des associations de la société civile (professeurs, fermiers, médecins, prisonniers…). Le Parti du travail patriotique et démocratique (PTPD) a ainsi pu se constituer une base sociale et il a tiré une solide expérience de cette période. C'est exceptionnel dans le monde arabe.

Aura-t-il un impact ?

Je pense que deux défis majeurs attendent maintenant les partis d'opposition. Tout d'abord, il leur faut sortir de l'ombre et se faire connaître des Tunisiens. Ensuite, ils doivent organiser un front de résistance à l'impérialisme, car les puissances impérialistes cherchent à maintenir le système Ben Ali sans Ben Ali.
Elles essaieront d'imposer des procédures électorales favorisant les candidats qui défendent leurs intérêts. Il est donc nécessaire de résister à l'ingérence en créant un front uni pour construire une véritable démocratie.

Les partis d'opposition seront-ils capables de surmonter leurs divergences pour créer un tel front ?

Je sais que certaines formations politiques de gauche étaient réticentes à l'idée de s'associer au mouvement islamo - nationaliste Ennahda. Ce mouvement est apparu dans les années 80. Il prônait une ligne anti-impérialiste et de fait, a subi la répression politique. Pourquoi ne pas associer Ennahda dans un front de résistance à l'ingérence des puissances étrangères ? La Tunisie est un pays musulman. Il est donc normal qu'une force politique émerge avec une tendance islamo - nationaliste. Vous ne pouvez pas empêcher cela.
Chacun de ces mouvements doit pouvoir être étudié séparément, avec ses propres spécificités. C'est ce qu'ont fait les communistes du PTPD. Ils ont étudié scientifiquement les conditions objectives qui s'appliquent à la Tunisie. Leur conclusion est que les communistes et les islamo - nationalistes ont été victimes de la répression politique et que, même si leurs programmes divergent, ils partagent une base commune : ils veulent la fin de la dictature et l'indépendance de la Tunisie. Les communistes ont donc proposé une alliance avec les islamo - nationalistes il y a déjà bien longtemps. Bien sûr, le PTPD ne veut pas faire de la Tunisie un Etat islamique. Son programme politique diffère de celui d'Ennahda. Mais c'est le peuple tunisien qui devra juger démocratiquement sur ces différences. Les élections doivent être un concours ouvert à tous. Voilà la vraie démocratie.

Comment jugez-vous l'attitude des puissances occidentales ?

Elles veulent imposer en Tunisie une démocratie de basse intensité où seuls les

« bons » candidats auraient le droit de se présenter aux élections. Si vous regardez le type de démocratie que les Etats-Unis apprécient, vous tomberez sur l'Ethiopie. Le gouvernement US a fourni 983 millions de dollars à ce pays de la Corne de l'Afrique pour l'année 2010. Cette même année, le Premier ministre Meles Zenawi, en poste depuis seize ans, a été réélu avec 99,5 % des voix ! Encore mieux que Ben Ali ! La réalité est là : derrière leurs beaux discours de soutien au peuple tunisien, les puissances occidentales continuent à soutenir activement beaucoup d'autres Ben Ali dans le monde.

Dans ce but, est-ce que les Etats-Unis ne pourraient pas soutenir d'autres candidats pro-impérialistes, mais qui ne seraient pas associés aux yeux des Tunisiens à l'ère Ben Ali ?

Difficile. Il y a bien une partie de la bourgeoisie compradore qui était lésée par le système corrompu de Ben Ali. Mais cette élite n'est pas assez forte pour contrôler le mouvement populaire et n'a pas assez d'ancrage dans l'establishment pour s'imposer.
Les Etats-Unis avaient aussi pensé à une autre stratégie : il y a quelques mois, alors que Ben Ali était encore au pouvoir, l'ambassadeur US a rendu visite à un leader communiste en prison. Officiellement, une simple visite d'observation dans le cadre du respect des droits de l'homme. Mais en réalité, les Etats-Unis anticipaient le départ de Ben Ali et voulaient tâter le terrain. Leur objectif était de monter les communistes contre les islamo – nationalistes. Diviser la résistance à l'impérialisme pour mieux l'affaiblir. Mais les communistes tunisiens ne sont pas tombés dans le panneau. Ils connaissent très bien cette stratégie mise au point par Henry Kissinger dans les années 80 au Moyen-Orient. Ils ont publié une très bonne étude sur le sujet et savent qu'ils ne doivent pas recevoir des ordres de l'extérieur, ni adhérer à des idéologies fabriquées par des puissances étrangères.

Pourquoi les Etats-Unis ont-ils abandonné Ben Ali ? Avait-il été trop loin dans l'enrichissement personnel ? D'après un câble Wikileaks, l'ambassadeur US critiquait le système quasi-mafieux du président tunisien, disant que cette corruption organisée gênait les investissements des entreprises étrangères.

Ce n'était pas le problème. Les Etats-Unis ne s'inquiétaient pas de la corruption. Au contraire, celle-ci est un élément - clé du système de domination impérialiste

sur les pays du Sud. En réalité, Washington était conscient de la situation interne en Tunisie et savait que Ben Ali ne serait plus en mesure de gouverner.
Les Occidentaux doivent maintenant s'assurer que le remplaçant de Ben Ali continuera à défendre leurs intérêts. Car l'enjeu est de taille : la crise capitaliste cause de sérieux problèmes en Occident. De plus, la Chine monte en puissance et accorde aujourd'hui plus de prêts que la Banque mondiale et les puissances impérialistes réunies. Elle veut même racheter une partie importante de la dette de la zone euro ! D'une part parce qu'elle a des intérêts économiques avec les pays européens, d'autre part pour diviser les puissances impérialistes, l'Union Européenne étant historiquement associée aux Etats-Unis.
Dans pareil contexte, le mouvement populaire tunisien, sous l'égide d'un leadership révolutionnaire, pourrait instituer un gouvernement indépendant et profiter de cette situation d'un monde multipolaire. Précisément, les puissances impérialistes craignent que les pays qui étaient traditionnellement sous leur domination deviennent économiquement indépendants en se tournant aussi vers la Chine. La Tunisie pourrait construire des relations avec le géant asiatique en développant ses ports commerciaux. Et cela remettrait sérieusement en cause le concept de « dialogue méditerranéen », cette extension de l'Otan aux pays de la Méditerranée qui n'est pas un dialogue, mais un pur instrument de domination occidentale.

Un autre pays semble redouter la démocratie en Tunisie et dans la région : Israël. Le vice-premier ministre Silvan Shalom déclarait peu après la chute de Ben Ali que le développement de la démocratie dans les pays arabes menacerait la sécurité d'Israël. Ce pays, souvent qualifié de seule démocratie du Moyen-Orient, aurait-il peur de la concurrence ?

Sous une façade démocratique, Israël est un Etat fasciste, un Etat d'apartheid. Dans la région, il ne peut donc s'allier qu'avec des Etats dictatoriaux répressifs, dirigés par des bourgeoisies compradores qui affaiblissent le corps de la nation arabe. Actuellement, ces Etats arabes sont des pays riches habités par des gens pauvres. Mais si un gouvernement démocratique - dans le sens complet du terme - émerge, il renforcera économiquement la nation arabe dans son ensemble. Et ce développement économique mènera à une alliance des pays arabes contre l'Etat raciste qui opprime les Palestiniens. Israël redoute cela évidemment.
De plus, il existe un très fort décalage entre les positions officielles des

dictatures arabes et le sentiment populaire à propos du conflit israélo-palestinien. Depuis que le président égyptien Sadate s'est rendu en Israël en 1977, la position de l'Egypte est : « Nous voulons la paix ». En réalité, le gouvernement égyptien ne s'est pas contenté de maintenir des relations pacifiques avec Tel-Aviv, il a participé activement à l'étranglement de Gaza. Mais cette position est imposée de force à la population. La majorité des Egyptiens est solidaire des Palestiniens.
C'est pareil pour l'alignement des dictatures arabes sur Washington. La Tunisie, l'Arabie saoudite ou l'Egypte sont des alliées des Etats-Unis alors que les populations de ces pays sont anti-impérialistes. J'étais en Egypte lorsque Mountazer al-Zaïdi, le journaliste irakien, a lancé ses chaussures sur Georges W. Bush. La population égyptienne l'a célébré comme un héros. J'ai entendu des pères vouloir marier leur fille avec le journaliste ! Mais le président égyptien Hosni Moubarak était un des plus fidèles alliés de Washington.

Pensez-vous que la révolution tunisienne, par un effet domino, pourrait entraîner la chute d'autres dictatures dans le monde arabe ?

70% de la population des pays arabes a moins de trente ans et ne connait que le chômage, la répression policière et la corruption. Mais tous ces jeunes veulent vivre. Et pour vivre, ils ont besoin de changement. C'est la réalité de chaque pays. Il n'y a donc même pas besoin d'un effet domino, les conditions objectives sont réunies pour que d'autres révolutions éclatent.

Les populations ne veulent plus vivre comme avant. Mais les classes dirigeantes peuvent-elles continuer à gouverner comme avant ?

Non. En Egypte, vous aviez des policiers partout. Mais il est impossible de tout contrôler. Les Etats policiers ont des limites et ceux du monde arabe les ont atteintes. De plus, l'information joue un rôle très important aujourd'hui. Les Tunisiens, les Egyptiens et les peuples du tiers monde sont mieux informés grâce à certaines télés, mais surtout grâce à Internet et ses réseaux sociaux. L'évolution des technologies de l'information a augmenté le niveau d'éducation et de conscience des gens. Le peuple n'est plus une masse de paysans illettrés. Vous avez beaucoup de jeunes très malins, avec un certain sens pratique, capables de contourner la censure et de mobiliser sur Internet.

Y a-t-il dans ces pays des forces d'opposition capables de guider des révolutions populaires ?

Pourquoi la répression serait-elle si importante si ces dictateurs n'étaient pas en danger ? Pourquoi cette bourgeoisie compradore et tellement cupide dépenserait-elle autant d'argent dans l'appareil répressif si elle ne craignait pas d'être renversée ? S'il n'y avait pas d'opposition, tout cela ne serait pas nécessaire.

De nombreux observateurs occidentaux craignent que la chute de ces régimes arabes favorise la montée de l'islamisme. Comme le résume si finement Christophe Barbier, directeur de la rédaction de L'Express : « Mieux vaut Ben Ali que les barbus ». *Des craintes fondées ?*

L'islamisme est devenu le préservatif de l'impérialisme. Les puissances occidentales justifient leur stratégie de domination dans le monde arabo - musulman sous le prétexte de lutter contre l'islamisme. Aujourd'hui, on trouve des islamistes partout ! Bientôt, on trouvera des traces d'Al-Qaïda sur Mars si ça s'avère utile pour les impérialistes !

En réalité, l'Occident a toujours eu besoin de s'inventer un ennemi pour justifier ses visées hégémoniques et ses incroyables dépenses militaires (financées par les contribuables). Après la chute de l'Union soviétique et la disparition de l'ennemi communiste, c'est l'islamisme et Al-Qaïda qui ont joué le rôle du vilain méchant.

Mais l'Occident n'a aucun problème avec l'islamisme. Il s'accommode très bien de ce courant dans des pays comme l'Arabie saoudite. D'ailleurs, il a lui-même favorisé la montée de mouvements islamistes pour contrer le nationalisme arabe à une époque. Le véritable problème pour l'Occident, c'est l'anti-impérialisme. C'est pourquoi il tente de discréditer n'importe quel mouvement populaire arabe opposé à ses intérêts en lui collant l'étiquette « islamiste ».

Enfin, il faut ne pas être très malin pour penser que les dictatures arabes constituent des remparts contre la montée du fanatisme religieux. Au contraire, ces régimes répressifs ont conduit une partie de la population à se radicaliser.

Qui pourrait se permettre de dire que tel ou tel peuple n'a pas droit à la démocratie ? Dans un pays réellement démocratique, différentes forces politiques peuvent émerger. Mais la bourgeoisie compradore au pouvoir dans les dictatures arabes ne peut pas convaincre la population. Elle ne peut même pas l'affronter de face. Pour défendre les intérêts impérialistes, vous devez donc empêcher l'émergence d'autres forces politiques susceptibles de convaincre le

peuple face à une élite corrompue. L'Occident cherche toujours à maintenir les dictatures qui servent ses intérêts en agitant l'épouvantail de l'islamisme. Mais les puples arabes ont besoin de démocratie. Ils réclament cela aujourd'hui et personne ne peut aller contre ces revendications.

BIBLIOGRAPHIE

- Habib Bourguiba, « Nationalism: Antidote to Communism », in *Foreign Affairs,* 1957

- Yves Lacoste, *Ibn Khaldoun. Naissance de l'histoire. Passé du tiers-monde*, La Découverte, 2009

- Fadela M'Rabet et Maurice T. Maschino, « La Tunisie, vingt ans après », in *Le Monde diplomatique*, décembre 1975

Libye
Comment l'Otan a apporté la démocratie des cimetières

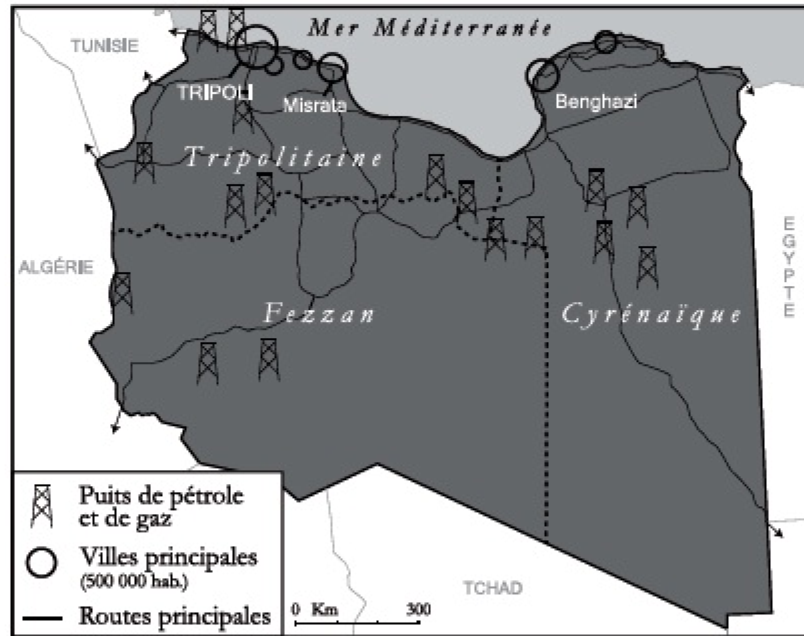
Un mouvement populaire et démocratique a-t-il eu raison de Mouammar Kadhafi ? Le colonel libyen était-il un dictateur sanguinaire qui a réprimé le printemps arabe sur ses terres ? Les médias nous ont-ils une fois de plus menti pour justifier la guerre ? Quels intérêts avaient l'Otan et ses alliés à renverser le dirigeant libyen ? Quel rôle a joué Kadhafi dans l'histoire du monde arabe et de l'Afrique ?



COUP D'OEIL SUR LA LIBYE

GEOGRAPHIE
- Capitale : Tripoli
- Superficie : 1 759 540 km²
- Nombre d'habitants : 6 173 579 (3,13 hab. /km²)

SOCIETE
- Composition : majorité d'Arabes et de Berbères sunnites, 10,4% d'étrangers
- Espérance de vie : 77,6 ans
- Population de moins de 15 ans : 32,8%
- Taux d'alphabétisation : 82,6%



POLITIQUE
- Régime : Jamahiriya
- Chef d'Etat : Moustafa Abdel Jalil (intérimaire)
- Indépendance : 1951 (de la France et du Royaume-Uni)

ECONOMIE
- PIB : 108,5 milliards $ (2008)
- Ressources : pétrole (30% du PIB), secteur de la construction (20% du PIB)
- Taux de croissance : 4,2%
- PIB/habitant : 13800 $ (2010)
- IDH: 0,755 (55ème)
- Taux de chômage : 30%
- Population sous le seuil de pauvreté : 7,4%

Après la Tunisie et l'Egypte, le printemps arabe a-t-il eu raison d'un autre dictateur en Libye ?

La chute de Mouammar Kadhafi est très différente de ce qui s'est passé en Tunisie et en Egypte. Déjà, l'expression « printemps arabe » est une invention des médias occidentaux qui n'a pas beaucoup de sens. Elle tend à regrouper dans un même ensemble des évènements qui n'ont pas grand-chose à voir entre eux.

En Tunisie et en Egypte, des mouvements populaires ont mobilisé l'ensemble de la société pour se débarrasser des dictateurs. Zine el-Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak étaient de purs produits de l'impérialisme : des autocrates qui s'enrichissaient personnellement, n'avaient pas de vision politique pour développer leur pays, condamnaient leur peuple à la misère et réprimaient toute forme de contestation pour rester au pouvoir. En Tunisie et en Egypte, le manque de libertés était flagrant. Mais ce sont surtout les conditions sociales déplorables qui ont véritablement poussé les jeunes à la révolte. Tunisiens et Egyptiens n'avaient aucune possibilité d'entrevoir un avenir.

En Libye, la situation était différente ?

Vous aviez certes un manque de liberté et un régime autoritaire. Mais les conditions sociales des Libyens étaient meilleures que dans les pays voisins. L'espérance de vie en Libye était plus importante que dans le reste de l'Afrique. Les systèmes de santé et d'éducation étaient gratuits. La Libye est d'ailleurs l'un des premiers pays africains à avoir éradiqué la malaria. Le PIB par habitant était d'environ 11.000 dollars, un des plus élevés du monde arabe. La Libye avait également l'indice de développement humain le plus élevé de toute l'Afrique. Par ailleurs, ce pays offrait du travail pour de nombreux immigrés venus de Tunisie, d'Egypte et d'Afrique sub-saharienne. L'eau et l'électricité à usage domestique étaient gratuites. Il était impossible de trouver un clochard dormant dans la rue. Lorsqu'il a été interrogé sur la répression en Libye, l'ancien ambassadeur russe Vladimir Chamov a répondu : « *Quelle répression ? Les Libyens bénéficiaient d'un crédit de 20 ans sans intérêts pour construire leurs maisons, un litre d'essence coûte environ 14 cents, la nourriture est gratuite, et on peut acheter une jeep KIA sud-coréenne neuve pour 7500 dollars. (…) Les chômeurs sont payés 730 euros par mois. Le salaire d'une infirmière d'hôpital est de 1000 dollars. Pour chaque nouveau-né, on reçoit 7000 dollars. Les nouveaux mariés reçoivent 64000 dollars pour acheter un appartement. Pour créer une affaire privée, on bénéficie d'une aide financière de 20000 dollars. Les taxes et impôts lourds sont interdits.* »
Quel esprit censé pourrait imaginer que tout un peuple se lèverait pour renverser un tel gouvernement ? Même s'il y avait un manque de liberté, vous ne retrouvez pas en Libye les mêmes conditions socio-économiques objectives qui ont conduit aux révoltes populaires de Tunisie et d'Egypte. Cela explique d'ailleurs pourquoi dans ces deux pays, le mouvement de contestation a pu mobiliser

l'ensemble de la société. L'appareil de répression a atteint ses limites et les dirigeants ont été renversés. Mais en Libye, il a fallu l'intervention des bombardiers de l'Otan pour déloger Kadhafi. Et la plus grande manifestation qu'il y a eu durant la crise n'était pas l'œuvre de manifestants aspirant à changer de régime comme sur la place Tarhir. Non, le 1er juillet 2011, plus d'un million de citoyens se sont rassemblés sur la Place Verte de Tripoli pour manifester leur soutien à Kadhafi. Les soi-disant révolutionnaires libyens n'ont jamais pu mobiliser une telle foule. Tout ceci ne paraît-il pas étrange lorsqu'on s'est entendu répéter que Kadhafi était haï par tout son peuple ?

Ce sont pourtant bien des Libyens qui se sont soulevés contre Kadhafi. Pourquoi ?

Pour bien comprendre la crise libyenne, nous devons replacer les événements dans leur contexte historique. La Libye était autrefois une province ottomane. En 1830, la France s'empara de l'Algérie. Par ailleurs, le gouverneur égyptien Méhémet Ali, sous tutelle de l'Empire ottoman, menait une politique de plus en plus indépendante (voir chapitre Egypte). Avec, d'une part, les Français en Algérie et, d'autre part, Méhémet Ali en Egypte, les Ottomans craignaient de perdre le contrôle de la région. Si bien qu'ils envoyèrent leurs troupes en Libye.
A cette époque, la confrérie des Senoussis exerçait une influence très forte dans le pays. Elle avait été fondée par Sayid Mohammed Ibn Ali as Senoussi, un Algérien qui, après avoir étudié dans son pays et au Maroc, alla prêcher sa vision de l'islam en Tunisie et en Libye. Au début du 19ème siècle, Senoussi commençait à faire de nombreux adeptes, mais n'était pas bien perçu par certaines autorités religieuses ottomanes qu'il critiquait dans ses prêches. Après un passage en Egypte et à la Mecque, Senoussi décida de s'exiler définitivement en Cyrénaïque, dans l'est de la Libye.
Sa confrérie s'y développa et organisa la vie dans la région, y percevant des taxes, résolvant les conflits entre les tribus, etc. Elle possédait même sa propre armée et proposait ses services pour escorter les caravanes de commerçants passant par là. Finalement, cette confrérie des Senoussis devint le gouvernement de fait de la Cyrénaïque, étendant même son influence jusque dans le nord du Tchad actuel. Mais ensuite, les puissances coloniales européennes s'implantèrent en Afrique, divisant la partie sub-saharienne du continent à la Conférence de Berlin (1885). Cela eut un impact négatif pour les Senoussis. La situation se détériora davantage lorsqu'en 1911, l'Italie déclara la guerre à l'Empire ottoman

et envahit la Libye, entamant sérieusement l'hégémonie des Senoussis dans la région.

En 2008, l'Italie a versé des compensations à la Libye pour les crimes coloniaux. C'est assez exceptionnel. La colonisation avait-elle été à ce point terrible ? Ou bien Berlusconi voulait amadouer Kadhafi pour conclure des accords commerciaux?

La colonisation de la Libye fut atroce. Au début du 20ème siècle, des fascistes italiens développèrent une propagande prétendant que l'Italie, vaincue par l'armée éthiopienne à la bataille d'Adoua en 1896, devait rétablir la primauté de l'homme blanc sur le continent noir. Il fallait laver la grande nation civilisée de l'affront infligé par les barbares. Cette propagande affirmait que la Libye était un pays sauvage, habité par quelques nomades arriérés et qu'il conviendrait aux Italiens de s'installer dans cette région agréable, avec son paysage de carte postale. Chaque colon italien devait se voir attribuer un terrain de quarante à cinquante hectares ainsi qu'une maison avec ses dépendances.
L'invasion de la Libye déboucha sur la guerre italo-turque de 1911, un conflit particulièrement sanglant qui se solda par la victoire de l'Italie un an plus tard. Cependant, Rome ne contrôlait que la région de la Tripolitaine et devait faire face à une résistance tenace dans le reste du pays, particulièrement dans la Cyrénaïque. Le clan des Senoussis y appuyait Omar Al-Mokhtar qui dirigea une remarquable lutte de guérilla dans les montagnes. Il infligea de sérieux dégâts à l'armée italienne pourtant mieux équipée et supérieure en nombre.
Finalement, au début des années trente, l'Italie de Mussolini prit des mesures radicales pour éliminer la résistance. La répression devint extrêmement féroce et l'un de ses principaux bouchers, le général Rodolfo Graziani écrivit : « *Les soldats italiens étaient convaincus qu'ils étaient investis d'une mission noble et civilisatrice. (…) Ils se devaient de remplir ce devoir humain quel qu'en fût le prix. (…) Si les Libyens ne se convainquent pas du bien-fondé de ce qui leur est proposé, alors les Italiens devront mener une lutte continuelle contre eux et pourront détruire tout le peuple libyen pour parvenir à la paix, la paix des cimetières…* ».
En 2008, Silvio Berlusconi a payé des compensations à la Libye pour ces crimes coloniaux. C'était bien sûr une démarche intéressée : Berlusconi voulait amadouer Kadhafi pour conclure des partenariats économiques. Néanmoins, on peut dire que le peuple libyen a terriblement souffert du colonialisme. Et parler de génocide ne serait pas exagéré.

Comment la Libye a-t-elle gagné son indépendance ?

Pendant que les colons italiens réprimaient la résistance en Cyrénaïque, le chef des Senoussis, Idriss, s'exila en Egypte pour négocier avec les Britanniques. Après la Seconde Guerre mondiale, l'empire colonial européen fut progressivement démantelé et la Libye devint indépendante en 1951. Appuyé par la Grande-Bretagne, Idriss prit le pouvoir. Pourtant, une partie de la bourgeoisie libyenne, influencée par le nationalisme arabe qui se développait au Caire, souhaitait que la Libye soit rattachée à l'Egypte. Mais les puissances impérialistes ne voulaient pas voir se développer une grande nation arabe. Elles appuyèrent donc l'indépendance de la Libye en y plaçant leur marionnette, Idriss.

Le roi Idriss répondit-il aux attentes ?

Tout à fait. En fait, la Libye était alors un pays très arriéré. Son territoire, trois fois plus grand que la France, n'a pu être clairement délimité qu'après l'invention de l'avion, tellement il manquait de routes et d'infrastructures ! Aussi, les trois régions qui constituent la Libye – la Tripolitaine, le Fezzan et la Cyrénaïque – se sont retrouvées unifiées dans un système fédéral mais elles n'avaient pas de véritables moyens de communiquer entre elles. En outre, ces régions avaient une culture et une histoire très différentes.
Cette configuration particulière rendait fragile le nouvel Etat libyen. On ne peut pas dire qu'il s'agissait d'un véritable Etat-nation car la Libye a été créée à un stade précapitaliste. Une grande partie de la population était nomade et impossible à contrôler, les divisions étaient très fortes au sein de la société, l'esclavage était encore pratiqué… De plus, le roi Idriss n'avait aucun projet pour développer le pays. Il était totalement dépendant des aides étasuniennes et britanniques et servait les intérêts des puissances impérialistes. Par exemple, en 1967, lorsque l'Algérie voulut envoyer des troupes pour soutenir l'Egypte, engagée dans un conflit contre Israël, Idriss empêcha les soldats algériens de passer.

Pourquoi la Grande-Bretagne et les Etats-Unis le soutenaient-ils ? Le pétrole ?

En 1951, le pétrole libyen n'avait pas encore été découvert. Mais les Anglo-

Saxons avaient des bases militaires dans ce pays, qui occupe une position stratégique pour le contrôle de la mer Rouge et de la Méditerranée.
Ce n'est qu'en 1954 qu'un riche Texan, Nelson Bunker Hunt, découvrit le pétrole libyen. A l'époque, le pétrole arabe se vendait aux alentours de 90 cents le baril. Mais le pétrole libyen était acheté à 30 cents le baril, tellement ce pays était arriéré. C'était peut-être le plus misérable d'Afrique. Et le gouvernement était si faible qu'il n'était pas en mesure de négocier un prix convenable avec les compagnies pétrolières.

De l'argent rentrait pourtant grâce au pétrole. A quoi servait-il ?

Le roi Idriss et son clan, les Senoussis, s'enrichissaient personnellement. Ils redistribuaient également une partie des revenus pétroliers aux chefs des autres tribus pour apaiser les tensions. Une petite élite s'est développée grâce au commerce du pétrole et quelques infrastructures ont été construites, principalement sur la côte méditerranéenne, la partie la plus intéressante pour commercer avec l'extérieur. Mais les zones rurales dans le cœur du pays restaient extrêmement pauvres et d'innombrables miséreux s'amassaient dans des bidonvilles autour des cités. Cela a continué jusqu'en 1969, quand des officiers ont renversé le roi. Parmi eux, Kadhafi.

Comment se fait-il que la révolution soit venue d'officiers de l'armée ?

Dans un pays profondément marqué par les divisions tribales, l'armée était en fait la seule institution nationale. La Libye n'existait pas en tant que telle, sauf à travers cette armée. A côté de ça, les Senoussis du roi Idriss possédaient leur propre milice. Mais dans l'armée nationale, les jeunes Libyens issus des différentes régions et tribus pouvaient se retrouver.
Les officiers qui ont mené le coup d'Etat contre le roi Idriss étaient très influencés par Nasser. Gamel Abdel Nasser était lui-même un officier de l'armée égyptienne qui renversa le roi Farouk. Inspiré par le socialisme, Nasser s'opposait à l'ingérence des puissances néocoloniales et prônait l'unité du monde arabe (voir chapitre Egypte). Le panarabisme révolutionnaire de Nasser avait eu une influence importante en Libye, notamment dans l'armée. Kadhafi avait même d'abord évolué au sein d'un parti nassériste, mais lorsqu'il comprit que cette formation ne serait pas capable de renverser la monarchie, il s'engagea dans

l'armée.
Après la révolution, le premier voyage officiel de Kadhafi fut pour l'Egypte. Il y rencontra Nasser qui désigna le jeune colonel de vingt-sept ans comme le garant de l'unité arabe.

Quels furent les effets de la révolution en Libye ?

Kadhafi avait deux options. Soit laisser le pétrole libyen aux mains des compagnies occidentales comme l'avait fait le roi Idriss. La Libye serait alors devenue comme ces monarchies pétrolières du Golfe où l'esclavage est encore pratiqué, où les femmes n'ont aucun droit et où des architectes européens peuvent s'éclater à construire des tours farfelues avec des budgets astronomiques qui proviennent en fait des richesses des peuples arabes. Soit suivre une voie indépendante des puissances néocoloniales. Kadhafi a choisi cette deuxième option. Il a fermé les bases militaires que les Occidentaux avaient dans le pays et il a nationalisé le pétrole libyen, provoquant la colère des impérialistes. Avec les revenus pétroliers, le Guide a apporté des changements positifs en Libye : développement des infrastructures, de l'éducation, de la santé. Il a également instauré une vision plus souple de l'islam. Dans la plupart des monarchies pétrolières comme l'Arabie saoudite, les oulémas sont des experts qui ont le monopole sur l'interprétation du Coran. Ce sont eux qui définissent les règles religieuses auxquelles les fidèles doivent se plier. En Libye, Kadhafi a instauré un rapport plus démocratique à la religion, défendant l'idée que chaque croyant pouvait interpréter le Coran comme il l'entendait. Ce rapport à l'islam a notamment permis de garantir de meilleurs droits pour les femmes : la polygamie a été interdite, le port du voile n'était plus obligatoire et le divorce était autorisé. Les Libyennes ont également eu accès à l'éducation alors qu'elles étaient condamnées à l'analphabétisme du temps du roi Idriss.

Comment ont réagi les puissances occidentales à la révolution libyenne ?

Dans les années 50, une blague circulait à la Maison Blanche, au sein du gouvernement Eisenhower, qui se développa ensuite en véritable théorie politique sous Reagan. Comment distinguer les bons des mauvais Arabes ? Un bon Arabe fait ce que les Etats-Unis lui disent. En échange, il reçoit des avions, est autorisé à déposer son argent en Suisse, est invité à Washington, etc.

Eisenhower et Reagan nommaient ces bons Arabes : les rois d'Arabie saoudite et de Jordanie, les cheikhs et émirs du Golfe, le Chah d'Iran, le roi du Maroc et bien-sûr, le roi Idriss de Libye. Les mauvais Arabes ? Ceux qui n'obéissaient pas à Washington : Nasser, Kadhafi, Saddam plus tard…

La révolution de Kadhafi a apporté des changements positifs. Mais quarante ans plus tard, la Libye est marquée par la corruption, toute forme d'opposition politique est réprimée et, dans les années 2000, Kadhafi ouvre à nouveau le pays aux multinationales. Comment expliquer cette évolution ?

Dès le départ, Kadhafi s'est opposé aux grandes puissances coloniales et a généreusement soutenu divers mouvements de libération dans le monde : Palestine, Nicaragua, Irlande, Pays basque, etc. Je trouve qu'il a été très bien pour ça. Mais pour être complet, il faut aussi préciser que le colonel était anticommuniste. En 1971 par exemple, il fit dérouter vers le Soudan un avion transportant des dissidents communistes soudanais qui furent aussitôt exécutés par le président Nimeyri.

En fait, même si son projet partait de bonnes intentions, Kadhafi n'a jamais pu développer une vision politique solide. Sa révolution était une révolution de nationaliste bourgeois et il a instauré en Libye un capitalisme d'Etat. Pour comprendre comment son régime est parti à la dérive, nous devons analyser le contexte qui n'a pas joué en sa faveur, mais aussi les erreurs personnelles du colonel.

Tout d'abord, nous avons vu que Kadhafi était parti de rien en Libye. Le pays était très arriéré. Il n'y avait donc pas de gens éduqués ou une forte classe ouvrière pour appuyer la révolution. La plupart des personnes ayant reçu une éducation faisaient partie de l'élite qui bradait les richesses libyennes aux puissances néocoloniales. Evidemment, ces gens n'allaient pas soutenir la révolution et la plupart d'entre eux quittèrent le pays pour organiser l'opposition à l'étranger.

De plus, les officiers libyens qui avaient renversé le roi Idriss étaient très influencés par Nasser. L'Egypte et la Libye prévoyaient d'ailleurs de nouer un partenariat stratégique. Mais la mort de Nasser en 1970 fit tomber le projet à l'eau et l'Egypte devint un pays contre-révolutionnaire, aligné sur l'Occident. Le nouveau président égyptien, Anouar al-Sadate, se rapprocha des Etats-Unis, libéralisa progressivement l'économie et s'allia avec Israël. Un bref conflit éclata

même avec la Libye en 1977. Imaginez la situation dans laquelle se trouvait Kadhafi : le pays qui l'avait inspiré et avec lequel il devait conclure une alliance capitale devenait soudainement son ennemi !
Un autre élément contextuel a joué en défaveur de la révolution libyenne : la baisse importante du prix du pétrole dans les années 80. En 1973, dans le cadre de la guerre israélo-arabe, les pays producteurs de pétrole décidèrent d'un embargo, faisant grimper en flèche le prix du baril. Cet embargo provoqua le premier grand transfert de richesses du Nord vers le Sud. Mais dans les années 80, eut lieu ce qu'on pourrait appeler une contre-révolution pétrolière orchestrée par Reagan et les Saoudiens. L'Arabie saoudite augmenta considérablement sa production de pétrole et inonda le marché, provoquant une chute radicale des prix. Le baril passa de 35 à 8 dollars!

L'Arabie saoudite ne se tirait-elle pas une balle dans le pied ?

Cela eut en effet un impact négatif sur l'économie saoudienne. Mais le pétrole n'est pas le plus important pour l'Arabie saoudite. Sa relation avec les Etats-Unis prime avant tout, car c'est le soutien de Washington qui permet à la dynastie saoudienne de se maintenir au pouvoir.
Ce raz de marée pétrolier eut des conséquences catastrophiques pour de nombreux pays producteurs de pétrole qui s'endettèrent. Et tout cela se produisit dix années seulement après l'arrivée au pouvoir de Kadhafi. Le dirigeant libyen, parti de rien, voyait en plus les seuls moyens dont il disposait pour construire quelque chose, fondre comme neige au soleil avec la chute des cours du pétrole.
Notez également que cette contre-révolution pétrolière accéléra la chute de l'URSS, alors empêtrée en Afghanistan. Avec la disparition du bloc soviétique, la Libye perdait son principal soutien politique et se retrouvait très isolée sur la scène internationale.

Kadhafi, l'anticommuniste, était un allié des Soviétiques ?

Au regard du nombre d'habitants, la Libye est un petit pays. Kadhafi savait que tout seul, il n'arriverait à rien et ne pourrait pas tenir tête à l'impérialisme des Etats-Unis. Au lendemain de la révolution, il a tenté de poursuivre le projet de Nasser et de rassembler les pays arabes en une seule et puissante nation. Mais

entre les marionnettes de l'Occident comme Bourguiba et les dirigeants plus indépendants qui se méfiaient de lui comme Hafez el-Assad, Kadhafi peinait à trouver de solides partenaires pour développer cette unité arabe.
Il y avait l'Europe mais le colonel était conscient que le vieux continent était complètement subordonné aux intérêts de Washington. Kadhafi répétait alors qu'il s'associerait aux Européens le jour où les Européens seraient Européens !
Donc la Libye se tourna naturellement vers l'Union soviétique qui offrait un contrepoids à l'influence des Etats-Unis et une forme de protection diplomatique.
Mais le bloc soviétique s'effondre et la Libye se trouve isolée. Quelles seront les conséquences pour Kadhafi ?

Les années 90 sont une période difficile durant laquelle la Libye a été soumise à des sanctions de l'ONU. En fait, les événements se sont enchaînés à partir de 1986. Cette année-là, une bombe explose dans une discothèque à Berlin fréquentée essentiellement par des GI's. Trois personnes meurent. Ronald Reagan dit avoir intercepté un message impliquant les services libyens et la riposte ne se fait pas attendre. Neuf jours plus tard, des avions de l'armée US attaquent la résidence de Kadhafi à Tripoli, tuant sa fille adoptive alors âgée de 15 mois. Même si le guide libyen est toujours en place, Washington considère sa mission comme un succès. Elle a envoyé un message percutant à tous les dirigeants arabes qui résistent : les Etats-Unis peuvent agir fort, rapidement et de loin. L'Union soviétique est déjà une puissance sur le déclin et n'offre plus de garanties pour les pays qui veulent échapper au contrôle des Etats-Unis.
Deux ans plus tard, en 1988, un avion étasunien de la Pan Am explose en Ecosse et les débris s'écrasent sur le village de Lockerbie. Il n'y a aucune preuve que Kadhafi ait organisé cet attentat. Des officiels étasuniens l'ont reconnu plus tard. Leurs soupçons penchaient plutôt vers la Syrie ou l'Iran. Mais sur le coup, Ronald Reagan accuse la Libye. Il dit que Kadhafi a voulu se venger du raid aérien de 1986 et exige des sanctions de l'ONU. En 1992, le trafic aérien vers et à partir de la Libye est suspendu et il devient interdit de vendre des armes à ce pays. En 1993, les avoirs libyens à l'étranger sont gelés et l'exportation de matériaux destinés à l'exploitation gazière et pétrolière est interdite.

En 1999, le gouvernement libyen livre à la justice internationale deux suspects dans le cadre de l'affaire de Lockerbie. Et en 2003, Kadhafi accepte de payer dix millions de dollars à chaque

famille des 270 victimes de l'attentat. Pourquoi faire tout cela s'il était innocent ?

Les années 90 ont été très dures et les sanctions de l'ONU ont miné le développement économique de la Libye. Kadhafi essaie alors de rompre l'isolement en multipliant les gestes d'ouverture à l'Occident. Il paie des compensations tout en niant son implication dans l'attentat. Il livre aussi deux suspects. Un seul sera jugé coupable et condamné à perpétuité. Mais dix ans après sa condamnation, le gouvernement britannique le relâche. Officiellement pour raisons de santé. En réalité, cette libération aurait été négociée dans le cadre de contrats commerciaux entre la Libye et la Grande-Bretagne. Voilà résumé tout le crédit qu'on peut accorder à l'enquête. Un policier écossais aurait confié des années plus tard que tout le scénario avait été écrit par la CIA et divers témoignages remettent aujourd'hui en doute la version officielle.

Les efforts de Kadhafi pour sortir la Libye de l'isolement portent-ils leurs fruits ?

Les sanctions sont levées à partir de 1999. Ensuite, après les attentats du 11 septembre 2001, la Libye qui a toujours combattu les groupes islamistes sur son territoire, apparaît comme un partenaire de choix pour l'Occident. Les experts libyens fournissent quantité d'informations sur Al-Qaïda.
En 2003, un autre événement influence Kadhafi dans sa décision de se rapprocher des Occidentaux : Saddam Hussein est arrêté et exécuté. Kadhafi est choqué et déclare, en substance, au Conseil de la Ligue arabe : « *Un des membres de ce Conseil a été pendu et vous n'avez rien dit. Vous pensez que vous êtes à l'abri parce que vous êtes des alliés des Etats-Unis mais Saddam Hussein aussi était autrefois un allié des Etats-Unis.* »
Le gouvernement libyen annonce alors mettre un terme à son programme d'armes de destruction massive développé depuis plusieurs années. La réhabilitation de la Libye devient totale et les dirigeants occidentaux se bousculent aux portes de Kadhafi pour décrocher des contrats.

Voilà qui explique pourquoi Kadhafi a souhaité intégrer la liste des « bons Arabes » de la Maison Blanche. Qu'en est-il de la corruption et de la répression sous l'ancien régime libyen ? Vous parliez d'erreurs personnelles de Kadhafi…

La révolution libyenne était un projet honorable qui a apporté des changements

positifs en Libye. Mais Kadhafi manquait de vision politique. Dans les années 70, il initia une sorte de révolution culturelle et publia le *Livre vert*. C'était un mélange d'anti-impérialisme, d'islamisme, de nationalisme et de capitalisme d'Etat. La révolution culturelle devait combattre l'inefficacité bureaucratique, galvaniser l'intérêt de la population pour les enjeux politiques et enrayer les mécanismes ancestraux du tribalisme qui pesaient sur la machine de l'Etat.
Mais la démarche ne porta pas ses fruits. Kadhafi aurait dû former un parti pour appuyer sa révolution et mieux éduquer la population sur les enjeux politiques. Cela aurait peut-être permis de vraiment développer la démocratie.

Justement, en 1977, les comités révolutionnaires sont créés. Leur but est d'élever le degré de conscience politique du peuple.

L'impulsion venait du sommet de l'Etat. Les comités de démocratie participative instaurés à des échelons plus bas étaient seulement consultés mais n'avaient pas de véritable pouvoir décisionnel sur les enjeux importants. Tout ceci a eu plusieurs conséquences. D'abord, plutôt que de servir le développement de la démocratie, les comités révolutionnaires sont plutôt devenus des organes de contrôle de l'appareil politique.
Ensuite, les divisions tribales n'ont pas pu être surmontées. Ce système présente un aspect positif en matière de négociation et de résolution de conflits. Mais il pèse aussi sur l'efficacité de l'Etat. Or, Kadhafi a lui-même joué de ces rivalités entre les tribus pour empêcher qu'une opposition forte se développe. Et des tensions ont perduré entre les tribus proches de Kadhafi d'une part, et celles proches du clan des Senoussis d'autre part. Le roi Idriss, renversé en 1969, faisait partie des Senoussis. Après la révolution, Kadhafi a démantelé ce clan et minimisé son rôle historique dans l'indépendance de la Libye. Ce n'est pas un hasard si le soulèvement de 2011 a pris forme en Cyrénaïque, à l'est du pays : c'est là que les Senoussis étaient majoritaires.

Le manque de vision politique explique la dérive dictatoriale du régime libyen ?

En grande partie. Il y a eu une dérive autoritaire et une répression d'opposants qu'on ne peut justifier. Mais pour être complet, il faut pouvoir faire la distinction entre un dirigeant comme Kadhafi et des dictateurs comme Moubarak ou le roi d'Arabie saoudite. Bien sûr, Kadhafi n'acceptait pas d'opposition mais ce

concept était en fait étranger à sa vision de la politique. Il n'avait même pas son propre parti. Lorsqu'on l'interrogeait sur l'opposition libyenne, il demandait : « *Quelle opposition ? Le peuple libyen dirige ce pays, comment pourrait-il s'opposer à lui-même ?* »
Alors certes, Kadhafi a réprimé ses opposants politiques, mais ce n'était pas non plus un dirigeant déconnecté de son peuple comme beaucoup d'autres dans le monde arabe. Prenez par exemple le projet de la grande rivière artificielle. Ce projet pharaonique a été initié au début des années 90 avec pour objectif de pomper l'eau de nappes aquifères situées à grande profondeur pour irriguer les régions désertiques de Libye. En effet, ce pays ne comptait que 3% de terres arables. A travers les comités révolutionnaires, les Libyens ont demandé au Guide de faire quelque chose pour lutter contre la sécheresse du sol. Evidemment, ce projet soulève des questions d'ordre écologique et même géopolitique car il risque d'avoir une influence sur les réserves d'eau des pays voisins. Mais ce qui est important de souligner ici, c'est qu'il n'est même pas durable : dans une cinquantaine d'années, les réserves de la rivière artificielle pourraient être épuisées. Kadhafi, ses experts et la population le savaient. Le colonel a dit au peuple : « *Les réserves tiendront cinquante ans, vous le savez, donc ne venez pas pleurer après quand il n'y aura plus d'eau* ». Et malgré la limite du projet, Kadhafi n'a pas hésité à investir plusieurs milliards de dollars dans un des projets les plus titanesques de l'Histoire. La rivière artificielle pompe la moitié du budget libyen. Pensez-vous qu'un dictateur corrompu et coupé de son peuple dépenserait de telles sommes pour répondre aux exigences de la population ?

Contrairement à ce que prétendaient médias et dirigeants occidentaux, Kadhafi était soutenu par son peuple ?

Une grande partie le soutenait, j'ai pu le constater lors de deux voyages en Libye durant l'été 2011. Certains souhaitaient des réformes démocratiques mais ne voulaient pas nécessairement changer de régime. Et la plupart étaient opposés à l'intervention de l'Otan.
En mai 2011, deux mille représentants des tribus libyennes se sont rassemblés pour analyser la situation. D'après leur porte-parole, les tribus sont arrivées à la conclusion que « *ce qui se passe en Libye est orchestré de l'extérieur* ». Les tribus ont voté une résolution condamnant l'intervention et lancé un appel contre la guerre. Le porte-parole poursuit : « *Quelles que soient les contradictions internes à notre*

société, ce point est non négociable : nous ne voulons pas la division du pays. Nous avons lancé un appel à nos frères de l'est pour leur dire qu'il s'agissait de problèmes internes et qu'ils devaient être réglés entre nous, par le dialogue. Nous leur avons dit que si des actes avaient été commis, de quelque côté que ce soit, nous ferions mener une enquête par une commission indépendante. Mais nos frères de l'est n'ont pas voulu négocier. ».

Qui étaient ces Libyens qui voulaient renverser Kadhafi ?

Cette opposition libyenne forme en fait un groupe hétérogène où vous retrouvez différentes tendances. Vous avez d'abord une partie de la bourgeoisie compradore qui a fui la Libye après la révolution de 1969. Depuis l'Occident, cette bourgeoisie a continué à militer contre le régime de Kadhafi et entretient des contacts étroits avec les puissances impérialistes.
Vous avez également, en Libye, une partie de l'élite qui pousse à libéraliser davantage l'économie. Notez que parmi une certaine gauche qui soutenait l'opposition libyenne, un argument circulait comme quoi Kadhafi n'était plus ce dirigeant qui avait mis l'argent du pétrole à disposition du peuple. En effet, depuis les années 2000, la Libye avait connu une vague de privatisations et était en négociation pour rejoindre l'OMC. Mais les personnes qui poussaient l'économie libyenne dans cette direction se trouvaient précisément dans l'opposition durant la crise. Elles souhaitent mettre fin à l'Etat-providence et monopoliser les revenus pétroliers, ce qui entraînera de fortes inégalités sociales en Libye.
Vous avez ensuite d'anciens ministres de Kadhafi. Et là aussi, on peut voir que tout cela est très hypocrite. Officiellement, les dirigeants occidentaux et les amoureux du soi-disant printemps arabe soutiennent le CNT pour délivrer la Libye du régime tortionnaire et dictatorial de Kadhafi. Mais qui préside le CNT ? Mustapha Abud Jalil, ancien ministre de la Justice, chef d'orchestre de la répression qu'Amnesty International avait placé sur la liste des pires responsables de violations de droits humains d'Afrique du Nord. Le porte-parole des tribus libyennes que j'ai rencontré en juillet 2011 m'expliquait : « *Ces anciens ministres et haut-fonctionnaires libyens ont rejoint l'opposition après avoir pillé les ressources du pays et s'être considérablement enrichis sur le dos des Libyens. Ce sont les principaux responsables des accusations de corruption, de népotisme et d'atteintes aux droits de l'homme que le pays a connues ces dernières années.* ».
Enfin, comble de l'hypocrisie, vous retrouvez parmi les insurgés des

combattants de la section libyenne d'Al-Qaïda.

Donc les Etats-Unis, qui combattent le terrorisme islamiste partout dans le monde, soutiendraient Al-Qaïda en Libye ? Nicolas Sarkozy aurait parachuté des armes à des terroristes ? C'est une accusation grave !

Mais c'est la vérité. Le Groupe islamique de combat libyen (GICL) a été fondé en Afghanistan dans les années 90. Quand les talibans ont pris le pouvoir, la plupart de ces combattants sont revenus en Libye. Ils ont tenté d'assassiner Kadhafi et de créer un émirat islamique. C'est à partir de ce moment-là que le colonel les a violemment combattus avec, à l'époque, toute la gratitude des puissances occidentales.
Mais, comme le disait Henry Kissinger, « *les grandes puissances n'ont pas de principes, seulement des intérêts* ». Si bien que pour renverser Kadhafi, l'Otan n'a pas hésité à s'allier avec ces combattants islamistes. Parmi les leaders des insurgés, il y a Abdel-Hakim al-Hasidi, qui a combattu au sein d'Al-Qaïda en Afghanistan et en Irak. Al-Hasidi avait été arrêté au Pakistan en 2002, détenu aux Etats-Unis puis renvoyé en Libye où, en 2008, il fut libéré. Al-Hasidi a confié avoir recruté des membres d'Al-Qaïda pour combattre Kadhafi. Il ajoute : « *Les membres d'Al-Qaïda sont des bons musulmans et se battent contre l'envahisseur.* ».
Et ce n'est un secret pour personne. L'amiral Stavridis de l'Otan confirme que « *des dizaines de combattants du GICL participent aux efforts des rebelles visant à renverser Kadhafi »* mais, nuance-t-il, *« à titre personnel ».*

On nous a pourtant dit que c'était une guerre juste et légale qui avait l'approbation du Conseil de sécurité des Nations unies.

Si vous écoutez la propagande, toutes les guerres des Etats-Unis et de leurs alliés sont justes et légitimes, que ce soit pour la Yougoslavie, l'Afghanistan, l'Irak ou plus récemment la Libye. La vérité, c'est que les prétextes avancés reposent toujours sur des mensonges.
Ici, on a prétendu que Kadhafi avait violemment réprimé un mouvement populaire et qu'il avait fait bombarder son propre peuple, causant six mille morts. L'unique source de ce chiffre farfelu est Ali Zeidan, l'autoproclamé porte-parole de la Ligue libyenne des Droits de l'Homme. Avant le début du conflit, il n'y a aucune trace d'activités de Zeidan au sein de cette ligue. Cet

homme est surtout le porte-parole du CNT en Europe. Les médias occidentaux ont donc repris sans vérification les propos d'une des parties impliquée dans le conflit. Les vérifications sont arrivées plus tard et démentent cette version des faits qui a servi de prétexte pour lancer la guerre.

Que s'est-il passé réellement ?

A Benghazi, il y a bien eu des manifestations réprimées par la brigade d'un des fils de Kadhafi, Khamis. Ce faisant, il s'est attiré de vives critiques au sein du gouvernement et le colonel Kadhafi a explicitement appelé à ne pas tirer sur la foule.
Contrairement à ce qu'affirmait Ali Zeidan, la répression n'a pas fait six mille morts. D'après plusieurs observateurs, dont Amnesty International, il y aurait eu entre 100 et 150 victimes. C'est déjà trop évidemment mais on est loin du carnage annoncé par Zeidan. De plus, aucune preuve n'a été fournie sur le fait que Kadhafi avait fait bombarder Benghazi et Tripoli. Le Centre international de recherche et d'étude sur le terrorisme et l'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT), dirigé par l'ancien directeur des renseignements français, rapporte : « *La mission s'est rendue sur place et n'a rien constaté de tel. Aucune bombe libyenne n'est tombée sur la capitale.* (…) *La conséquence de cette désinformation est claire : la résolution de l'ONU a été votée* (…) *sans qu'aucune commission d'enquête ne se soit rendue sur place.* ». Par ailleurs, les satellites russes qui surveillent en permanence le ciel libyen ont également démenti cette information sur les bombardements.

Saïf el-Islam, l'un des fils de Kadhafi, n'avait-il pas promis « des rivières de sang *» ? Les images de ses déclarations ont fait le tour des journaux télévisés et choqué la planète.*

Là encore, vous avez une déformation grossière des faits par la machine de propagande. En réalité, sa déclaration était un appel à la négociation puisqu'il disait : « *La Libye est à un carrefour. Soit nous nous entendons aujourd'hui sur des réformes, soit nous ne pleurerons pas 84 morts, mais des milliers et il y aura des rivières de sang dans toute la Libye.* ». Et Saïf el-Islam avait vu juste ! L'agression de l'Otan a causé des dizaines de milliers de victimes.

Les Kadhafi étaient prêts à négocier ?

L'Organisation de l'Unité Africaine et des pays d'Amérique latine avaient

proposé une médiation à laquelle devait participer l'ancien président des Etats-Unis, Jimmy Carter. Kadhafi avait accepté, mais les insurgés, la France et les Etats-Unis ont refusé. Le colonel avait également proposé un cessez-le-feu et demandé qu'on envoie des inspecteurs internationaux. Ca a été refusé et on a dit que Kadhafi ne respectait pas le cessez-le-feu. Le gouvernement libyen avait aussi proposé la tenue d'un référendum sur le départ de Kadhafi et sous la surveillance d'observateurs internationaux. Les rebelles et l'Otan ont une nouvelle fois refusé. Les représentants des tribus libyennes avaient également proposé une médiation mais là aussi, les insurgés ont refusé.

Le 26 février 2011, à la demande d'Alain Juppé, le Conseil de sécurité de l'ONU votait une résolution pour instaurer une zone de non-vol au-dessus de la Libye, ce qui constitue un acte militaire. Si toutes les solutions pacifiques n'ont pas été explorées, cette résolution ne viole-t-elle pas la Charte des Nations unies qui ne prévoit l'usage de la force qu'en dernier recours ?

Absolument. Cette résolution ne respecte pas les principes fondamentaux de la Charte car les propositions de négociations ont été rejetées. De plus, elle a été votée au motif de protéger la population mais nous étions déjà dans un cas de guerre civile. En effet, la nature du mouvement de protestation à Benghazi a rapidement évolué, comme le souligne le rapport du CIRET-AVT : « *Dès le début des manifestations, islamistes et criminels ont immédiatement profité de la situation pour attaquer les prisons de haute sécurité à l'extérieur de Benghazi où leurs camarades étaient enfermés. Après la libération de ses chefs, la rébellion a attaqué les postes de police et les bâtiments officiels, et les habitants de la ville se sont réveillés avec la vision de cadavres de policiers pendus à des ponts.* » Les insurgés se sont rapidement emparés d'armes et se sont opposés aux forces de Kadhafi. Plusieurs témoignages avancent même que des troupes spéciales européennes et qataries étaient déjà présentes sur place. Or, dans pareille situation, la Charte des Nations unies ne permet pas d'intervenir pour soutenir l'une ou l'autre partie.

Si la résolution viole la Charte, la résolution elle-même a aussi été violée. Officiellement, les forces de l'Otan devaient instaurer une zone de non-vol pour empêcher Kadhafi de bombarder la population. D'abord, nous n'avons jamais eu de preuve au sujet de ces bombardements. Ensuite, il est clairement apparu que l'objectif de l'Otan n'était pas de protéger les civils mais de renverser Kadhafi. Dès le mois de mars, le Premier ministre belge Yves Leterme déclarait que le but de l'intervention était de « *déloger* » le dirigeant

libyen. En juin, Alain Juppé avouait : « *Les résolutions de l'ONU ne demandaient pas le départ de Kadhafi, nous nous le demandons* ». Et pour atteindre cet objectif illégal, l'Otan et ses alliés ont encore bafoué la résolution de l'ONU en envoyant des troupes au sol et en livrant des armes aux insurgés.

Le véritable objectif de l'intervention n'était pas de protéger les civils mais de renverser Kadhafi ?

En effet. Et plus l'Otan voulait atteindre cet objectif officieux, plus elle s'éloignait de son objectif officiel. En huit mois de bombardements, l'Otan a fait plusieurs dizaines de milliers de victimes. Son rôle n'était pas de protéger les civils mais d'accompagner la progression des insurgés pour prendre le contrôle de la Libye. A Tripoli, où la résistance à l'invasion était très forte, les avions de l'Otan ont d'abord largué des prospectus invitant la population à ne plus soutenir Kadhafi et à quitter la ville. Ensuite, les bombes ont plu pendant plusieurs jours. Ce n'est qu'après que les rebelles de Benghazi ont pu pénétrer dans la capitale. A Syrte, dernier bastion de la résistance d'où était originaire Kadhafi, les bombardements de l'Otan ont complètement détruit la ville : hôpitaux, écoles, mosquées… Avec toujours le même schéma : l'Otan bombarde intensivement et les insurgés, inférieurs en nombre, passent derrière pour prendre les positions.

Pourquoi l'Otan voulait-elle renverser Kadhafi ? Depuis dix ans, le dirigeant libyen avait ouvert les portes de son pays à l'Occident.

Il y a plusieurs raisons. Tout d'abord, la guerre contre la Libye témoigne d'une rivalité entre les puissances européennes pour s'accaparer les richesses de ce pays. Les deux pays européens qui étaient les plus réticents à attaquer étaient l'Italie et l'Allemagne. C'étaient également les principaux partenaires économiques de Kadhafi.
En 2007, Nicolas Sarkozy avait déroulé le tapis rouge au colonel. Mais ces courbettes n'avaient pas eu l'effet escompté. Dans un câble diplomatique de 2010, révélé par Wikileaks, un diplomate français se plaint : « *Nous parlons beaucoup avec les Libyens, mais nous avons commencé par voir que les actions ne suivent pas les mots en Libye. Les Libyens, ils parlent, ils parlent mais ne nous achètent rien.*».
Dans le plus pure style impérialiste, la France a donc voulu cette guerre pour

s'arroger une plus grosse part du gâteau. Ainsi, dès les premiers jours de bombardement de l'Otan, Ali Zeidan, Monsieur 6000 morts, déclarait que, pour l'octroi de contrats, le futur gouvernement tiendrait compte des nations qui ont le plus aidé les insurgés. Quelques jours après la mort de Kadhafi, une délégation d'entrepreneurs français se rendait à Tripoli pour nouer des contacts avec le nouveau gouvernement et décrocher des contrats. Cette délégation était emmenée par Pierre Lellouche, secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, qui résumait ainsi la situation : « *Les Libyens sont très conscients du fait que lorsqu'ils étaient en difficulté, les pays se bousculaient pas au portillon pour les aider. Y avait nous et les Anglais, point barre.* ».

Et les Etats-Unis ?

Ils ont profité de l'ouverture opérée par Kadhafi durant les années 2000. Mais ils n'ont jamais considéré le colonel comme quelqu'un de fiable et savent qu'il n'avait changé son fusil d'épaule que parce qu'il était totalement isolé. Mais aujourd'hui, l'hégémonie des Etats-Unis est révolue et le monde devient multipolaire sous l'impulsion des pays émergents. Kadhafi aurait pu chercher d'autres soutiens pour ne plus être dépendant de l'Occident et reprendre ouvertement une ligne anti-impérialiste.
Il n'avait d'ailleurs jamais vraiment abandonné cette position. En septembre 2009 par exemple, il s'est exprimé à la tribune des Nations unies. Les télévisions du monde ont rapporté ses frasques, montrant comment il avait apostrophé son traducteur ou malmené la Charte. Et finalement, très peu se sont intéressés à son discours qui, au-delà des apparences, valait le détour. Le préambule de la Charte, disait Kadhafi, prévoit que toutes les nations sont égales, qu'elles soient grandes ou petites. Mais le Conseil de sécurité viole ce principe. Seuls quelques pays ont un siège permanent et peuvent exercer leur droit de veto. Les pays du tiers monde sont ainsi sous-représentés et contraints de subir la volonté des plus puissants. Kadhafi ajoutait notamment que la force des armes ne doit être utilisée que dans l'intérêt commun de toutes les nations. Mais depuis la création de l'ONU, 65 guerres ont éclaté, seulement pour l'intérêt de quelques pays.

Tout le monde n'a pas dû apprécier…

En effet. Contrairement à ce qu'on aurait tendance à croire, Kadhafi était plus

pragmatique que dogmatique. Du côté de Washington, on savait très bien cela et on n'a jamais fait totalement confiance au Guide libyen. Déjà en 2007, un câble de l'ambassade étasunienne de Tripoli s'inquiétait : « *Ceux qui dominent la direction politique et économique de la Libye poursuivent des politiques de plus en plus nationalistes dans le secteur de l'énergie.* ».
Les Etats-Unis ont donc voulu renverser Kadhafi pour installer des Libyens plus favorables à un rapprochement avec les impérialistes. En fait, l'Otan a organisé un coup d'Etat pour installer la bourgeoisie compradore au pouvoir et faire de la Libye une néo-colonie.

Quelques jours après la mort de Kadhafi, le CNT a officiellement pris le pouvoir et déclaré que la charia, la loi islamique, serait la base de la nouvelle législation libyenne. Un camouflet pour l'Occident ?

Je ne pense pas. L'Otan sait quels protagonistes elle a appuyés. Ce qui est inquiétant, ce n'est pas tant le recours à la charia mais le fait que le gouvernement intérimaire ait décrété cela sans consulter aucun Libyen. Pourtant, le CNT est censé représenter la nouvelle Libye, libre et démocratique. On voit bien que tout ceci est une mascarade. De plus, Moustapha Abdeljalil, le président du CNT, a énoncé quelques exemples dans lesquels devait s'appliquer la charia dans la nouvelle Libye. Il a notamment l'intention d'abroger l'interdiction de la polygamie et de durcir les conditions de divorce. Dorénavant, une femme ne pourra divorcer qu'avec le consentement de son mari. A-t-il demandé l'avis des Libyennes ? C'est un retour en arrière par rapport à ce que Kadhafi avait instauré. Il faudra aussi m'expliquer pourquoi l'Otan a officiellement combattu les talibans pour libérer les femmes afghanes et pourquoi il soutient un tel gouvernement en Libye !

Les grandes puissances n'ont pas de principes, seulement des intérêts…

Exactement ! En réalité, l'Otan a ouvert une boîte de Pandore. En soutenant les combattants islamistes en Libye, les Occidentaux vont déstabiliser toute la région et cela risque de se retourner contre leurs propres intérêts. Comme disait Mao : « Les *impérialistes soulèvent une grosse pierre pour ensuite la laisser tomber sur leurs pieds !* ».
Et en Libye, je doute que le nouveau gouvernement parvienne à contrôler tout

le pays. L'Otan a créé une situation de guerre civile. Les Libyens de l'est ont tué leurs frères de l'ouest pour prendre le pouvoir. Vous pensez que les milliers de Libyens qui ont perdu des membres de leur famille vont tranquillement accepter l'autorité du nouveau gouvernement parce que Kadhafi est mort ? La Libye va plonger dans le chaos.

Un coup dur pour les entrepreneurs de Pierre Lellouche alors ? Si l'Occident ne parvient pas à contrôler le pays, comment profiter de ses richesses ?

C'est surtout un problème pour la France. Mais de manière globale, le chaos en Libye est une bonne chose pour les Etats-Unis. Il y a un proverbe qui dit : « *Ce que tu ne peux pas contrôler, détruis-le !* ». Ca résume aujourd'hui la stratégie de l'impérialisme US. Washington préférait mettre la Libye à feu et à sang plutôt que de voir ses concurrents chinois, indiens ou brésiliens profiter du pétrole de Kadhafi.
L'autre objectif primordial est de stopper l'émancipation du continent africain. L'Afrique regorge de minerais indispensables à la production des nouvelles technologies. Et l'Occident veut s'assurer un accès bon marché à ces matières premières en maintenant l'Afrique sous dépendance. Or, Kadhafi utilisait aussi l'argent du pétrole libyen pour libérer le continent. A la manière des pays progressistes d'Amérique latine, il avait fortement investi dans le Fond Monétaire Africain et la Banque centrale africaine pour offrir une alternative aux chantages du FMI et de la Banque mondiale.
Par ailleurs, la Libye avait sérieusement investi dans plusieurs pays africains. En Ouganda par exemple, le café qu'on y produit était autrefois exporté en Allemagne pour être commercialisé. Les Libyens ont financé des installations pour finaliser le produit sur place et la part de rémunération des Ougandais est passée de 20 à 80% !
Autre exemple éloquent : jusqu'il y a peu, l'Afrique ne possédait pas son propre satellite de communication mais devait passer par l'Europe. Ce qui veut dire que la facture était très salée et que les Européens s'en mettaient plein les poches au passage. Les Africains souhaitaient développer leur propre satellite mais la Banque mondiale et le FMI rechignaient à leur prêter l'argent nécessaire. En 2006, la Libye a mis 300 millions de dollars sur la table, la banque africaine de développement 50 millions et la Banque ouest-africaine de développement 27 millions. Et le continent s'est doté de son propre satellite. Ça n'a pas seulement

allégé la facture de téléphone des Africains. Ça a eu impact énorme dans d'autres domaines comme l'information, la télémédecine ou l'enseignement à distance.

Mais Kadhafi n'a pas toujours été aussi généreux avec ses frères d'Afrique. Dans les années 70, il a attaqué le Tchad. Pourquoi ?

C'était une grave erreur. Avant que les puissances coloniales ne créent artificiellement l'Etat du Tchad, le clan des Senoussis contrôlait la bande d'Aozou au nord de ce pays. De plus, dans les années 30, alors que la Libye était occupée par les Italiens, le ministre français des Affaires étrangères, Pierre Laval, voulut acheter Mussolini en lui cédant la bande d'Aozou. Mais le Duce se rapprocha d'Hitler et cet accord ne fut jamais ratifié. Dans les années 70, Kadhafi annexa ce territoire prétendant qu'il faisait historiquement partie de la Libye. Finalement, les Etats-Unis, la France, l'Egypte de Sadate, le Soudan et d'autres forces réactionnaires de la région se liguèrent pour soutenir l'armée tchadienne et mirent les troupes libyennes en déroute.
Ce n'est que plus tard, dans les années 90, que Kadhafi a manifesté son intérêt pour l'unité et l'indépendance du continent africain. Nous avons vu plus haut que le colonel était conscient que seul, il ne pourrait pas tenir tête aux Etats-Unis. Il avait tenté de poursuivre le projet de Nasser en réunissant les pays arabes mais ce fut un échec. Ce qu'il n'avait pu réussir avec les Arabes, Kadhafi décida donc plus tard de l'accomplir avec les Africains. Comme il disait : « *Je me suis couché avec cinq millions de Libyens, et je me suis réveillé avec 900 millions d'Africains. »*. A partir de là, il a généreusement contribué à mettre le continent africain sur la voie de l'émancipation. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les pays africains étaient les plus opposés à l'intervention de l'Otan. Ils savent que la guerre en Libye était une guerre coloniale, contre l'Afrique.

La guerre en Libye a aussi vu la gauche se diviser. Qu'en pensez-vous ?

Il y a eu plusieurs tendances. Tout d'abord, certains, probablement mal informés, ont soutenu le CNT pensant qu'il allait apporter la démocratie en Libye. L'habileté des médias à maquiller les événements et à les insérer dans ce concept assez flou de printemps arabe y est pour quelque chose. Il y avait une certaine effervescence après les révolutions tunisienne et égyptienne. Aussi, lorsqu'on a dit que Kadhafi réprimait un mouvement populaire, beaucoup se

sont emballés. Le fait que Kadhafi avait dans un premier temps apporté son soutien à Ben Ali n'a rien arrangé à l'affaire. Mais ceux qui ont cru que les événements de Benghazi étaient semblables à ceux de Tunis ou du Caire ont manifestement une très mauvaise connaissance du monde arabe et de la Libye en particulier.
De plus, si on oublie qu'elle repose sur un mensonge, cette intervention consacre le droit d'ingérence humanitaire. Ce qui va à l'encontre de tous les principes du droit international. Pourquoi être intervenu en Libye et pas au Bahreïn ou au Yémen ?

Certains rétorqueront qu'on ne peut pas intervenir partout mais qu'au moins, on a pu « aider » les Libyens.

Et donc on légitime le règne de l'arbitraire. Ces personnes doivent se réveiller. L'Otan n'est jamais intervenue pour aider des peuples. Et alors que ses missiles « délivraient » la Libye, les troupes saoudiennes intervenaient au Bahreïn pour réprimer un mouvement populaire, avec l'aval des Occidentaux.
De plus, Jean Bricmont, qui a très bien analysé le droit d'ingérence humanitaire, précise que ce type d'intervention ne tend pas à apporter la paix dans le monde mais au contraire, une situation de chaos permanent. En effet, Bricmont explique : « *Si on applique les principes de l'ingérence humanitaire qui sous-tendent l'attaque contre la Libye, cela veut dire que tout le monde peut intervenir partout. Imaginons que les Russes interviennent au Bahreïn ou les Chinois au Yémen : ce serait la guerre généralisée et permanente.* ».

Il y avait aussi des personnes qui étaient contre l'intervention de l'Otan et contre Kadhafi à la fois.

C'est une position qu'on retrouve dans chaque conflit. Ce sont les « ni-ni ». Ni pour les Etats-Unis, ni pour Saddam ; ni pour Israël, ni pour le Hamas ; et cette fois-ci, ni pour l'Otan, ni pour Kadhafi. C'est une position assez lâche. Dans ce type de conflit, vous avez un agresseur et un agressé. Prétendre rester neutre, c'est inévitablement donner raison à l'agresseur, c'est lui laisser le champ libre. L'agresseur ne demande pas mieux. Pour reprendre la célèbre expression d'Howard Zinn, « *vous ne pouvez pas rester immobile dans un train en marche* ».

N'y avait-il pas un réflexe chez certains à soutenir Kadhafi par idéologie, juste parce qu'il était anti-impérialiste ? Au risque finalement d'oublier les aspirations légitimes du peuple libyen…

Penser que l'on peut soutenir Kadhafi par simple dogmatisme est très… dogmatique en soi ! Il faut oublier les étiquettes idéologiques et analyser la situation de manière pragmatique. Tout d'abord, si je me suis opposé à l'intervention de l'Otan et de ses marionnettes du CNT, ce n'est pas tant pour les beaux yeux de Kadhafi que pour le sort du peuple libyen lui-même. En huit mois de bombardement, l'Otan a causé plus de victimes que Kadhafi en quarante-deux ans de règne. Ce pays et sa population ont été profondément meurtris. Le CNT a été mis en place pour abolir l'Etat-providence en Libye et pour stopper le financement de l'émancipation africaine.
Les insurgés ont d'ailleurs commis des atrocités terribles envers la population noire de Libye. Tout cela n'est pas passé sur les télévisions occidentales évidemment, mais des choses terribles ont été commises. Vous pouvez le voir sur Internet. Des personnes ont été lynchées par la foule et pendues en public juste à cause de leur couleur de peau. Donc, même si vous n'êtes pas d'accord avec tout ce qu'a fait Kadhafi, vous devez être conscient que la situation des Libyens va empirer avec le nouveau gouvernement. Vous ne pouvez pas construire un Etat libre et démocratique sur le sang de vos frères et à l'ombre des griffes des impérialistes.
Au début des protestations à Benghazi, nous avons vu quelques jeunes inspirés par leurs frères égyptiens et tunisiens manifester contre Kadhafi. Mais ils arboraient aussi des pancartes demandant à l'Otan de ne pas intervenir. C'était tout à leur honneur. Car vous ne pouvez pas développer un pays indépendant sous le joug des puissances impérialistes. Mon père était un résistant éthiopien qui, au début du vingtième siècle, lutta contre l'empereur Sélassié pour instaurer la démocratie en Ethiopie. Mais dans les années 30, lorsque les troupes italiennes envahirent le pays, mon père se rangea aux côtés de l'empereur pour combattre les colons. Il n'y a que les Ethiopiens qui pouvaient changer le régime. De même qu'en Libye, il n'y a que les Libyens qui pouvaient renverser le gouvernement. Mais la réalité est que ceux qui voulaient la tête de Kadhafi n'étaient pas assez nombreux et n'avaient pas un soutien assez fort au sein de la population.

Contrairement à Kadhafi ?

Il était plus apprécié par son peuple que ce qu'on a voulu nous faire croire. Nous avons vu au chapitre précédent que les Tunisiens étaient beaucoup plus cléments avec Bourguiba qu'avec Ben Ali parce que le premier était le « Combattant suprême », un symbole de l'indépendance. C'est la même chose pour Kadhafi : il est le symbole de la révolution de 1969. Il est ce jeune officier qui a sillonné la Libye en Coccinelle pour rencontrer le peuple, il est celui qui a renversé le régime féodal du roi Idriss pour mettre l'argent du pétrole sur la table des Libyens. Si un de ses fils avait dirigé le pays, il aurait peut-être été renversé plus facilement. Mais Kadhafi avait cette légitimité que des Ben Ali ou des Moubarak n'avaient pas. Pourquoi n'a-t-il fallu que quelques semaines, et pratiquement pas de violence aux Tunisiens et aux Egyptiens pour renverser leur dirigeant ? Pourquoi a-t-il fallu huit mois et des milliers de bombes de l'Otan en Libye ?
Enfin, pourquoi pensez-vous que le CNT a enterré la dépouille de Kadhafi dans un endroit secret du désert libyen ? Les nouveaux dirigeants craignaient que le tombeau du guide devienne un lieu de pèlerinage et que des milliers de citoyens s'y recueillent pour un dernier hommage. Ces images auraient fort contrasté avec la propagande qui nous bassine que toute la Libye a crié de joie à la mort du colonel. C'est totalement faux. Contrairement à Ben Ali et Moubarak ou à bien d'autres dirigeants dans l'Histoire, Kadhafi n'a pas fui comme un lâche. Il est resté pour se battre jusqu'au bout contre les forces d'occupation. A la suite de quoi, il a été lynché, puis assassiné d'une balle dans la tête par les insurgés et les mercenaires de l'Otan.

Kadhafi n'a pas eu droit à un procès. Une fois de plus, les méthodes du CNT en font-elles un allié embarrassant pour l'Occident ?

Les images du lynchage de Kadhafi ont circulé partout sur Internet et le CNT n'a pas pu cacher la vérité longtemps. Il prétendait que le colonel était mort dans des échanges de tirs mais tout le monde a pu voir que c'était faux. Des vidéos ont circulé : on pouvait voir Kadhafi encore vivant, harangué par la foule, tiré par les cheveux, battu… Il a ensuite été exécuté d'une balle dans la tête.
Ces insurgés commettent des méfaits dont ils sont fiers. Ils filment leurs exploits avec des téléphones et diffusent ensuite les vidéos sur Internet. C'est un peu embêtant car ça ne passe pas très bien aux yeux de l'opinion publique. Cet acte de barbarie parachève une lutte menée officiellement au nom de la démocratie et

des droits de l'homme. Mais la mort de Kadhafi n'a rien d'accidentelle. A quelques exceptions près, la plupart des dirigeants occidentaux ont d'ailleurs salué l'événement avec enthousiasme. La palme de l'indécence revient sans doute à Hillary Clinton qui a déclaré : « *Nous sommes venus, nous avons vu et il est mort !* ». Elle a ensuite éclaté de rire.
En fait, l'élimination de Kadhafi est un grand soulagement pour l'Otan et le CNT. Des fuites, révélées notamment par *Le Canard enchaîné*, nous apprennent que des officiers du Pentagone et des renseignements français étaient en contact au moment où Kadhafi était retranché à Syrte. Ils avaient convenu de liquider le dirigeant libyen car, expliquait un officier US, « *laisser ce type en vie le transformerait en véritable bombe atomique* ». Il fallait éviter que le procès de Kadhafi lui offre une tribune. Le Guide libyen avait sans doute beaucoup de choses à dire sur certains dirigeants occidentaux et membres du CNT. Il fallait aussi éviter que les nombreux Libyens qui soutiennent Kadhafi se manifestent.
Mais les divisions qui marquent désormais la Libye ne peuvent être enterrées avec le colonel, au fin fond du désert. Pour de nombreux Libyens, Kadhafi est devenu un martyr, un héros de la résistance tout comme Omar al-Mokhtar, le combattant légendaire qui défia les colons italiens.

BIBLIOGRAPHIE

- Jonathan Bearman, *Qadhafi's Libya*, Zed Books, 1986

- Max Boot, *The Savage Wars Of Peace: Small Wars And The Rise Of American Power*, Basic Books, 2002

- Michel Collon, *Libye, Otan et médiamensonges. Manuel de contre-propagande,* Investig'Action – Couleur livres, 2011

- Jean Bricmont, *Impérialisme humanitaire. Droits de l'homme, droit d'ingérence, droit du plus fort ?*, Edition Aden, 2005

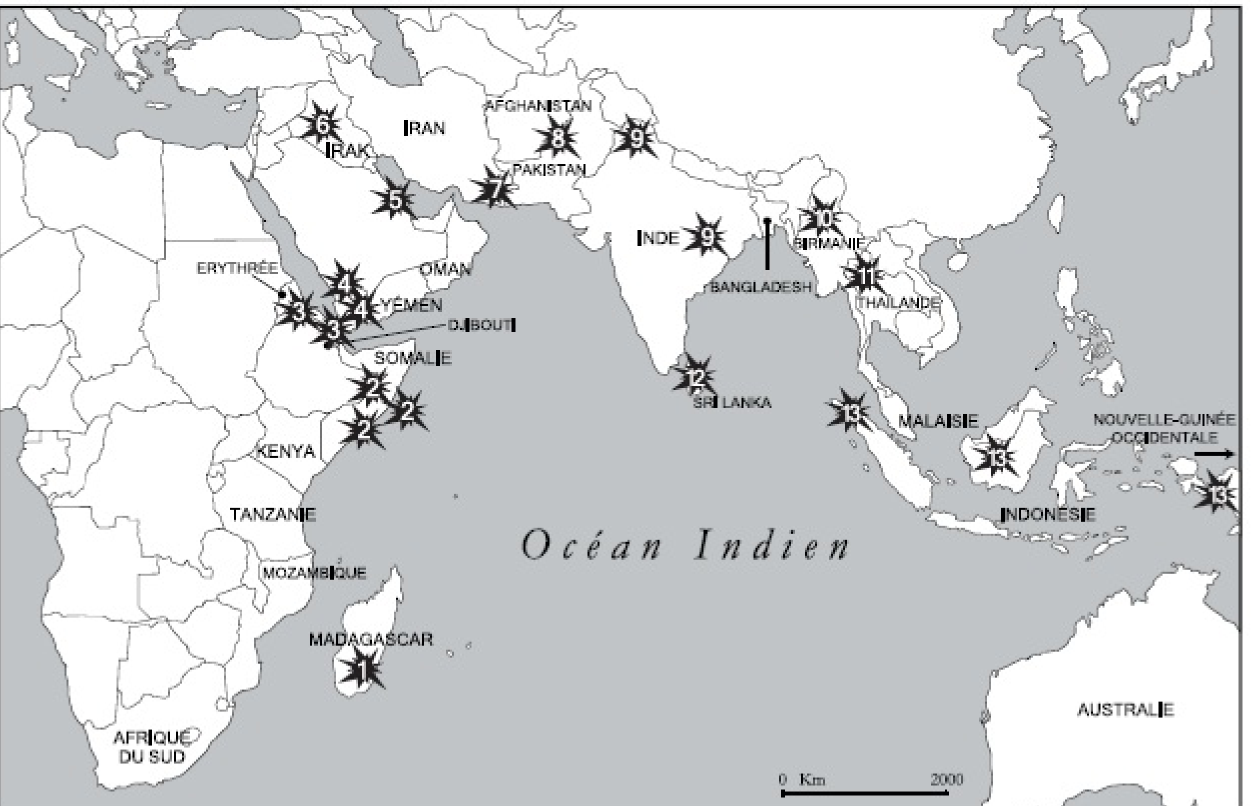
Océan Indien
Ici se joue la grande bataille pour la domination mondiale

Le sort du monde se joue-t-il aujourd'hui dans cet océan Indien qui relie l'Asie à l'est de l'Afrique et à l'Australie ?

60% de la population mondiale vit en Asie. L'Inde et surtout la Chine avec sa croissance économique record bouleversent les rapports de force dans le monde. Pékin offre à présent un nouveau partenaire attrayant aux pays du Sud, particulièrement aux Africains. En déclin, les Etats-Unis s'inquiètent donc : comment rester le seul leader ?

Or, 70% du trafic pétrolier mondial passe par cet océan Indien, secoué un peu partout par des conflits explosifs. Quel point commun relie ces explosions ? La montée en puissance de Pékin ? Une stratégie discrète de Washington ? Le péril de « l'arc musulman » qui entoure cet océan ?

Une chose est sûre : même si les Européens n'en ont pas encore pris conscience, cette région est bien devenue le nouveau centre de gravité stratégique de la planète.


IRAN
IRAK
AFGHANISTAN
PAKISTAN
INDE
BANGLADESH
BIRMANIE
THAILANDE
ERYTHRÉE
OMAN
YÉMEN
DJIBOUTI
SOMALIE
KENYA
TANZANIE
MOZAMBIQUE
MADAGASCAR
AFRIQUE DU SUD
SRI LANKA
MALAISIE
INDONÉSIE
NOUVELLE-GUINÉE OCCIDENTALE
AUSTRALIE
Océan Indien
0 Km 2000
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13

L'océan Indien, un bassin particulièrement agité

1 : MADAGASCAR
Coup d'Etat en 2009

2 : SOMALIE
Pas d'Etat depuis 1992
Guerre entre l'Ethiopie et les Tribunaux islamiques
Piraterie

3 : ERYTHRÉE
Tensions avec l'Ethiopie
Conflit frontalier en 2008

4 : YÉMEN
Rébellion armée, intervention saoudienne en 2009
Insurrection en 2011

5 : BAHREÏN
Révolte populaire réprimée par l'Arabie saoudite

6 : IRAK
Invasion US en 2003

7 : IRAN
Rébellion armée au Baloutchistan

8 : AFGHANISTAN/PAKISTAN
Conflit armé Otan vs Talibans

9 : INDE
Rébellion maoïste armée
Tensions au Cachemire

10 : BIRMANIE
Troubles politiques

11 : THAÏLANDE
Coup d'Etat en 2006

12 : SRI LANKA
Répression des indépendantistes tamouls en 2009

13 : INDONÉSIE
Tensions communautaires
Mouvement sécessionniste à Aceh
Mouvement sécessionniste en Nouvelle-Guinée occidentale

Madagascar, Somalie, Yémen, Pakistan, Birmanie, Thaïlande… Le bassin de l'océan Indien est particulièrement agité ! Existe-t-il un point commun entre toutes ces tensions ?

Oui, les rapports de force à l'échelle mondiale sont en plein bouleversement. Et

la région de l'océan Indien se trouve au cœur de cette tempête géopolitique.

D'abord, précisons de quelle région on parle exactement…

Il s'agit de l'ensemble de la zone maritime bordée, à l'ouest par l'Afrique, à l'est par la Birmanie, l'Indonésie, l'Australie, et au nord par l'Iran, l'Inde et le Pakistan. Avec un « lac » (la mer Caspienne), et trois « fleuves » : le golfe Persique, la mer Rouge et la mer Méditerranée.

Pourquoi cette région est-elle si importante ? Les Européens pensent plutôt à l'Atlantique et au Pacifique…

D'abord, parce que 60% de la population mondiale est concentrée en Asie et se trouve connectée à l'océan Indien. A elles seules, la Chine et l'Inde représentent 40% de la population mondiale. En outre, l'émergence économique de ces deux puissances a fait de cet océan une zone particulièrement stratégique. Aujourd'hui, 70% du trafic pétrolier mondial passe par cet océan, et ce pourcentage devrait encore augmenter avec le développement des deux pays. 90% du commerce mondial se fait par bateaux et l'océan Indien accueille la moitié de ce trafic.

D'habitude, on s'attache surtout à l'analyse des pays. Mais là, vous nous dites que ce qu'il y a entre ces pays est tout aussi important ?

Oui. Comme le prédit le journaliste américain Robert D. Kaplan, proche conseiller d'Obama et du Pentagone, l'océan Indien va devenir le centre de gravité stratégique mondial du 21ème siècle. Non seulement cet océan constitue un passage vital pour le commerce et les ressources énergétiques entre le Moyen-Orient et l'Asie de l'Est, mais il est aussi au cœur de l'axe économique

qui se développe entre la Chine, d'une part, l'Afrique et l'Amérique latine, d'autre part.



L'océan Indien,
centre de gravité stratégique du 21ème siècle

L'essor de ces relations commerciales nouvelles signifie-t-il que le Sud est en train de se libérer de sa dépendance à l'Occident ?

En effet, certains chiffres donnent le vertige : le commerce Chine - Afrique a été multiplié par vingt depuis 1997. Celui avec l'Amérique latine par quatorze en moins de dix ans ! L'Inde et le Brésil aussi collaborent de plus en plus avec le continent noir. Sous l'impulsion du développement chinois, les investissements Sud - Sud ont rapidement augmenté. Après avoir été pillé et saccagé durant des siècles, le Sud sort enfin de sa torpeur.

Pourquoi tant de pays d'Afrique et d'Amérique latine se tournent-ils vers la Chine ?

Depuis des siècles, l'Occident s'est livré à un véritable pillage des ressources du Sud qui a empêché ces pays de se développer. A présent, cela continue,

notamment à travers des dettes imposées illégalement, pour financer des dépenses inutiles ou même nuisibles comme l'entretien de dictatures, bref des dettes odieuses. Mais la Chine propose de meilleurs prix pour les matières premières et les produits agricoles dont elle a grand besoin, et elle investit dans les pays du Sud pour développer des infrastructures, des programmes sociaux ou des projets d'énergie non polluante. Elle a également supprimé les taxes à l'importation sur de nombreux produits africains, ce qui favorise grandement la production et le commerce de ce continent. Enfin, elle a annulé la dette que les pays africains les plus pauvres avaient envers elle.

Voilà pour les raisons économiques. Y a-t-il aussi des motivations politiques ?

Oui car contrairement aux puissances occidentales, la Chine n'entend pas s'immiscer dans la politique intérieure de ses partenaires économiques. Fin 2009, lors d'une conférence ministérielle sino-africaine, le Premier ministre chinois Wen Jiabao résumait ainsi la politique de son pays : *« Notre collaboration économique et notre commerce s'appuient sur l'avantage réciproque.* (…) *Nous n'avons jamais posé de conditions politiques à l'Afrique et nous ne le ferons pas dans le futur non plus. »* Quelle différence avec les puissances occidentales qui n'ont cessé de faire et défaire les gouvernements en Afrique ! Le Sud a soif d'indépendance : s'allier avec la Chine est une véritable opportunité pour étancher cette soif.

La crise économique qui frappe principalement les pays occidentaux a-t-elle aussi un impact sur ces changements d'alliance ?

Certainement. Cette crise a aussi des répercussions sur la Chine, mais ne l'empêche pas de maintenir une bonne croissance. Dans pareille situation, il est normal que les pays africains et latinos se tournent vers le partenaire économique le plus solide. Prenons l'exemple du Brésil : autrefois, ce pays aurait

été durement touché par la crise survenue aux Etats-Unis. Mais en 2009, son économie a continué de croître, et ce n'est pas un hasard si la Chine est devenue son principal partenaire économique.

Cet axe Sud - Sud défie l'hégémonie occidentale. Les Etats-Unis et l'Europe laisseront-ils la Chine empiéter sur leurs plates-bandes ?

Globalement, le développement de cet axe Sud - Sud présente deux menaces importantes pour les intérêts des puissances impérialistes, et particulièrement pour les Etats-Unis. Tout d'abord, des pays riches en matières premières échappent à leur contrôle. Ensuite, la Chine peut ainsi disposer de toutes les ressources nécessaires à la poursuite de son développement fulgurant. En pleine ascension, Pékin est en train de rattraper la première puissance économique : les Etats-Unis. Selon Albert Keidel, ancien économiste de la Banque Mondiale et membre de l'Atlantic Council (un des plus influents *think tanks* US, filiale de la Trilatérale), la Chine pourrait passer devant en 2035.
Aujourd'hui, Washington cherche donc à contenir l'émergence chinoise pour garder le leadership. Et le contrôle de l'océan Indien est au cœur de cette stratégie. La lutte contre la piraterie somalienne est d'ailleurs un prétexte invoqué pour positionner les forces de l'Otan dans l'océan Indien et préserver le contrôle des puissances occidentales sur ce bassin. Le Japon aussi a entamé la construction d'une base militaire à Djibouti pour « lutter contre la piraterie ».

On parle tantôt de pirates, tantôt de terroristes islamistes. Menace réelle ou prétexte ?

Je ne dis pas qu'il n'y a pas de menace. Simplement, les puissances occidentales l'instrumentalisent pour asseoir leurs intérêts stratégiques dans la région. Comment la piraterie s'est-elle développée en Somalie ? Depuis plus de vingt ans, il n'existe pas de gouvernement dans ce pays. Certaines compagnies

européennes en ont profité pour venir piller les mers, et d'autres pour déverser des déchets toxiques. Dans ces conditions, les pêcheurs somaliens, empêchés de travailler, se sont lancés dans la piraterie pour survivre. Bien sûr, le phénomène a pris une autre dimension depuis. Mais si vous voulez résoudre le problème de la piraterie, il faut l'attaquer à la racine et rétablir un ordre politique légitime en Somalie.

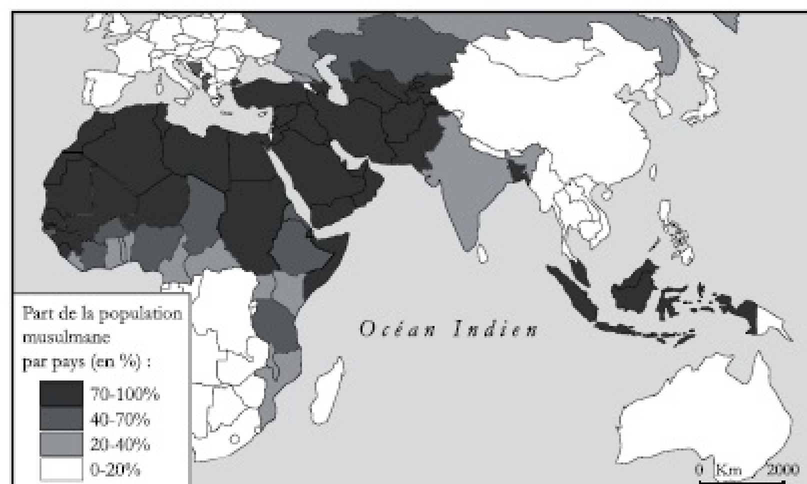
Ordre dont les Etats-Unis n'ont pas voulu jusqu'ici comme nous le verrons dans un prochain chapitre…

Oui, et leur politique insensée pourrait créer des troubles beaucoup plus sérieux. Il faut savoir que la Somalie est le centre historique de l'islam en Afrique de l'Est. Autrefois, l'influence des chefs religieux somaliens était très importante. Ils avaient porté l'islam sunnite jusqu'au Mozambique. Aussi, lorsque les chiites d'Oman étendirent leur influence à l'Afrique orientale au cours du 18ème siècle, ils influencèrent énormément la culture de la région, mais ne parvinrent pas à convertir la population au chiisme.
Aujourd'hui, un mouvement islamique pourrait se développer à cause des erreurs commises par les Etats-Unis dans la Corne de l'Afrique. Et si les dirigeants de ce mouvement utilisent cette histoire commune pour rallier des membres dans toute l'Afrique orientale et défendre la Somalie en tant que centre historique de l'islam africain, alors la menace deviendra vraiment très sérieuse pour les Etats-Unis !

L'océan Indien est surmonté par « l'arc musulman », qui s'étend de l'Afrique orientale à l'Indonésie en passant par les pays du Golfe et de l'Asie centrale. Comment cet océan, qui fut le berceau de puissances musulmanes, est-il passé sous la domination des puissances occidentales ?

Avant l'ouverture du Canal de Suez en 1869, quatre grandes puissances dominaient la région : l'Empire ottoman, celui des Perses, celui des Moghols (empire musulman qui se développa en Inde) et la Chine. A travers l'océan Indien, le commerce avait mis en contact les populations musulmanes avec d'autres peuples de la région et permis à l'islam de s'étendre jusqu'en Chine et en Afrique orientale. C'est ainsi que l'arc de l'islam s'est formé et que l'océan Indien fut en grande partie dominé par des puissances musulmanes.

Mais un événement majeur, survenu en Inde, va amorcer la domination européenne sur cette région : la révolte des Cipayes en 1857. Les Cipayes étaient des soldats indiens au service des compagnies anglaises. Les injustices infligées par leurs employeurs les amenèrent à une rébellion qui, très vite, déboucha sur un grand mouvement populaire. Ce fut une révolte très violente, les Cipayes massacrèrent beaucoup d'Anglais, mais ceux-ci parvinrent finalement à réprimer le mouvement. Cette répression eut deux conséquences importantes : tout d'abord, la colonie indienne, jusque là gérée par des compagnies privées, passa officiellement sous administration britannique. Ensuite, la Grande-Bretagne déposa le dernier leader musulman indien, l'empereur moghol Muhammad Bahâdur Shâh. Il fut envoyé en exil en Birmanie où il termina ses jours.



L'arc musulman surplombe l'océan Indien

Onze ans après cette révolte, s'ouvre le canal de Suez qui permet de relier la Méditerranée et l'océan Indien. Un fameux coup de pouce pour la domination européenne de cet océan ?

Tout à fait. Cela accélère la colonisation européenne. La France s'installe à Djibouti. La Grande-Bretagne conquiert l'Egypte, puis Bahreïn afin de protéger « son » Inde de l'expansion russe. C'est une période avec de nombreux bouleversements entre les impérialismes à la fin du 19ème siècle : unification de l'Allemagne et de l'Italie, partage de l'Afrique entre les puissances européennes… Finalement, l'empire du sultanat d'Oman restait la dernière grande puissance musulmane active dans l'océan Indien. Pour la renverser, les Européens montèrent une campagne de propagande sur le fait que les Omanis exploitaient des Africains comme esclaves. Sous prétexte de combattre l'esclavagisme, l'Europe mobilisa ses troupes dans l'océan Indien et renversa le sultanat d'Oman. Ainsi, la domination occidentale sur l'océan Indien devenait totale.

Aujourd'hui, cette domination est remise en cause par les puissances émergentes d'Asie. L'océan Indien devient le théâtre d'une compétition sino-américaine. Mais les Etats-Unis sont en déclin et la Chine en ascension spectaculaire. Alors, comment Washington pourrait-elle bloquer son principal concurrent ?

Le Pentagone est bien implanté dans la région : énorme base militaire d'Okinawa (Japon), accords avec les Philippines sous prétexte de lutte contre le terrorisme, excellents rapports avec l'armée indonésienne (qui fut formée par Washington pour massacrer un million de communistes et instaurer une dictature militaire dans les années 60, alors que ce pays venait de se libérer du colonialisme)…

En outre, les Etats-Unis peuvent compter sur leur base militaire de Diego

Garcia. Cette île corallienne située au cœur de l'océan Indien ferait rêver plus d'un vacancier avec sa plage de sable blanc et ses palmiers. Cependant, l'histoire de cette île est nettement moins glamour : en 1965, Diego Garcia et le reste de l'archipel des Chagos ont été intégrés au territoire britannique de l'océan Indien ; en 1971, tous les habitants de l'île ont été déportés par les Etats-Unis qui y construisirent une base militaire. C'est depuis cet endroit stratégique que Washington a mené certaines opérations dans le cadre de la guerre froide, des guerres d'Irak et d'Afghanistan. Aujourd'hui, bien que des tribunaux britanniques leur aient donné raison, les habitants de Diego Garcia sont empêchés de retourner sur leur île par le gouvernement du Royaume-Uni.

Les Etats-Unis ont donc une bonne implantation militaire dans la région. De son côté, la Chine a deux talons d'Achille : les détroits d'Ormuz et de Malacca. Le premier – situé entre Oman et l'Iran - constitue l'unique entrée vers le golfe Persique et il ne mesure que 26 kilomètres à son passage le plus étroit. Environ 20% du pétrole importé par la Chine passe par cet endroit. L'autre point faible, le détroit de Malacca (entre la Malaisie et l'île indonésienne de Sumatra), est très fréquenté et très dangereux ; or, c'est le principal point de passage pour les marchandises venant de l'océan Indien à destination de la Chine. Environ 80% des importations chinoises de pétrole passent par ce détroit. Les Etats-Unis étant très bien implantés dans cette zone, ils pourraient bloquer le détroit de Malacca si un conflit devait éclater avec la Chine. Et ce serait une catastrophe pour Pékin.

Cela explique pourquoi la Chine cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement en ressources énergétiques ?

Oui. Face à ce problème majeur, la Chine a développé plusieurs stratégies. La première consiste à s'approvisionner en Asie centrale. Un gazoduc relie maintenant le Turkménistan à la province chinoise du Xinjiang ; d'ici 2015, il

devrait fournir quarante milliards de mètres cubes par an, soit près de la moitié de la consommation chinoise actuelle. Un oléoduc relie également la Chine au Kazakhstan, acheminant du pétrole de la mer Caspienne.
La deuxième stratégie concerne le sud de l'Asie. Pékin a passé des accords avec le Bangladesh pour s'approvisionner en gaz et en pétrole. On a annoncé récemment la construction d'un oléoduc et d'un gazoduc qui fourniront respectivement, depuis le Myanmar (Birmanie), 22 millions de tonnes de pétrole et 12 milliards de mètres cube de gaz par an.
La troisième stratégie chinoise est surnommée « le collier de perles ». Elle consiste à construire des ports dans des pays amis le long de la côte nord de l'océan Indien. Objectif : disposer d'un trafic maritime autonome dans cette région. Fait partie de cette stratégie la construction au Pakistan du port en eaux profondes de Gwadar. Ce type de port est particulièrement adapté au trafic de bateaux containers et la Chine devrait en construire d'autres, notamment en Afrique. Il faut savoir que certains bateaux containers acheminant des marchandises vers la Chine depuis l'Amérique latine sont trop gros pour rejoindre l'océan Pacifique via le canal de Panama. Ils passent donc par l'océan Atlantique, puis par l'océan Indien avant de rejoindre la Chine. Grâce au « collier de perles », ils ne devraient plus nécessairement transiter par l'Europe et le canal de Suez comme maintenant pour rejoindre l'océan Indien. Dans le cadre de l'axe Sud - Sud, ces bateaux pourraient plutôt transiter par l'Afrique en reliant l'Amérique latine et l'Asie.

Ceci aurait de grandes conséquences pour l'Afrique ?

Enormes ! Des pays comme le Mozambique, la Somalie, l'Afrique du Sud ou Madagascar pourraient rejoindre ce grand réseau de l'océan Indien. Si l'on y développe de nouveaux ports comme celui de Gwadar, cela provoquerait un boom économique considérable dans cette région d'Afrique. Parallèlement, les

activités des grands ports européens comme Marseille ou Anvers déclineraient. Connecter l'Afrique au marché asiatique grâce à l'océan Indien serait une véritable aubaine pour le continent noir. Nelson Mandela, lorsqu'il était président de l'Afrique du Sud, souhaitait voir aboutir ce projet mais les Etats-Unis et l'Europe s'y opposèrent. Aujourd'hui, la Chine a les moyens de prendre les devants. Cet axe Sud-Sud se met en place : les pays du tiers monde échappent aux divisions instaurées entre eux et coopèrent de plus en plus. Le monde est en plein bouleversement !

Comment la Chine est-elle devenue une si grande puissance en si peu de temps ?

Jusqu'au 19ème siècle, la Chine était une grande puissance. Elle vendait des marchandises de bonne qualité et détenait plus de devises étrangères, d'or et d'argent que les puissances européennes. Mais le pays n'était pas vraiment ouvert au commerce international. Il existait seulement quelques comptoirs sur les côtes, au grand dam de la Grande-Bretagne. Cette dernière, en pleine révolution industrielle, cherchait à écouler beaucoup plus de ses produits dans l'ensemble de la Chine.
Aussi, lorsque le vice-roi Lin Zexu ordonna en 1838 la destruction de caisses d'opium que la Grande-Bretagne importait illégalement sur le territoire chinois, les Britanniques y trouvèrent un prétexte de guerre. Lord Melbourne envoya une expédition sur Canton, ce fut la première guerre de l'opium. Elle prit fin quatre ans plus tard. Vaincus, les Chinois furent forcés d'ouvrir davantage leur pays au commerce international.
Mais les puissances impérialistes souhaitaient pénétrer plus encore vers l'intérieur de la Chine afin d'y écouler leurs marchandises. Et elles exigeaient la légalisation de la vente d'opium, malgré les ravages que cela provoquait dans la population. Car ce commerce très lucratif leur permettait de se faire payer en lingots d'argent et d'avoir une balance commerciale avantageuse. Face au refus

de l'Empire chinois, la Grande-Bretagne et la France déclenchèrent la « seconde guerre de l'opium » (1856-1860). A genoux, la Chine devint alors une semi-colonie des puissances occidentales. Finalement, la vente de l'opium fut légalisée et, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis s'y adonnèrent avec grand profit.

De tout ça, on ne parle jamais en Europe, où on semble finalement bien mal connaître l'histoire de la Chine…

Ailleurs aussi. Il est important de comprendre que ces guerres impérialistes et les destructions causées par les puissances coloniales ont provoqué la mort de plus de cent millions de Chinois. Certains furent emmenés comme esclaves dans des mines au Pérou dans d'épouvantables conditions de travail qui provoquèrent de nombreux suicides collectifs. D'autres furent exploités pour construire les chemins de fer aux Etats-Unis. Tandis que des milliers d'enfants chinois furent kidnappés pour creuser les premiers puits de pétrole de Shell à Brunei, alors que les techniques de forage mécanisées n'étaient pas encore au point. Ce fut une période terrible. Aucun peuple n'a autant souffert. Il faudra attendre 1949 et la révolution menée par Mao, pour voir la Chine redevenir un Etat indépendant et prospère.

Certains attribuent ce formidable essor chinois à Deng Xiaoping : ce n'est qu'en prenant ses distances avec le maoïsme à partir des années 1980 et en ouvrant la Chine aux capitaux étrangers qu'il aurait permis au pays de se développer…

C'est oublier que la Chine sous Mao connaissait déjà une croissance continue oscillant entre 7 et 10 % ! Certes, Mao a commis des erreurs durant la révolution culturelle. Mais il a tout de même sorti de l'extrême pauvreté un pays d'un milliard d'habitants. Et il a permis à la Chine de redevenir un Etat indépendant après un siècle d'oppression. Il est donc faux d'attribuer uniquement le

développement de la Chine à la politique d'ouverture de Deng Xiaoping. Parti d'un niveau très arriéré, ce pays n'a cessé de se développer depuis la révolution de 1949. Et cette tâche n'est pas terminée.

Bien évidemment, l'ouverture actuelle au capitalisme soulève beaucoup de questions sur l'avenir de la Chine. Il y aura très certainement des contradictions entre les différentes forces sociales avec ce renforcement d'une bourgeoisie locale. La Chine pourrait devenir un pays totalement capitaliste, mais pas dominé par l'impérialisme. Mais dans les deux cas - qu'elle reste socialiste ou qu'elle devienne capitaliste - les Etats-Unis chercheront à l'empêcher de devenir une grande puissance ayant les moyens de leur tenir tête.

Justement, certains affirment que la Chine est elle-même devenue une puissance impérialiste, exportant ses capitaux aux quatre coins de la planète et prospectant partout dans le Sud pour s'approvisionner en matières premières…

Il y a une confusion, même au sein de la gauche, sur la définition de l'impérialisme apportée par Lénine (qui a sans doute le mieux étudié ce phénomène). Certains ne retiennent qu'une seule composante de cette définition : l'exportation de capitaux vers des pays étrangers. Bien sûr, c'est un facteur essentiel. En effet, grâce à l'exportation de capitaux, les puissances capitalistes s'enrichissent plus vite et finissent par dominer l'économie des pays moins développés. Mais dans le cadre de l'impérialisme, cette domination économique est inséparable d'une domination politique qui transforme le pays en semi-colonie.

Autrement dit, si vous êtes un impérialiste, vous devez, dans les pays où vous exportez des capitaux, créer votre marionnette, c'est-à-dire un gouvernement servant vos intérêts. Vous pouvez aussi entraîner l'armée de votre semi-colonie pour organiser un putsch militaire lorsque la marionnette n'obéit plus. Cela s'est passé récemment au Honduras où le président Manuel Zelaya a été destitué par

une armée dont les officiers ont été formés dans les académies militaires étasuniennes. Vous pouvez également infiltrer l'appareil politique avec des organisations comme la CIA pour vous créer des collaborateurs internes. Bref, l'impérialisme repose sur une double domination : économique et politique. L'une ne va pas sans l'autre. Voilà qui fait une grande différence avec la Chine. Celle-ci ne s'ingère pas dans les affaires politiques des pays avec qui elle commerce. Et l'exportation de ses capitaux ne vise pas à étouffer et dominer l'économie des pays partenaires. Donc, la Chine n'est non seulement pas une puissance impérialiste, mais elle permet même aux pays victimes de l'impérialisme de se libérer en bouleversant les rapports de domination établis par l'Occident.

Les Etats-Unis peuvent-ils encore stopper leur concurrent chinois ? D'accord, le Pentagone est bien implanté dans la région, mais une confrontation militaire directe avec la Chine parait improbable : Washington semble toujours embourbé au Moyen-Orient et, d'après de nombreux experts, ne serait pas en mesure de remporter un conflit direct contre Pékin.

En effet, bombarder et envahir la Chine n'est pas une option envisageable. Les Etats-Unis ont donc élaboré d'autres stratégies. La première consiste à s'appuyer sur des Etats vassaux en Afrique pour contrôler le continent et empêcher la Chine d'accéder aux matières premières. Cette stratégie n'est pas neuve, elle avait été mise au point après la Seconde Guerre mondiale pour contenir le développement du Japon.

Et quels sont aujourd'hui ces Etats vassaux?

En Afrique du Nord, vous avez l'Egypte. Pour l'Afrique de l'Est, c'est l'Ethiopie. Pour l'Afrique de l'Ouest, le Nigéria. Pour le sud et le centre du continent, Washington misait sur l'Afrique du Sud. Mais cette stratégie est un échec. Comme nous l'avons vu, les Etats-Unis ne parviennent pas à empêcher

les pays africains de commercer avec la Chine et ils ont perdu beaucoup d'influence sur ce continent. En témoigne le camouflet essuyé par le Pentagone lorsqu'il a cherché, en vain, un pays pour accueillir le siège de son commandement militaire régional Africom. Tous les Etats du continent ont refusé d'abriter cette base. Le ministre sud-africain de la Défense a expliqué que ce refus était *« une décision africaine collective »* et la Zambie avait même rétorqué au secrétaire d'Etat américain : « *Aimeriez-vous avoir un éléphant dans votre living* ? » Actuellement, le siège de ce commandement régional pour l'Afrique est basé à… Stuttgart ! Une honte pour Washington. Une autre stratégie US pour contrôler l'océan Indien serait d'utiliser l'Inde contre la Chine en exacerbant les tensions entre ces deux pays. Cette technique avait déjà été utilisée pour l'Iran et l'Irak dans les années 80. Les Etats-Unis armaient les deux camps à la fois et Henry Kissinger avait déclaré : « *Laissez-les s'entretuer !* » Appliquer cette théorie à l'Inde et à la Chine permettrait de faire d'une pierre deux coups en affaiblissant les deux grandes puissances émergentes d'Asie. D'ailleurs, dans les années 60, les Etats-Unis avaient déjà utilisé l'Inde, après lui avoir financé la révolution verte, dans un conflit contre la Chine. Mais l'Inde fut vaincue et aujourd'hui, je ne pense pas que ses dirigeants feraient la même erreur de partir en guerre contre leur voisin pour les intérêts d'une puissance étrangère. Il existe bien des contradictions entre Pékin et New Delhi, mais elles ne sont pas majeures. Ces deux nations émergentes du tiers monde ne devraient pas s'engager dans ce genre de conflit typiquement impérialiste.

Pas d'issue donc pour les USA en Inde ou en Afrique. Mais en Asie de l'Est, ils ont de nombreux alliés. Ne peuvent-ils compter sur eux pour contenir la Chine ?

Là aussi, Washington a échoué, à cause de sa cupidité. L'Asie du Sud-Est a connu une terrible crise économique en 1997, provoquée par une grosse « erreur » des Etats-Unis. Tout est parti d'une dévaluation de la monnaie

thaïlandaise qui avait été attaquée par des spéculateurs. Du coup, les Bourses se sont affolées et beaucoup d'entreprises ont fait faillite. La Thaïlande espérait recevoir le soutien des Etats-Unis, dont elle était un fidèle allié. Mais la Maison-Blanche ne bougea pas. Elle rejeta même l'idée de créer un Fonds monétaire asiatique pour venir en aide aux pays les plus touchés. En fait, les multinationales US ont profité de cette crise pour éliminer des concurrents asiatiques dont l'ascension les inquiétait.

Finalement, c'est la Chine qui sauva la région de la catastrophe en décidant de ne pas dévaluer sa monnaie. Une monnaie faible favorise les exportations, et si le yuan était descendu, l'augmentation des exportations chinoises aurait complètement achevé les économies des pays voisins déjà mal en point. Donc, en maintenant la valeur de sa monnaie, la Chine a permis aux pays de la région de relancer leurs exportations et de se relever. Alors que de nombreux gouvernements asiatiques gardaient une certaine rancœur contre Washington pour son rôle joué dans cette crise, le Premier ministre malaisien déclara : *« La collaboration de la Chine et son haut sens des responsabilités ont préservé la région d'un scénario encore bien plus catastrophique »*.

Depuis lors, les relations économiques entre la Chine et ses voisins n'ont cessé de se développer. En 2007, Pékin est même devenu le premier partenaire commercial du Japon, pourtant un des alliés les plus stratégiques des Etats-Unis en Asie.

De plus, la Chine n'a pas de prétention hégémonique dans la région. Les Etats-Unis pensaient que les pays de l'océan Indien seraient effrayés par la puissance chinoise et chercheraient à être protégés. Mais la Chine établit avec ses voisins des relations basées sur le principe d'égalité. De ce point de vue, les Etats-Unis ont donc aussi perdu la bataille en Asie de l'Est. D'autant que l'Australie effectue 40% de son commerce avec la Chine, tandis que le Japon voit se développer des mouvements contre les bases militaires US.

Les Etats-Unis n'ont donc aucun moyen d'empêcher la Chine de les concurrencer ?

Il semble que non. Du coup, ils essaient de la saboter. Pour se développer, la Chine a un besoin vital de ressources énergétiques. Donc, Washington cherche à contrôler ces ressources pour empêcher qu'elles atteignent la Chine. C'était un objectif essentiel des guerres d'Afghanistan et d'Irak, mais celles-ci ont tourné au fiasco. Les Etats-Unis ont détruit ces pays pour y placer des gouvernements qui leur seraient dociles, mais n'y sont pas parvenus. Cerise sur le gâteau : les nouveaux gouvernements irakien et afghan commercent avec la Chine ! Pékin n'a donc pas eu besoin de dépenser des milliards de dollars dans une guerre illégale pour obtenir l'or noir irakien : les compagnies chinoises ont simplement remporté des concessions pétrolières dans une vente aux enchères tout à fait réglementaire !

Bref, la stratégie des Etats-Unis apparaît comme un échec sur toute la ligne…

Il leur reste néanmoins une option : maintenir le chaos pour éviter que la stabilité de ces pays stratégiques ne profite à la Chine. Cela suppose de poursuivre la guerre en Irak et en Afghanistan et de l'étendre à d'autres pays comme l'Iran, le Yémen ou la Somalie.
Cette vision à court terme pourrait s'avérer catastrophique car elle amènerait encore plus de peuples sur la ligne anti - USA, anti - Otan et anti - Occident. Ceux qui voudraient continuer sur la voie militaire feraient mieux d'étudier l'histoire des Etats-Unis de ces soixante dernières années : Washington n'a gagné aucune guerre si ce n'est contre la minuscule île de Grenade (1983).

Comment s'est amorcé ce déclin de « l'Empire américain » ?

Les Etats-Unis ont profité de la Seconde Guerre mondiale pour décrocher le jackpot. En soutenant dans un premier temps les deux camps, en n'ayant fait pratiquement aucun sacrifice et en profitant de l'affaiblissement de leurs concurrents, les Etats-Unis sont devenus une superpuissance mondiale.
Mais par la suite, ils ont dépensé tout ce jackpot pour combattre le communisme. L'économie américaine a été militarisée et les guerres se sont enchaînées, de la Corée à l'Irak en passant par le Vietnam pour ne citer que celles-là. Aujourd'hui, pour chaque dollar débloqué par le budget du gouvernement américain, cinquante cents vont à l'armée. Un désastre ! Les autres industries majeures du pays ont été détruites, les écoles et les hôpitaux publics sont dans un état déplorable.
Six ans après le passage de l'ouragan *Katrina*, des habitants de la Nouvelle-Orléans vivent encore dans des camps. Vous pouvez comparer cette situation avec celle du Liban : ceux qui avaient perdu leur maison à cause des bombardements israéliens de 2006 ont retrouvé un toit grâce au Hezbollah. Ce qui a fait dire à un mollah vivant aux USA qu'il valait mieux vivre au Liban qu'aux Etats-Unis car, au pays du cèdre, on a au moins un toit sur la tête !

Ce processus de militarisation a plongé les Etats-Unis dans l'endettement. Mais aujourd'hui, leur principal créancier n'est autre que… la Chine ! Curieusement, le destin de ces deux grands concurrents semble donc intimement lié.

Oui, l'économie est quelque chose de fou ! En fait, la Chine exporte beaucoup de produits vers les Etats-Unis, ce qui lui rapporte beaucoup de devises en dollars. L'accumulation de ces devises permet à la Chine de maintenir un taux de change stable entre le billet vert et le yuan, qui ne monte pas trop, et cela favorise ses exportations. Mais l'accumulation de ces dollars US conduit également Pékin à acheter des bons du Trésor américain qui financent la dette étasunienne. En finançant la dette des Etats-Unis, on peut donc dire que la

Chine finance la guerre dite « contre le terrorisme » qui est en fait une guerre contre elle-même, puisque le Pentagone mène cette guerre pour mieux contrôler les ressources énergétiques dans le monde et tenter de contenir l'émergence chinoise. Vous voyez : la situation est paradoxale !
Mais cette campagne des USA est un échec et leur économie est au bord de la faillite. Il ne leur reste qu'une option : réduire leurs dépenses militaires et utiliser leur budget pour relancer l'économie. Mais l'impérialisme possède une logique dominée par le profit immédiat et la concurrence sans frein : du coup, il continue sur sa lancée jusqu'à ce qu'il meure. L'historien Paul Kennedy a étudié l'histoire des grands empires : à chaque fois que l'économie d'une grande puissance est en perte de vitesse, mais que ses dépenses militaires augmentent, alors cette grande puissance est amenée à disparaître.

Ce serait donc la fin de « l'Empire américain » ?

Qui peut le dire ? L'Histoire est faite de zigzags et je n'ai pas de boule de cristal pour prédire l'avenir. Mais tout porte à croire que l'hégémonie des Etats-Unis touche à sa fin. Il n'y aura plus de superpuissance mondiale et les USA vont probablement redevenir une puissance régionale importante. Nous allons assister au retour inévitable du protectionnisme et par conséquent, à la fin de la mondialisation. Des blocs économiques régionaux vont émerger et de ces blocs, l'Asie sera le plus fort. Aujourd'hui, les milliardaires sont de moins en moins du côté des Blancs occidentaux. Ils sont en Asie où se trouvent la richesse et les capacités de production.

Qu'adviendra-t-il de l'Europe ?

Elle possède des liens très forts avec les Etats-Unis. Notamment à travers l'Otan, une invention des USA, apparue après la Seconde Guerre mondiale pour

contrôler le vieux continent. Cependant, je pense qu'il existe deux types de dirigeants en Europe : les pro-US et les vrais Européens. Les premiers restent dépendants de Washington. Les seconds privilégient les intérêts propres de l'Europe et se lient à la Russie. Avec la crise économique et le déclin des USA, l'intérêt logique de l'Europe est de se tourner vers l'Asie.

Dans son célèbre livre Le grand Echiquier*, le politologue américain Zbigniew Brzezinski redoutait de voir apparaître pareille alliance entre l'Europe et l'Asie. Mais il disait que cette union ne verrait probablement jamais le jour en raison des différences culturelles.*

Après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis dominaient la scène économique, particulièrement en Europe, et ils ont pu exporter leur culture et leur mode de vie. L'économie génère en effet des liens culturels, mais la culture ne crée des liens que lorsque l'estomac est rempli. On ne mange pas de culture. Aussi, lorsque l'estomac est vide, la culture passe après l'économie.
C'est pourquoi aujourd'hui, alors que le monde capitaliste est en crise, l'Europe doit faire passer ses intérêts économiques avant les liens culturels l'unissant aux Etats-Unis. Il serait donc logique qu'elle se tourne vers l'Asie. D'autant que les liens culturels Europe/USA ont été forgés par Hollywood. Historiquement, on peut dire que les liens culturels sont plus forts entre, par exemple,l'Italie et la Lybie ou bien entre l'Espagne et le Maroc.

Henry Kissinger, lorsqu'il n'ordonnait pas de laisser les Iraniens et les Irakiens s'entretuer, disait que l'hégémonie des Etats-Unis était indispensable pour maintenir la paix et propager la démocratie dans le monde. Brzezinski et d'autres spécialistes ont soutenu la même idée. La fin de « l'Empire américain » ne risque-t-elle pas de provoquer des conflits majeurs ?

La démocratie dont ils parlent est celle des pays impérialistes occidentaux qui ne représentent que 12% de la population mondiale. De plus, on ne peut pas

vraiment dire que l'hégémonie des USA ait apporté paix et stabilité dans le monde. Au contraire ! Pour rester l'unique superpuissance mondiale, ils ont enchaîné les guerres et fomenté des conflits aux quatre coins de la planète.
Aujourd'hui, beaucoup d'Européens, mêmes s'ils condamnent les excès des Etats-Unis, ne souhaiteraient pas voir tomber « l'Empire américain ». Cela fait plus de soixante ans que Washington domine militairement le vieux continent, affirmant assurer sa sécurité. Beaucoup d'Européens sont donc effrayés à l'idée de faire une croix sur cette « protection » et d'assumer eux-mêmes leur sécurité. Une armée européenne exigerait qu'une grosse partie de l'économie soit investie dans l'appareil militaire. Mais ce n'est pas un secteur productif et ce refinancement massif pourrait provoquer une nouvelle crise. De plus, si vous investissez dans l'armée, une question va se poser : qui va combattre ? En cas de guerre, l'Europe connaîtrait de sérieux problèmes démographiques.
Selon moi, cette situation permet de comprendre la volonté manifestée par certains dirigeants européens de se rapprocher de la Russie. C'est la seule alliance, pacifique et prospère, qui soit envisageable pour l'Europe. Mais cela suppose de laisser la Russie devenir une grande puissance dans laquelle les Européens pourraient investir leurs technologies. Or, les Etats-Unis se sont toujours opposés à l'intégration de la Russie à l'Europe. Si elle se produit quand même, il y aura en effet quelqu'un de trop et Washington devra quitter le vieux continent.

Les huit années de l'administration Bush, sa politique guerrière, ses dépenses militaires pharaoniques et ses échecs cuisants ont accéléré la chute des Etats-Unis. Pensez-vous que Barack Obama puisse y changer quelque chose ?

Son élection est historique. Les Afro-américains ont tellement souffert par le passé ! Même s'ils ont contribué énormément au développement des Etats-Unis, leurs droits politiques ont été trahis. En effet, durant la guerre civile américaine,

les Afro-Américains étaient victimes de l'esclavage dans le Sud. La bourgeoisie du Nord leur promit alors la liberté s'ils acceptaient de se battre pour elle. Les esclaves acceptèrent et leur participation au conflit permit au Nord de l'emporter. Entre 1860 et 1880, les Etats-Unis connurent une période prospère, sans racisme, qualifiée de « reconstruction » par le célèbre leader afro-américain William Edward Burghardt Du Bois. Mais très vite, l'élite US prit peur en voyant se rallier des travailleurs et citoyens ordinaires sans faire de distinction sur leur couleur de peau : les propriétés de la minorité bourgeoise étaient menacées par la solidarité des couches populaires. La ségrégation fit donc son retour. Elle avait pour but de briser l'unité des classes populaires et de monter les simples citoyens les uns contre les autres afin de préserver l'élite de toute révolte. Au regard de l'histoire des Etats-Unis, l'ascension d'un homme noir à la Maison Blanche est donc très importante. Mais si Barack Obama est un président progressiste de par sa couleur, cela ne suffit pas : le caractère réactionnaire de l'impérialisme US refait surface, on le voit de plus en plus. Par conséquent, je ne pense pas que Barack Obama pourra changer quoi que ce soit dans les mois ou les années à venir. L'impérialisme ne peut être changé ou adapté. Il doit être renversé.

Et quelle est la place du monde musulman dans ce grand affrontement USA – Chine ? Son rôle est-il réellement important ?

Très important. Comme nous l'avons indiqué au début de cet entretien, les Etats-Unis ont diabolisé le « péril islamiste » dans toute une série de pays qui bordent l'océan Indien : Somalie, pays du Golfe, Asie centrale, Pakistan, Indonésie... L'objectif, lié aux intérêts des multinationales US, est de contrôler le pétrole et les ressources énergétiques ainsi que les passages stratégiques de la région.

Mais au Moyen-Orient et dans l'ensemble du monde musulman s'est développé

un courant anti-impérialiste qui résiste à la domination des Etats-Unis. Il s'agit d'un facteur très positif. Tous les peuples du monde ont intérêt à instaurer des relations basées sur le principe d'égalité et à mettre fin au plus vite à l'hégémonie occidentale qui a provoqué tant d'agressions et de crimes. Dans le passé, toutes sortes de personnalités et de courants politiques ont essayé de pousser le monde musulman dans les bras des Etats-Unis et leur grande alliance anticommuniste. Mais en réalité, l'intérêt des peuples de « l'arc musulman », se trouve de l'autre côté. Si chacun comprend et soutient le rôle positif de la Chine dans le rééquilibrage des forces mondiales aujourd'hui, alors devient possible une grande alliance de tous les pays qui entendent se développer de façon autonome, dans l'intérêt de leur population, donc en échappant au pillage et aux ingérences des puissances impérialistes.

Chacun devrait informer autour de soi et faire prendre conscience de ces changements importants et positifs. Mettre fin à l'hégémonie des puissances impérialistes ouvrira de grandes perspectives pour la libération des peuples.

Maintenant que nous avons exposé cette importance stratégique de l'océan Indien, le lecteur pourra mieux percevoir ce qui se joue dans la région Afghanistan – Pakistan…

BIBLIOGRAPHIE

- Robert D. Kaplan, *Monsoon: The Indian Ocean and the Future of American Power*, Random House, 2010

- Martin Jacques, *When China Rules the World: The End of the Western World and the Birth of a New Global Order*, Penguin Press, 2009

Afghanistan
Cimetière des empires
et clé de l'Asie ?

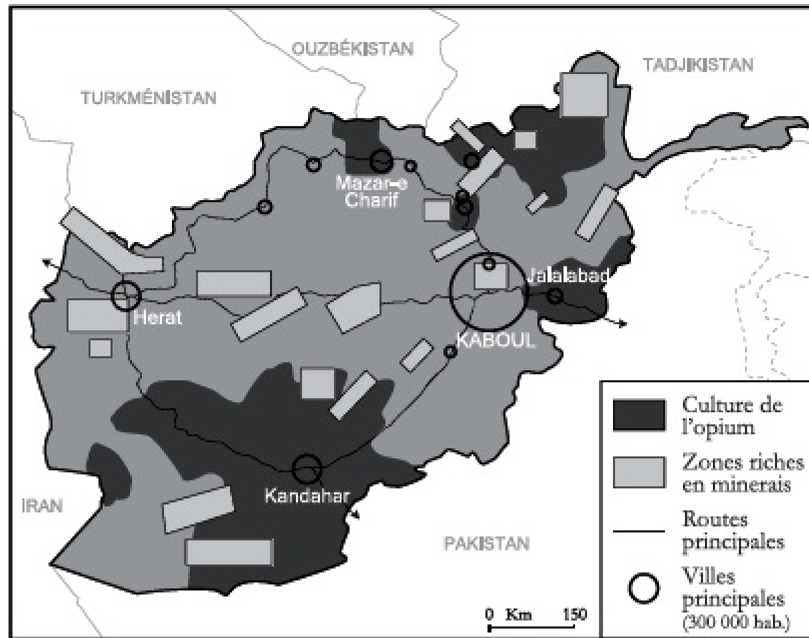
« Cimetière des empires », fier et indépendant, l'Afghanistan possède une histoire riche en bouleversements et hauts faits guerriers. Quand certains baisent la main qu'ils ne peuvent couper, les Afghans, eux, se retranchent dans leurs montagnes pour la mordre. Situé à un carrefour crucial au centre de l'Asie, le peuple afghan a depuis longtemps su se faire respecter. Aujourd'hui encore, il paie de son sang le prix de la liberté. Mais pourquoi les Etats-Unis sont-ils entrés en Afghanistan ? Lutter contre les talibans ? Traquer Ben Laden ? Empêcher le trafic de drogue ? S'approcher de la Chine ? En sortiront-ils et dans quelles conditions ?



COUP D'OEIL SUR L'AFGHANISTAN

GEOGRAPHIE
- Capitale : Kaboul
- Superficie : 647 500 km²
- Nombre d'habitants : 29 835 392 (38 hab. /km²)

SOCIETE
- Composition : pays multiethnique avec notamment Pachtounes (38%), Hazaras (24%), Tadjiks (25%) et Ouzbeks (7%).
- Espérance de vie : 45 ans
- Population de moins de 15 ans : 42,3%
- Taux d'alphabétisation : 28,1%



POLITIQUE
- Régime : république islamique
- Président : Hamid Karzaï
- Indépendance : 1919 (du Royaume-Uni qui exerçait une tutelle diplomatique)

ECONOMIE
- PIB : 11,5 milliards $ (2008)
- Ressources : agriculture, minerais, récente découverte de gisements gaziers et pétroliers
- Taux de croissance : 8,2% (2010)
- PIB/habitant : 1000 $ (2010)
- IDH: 0,349 (158ème)
- Taux de chômage : 35% (2008)
- Population sous le seuil de pauvreté : 51%

Comment se compose le peuple afghan?

Il est important de savoir que l'Afghanistan est un pays multi-ethnique. Le groupe principal (environ 50%) est celui des Pachtounes, le second, celui des Tadjiks. Ces deux ethnies parlent la même langue, le dari, une langue perse.

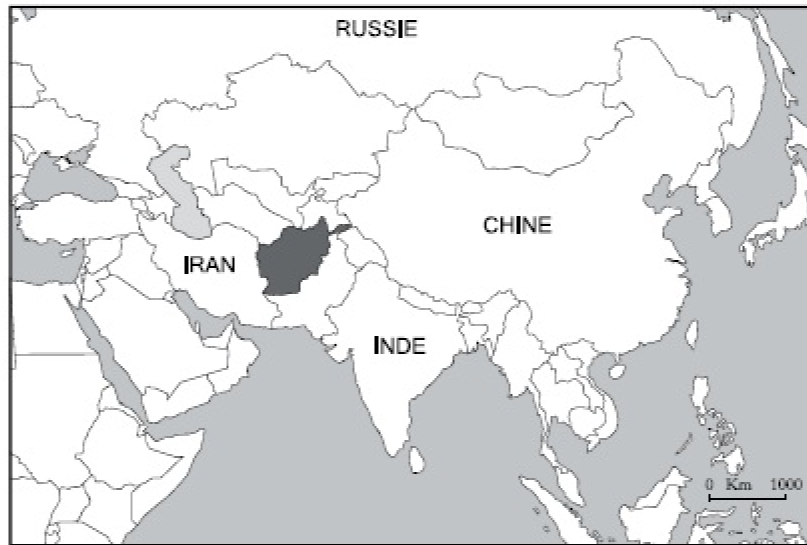
Ensuite, vous avez la communauté chiite dans la province de Herat, autrefois persane. Au nord, les communautés d'origine turque, sous la direction du général Dostom.
Toutes ces ethnies sont également présentes dans les pays voisins. Ainsi, les Pachtounes constituent le deuxième groupe au Pakistan. Les Tadjiks sont bien sûr au Tadjikistan, les Kazakhs au Kazakhstan et les chiites d'Hérat se retrouvent en Iran. Ceci explique pourquoi le « problème afghan » a un grand impact sur toute la région. Tout est mêlé.

Comment caractériseriez-vous les Afghans ?

Ils sont très indépendants. Ils n'acceptent pas la domination et sont prêts à se battre et à mourir pour l'indépendance, peu importe la puissance de l'ennemi. Patience et endurance sont les grands atouts de ce peuple capable de supporter les guerres à répétition.

Pourtant les Afghans sont souvent présentés comme des gens pas très fiables…

Si un Afghan vous offre sa protection et vous accueille, il ne vous trahira jamais. Il préférera se battre avec vous et mourir, plutôt que de voir sa promesse brisée. Aucun autre peuple ne possède cette qualité. Ces gens peuvent sembler pauvres et primitifs, mais ils possèdent la plus haute civilité et une grande dignité. Ils détiennent aussi une culture du secret et une psychologie très forte contre leurs ennemis.



L'Afghanistan, centre stratégique de l'Asie

Quelle est la richesse de ce pays ? Pourquoi le contrôle de cette région est-il si important pour les grandes puissances ?

L'Afghanistan possède des minéraux, du gaz et même du pétrole. Mais ce n'est pas l'explication principale de l'intérêt des Occidentaux. Regardez plutôt la carte : sa frontière commune avec la Chine est un élément important. En fait, l'Afghanistan est une clé pour contrôler l'Asie : c'est le continent qui connaît le plus fort développement économique et là va se jouer la bataille pour la domination mondiale. Les Etats-Unis veulent absolument empêcher que s'y forme une alliance entre les principales puissances asiatiques : Russie, Chine et Iran, sans oublier l'Inde. Ils veulent conserver le contrôle de cette zone.

Économiquement et industriellement, les Etats-Unis sont une puissance en déclin depuis une trentaine d'années. A la fin des années 90, les néoconservateurs se concentrent sur cette question. Ils forment un *think tank* (groupe de réflexion) qui élabore une nouvelle stratégie, appelée *« Projet pour un Nouveau Siècle Américain »* (PNAC). Il s'agissait notamment de remodeler un « Grand Moyen-Orient » qui inclurait le Pakistan, l'Afghanistan et l'Asie centrale.

Vous voyez, eux aussi considèrent que tout est lié dans cette zone.

Quel est l'objectif de ce plan « Grand Moyen-Orient » ?

Si vous contrôlez cette région, vous avez la mainmise sur les principales richesses énergétiques du monde. Un instrument de chantage très convaincant ! Cette arme peut être utilisée contre la Chine et le reste de l'Asie, tout en limitant l'influence de la Russie.

Pourtant, l'invasion de l'Afghanistan en 2001 a été présentée comme une réponse aux attentats du 11 septembre…

Il n'existe aucun lien entre ces événements et l'Afghanistan ou le gouvernement des talibans. Ceux-ci avaient d'ailleurs dit à Bush que s'il pensait que Ben Laden était l'auteur des attentats, il fallait en avancer les preuves. Ils avaient proposé de le traduire devant un tribunal d'un pays islamique neutre. Mais les Etats-Unis n'ont fourni aucune preuve et ils ont bombardé le pays.

Dans le but, nous dit-on, de pacifier le pays, d'apporter la démocratie, de gagner le cœur et les âmes des habitants…

Mais c'est le contraire qui se passe ! La réalité, ce sont les bombardements, les massacres de civils. Quand un, deux, trois ou dix soldats de l'Otan se font attaquer, l'Alliance envoie des avions B-52. Ils bombardent des mariages ou des funérailles. Les forces de l'Otan utilisent notamment la « bombe à fragmentation » CBU 87. Cette « bombe-mère » pèse 450 kilos et, lorsqu'elle est lâchée, elle disperse 202 petites bombes équipées d'un parachute. De plus, une partie de ces engins n'explosent pas automatiquement au contact du sol si bien que des experts estiment que des milliers de ces petites bombes sont aujourd'hui

répandues en Afghanistan (et aussi en Yougoslavie), comme de véritables mines. En fait, la seule force des troupes de l'Otan, c'est leur capacité technologique, leurs avions dernier cri. Mais ce sont des lâches, ils envoient un tapis de bombes de loin et de haut. Est-ce comme ça qu'on apporte la paix ?

Un autre motif invoqué pour justifier la guerre : la situation des femmes afghanes. En 2002, Georges W. Bush se félicitait : « Le drapeau américain flotte au-dessus de notre ambassade à Kaboul. *(…)* Et, aujourd'hui, les femmes de l'Afghanistan sont libres. *».*

La question des Afghanes est un thème instrumentalisé par la propagande guerrière des Etats-Unis. Ces femmes n'ont pas attendu les talibans pour être opprimées. Pourquoi la Maison-Blanche s'en soucie-t-elle seulement aujourd'hui ? Tout cela est très hypocrite.
En fait, les Afghanes ont connu un âge d'or lorsque le pays était dirigé par un gouvernement socialiste dans les années 70 et 80. Il n'y avait jamais eu autant de femmes médecins, professeurs ou avocates en Afghanistan. Et les Etats-Unis, qui prétendent se soucier des Afghanes, ont lutté contre ce gouvernement en soutenant les moudjahidins, des fondamentalistes réactionnaires. Bien avant l'ère des talibans donc, la situation des Afghanes a commencé à se détériorer comme en témoignait une jeune veuve en 1995 : « *Pendant trente ou quarante ans, les femmes ont été libres. Le voile est venu avec les moudjahidins. Ce sont eux aussi qui cassaient les télés, interdisaient les cassettes, pillaient les maisons.* »
Enfin, Georges W. Bush allait un peu vite en besogne lorsqu'ils disaient que les femmes d'Afghanistan étaient libres à présent. La réalité, c'est que le pays est plongé dans le chaos. Le président Hamid Karzaï soutenu par les Etats-Unis ne parvient pas à imposer son autorité et sacrifie la condition des Afghanes pour des alliances avec les différentes communautés. Le gouvernement a, par exemple, fait passer une loi permettant d'adapter le code de famille selon les

ethnies. Le viol conjugal serait ainsi autorisé. De même, l'âge minimum pour le mariage serait revu à neuf ans. C'est encore pire que sous les talibans !

Avec une telle puissance de feu, l'Otan devrait gagner cette guerre. D'autant que les membres de l'Otan ont envoyé leurs troupes après les attentats du 11 septembre en solidarité avec les USA…

Oui, pourtant le bilan est catastrophique : après dix années de présence, les coûts sont très importants et les résultats ne suivent pas. Malgré leur matériel sophistiqué et une présence militaire imposante, ils n'ont pas réussi à stabiliser un gouvernement afghan fantoche, qui ne contrôle qu'un tout petit périmètre de 30 kilomètres autour de la capitale. Ils sont dans l'impossibilité de contrôler tout le pays !

Et ça coûte des fortunes aux contribuables européens !

Oui, cette guerre coûte à présent aussi cher que celle contre l'Irak. Malgré cela, on peut dire aujourd'hui que l'Otan a été vaincue.

Vraiment ?

Elle n'a aucun contrôle sur le terrain et les Afghans continuent à résister malgré les bombardements journaliers. La logistique des troupes de l'Otan passe surtout par le Pakistan et la ligne de Peshawar. Mais, sur cette route, 40 à 50% du matériel est détruit ou capturé par la résistance. Il est, par exemple, facile et peu coûteux de placer trois jeunes gens dans les montagnes, armés de mortiers et de kalachnikovs pour détruire les convois qui passent à leur portée. L'ancien ministre Richard Holbrooke, envoyé spécial d'Obama en Afghanistan, a d'ailleurs déclaré juste avant sa mort que les Etats-Unis avaient été vaincus et

devaient quitter la région.

Mais ils restent ! Pourquoi ?

Avant tout pour une raison psychologique. Le prestige est un gros problème pour les Etats-Unis et l'Otan. Quitter l'Afghanistan après une défaite implique le fait que les Etats-Unis pourraient perdre d'autres régions. N'importe qui pourrait se soulever contre eux et les vaincre.

Les puissances occupantes en Afghanistan accusent la résistance de trafic de drogue…

La résistance, y compris les talibans, a tiré les leçons des erreurs commises dans le passé. Lorsqu'ils étaient au pouvoir, les talibans avaient interdit la culture du pavot et même détruit de nombreux champs. Ce faisant, ils se mettaient à dos une partie des paysans qui étaient très pauvres et avaient besoin de ces revenus. Maintenant que les puissances étrangères occupent le pays et que la résistance s'est formée, les talibans laissent les paysans cultiver le pavot et ils imposent une taxe.

Bon, c'est pas très moral quand même !

Il est important de bien comprendre que l'opium est un produit industriel. Pour le produire, il faut un chimiste et un laboratoire. Ensuite, une fois l'opium produit dans une usine, il faut un réseau logistique pour écouler la marchandise. Elle sera vendue sur le marché qui rapporte le plus de profits, c'est-à-dire aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest.
Bref, il faut une très bonne base logistique et de bons services de renseignements pour pouvoir apporter ce produit sur son lieu de consommation. La résistance afghane ne possède pas ces capacités. Si le peuple

afghan avait la capacité de produire de l'opium, l'Afghanistan serait un pays hautement développé et tout le monde aurait un diplôme de chimie en poche.

Qui alors produit les drogues dérivées de l'opium et qui contrôle le trafic ?

Ce sont les seigneurs de guerre soutenus et placés au gouvernement par les Etats-Unis. Avec l'aide des services secrets des puissances occupantes.

La CIA se finance avec la drogue

Durant la Guerre froide, la CIA mena de nombreuses opérations secrètes contre le communisme. Pour éviter le contrôle de ses budgets par le Congrès, elle alimenta sa caisse noire avec des trafics de drogue. Elle put ainsi dépenser cet argent comme elle le souhaitait, en toute impunité.

L'historien Alfred W. McCoy a relevé des preuves flagrantes de l'intimité de la CIA avec le commerce de la drogue : Sicile, Marseille, Naples, Laos, Birmanie, Afghanistan, Pakistan, cartels latino-américains... La CIA a fourni aux gros bonnets de la drogue armement, soutien politique et logistique, immunité…

Du débarquement en Sicile…

La complicité des services de renseignements US avec la pègre trouve son origine dans les années 40. A l'époque, l'OSS, l'ancêtre de la CIA, collabore avec la mafia sicilienne pour préparer le débarquement des GI's sur l'île. Les renseignements US ont besoin d'informations de première main pour élaborer l'opération militaire. De leur côté, les mafiosi sont ravis de participer à la lutte contre le régime de Mussolini qui a mené la vie dure aux activités criminelles de la Cosa nostra.

Les fascistes tombés, la collaboration ne s'arrête pas pour autant. Washington et les démocrates-chrétiens d'Italie craignent que la chute de Mussolini ne profite aux communistes qui se sont montrés particulièrement actifs dans la résistance et ont gagné la sympathie de l'opinion publique. Pour les bloquer, les Etats-Unis et les démocrates-chrétiens s'appuient sur les mafiosi connus pour leur piété. Des membres de la pègre se voient ainsi confier

des postes-clé dans le nouvel appareil politique italien. Victor Marchetti, un ancien agent de la CIA, explique : *« La CIA s'est appuyée sur l'anticommunisme viscéral de la mafia pour contrôler l'Italie »*. Pistonnée à tous les niveaux de pouvoir, la mafia va ainsi acquérir les moyens de poursuivre ses activités criminelles en toute impunité. La pègre a gangrené la société italienne et comme le remarque Leoluca Orlando, ancien maire de Palerme connu pour sa lutte contre la Cosa nostra : *« Les Américains ont une grande part de responsabilité dans le pouvoir qu'a acquis la mafia. »*.

… à la *French Connection*

La pègre italienne a bien rempli les caisses noires de la CIA. Alors qu'il aurait dû purger une peine de 50 ans aux USA, le célèbre parrain Lucky Luciano est libéré en 1946 pour avoir aidé les renseignements US à contacter la Cosa nostra. Retourné en Sicile, il développe avec les Corses un vaste réseau de trafic d'héroïne : la *French Connection*. La drogue vient d'Asie du Sud-Est, où les USA sont bien implantés. On est en pleine guerre du Viêtnam et au Laos, par exemple, la CIA finance la guérilla anti-communiste de Vang Pao avec un trafic d'opium. Pour le transport, elle utilise une compagnie écran : *Air America*.
Une enquête de Gary Webb, lauréat du Prix Pulitzer, a aussi révélé que l'agence a inondé de crack les ghettos des villes US durant les années 80, portant un coup fatal au mouvement contestataire des *Black Panthers*. L'argent récolté permit de financer les terroristes *contras* au Nicaragua. Gary Webb fut retrouvé mort de deux balles dans la tête en 2004. Un suicide, selon la Justice.

Les guerres afghanes et le trafic d'opium

En Afghanistan, la CIA a eu recours aux mêmes méthodes pour financer les combattants opposés aux troupes soviétiques. En 1979, lorsqu'a débuté le conflit, plus aucun agent de la DEA (agence de lutte antidrogue US) n'était présent au Pakistan ou en Afghanistan. La production d'opium ainsi que le trafic d'héroïne explosa, les cargaisons affluèrent vers l'Europe et les USA.

Durant les vingt ans qui ont suivi, la CIA protégea les nombreux acteurs de la chaîne allant de la culture du pavot à la distribution d'héroïne.

La production d'opium en Afghanistan passa durant ce laps de temps de 250 à 4600 tonnes par an. Pendant les années 80, le Pakistan abritait 100 à 200 raffineries d'héroïne. Le général Fazle Haq, gouverneur de la Province de la Frontière-du-Nord-Ouest, contrôlait ces raffineries. En 1986, lors d'un congrès tribal à Wana, il déclara publiquement que l'héroïne était une ressource pakistanaise lucrative.

L'héroïne raffinée au Pakistan provient de l'opium produit en Afghanistan. Dans la fertile vallée de Helmand, le chef de guerre Hekmatyar contrôlait cette production. Il travaillait directement pour la CIA. Les profits des trafiquants pakistanais et afghans étaient déposés à la banque BCCI (Bank of Credit and Commerce International). Tout cela se passa avec l'accord du président pakistanais de l'époque, Mohamed Zia-ul-Haq, et la complicité de l'ISI, les services de renseignements pakistanais.

La production d'opium et le trafic d'héroïne ont ainsi atteint des proportions dramatiques. Si bien que David Musto, membre du conseil stratégique de la Maison Blanche sur les questions de drogue dans le gouvernement Carter, demanda : « *Nous allons en Afghanistan pour soutenir les cultivateurs d'opium dans leur rébellion contre l'URSS. Ne devrions-nous pas essayer d'éviter ce que nous avons accompli au Laos ? Ne devrions-nous pas essayer de payer les cultivateurs s'ils éliminent leur production d'opium ?* » Ces questions furent suivies par un silence lancinant.

Et aujourd'hui?

Trente ans plus tard, il semble que la CIA applique les mêmes recettes. L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime estime la production d'opium afghan à 6.900 tonnes pour l'année 2009. Et d'après Marcel Chouet, ancien patron du renseignement français, « *le trafic de drogue en Afghanistan est assuré par des militaires américains* ». Alors que l'Afghanistan n'a aucun accès à la mer, la drogue n'emprunte pas les chemins cabossés des montagnes mais bien la voie des airs, par l'entremise des aérodromes et des gros porteurs sous contrôle US. Des junkies de Los Angeles aux commerçants rackettés dans le sud de l'Italie en passant par les paysans du Laos ou d'Afghanistan, beaucoup ont payé et paient encore les pratiques douteuses de la CIA flirtant avec le crime organisé, le terrorisme et la drogue.

Une accusation très grave !

L'opium est en réalité un produit de la CIA. Ils appellent cela les « black op's » (opérations noires). Ils se chargent de transporter la drogue vers l'Occident et de la vendre. L'argent sale ainsi récolté sert à financer la déstabilisation de pays considérés comme ennemis. Cet argent atterrit dans une caisse noire qui échappe à tout contrôle parlementaire. Il n'est donc plus nécessaire de faire approuver certains budgets. La caisse noire peut être utilisée en toute discrétion, sans donner aucune justification pour les sommes dépensées.

Aujourd'hui, comment cela se passe-t-il en pratique ?

La drogue est convoyée par les Étasuniens dans des avions fantômes sans immatriculation ou sans permis d'atterrir. Elle s'envole et peut atterrir sur leurs bases dans tout pays dépendant des USA. Par exemple à Mons, en Belgique.

Et le gouvernement belge ne leur pose aucune question ?

Ils sont étroitement liés à Washington et se taisent. Vous savez, il y a des activités étasuniennes à Bruxelles dont le gouvernement belge ignore tout !

Revenons à l'Afghanistan. Finalement, nous ne connaissons pas cette société, on présente les Afghans comme des « sauvages » sans une histoire particulière…

Et c'est pourtant une histoire originale et instructive. Ainsi, les Pachtounes ont créé la « Loya Jirga » (en français : grande réunion) pour appliquer la démocratie. Des chefs de tribus viennent de tout le pays pour parler de la paix et de la guerre. Cette assemblée se rassemble chaque fois qu'il faut prendre de grandes décisions.
En 1747, la naissance de l'Afghanistan s'est réalisée de l'intérieur. Ce n'était pas une création étrangère des puissances colonialistes. Son premier roi Ahmad Shâh Durrani, a collaboré avec la Jirga pour instaurer l'Afghanistan dans les limites qui sont encore les siennes.

Un pouvoir féodal quand même, très concentré et centralisé…

Attention, les Pachtounes ont su intégrer les différentes ethnies dans leur pays, ils ne les ont pas colonisées. Et dans ce système, certes féodal, les paysans ont des droits. On ne peut pas les tuer impunément.
Bien sûr, il y a un Etat qui chapeaute le peuple. Mais c'est très différent de l'Etat bourgeois européen très centralisé avec son code napoléonien, sa police, son

armée. L'Etat est basé sur un système qui découle de l'assemblée traditionnelle. Ici, l'armée est constituée de paysans. En cas de guerre, le pouvoir central lance un appel, et le peuple y répond en prenant les armes pour se défendre lui-même. Les Afghans avaient besoin en 1747 d'un Etat, ils l'ont donc créé. Et quelques années après sa création, il a joué un rôle très important lorsque les colonialistes se sont approchés…

L'Afghanistan les intéressait ?

Il faut bien garder en mémoire que l'Eldorado des pays colonialistes à cette époque est l'Inde et ses richesses contrôlées par les Britanniques. Or, l'impérialisme russe se renforce. Il bat l'Empire ottoman en 1840 et prend le contrôle du Caucase et de l'Asie centrale. Les troupes russes se dirigent alors vers l'Inde. Du coup, la Grande-Bretagne prend peur et veut protéger sa colonie. Ainsi, éclate la première guerre anglo-afghane de 1838 à 1842.

Que veulent alors les Britanniques ?

Utiliser les Afghans contre les Russes. Mais on ne peut pas manipuler les Afghans. Peu importe les sommes qu'ils reçoivent, ils ne se laissent pas influencer. Ils refusent le harcèlement des Britanniques et les traitent sur un pied d'égalité avec les Russes. Alors, la Grande-Bretagne envahit l'Afghanistan et parvient jusqu'aux portes de Kaboul. Mais les personnages qu'elle met au pouvoir n'ont aucun succès et les troupes britanniques se retrouvent encerclées et privées de ravitaillement. Leur défaite est cuisante. Seuls trois cents soldats parviendront à quitter le pays !

Mais cela n'empêchera pas Londres de déclencher la seconde guerre anglo-afghane en 1878 ?

Toujours le même objectif : contenir l'expansion russe en Asie centrale afin de protéger les intérêts coloniaux anglais. Cette nouvelle guerre est menée par Sir Durand, un gouverneur britannique. Un corps de quarante mille hommes prend le contrôle de Kaboul et la Russie n'intervient pas. Mais un soulèvement populaire massacre le consul et relance les hostilités.

Ne parvenant pas à éliminer cette résistance, Sir Durand va finalement se retirer. Mais en utilisant la traditionnelle stratégie britannique « diviser pour régner », il sépare le territoire pachtoune en deux. Cette ligne Durand sera la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan, une frontière que les Pachtounes ne reconnaissent toujours pas. En 1947, la première nation qui s'opposera à la reconnaissance du Pakistan par l'ONU, ce sera l'Afghanistan.



La ligne Durand scinde le territoire pachtoune en 1893

Le Pakistan actuel ne faisait pas partie de l'Inde ?

Non, la plus grosse partie appartenait à l'Afghanistan. Il a été occupé par les Britanniques suite à la première guerre contre l'Afghanistan.

Après la défaite de l'Allemagne en 1918 survient la troisième guerre anglo-afghane…

Les Afghans veulent leur indépendance totale, mais 14-18 permet un saut qualitatif dans l'art de la guerre. Le pétrole est devenu pour la première fois un élément décisif dans les combats. Très « primitifs », les Afghans n'avaient jamais vu d'artillerie lourde, de chars, ni d'avions. La Grande-Bretagne avait rassemblé 740.000 hommes. Malgré cette supériorité en nombre et en armes, la Grande-Bretagne sera vaincue, surprise par la stratégie de guérilla des Afghans. L'indépendance est enfin acceptée. Londres ouvre une ambassade et instaure des relations diplomatiques avec son ancien ennemi.

En 1919, les Afghans se retrouvent donc indépendants. L'Empire de Russie a disparu et l'Union soviétique se met en place. C'est un voisin totalement différent ! Quelles sont les relations des Afghans avec l'URSS ?

Dans un premier temps, les Anglais tentent de manipuler les Afghans et de les monter contre les Soviétiques. Mais les Afghans se rapprochent de leur voisin communiste, les relations s'améliorent et, pour la première fois, l'Afghanistan se modernise. Des routes sont construites, on ouvre des écoles et des universités. Des étudiants partent en URSS.

En fait, l'Afghanistan et l'Union soviétique font face à des problèmes semblables. Les deux pays possèdent de multiples ethnies dont certaines sont opprimées. Le modèle soviétique internationaliste est attractif aux yeux de nombreux Afghans et les liens entre les deux pays deviennent très forts. L'influence des Soviétiques dans la modernisation et le développement de l'Afghanistan sera plus importante que celle des Occidentaux.

Quelles sont alors les relations entre l'Etat afghan et les pays occidentaux ?

Il existe des liens diplomatiques. Les Occidentaux y ont des ambassades. A cette époque, des éléments de modernisation et de développement capitaliste apparaissent à l'intérieur du pays. La leçon des guerres précédentes est claire : on ne peut pas jouer avec le destin des Afghans et on ne peut pas les utiliser comme des pions pour servir des puissances extérieures. Si vous voulez les asservir, vous serez combattu. Par contre, vous pouvez marchander et faire du commerce avec eux. Ils acceptent que les pays étrangers construisent leurs ambassades à Kaboul, mais entendent rester maîtres chez eux.

Et quelles sont les relations avec le reste du monde ?

Toute l'Afrique et l'Asie étaient encore sous régime colonial. Seul quelques pays d'Amérique du Sud avaient acquis leur indépendance. L'Afghanistan constitue alors une exception dans la région avec son régime indépendant. Il noue des relations diplomatiques avec de nombreux pays. C'est un membre fondateur de la Société des Nations en 1919, puis de l'ONU en 1945.

Vous dîtes que la société afghane se modernise ?

Oui, elle évolue au contact de ces courants intérieurs et extérieurs. Une petite classe ouvrière apparaît, et des classes éduquées émergent, mais le pays reste essentiellement rural. Cette classe éduquée va étudier en Union soviétique, en France, en Angleterre… Une bourgeoisie marchande et compradore se forme. Les agents commerciaux étrangers apportent de nouvelles technologies. Enfin, une armée moderne est créée. Elle deviendra un pilier de l'Etat. En effet, l'armée regroupe dans un même cadre des personnes provenant de toutes les ethnies et de toutes les classes sociales : en ce sens, elle contribue à former le peuple afghan.

En 1965, est créé le Parti Démocratique du Peuple Afghan (PDPA), un parti communiste qui va bouleverser la situation…

Oui, la création du premier parti politique moderne est un événement crucial pour le pays. Il a été créé par la petite bourgeoisie, pas par la classe ouvrière. Cependant, bien qu'il ait donné l'image d'une structure unique, il a toujours été divisé en deux camps politiques avec le Khalq d'une part et le Parcham d'autre part. Pour aboutir à une révolution démocratique, le premier affirmait que la classe ouvrière devait jouer le rôle d'avant-garde tandis que le second préconisait une alliance sur pied d'égalité de toutes les classes sociales favorables à la révolution. Cette dissension, analogues à de nombreux mouvements communistes, n'empêcha pas le Khalq et le Parcham de faire front commun lors d'élections organisées en 1965 et en 1969 sous la monarchie de Zaher Chah. Mais les divergences se cristallisèrent dans la stratégie élaborée par ces deux tendances pour obtenir un changement en Afghanistan. Alors que le Khalq, fidèle à sa vision orthodoxe, se constituait une base sociale dans les milieux populaires en veillant à tenir l'élite à l'écart, le Parcham cherchait à noyauter le pouvoir en recrutant des membres parmi la hiérarchie militaire et les bureaucrates. Le Parcham arriva à ses fins en se rapprochant du prince Daoud. En août 1973, la monarchie était renversée et le prince devenait le président de la nouvelle république.

Cependant, le nouveau chef d'Etat ne se révéla pas à la hauteur des espoirs mis en lui. A la démocratisation tant voulue, il répondit par la répression de ses opposants. Considérant dans un premier temps le putsch de 1973 comme un moindre mal, le Khalq conclut rapidement qu'il devait reprendre le combat pour une révolution démocratique. De son côté, le Parcham, qui avait participé à la montée au pouvoir du prince Daoud, considéra l'opération comme un échec. Les deux courants décidèrent de faire à nouveau cause commune pour renverser

le régime : la réunification du PDPA s'opérait en 1977. Un an plus tard, le prince Daoud fut renversé et le PDPA prit le pouvoir avec Mohamed Taraki à sa tête. Ceci fut la meilleure période pour le peuple afghan. Ce gouvernement procéda à de vastes réformes agraires pour aider les paysans pauvres. Il construisit des routes, des écoles, des infrastructures de santé. Ce fut également la meilleure période pour les femmes, avec un grand programme d'alphabétisation. Evidemment, ces réformes suscitaient une forte opposition des couches les plus réactionnaires du pays.

On dit souvent que le problème a commencé avec l'invasion soviétique, en 1979, qui a soudé la population…

Non, le problème a commencé plus tôt. Avant même que l'URSS ne soit entrée en Afghanistan pour soutenir le gouvernement, les Etats-Unis ont utilisé les Afghans. Pour contrer la révolution, la CIA a armé différents chefs de guerre locaux grâce à des financements saoudiens. Chaque dollar US était complété par un dollar saoudien.

Quels chefs de guerre ont été armés et financés ?

Le Pachtoune Hekmatyar, le Tadjik Massoud, le général kazakh Dostom et Ismail Khan de Herat. Tous des représentants de la vieille société féodale et tribale. Les éléments les plus réactionnaires, voilà sur qui se sont appuyés les Etats-Unis !

Ce faisant, les Etats-Unis ont-ils tendu un piège à l'URSS ?

Oui, et d'ailleurs Zbigniew Brzezinski qui gérait alors la politique internationale des USA sous la présidence de Jimmy Carter, s'en est vanté plus tard… Les

Etats-Unis venaient de subir une lourde défaite au Vietnam après deux décennies de guerre coûteuse et impopulaire. Brzezinski développa la théorie du « piège à ours » : profiter de l'occasion pour enliser l'URSS dans son Vietnam à elle. Les Étasuniens ont donc envoyé les « moustiques » pour aller déranger l'ours.

Brzezinski: « Les USA ont financé les islamistes en Afghanistan »

Le 15 janvier 1998, Zbigniew Brzezinski est interviewé par l'hebdomadaire français *Le Nouvel Observateur*…

Le Nouvel Observateur — L'ancien directeur de la CIA Robert Gates l'affirme dans ses Mémoires : les services secrets américains ont commencé à aider les moudjahidine afghans six mois avant l'intervention soviétique. A l'époque, vous étiez le conseiller du président Carter pour les affaires de sécurité. Vous avez donc joué un rôle-clé dans cette affaire. Vous confirmez ?

Zbigniew Brzezinski. — Oui. Selon la version officielle de l'histoire, l'aide de la CIA aux moudjahidine a débuté courant 1980, c'est-à-dire après que l'armée soviétique eut envahi l'Afghanistan, le 24 décembre 1979. Mais la réalité, gardée secrète jusqu'à présent, est tout autre : c'est en effet le 3 juillet 1979 que le président Carter a signé la première directive sur l'assistance clandestine aux opposants du régime pro-soviétique de Kaboul. Et ce jour-là, j'ai écrit une note au président dans laquelle je lui expliquais qu'à mon avis cette aide allait entraîner une intervention militaire des Soviétiques.

N. O. — Lorsque les Soviétiques ont justifié leur intervention en affirmant qu'ils entendaient lutter contre une ingérence secrète des Etats-Unis en Afghanistan, personne ne les a crus. Pourtant, il y avait un fond de vérité... Vous ne regrettez rien aujourd'hui ?

Z. Brzezinski. — Regretter quoi ? Cette opération secrète était une excellente idée. Elle a eu pour effet d'attirer les Russes dans le piège afghan et vous voulez que je le regrette ? Le jour où les Soviétiques ont officiellement franchi la frontière, j'ai écrit au président Carter, en substance : *"Nous avons maintenant l'occasion de donner à l'URSS sa guerre du Vietnam."* De fait, Moscou a dû mener pendant presque dix ans une guerre insupportable pour le régime, un conflit qui a entraîné la démoralisation et, finalement, l'éclatement de l'empire soviétique.

N. O. — Vous ne regrettez pas non plus d'avoir favorisé l'intégrisme islamiste, d'avoir donné des armes, des conseils à de futurs terroristes ?

Z. Brzezinski. — Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ? Les talibans ou la chute de l'empire soviétique ? Quelques excités islamistes ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide ?

Qu'ont fait les Etats-Unis et les « moustiques » en pratique ?

Durant les années 70, ces gens étudiaient à l'université de Kaboul. La plupart d'entre eux devinrent anticommunistes, opposés au parti. Après la révolution de 1979, ils prirent la fuite vers le Pakistan où ils furent recrutés par le service de renseignements pakistanais ISI qui leur fournit des armes via la CIA et l'argent saoudien. Le Pakistan voisin était alors dirigé par le général Zia-ul-Haq qui venait de faire pendre le Premier ministre Bhutto (le père de Benazir). Le Pakistan devint un Etat fantoche des USA et il servit à organiser l'encadrement et le soutien aux moudjahidines.

Pourquoi les USA voulaient-ils cette guerre ?

L'Occident traversait une grave crise économique depuis 1973. Pour s'en sortir, il cherchait à ouvrir de nouveaux marchés et à battre l'Union soviétique. De plus, les Etats-Unis venaient de perdre le contrôle de l'Iran en 1979. Pour toutes ces raisons, ils devaient donc se montrer très agressifs.

Vous dites « l'Occident ». Cette volonté de battre l'Union soviétique était partagée par d'autres puissances ?

Il existait à l'époque un front anticommuniste mondial qui soutenait le programme du président Reagan. Tous les partis chrétiens démocrates européens s'y sont engagés pleinement, ainsi que des ONG comme Médecins Sans Frontières.
Mais un rôle majeur a été joué par les Saoudiens qui voulaient répandre leur contre-révolution islamique. Ils utilisèrent cette situation qui existait en Afghanistan. Ils embauchèrent de jeunes Arabes et Africains dans les pays européens pour aller faire la guerre en Afghanistan. Même à Bruxelles, à cette époque, les Saoudiens recrutaient ouvertement dans les mosquées pour soutenir les moudjahidines. Il fallait être *« solidaire avec les musulmans »* et *« battre l'Empire du mal »*. L'ennemi à abattre était l'Union soviétique. Cette Ligue anticommuniste comprenait aussi les services secrets sud-coréens, la secte Moon, des organisations islamiques radicales créées par les Saoudiens, le Mossad israélien et la CIA.

Pourquoi le Pakistan s'est-il retrouvé impliqué dans ce conflit ?

Depuis la fin de la deuxième guerre anglo-afghane, le territoire pachtoune est scindé en deux. N'ayant jamais accepté cette frontière, l'Etat afghan se retrouva en lutte contre son voisin pakistanais. Après l'indépendance du Pakistan, en 1947, l'Afghanistan conclut une alliance avec l'Inde pour combattre ce nouveau

pays.
La bourgeoisie pakistanaise, quant à elle, souhaitait pouvoir s'étendre sur le marché d'Asie centrale. Elle avait donc besoin d'un Etat afghan faible et perméable à ses besoins. Zia-ul-Haq a alors désigné les Pachtounes comme seuls responsables de l'apport d'armes aux moudjahidines anti-gouvernementaux. Pourtant, les moudjahidines comportaient non pas un, mais quatre courants ethniques : Pachtoune, Kazakh, Tadjik et Persan.

Encore « diviser pour régner »…

Évidemment. L'élite pakistanaise ne pouvait se permettre de rassembler ces quatre courants dans un mouvement afghan unique. Elle a donc favorisé la politique de division et de balkanisation de l'Afghanistan pour rendre toute alliance entre eux impossible. Elle ne les a pas armés de manière similaire, mais au contraire elle a favorisé certains et affaibli d'autres.

L'URSS quitte l'Afghanistan en 1988, les communistes proposent un gouvernement de coalition, que les moudjahidines refusent. Ces derniers poursuivent la guerre pendant quatre ans pour conquérir les villes. Finalement, le commandant Massoud s'empare de Kaboul, mais ce n'est pas le calme pour autant…

La destitution du président Najibullah en 1992 est suivie de l'instauration d'un gouvernement islamique intérimaire. Les seigneurs de guerre se partagent le territoire en fonction de critères ethniques. Le président par intérim Rabbani et le commandant Massoud, à la tête des unités tadjikes, se battent contre le chef pachtoune Hekmatyar pour le contrôle de la capitale. En quatre ans, ces combats coûtent la vie à plusieurs milliers d'Afghans et provoquent l'exode de plus de deux cent mille civils.

Pourtant, les chefs de guerre s'étaient mis d'accord pour assumer la présidence par rotation tous les six mois, mais ça ne marchait pas…

Le premier président a été le Tadjik Rabbani. Le tapis rouge lui fut déroulé par Reagan à la Maison-Blanche. Il devait céder ensuite sa place au Pachtoune Hekmatyar. Mais après six mois à la tête du pays, il refusa. La guerre civile éclata et Kaboul fut détruite. La capitale d'Afghanistan se trouva durant plusieurs années sans eau courante, ni téléphone, ni électricité.

Le bilan de cette grande croisade anticommuniste de l'Occident ne fut pas très positif sur le terrain…

Ces chefs de guerre ont détruit douze mille écoles. Tout le système agraire a été désorganisé. Tous les services publics essentiels furent détruits, car c'était « du communisme ». En réalité, les Afghans ont détruit leur potentiel de développement en se lançant dans la croisade anti-communiste que les USA avaient favorisée.

Et ça n'a pas fait du bien à la région non plus…

Les Etats-Unis, après s'en être servis, ont jeté les seigneurs de guerre comme un préservatif usagé. Le Pakistan voisin était très affaibli. Détruit par la guerre et forcé d'accueillir de nombreux réfugiés, il n'a tiré aucun profit de la situation.

Mais finalement, les Etats-Unis non plus…

Oui, les impérialistes n'ont pas anticipé la création d'Al-Qaïda. Ils n'ont vu que ce qu'ils voulaient voir : leurs intérêts immédiats. Mais la situation mondiale a fortement changé après la chute de l'URSS, avec l'invasion de l'Irak et aussi par

l'affaiblissement des économies occidentales…

Comment se fait-il que dans cet « Afghanistan libéré », les talibans soient arrivés au pouvoir ?

A cause du chaos créé par l'Occident. Les Etats-Unis avaient manipulé le Pakistan et l'Afghanistan, et ces deux pays étaient en ruine. L'Inde avait gagné en puissance. La bourgeoisie pakistanaise se rendit compte que le monde avait changé. Elle voulut développer son industrie et décréta que le nouveau marché d'Asie centrale lui revenait. Pour se renforcer, elle devait exporter plus de biens vers ces pays. Cela nécessitait un Afghanistan pacifié, car on ne peut pas faire du commerce dans un pays en guerre. Donc, ils ont soutenu les talibans.

*Qui étaient ces « talibans » ? Aujourd'hui, les Etats-Unis les combattent mais en 1996, l'ancienne secrétaire d'Etat Madeleine Albright avait salué leur arrivée au pouvoir comme « *un pas positif *»…*

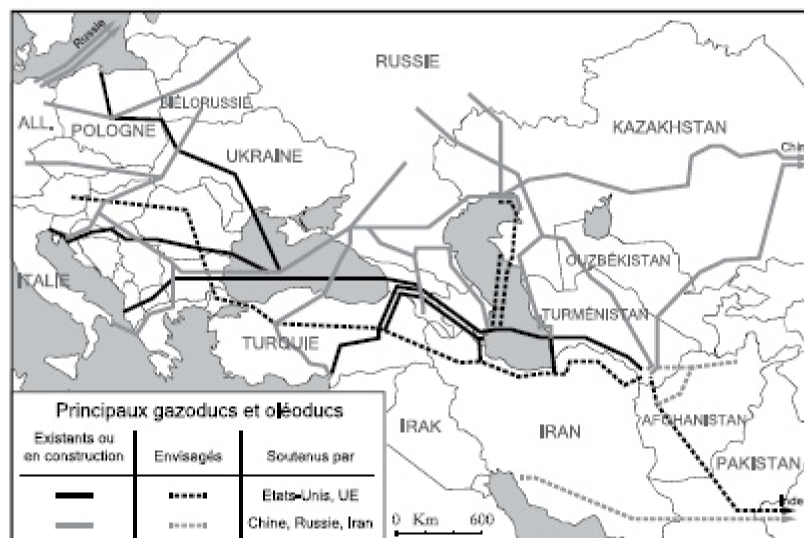
C'étaient de jeunes Afghans (« talibans » veut dire « étudiants ») réfugiés au Pakistan à cause des conflits. Le peuple afghan était fatigué de la guerre et de la misère qu'elle provoquait. Il était lassé de ces chefs de guerre qui ne pensaient qu'à leurs intérêts égoïstes.

C'est dans ce contexte que les talibans ont émergé, soutenus par différents acteurs. La première ministre pakistanaise Benazir Bhutto résumait l'opération ainsi : « *L'idée était anglaise, le financement saoudien, la supervision pakistanaise et l'armement américain.* »

Les talibans sont rentrés en Afghanistan, accueillis favorablement par la population qui leur demanda de faire partir les seigneurs de guerre. En très peu de temps, ils ont conquis 90% de l'Afghanistan. Leur idéologie est très primitive, mais ce sont de bons guerriers.

Quels étaient les intérêts des puissances qui soutenaient les talibans ?

Les Saoudiens pensaient qu'en soutenant les talibans, ils pourraient exporter leur vision particulière de l'islam wahhabite en Asie centrale. Tandis que les Etats-Unis pensaient installer un pipeline entre le Pakistan et l'Afghanistan, un pipeline qui aurait amené le pétrole de la mer Caspienne vers le sud de l'Asie, en plein développement, et qui devait apporter de grands profits à la société texane Unocal. Mais pour développer un tel projet, la compagnie pétrolière avait besoin que le pays soit pacifié. Le Pakistan souhaitait également voir la stabilité revenir chez son voisin afghan pour s'ouvrir de nouvelles voies de commerce vers le marché de l'Asie centrale. Chacun avait donc ses propres motivations. Mais ces projets ne tenaient pas compte de l'esprit d'indépendance des Pachtounes et de l'impossibilité de les manipuler. Les talibans ont donc refusé les plans préparés par d'autres.



Bataille de pipelines en Eurasie

Pourquoi ont-ils refusé la construction de ce pipeline ?

Les USA voulaient leur donner 10%, les talibans réclamaient 90%. Ce sont des gens difficiles à approcher et têtus : en mai 2001, six mois à peine avant l'attaque

du World Trade Center, le gouvernement US allouait sans aucun résultat une subvention de 43 millions de dollars au régime taliban dans l'espoir de faire aboutir le projet d'Unocal. Avec le 11 septembre, le projet tomba à l'eau et Washington employa la manière forte.

Le commandant Massoud fut tué le 9 septembre 2001. Qui l'a tué ? Qui le soutenait ?

Quand les talibans ont pris le contrôle de l'Afghanistan, ils ont commis une série d'erreurs. Ils ont notamment tué six diplomates iraniens lors de la prise de Kaboul. Cela a effrayé les Iraniens. Ils ont cru que les talibans étaient les protégés des Saoudiens et qu'ils allaient diffuser l'idéologie wahhabite. Les Iraniens savaient aussi que les Afghans étaient de très bons guerriers qui avaient colonisé une partie de l'Iran. Ils ont donc paniqué.
A ce moment, en 2001, il ne reste plus que trois des anciens chefs de guerre : Ismail Khan, Dostom et Massoud. Ils contrôlent moins de 10% de l'Afghanistan. Massoud est le seul qui continue à combattre les talibans. Il a donc été invité en Europe, notamment à Bruxelles, où aucun président - excepté Bush - n'avait reçu pareil accueil. Il n'était qu'un seigneur de guerre, mais les impérialistes lui ont déroulé un long tapis rouge.
C'est alors qu'Al-Qaïda a envoyé des hommes pour le tuer. Ils se sont présentés comme étant des journalistes. Massoud a accepté l'interview, voulant communiquer avec les Arabes à travers les médias. Les deux faux journalistes ont passé les contrôles de sécurité de son fief et fait exploser la bombe cachée dans leur caméra, tuant Massoud. On le pleura en Occident. On parla du valeureux commandant, du séduisant général. C'était en réalité un assassin, un criminel de guerre qui avait détruit de nombreux hôpitaux et des écoles. C'était un homme de paille des puissances étrangères. Et pour beaucoup d'Afghans, il était surtout celui qui, avec le général Hekmatyar, avait prolongé les combats après le retrait des troupes soviétiques, plongeant le pays dans la guerre civile.

Pachtounes, Ouzbeks et Hazaras ne portaient pas Massoud dans leur cœur.

Près d'une décennie après le lancement de l'opération Enduring Freedom visant à renverser le régime taliban, les Etats-Unis et leurs alliés peinent à vaincre leur ennemi. Se seraient-ils pris les pieds dans ce même piège afghan qu'ils avaient tendu aux Soviétiques des années auparavant ?

Toutes les grandes puissances qui ont tenté de contrôler ce carrefour stratégique au centre de l'Asie se sont cassé les dents sur les montagnes afghanes. Pour les Etats-Unis et l'Otan, ce sera pareil.

Washington ne parvient pas à contrôler le pays sur le plan politique. Leur marionnette, le président Hamid Karzaï, a travaillé pour Unocal. C'est un Pachtoune, mais il n'a aucune base sociale en Afghanistan. Les Etats-Unis ont bien tenté d'acheter des Pachtounes disposant d'une certaine légitimité populaire pour soutenir le gouvernement de Karzaï. Mais ceux-ci ont pris l'argent et sont partis. Comme je l'ai dit, les Pachtounes sont très indépendants ! De plus, les seigneurs de guerre présents au gouvernement travaillent chacun dans leur propre intérêt. Ils ne paient pas de taxes au gouvernement central, mais s'approprient les richesses. Chaque ministère est le ministère indépendant d'un seigneur de guerre. Une situation chaotique qui paralyse le gouvernement.

Enfin, les seigneurs de guerre ne font pas confiance aux Pachtounes. Ils pensent que si ces derniers prennent la majorité au gouvernement, ils imposeront leur vision. Bref, c'est un gouvernement où tout le monde est contre tout le monde.

Sur le plan militaire, les Etats-Unis essuient un sérieux revers face à la résistance des talibans. L'Otan tue des civils presque chaque semaine. En fait, les Afghans font face, d'un côté, aux seigneurs de guerre impérialistes bombardant des civils, et d'un autre côté, aux seigneurs de guerre régionaux qui pillent le pays et vendent de la drogue. Dans un tel contexte, la population s'est rapprochée des talibans. Non qu'ils aient des idées progressistes, mais pour qu'ils ramènent la

paix, comme en 1992. Mélangés à la population, contrôlant le sud du pays, les talibans offrent donc une résistance tenace. L'Otan n'en viendra pas à bout et l'administration Obama prépare un plan de retrait de ce que le général français Georgelin a qualifié de « merdier ingérable ». Un merdier d'autant plus ingérable que le conflit s'est étendu au Pakistan, comme nous allons le voir…

BIBLIOGRAPHIE

- Ahmed Rashid, *L'ombre des Talibans*, Autrement, 2001

- Antonio Giustozzi, *War, Politics and Society in Afghanistan. 1978-1992*, Georgetown University Press, 2000

- Alfred W. McCoy, *La politique de l'héroïne. L'implication de la CIA dans le trafic de drogues*, Ed. du Lézard, 1998

- Michel Collon, *Monopoly, L'Otan à la conquête du monde*, EPO, 2000

- Mark Adkin, Mohammed Yousaf, *The Bear Trap: The Defeat of a Superpower*, Casemate, 2001

- Raja Anwar, Fred Halliday, *The Tragedy of Afghanistan: A First-Hand Account*, Verso Books, 1990

Pakistan
« Si les Etats-Unis sont éjectés de cette région, ils sont finis »

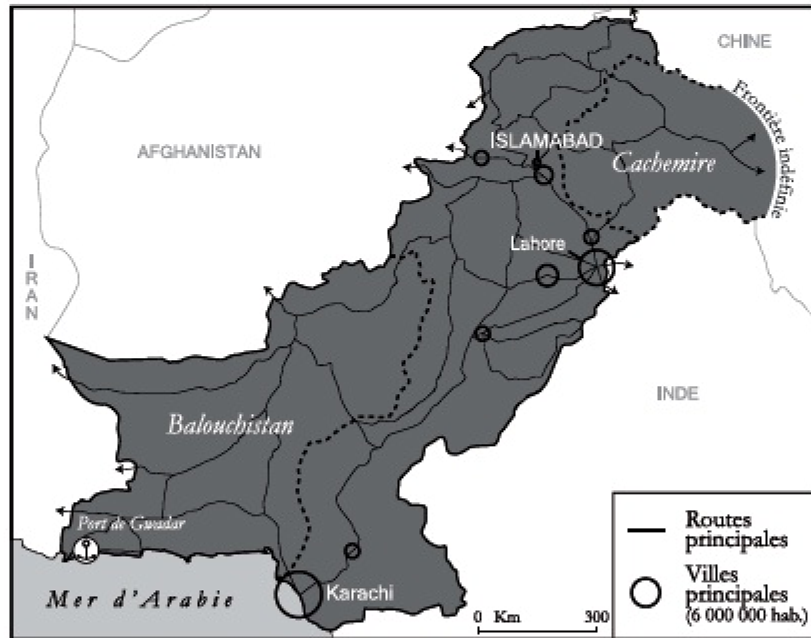
Soixante ans après le départ de l'Empire britannique, la région est toujours déstabilisée par cet héritage du colonialisme qui a « divisé pour régner » et accumulé les barils de poudre entre Inde, Pakistan et Bangladesh. Comment Londres a saboté le développement de sa colonie indienne. Comment un avocat formé à Cambridge et buvant du whisky a dirigé un parti musulman pour séparer le Pakistan de l'Inde après une guerre atroce. Comment le Pakistan tente aujourd'hui de contrôler l'Afghanistan. Comment les USA s'y prennent pour déstabiliser ce même Pakistan, le faire agir contre ses propres intérêts et l'empêcher de nouer d'autres alliances. Comment Washington et Pékin s'affrontent dans cette région stratégique…



COUP D'OEIL SUR LE PAKISTAN

GEOGRAPHIE
- Capitale : Islamabad
- Superficie : 803 940 km²
- Nombre d'habitants : 177 276 594 (225 hab. /km²)

SOCIETE
- Composition : les Panjabis, majoritaires, occupent les principaux rouages de l'Etat et de l'armée, les Sindhîs sont au sud-est, les Baloutches occupent 42% du territoire au sud-ouest et les Pachtounes se situent près de la frontière afghane. Majorité sunnite avec minorité chiite (15%).
- Espérance de vie : 65,9 ans (2010)
- Population de moins de 15 ans : 35,4%
- Taux d'alphabétisation : 49,9%



POLITIQUE
- Régime : république islamique
- Président : Asif Ali Zardari
- Indépendance : 1947 (du Royaume-Uni)

ECONOMIE
- PIB : 160,9 milliards $ (2008)
- Ressources : agriculture, textile, raffinage du pétrole, transport maritime
- Taux de croissance : 4,8%
- PIB/habitant : 2600$ (2008)
- IDH: 0,490 ($128^{\text{ème}}$)
- Taux de chômage : 7,4% (2008)
- Population sous le seuil de pauvreté : 41%

Le Pakistan est un Etat récent en fait…

Oui, il a été créé en 1947, lorsque la Grande-Bretagne s'est retirée de son empire indien. Pour comprendre l'histoire du Pakistan, il faut déjà connaître l'histoire de l'Inde qui a longtemps été le « joyau » de l'Empire colonial britannique.

Pourquoi l'Inde était-elle si importante ?

Les Indes étaient la base de la richesse de la Grande-Bretagne. Elles fournissaient à la métropole des matières premières, des débouchés pour les produits manufacturés britanniques, des surplus financiers et un réservoir de personnel militaire pour de nombreuses conquêtes coloniales.

Comment la Grande-Bretagne est-elle parvenue à imposer sa domination dans la région ?

Le commerce des épices avec l'Orient avait fait la fortune des Portugais au 16ème siècle. La Grande-Bretagne aussi souhaitait y prendre part : en 1600, la Compagnie anglaise des Indes orientales fut créée à Londres par des hommes d'affaires influents. La reine Elisabeth 1re conféra à cette société privée le monopole du commerce dans l'océan Indien pour vingt-et-un ans. Ce monopole allait, en fait, durer plus longtemps, et la Compagnie monta en puissance au fil des années pour devenir, en quelque sorte, la première multinationale de l'Histoire.

En 1602, la Compagnie obtint de l'empereur Moghol, Jehangir, le droit d'établir un premier comptoir commercial à Surat, sur la côte ouest. A l'époque, les Moghols contrôlaient tout le nord de l'Inde, y compris les territoires actuels du Pakistan et du Bangladesh. Le reste de l'Inde était composé de divers royaumes ou Etats princiers.

Dans un premier temps, les Britanniques ont négocié avec les Moghols et ces Etats pour établir des comptoirs commerciaux : Madras en 1639, Bombay en 1668, puis Calcutta, dans la riche province du Bengale, en 1690. Ces activités, essentiellement économiques, dépendaient en grande partie du bon vouloir de l'empereur moghol. Mais, après avoir connu son apogée au 17ème siècle, cet empire entra en déclin. A partir des années 1730, sa structure politique

centralisée commença à se dissoudre, certaines provinces revendiquant une quasi-indépendance.
Les Européens profitèrent de ces faiblesses pour conquérir de nouveaux territoires. Ils pouvaient également compter sur une puissance de feu supérieure et des troupes très disciplinées, formées en partie de soldats indigènes, les Cipayes, encadrés par des officiers européens.

Et il n'y avait pas de rivalités entre les colons ?

Si. Britanniques, Portugais, Français, Hollandais : tous voulaient leur part du gâteau. Mais la concurrence ne se faisait pas qu'en Inde. Le monde tout entier était, à l'époque, convoité par les puissances coloniales qui voulaient s'attribuer les plus beaux morceaux.
Cette rivalité déboucha sur un conflit entre les acteurs-clés de l'époque. Entre 1756 et 1763, la Grande-Bretagne et la Prusse s'opposèrent à la France et l'Autriche au cours de la guerre de Sept Ans. Le conflit débuta parce que colons anglais et français se disputaient le Canada (ce que Voltaire appelait *« quelques arpents de neige »*). Au final, la France essuya une cinglante défaite, renonçant au Canada, à la vallée de l'Ohio, à la rive gauche du Mississipi, ainsi qu'à toute prétention politique sur l'Inde. Paris n'y conservait plus que cinq villes démantelées et sans garnison. De leur côté, les Britanniques poursuivaient leur expédition militaire. En 1764, le colonel Robert Clive, qui avait déjà triomphé des Français à la bataille de Plassey, prit le contrôle de la province du Bengale, la plus peuplée et la plus profitable.

Et l'empereur moghol laissa faire ?

Son pouvoir était très affaibli. Il restait, en théorie, le suzerain de la province du Bengale. Mais, en pratique, c'est la Compagnie qui exerçait le pouvoir. En 1773,

elle prenait le contrôle des provinces de Bombay et de Madras. Par la suite, elle étendit encore son influence en plaçant un certain nombre d'Etats indiens sous protectorat et en conquérant d'autres par voie militaire. La défaite des Marathes dans la vallée du Gange en 1818, puis celle des Sikhs du Pendjab au milieu du 19ème siècle allaient consacrer la suprématie de la Compagnie anglaise des Indes orientales.

Dans l'imaginaire occidental, l'Inde est une terre de paix et de sagesse séculaire. Mais son histoire semble fort éloignée de ce cliché…

Tout à fait. Pour contrôler les richesses agricoles, l'impérialisme britannique a utilisé le féodalisme de l'Inde et son système de castes d'une violence sociale extrême, un système basé sur les discriminations et les exclusions.
Mais, l'opposition à l'occupation britannique a souvent été très violente aussi. En 1857, par exemple, a lieu la révolte des Cipayes, ces soldats indiens incorporés dans les légions britanniques. Leur violence a profondément choqué les Anglais. Karl Marx lui-même avait condamné leur attitude *« effroyable, horrifiante et indescriptible »*. Néanmoins, il ajoutait que ce comportement n'était rien de plus que le miroir du comportement atroce de la *« respectable Angleterre »* en Inde. Finalement, cette révolte fut matée par les colons et la Compagnie anglaise des Indes orientales s'effaça au profit du gouvernement britannique qui reprit lui-même le contrôle de la colonie. Notez cependant qu'à cette époque, la partie ouest du Pakistan ne faisait pas partie de la colonie britannique. Elle servait de zone tampon, et était administrée par le maharadja du Pendjab.

Nous avons vu dans les chapitres précédents que la Grande-Bretagne, pour protéger sa colonie indienne, se souciait surtout de contrer les prétentions russes venant par le nord. Pour ce faire, elle avait notamment tenté de soumettre l'Etat afghan par trois guerres successives…

Oui et au cours de la seconde guerre anglo-afghane (1878-1880), Sir Durand, le commandant britannique, s'empara de la plus grande partie du Pakistan, contrôlant ainsi la moitié du territoire pachtoune.

La révolte des Cipayes est parfois considérée comme la première guerre d'indépendance dans l'histoire officielle de l'Inde. Les colons britanniques l'ont sévèrement réprimée. Mais l'opposition indienne a-t-elle disparu pour autant ?

Non, par la suite, de nombreux courants d'opposition se sont formés. Pour contrôler un territoire aussi grand, les Britanniques ont installé des chemins de fer permettant de déplacer très vite leurs troupes. Mais ces nouvelles voies rapides de circulation ont aussi favorisé le développement du commerce, l'avènement du capitalisme et... l'insatisfaction envers le colonialisme qui soutenait un système féodal ancestral.

L'Inde s'est modernisée « par hasard » ?

Oui car ce n'était pas le but de Londres. Mais le capitalisme a vu se développer deux bourgeoisies. Une hindoue et une musulmane. Elles sont devenues nationalistes mais ont toutes deux comporté en leur sein une bourgeoisie compradore.

A l'époque, il n'existait pas de relations entre musulmans et hindous ?

Pas au début. L'Inde est traditionnellement un pays hindou régi par un système de castes très rigide. Vous appartenez à la caste dans laquelle vous naissez, et cette caste détermine votre emploi et vos relations humaines. La caste la plus haute est celle des brahmanes, les prêtres. La plus basse est celle des intouchables, appelés ainsi car il faut éviter de les toucher ! En comparaison avec

l'hindouisme, l'islam est une religion progressiste qui se montre plus souple avec les commerçants et les employés. Un peu comme le protestantisme dans l'Europe du Moyen-Age.
Puis, l'islam s'est introduit progressivement avec ou sans violence à l'intérieur du pays. Pas mal d'hindous se sont convertis à l'islam pour échapper à la caste dans laquelle ils étaient nés. Par ailleurs, la construction du chemin de fer a favorisé le développement des échanges commerciaux et, à travers eux, l'expansion de l'islam.

Les Britanniques étaient quand même conscients du mécontentement provoqué par le colonialisme et le système féodal ?

Ils s'en sont rendu compte mais pas très vite. Ils étaient aveuglés par leurs privilèges et leur vie facile. Cependant, en 1885, Allan Octavian Hume, jeune administrateur colonial et ornithologue, a circulé à travers tout le territoire indien. Il a été choqué par les contrastes : vous connaissez cette image des coloniaux britanniques jouant au cricket ou au polo, habillés de chemises blanches immaculées et buvant du whisky dans leur club juste à côté de pauvres gens affamés. Hume a vu cela partout et a perçu qu'il y aurait inévitablement des réactions explosives qui pouvaient mener à une guerre d'indépendance sanglante.
A ce moment, il y avait justement une famine. Paradoxalement, les Britanniques produisaient beaucoup de blé, mais tout partait à l'exportation. Par contre les révoltés n'étaient pas seulement ceux qui mouraient de faim, la classe régnante et l'aristocratie étaient également mécontentes.

Et Sir Hume a été entendu ?

Oui, il devint conseiller de l'administrateur des Indes. C'est lui qui a fondé le

parti du Congrès indien en 1885. Il voulait appliquer des réformes à l'intérieur du cadre colonial : *« Si nous voulons arrêter la révolution, il nous faut favoriser et utiliser l'aristocratie et les classes indiennes éduquées et leur demander de gouverner avec nous. Nous devons encadrer l'élite indienne et les former à la cogestion du pays. »* Plus tard, ce parti évoluera pour devenir un parti nationaliste dont Gandhi et Nehru seront les leaders. Aujourd'hui, ce parti est encore le plus important du pays.

Et comment ces mouvements amèneront-ils le Pakistan à se séparer de l'Inde ?

La conscience politique moderne prend racine au début du 20ème siècle, avec l'apparition du nationalisme émancipateur, opposé à la domination coloniale. A la même époque que les mouvements nationalistes égyptien, chinois et iranien, le nationalisme indien va devenir très puissant et se développer au sein du parti du Congrès. La bourgeoisie islamiste du parti constate rapidement qu'elle est en minorité par rapport aux hindous. Aussi, pour préserver les droits des indiens musulmans, la Ligue musulmane est créée en 1906. Dix ans plus tard, l'avocat Muhammad Ali Jinnah en devient le président emblématique. Il sera le fondateur du Pakistan.

Ses motivations sont donc religieuses ?

Non, l'idée centrale de cette ligue était que la communauté musulmane avait besoin de son propre territoire et de son propre marché. Des raisons commerciales donc, pas de religion. Jinnah, formé à Cambridge, vivait à l'occidentale, il buvait du whisky et se fichait pas mal de l'islam.

Quelle ironie !

En effet, Jinnah était un laïc et la religion était pour lui un outil permettant de

créer son propre Etat et se tailler un marché pour un secteur précis de la bourgeoisie. Mais au départ, la Ligue n'était pas opposée à l'occupation britannique. Elle va progressivement changer d'avis et appeler à la lutte pour l'indépendance dès 1913.

La guerre d'indépendance a été très violente en Inde…

Oui, parce que les Britanniques avaient mis au point un système de domination sophistiqué reposant sur quatre atouts : 1. Le vieux système des castes. 2. La rivalité religieuse entre musulmans et hindous. 3. La division du pays en mini-États qui avaient reçu leur autonomie. 4. L'opposition entre le Nord, où vivaient les Indiens à peau blanche, et le Sud.

Quatre applications du fameux « diviser pour régner »…

Exactement. Figure emblématique de l'indépendance, Gandhi développa une stratégie pour lutter contre cette division. Mais il ne s'est pas occupé de la rivalité religieuse entre musulmans et hindous. Aussi, lorsque, après de nombreuses grèves et des sacrifices, le peuple indien accéda à la liberté, la Ligue musulmane exigea son propre territoire et entreprit une guerre sanglante : des centaines de milliers de personnes périrent. C'est ainsi qu'est né le Pakistan en 1947. Ce fut un nettoyage ethnique terrible : dix millions de musulmans durent se réfugier au Pakistan et plusieurs millions d'hindous durent le quitter. Des familles furent éclatées, car elles habitaient des deux côtés de la frontière...

Pourquoi les Britanniques se sont-ils ainsi acharnés à affaiblir et diviser leur ancienne colonie ?

Ils savaient que l'Inde était hautement civilisée et que s'ils laissaient les Indiens se gouverner eux-mêmes, en vingt ans, ce pays pouvait dépasser le leur en

richesse et en développement. Il fallait donc garantir que l'Inde ne progresse pas assez pour concurrencer la Grande-Bretagne. Une des méthodes a été de déstructurer le système d'éducation. Une autre de promouvoir le communautarisme.

Les puissances impérialistes ont-elles été impliquées dans la création du Pakistan en 1947 ?

Non. Il faut comprendre la situation très particulière à ce moment. L'Empire britannique venait d'être défait par la résistance indienne. L'Europe était en ruine après la Seconde Guerre mondiale. La Chine était sur le point de se libérer. Alors, Washington et Londres ont imposé aux autres puissances coloniales de procéder rapidement à la décolonisation. Car sinon, les communistes reprendraient à leur compte les mouvements d'indépendance, et cela poserait encore plus de problèmes. Les impérialistes se sont retirés, mais pour sauver leurs intérêts, ils ont systématiquement favorisé les divisions dans tous ces pays nouvellement indépendants.



Le Pakistan en 1947, un monstre géographique

Mais comment est-on arrivé à la création du Pakistan, un Etat composé de deux régions séparées de 1.600 kilomètres ? C'était un véritable monstre géographique !

La bourgeoisie pakistanaise a voulu conquérir un marché et construire un Etat de manière artificielle. Pour fonder un Etat national, le mieux est de vous baser sur des critères objectifs avec une unité géographique et linguistique. Or, le Pakistan s'est construit en premier lieu sur base de croyances religieuses, et cela a rendu l'édifice très fragile.

Le pire était la forme géographique de l'Etat, totalement ingérable. Le Pakistan de 1947 était partagé en deux parties : à l'ouest, le Pakistan proprement dit ; à l'est, le Bangladesh. Les habitants du Bangladesh étaient pour la plupart membres de la Ligue musulmane, mais ils n'étaient pas satisfaits par ce double Etat pakistanais. Ils subissaient une triple discrimination. Linguistique tout d'abord, car ils ne parlaient pas l'ourdou décrété langue officielle, alors que cette langue était utilisée par moins de 7% de la population. Politique ensuite, puisque la gestion du pays était concentrée à Islamabad, à l'ouest, et que c'est de là que venait la majorité des soldats de l'armée pakistanaise. Economique enfin, car pas mal d'argent était transféré du Pakistan oriental à la partie occidentale.

Ces problèmes auraient pu se régler à l'amiable. Mais le régime pakistanais était motivé par ses propres intérêts. Il fit emprisonner Mujibur Rahman, chef de la Ligue Awami qui luttait pour l'autonomie du Bangladesh. Cette Ligue obtint la majorité aux élections de 1970, mais fut empêchée d'entrer en fonction. Le président pakistanais Yahya Khan lança alors une opération militaire très dure contre le Pakistan oriental. Cette guerre fit un million de victimes et dix millions de Bangladais durent se réfugier en Inde. Finalement, le Bangladesh fut détaché du Pakistan l'année suivante.

Guerre d'indépendance, conflit avec l'Inde, puis avec le Bangladesh… La naissance du Pakistan a été douloureuse !

Oui, le pays a été confronté à de multiples problèmes. Son fondateur Ali Jinnah mourut deux ans après l'indépendance. Entre 1958 et 1969, le pays fut dirigé par le général Ayub Khan, chef de l'armée. Puis il y eut quelques élections entre la fin des années 60 et le début des années 70. Elles virent l'accession au pouvoir du Parti Populaire Pakistanais (PPP), mais son Premier ministre Ali Bhutto fut démis lors du coup d'Etat militaire mené par Zia Ul-Hak en 1978. Et il fut pendu, malgré les protestations venues du monde entier. L'armée arrivée au pouvoir se lança dans l'islamisation du pays. En fait, elle utilisa l'islam pour écraser tout le monde.

Pourquoi cette agressivité de l'armée ? C'est un acteur autonome ?

Dans ce pays, oui. L'armée est l'élément le plus réactionnaire du Pakistan, et c'est aussi l'organisation la plus forte. Elle comporte de nombreux grands propriétaires terriens dont certains possèdent des territoires grands comme cinq fois la Belgique ! Les officiers supérieurs ont des participations importantes dans les grandes entreprises du pays. Cette armée joue un rôle crucial dans la politique pakistanaise.
Dirigeant le Pakistan de 1978 à 1988, le général Zia Ul-Hak fit reculer un pays laïc, qui respectait les minorités religieuses, vers une mentalité complètement moyenâgeuse. Le dictateur fit voter une loi prévoyant la peine de mort pour blasphème, imposa les châtiments publics, exigea que les femmes à la télévision portent le voile... Il a détruit son pays. Il a manipulé l'islam de la même manière que Sadate, en Egypte, lorsque ce dernier a voulu se débarrasser de l'héritage de Nasser.

Mais ça ne lui a pas porté chance…

En effet, en 1988, Zia meurt dans un accident d'avion avec une partie du commandement pakistanais ainsi que l'ambassadeur des Etats-Unis. Une commission d'enquête composée d'experts US et pakistanais a étudié les causes de l'accident mais les résultats divergent. Pour Washington, c'était un problème technique, un simple accident. Mais les experts pakistanais penchaient plutôt pour un acte de sabotage. Ils avaient même retrouvé des traces d'explosifs sur des graines de mangue, fruit qu'adorait le général Zia. Celles du Pakistan sont réputées délicieuses.

Les années 80 ont été une période de contre-révolution internationale : guerre Iran-Irak, création des moudjahidines pour renverser la révolution progressiste en Afghanistan… Pour quelle raison le Pakistan a-t-il soutenu la contre-révolution afghane?

Le Pakistan avait déjà des problèmes avec son voisin afghan. Nous avons vu que la frontière entre les deux pays avait coupé artificiellement le territoire pachtoune en deux et que l'Afghanistan s'était opposé à la reconnaissance du Pakistan lors de son indépendance.
De plus, la bourgeoisie pakistanaise souhaitait étendre son marché jusqu'en Asie centrale. Elle avait donc besoin d'un Etat afghan faible et perméable à ses besoins. Pour atteindre cet objectif, le général Zia élabora une stratégie misant sur le partage de la communauté pachtoune entre les deux pays. Le dictateur nomma des Pachtounes à la tête de l'ISI, les services des renseignements pakistanais. Chargés de fournir des armes aux moudjahidines afghans, ces responsables favorisèrent la branche pachtoune des combattants, au détriment des autres minorités : Kazakhs, Tadjiks, Perses. Zia espérait ainsi créer un lien privilégié avec son voisin afghan. Au final, les Pachtounes seront financés par les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, et soutenus par l'ensemble de l'Occident.

Mais cette stratégie n'a pas vraiment réussi à l'élite pakistanaise…

Non. Après la chute du gouvernement afghan et l'effondrement de l'URSS en 1989, les Etats-Unis ont abandonné l'Afghanistan. Après avoir utilisé les Afghans pour leurs intérêts stratégiques (voir chapitre précédent), ils s'en sont débarrassés. Des millions de réfugiés afghans ont afflué vers le Pakistan, ce qui a causé de sérieux problèmes à ce pays dont l'économie et le système politique étaient déjà précaires.

Le Pakistan a donc payé les pots cassés ?

Le Pakistan est un pays riche avec une population pauvre. Il possède tout ce que Dieu peut donner. Des plus grosses mangues au gaz de la plus haute qualité. En toute rationalité, le Pakistan n'a pas intérêt à être associé aux Etats-Unis ou à leur servir de mercenaire. Quand vous êtes mercenaire, vous devez manger dans l'assiette d'un autre. Le Pakistan n'a pas besoin de cela. Son assiette est petite, mais il a les moyens de la remplir.

Alors, comment expliquez-vous que le Pakistan ait agi à l'encontre de ses propres intérêts ?

Parce qu'il était dirigé par une bourgeoisie compradore. Ces parasites peuvent posséder plus de richesses que tout le Benelux, mais ils n'ont aucune vision pour développer leur pays. Les capitaux sont placés à l'étranger. Mais lorsqu'une grande puissance n'a plus besoin de la bourgeoisie compradore d'un pays, elle s'en débarrasse.

Donc, si le Pakistan était dirigé par une bourgeoisie nationaliste, ça irait mieux…

Oui, le Pakistan se développerait et pourrait dépasser assez vite un pays comme la Turquie. Vous savez, le Pakistan pourrait être aussi riche que le Brésil et

même plus. Son problème, c'est vraiment qu'il n'y a pas eu de révolution nationale démocratique.

Et pourquoi le Pakistan n'est-il pas parvenu à réaliser une révolution nationale démocratique ?

Pour y arriver, il faudrait combattre cette classe ennemie qu'est l'armée, alliée avec l'étranger. Il est donc très dur pour un parti pakistanais d'affronter tous ces ennemis combinés. Quand la classe révolutionnaire dit au paysan *« Faisons la révolution ! »,* celui-ci entend la classe féodale ressasser : *« L'ennemi, c'est l'Inde, car ils sont hindous ».* C'est donc un combat très difficile. La guerre de propagande fait rage. Il faut donc aussi lutter contre les vieilles mentalités.

C'est-à-dire ?

Par exemple, une partie des musulmans sont les Mujahirs, des réfugiés venus d'Inde. En révolte contre le système hindou des castes, ils sont devenus musulmans. Mais cela concernait seulement les hommes. Pour les femmes, le système des castes a été conservé.
Si vous voulez faire une révolution démocratique, vous devez abolir ça aussi. Les femmes doivent obtenir leurs droits démocratiques. Mais du coup, le paysan pauvre va également vous combattre en pensant que vous voulez lui ôter son « esclave » féminine. Il vous reprochera de vouloir la traiter sur le même pied d'égalité que les hommes. Il rejoindra l'ennemi alors que pourtant la révolution démocratique est dans son intérêt. C'est donc un problème difficile et délicat.

Révolution nationale démocratique

Une telle révolution - à l'ordre du jour dans la majorité des pays du tiers monde qui restent des néocolonies - comporte deux aspects : national et démocratique.

« National » signifie devenir indépendant des impérialistes. C'est-à-dire que les grandes décisions économiques et financières sont prises par les classes sociales du pays et non par les intérêts étrangers. Le but est de développer d'abord l'économie locale, et pas le profit des multinationales.
Bien sûr, toutes les forces impérialistes vont vouloir empêcher un tel changement. Elles vont donc utiliser leurs agents : la bourgeoisie commerciale à l'intérieur du pays. Mais pour imposer à la population une politique qui lui fait du tort, il faut aussi maintenir les gens dans l'ignorance, les empêcher de réfléchir. C'est pourquoi les Etats-Unis et les autres puissances impérialistes soutiennent toujours les forces les plus réactionnaires d'une société : c'est leur intérêt.
D'où la nécessité, pour installer un Etat autonome, de développer des réformes démocratiques. Ceci implique plusieurs combats…

« Démocratique » signifie combattre les forces réactionnaires, les pouvoirs féodaux et obscurantistes. Ces groupes prétendent par exemple que les femmes ne doivent pas travailler hors du foyer, et ils s'opposent à la démocratisation de la société. Pour surmonter ces obstacles, il faut développer une éducation moderne qui permette aux gens de comprendre où sont leurs intérêts et d'envisager des alternatives.
Pour mener à bien une révolution démocratique nationale, il faut se battre de tous les côtés, il faut être fort. Et pour être fort, il faut mobiliser les couches populaires. Donc, par exemple, accorder la propriété des terres aux paysans spoliés par les riches propriétaires terriens. Si un pays ne fait pas une réforme agraire, il stagnera.

Justement, après la mort du général Zia en 1988, des élections législatives ont été organisées et ont vu la victoire de Benazir Bhutto, une femme ! Mais il semble que la démocratie n'ait pas réussi à germer au Pakistan. Pourquoi ?

Certes, il était encourageant de voir le pouvoir repasser aux civils et le pluralisme politique rétabli. Mais il y a eu un fantasme autour de cette dame en Occident

car c'était la première femme à prendre la tête d'un Etat islamique. Pour les Occidentaux, Benazir Bhutto, qui avait été formée à Oxford, incarnait la modernité. En réalité, elle représentait la bourgeoisie compradore. Elle n'aurait donc jamais pu apporter démocratie, liberté et indépendance dans ce pays.

Pourtant, son père, Ali Bhutto, était un nationaliste qui avait fondé le PPP, le Parti du Peuple pakistanais, et qui avait occupé le poste de Premier ministre avant d'être renversé puis exécuté par le général Zia.

Oui, mais Benazir Bhutto ne s'inscrivait pas du tout dans la même ligne que son père. Nous devons en fait regarder les différentes classes sociales qui composent le Pakistan. Vous avez tout d'abord la classe féodale. Composée majoritairement de Penjabis, elle comprend les grands propriétaires terriens et l'armée. Elle a des liens très étroits avec les Etats-Unis qui apportent un soutien financier important à l'armée pakistanaise. Mais elle n'est pas pour autant totalement soumise aux intérêts impérialistes. Par exemple, elle s'octroie la liberté d'entretenir des relations étroites avec la Chine.

En revanche, la classe compradore que représente Benazir Bhutto est directement connectée aux puissances impérialistes. Ce groupe est allié avec une partie de la bourgeoisie bureaucratique formée en Occident.

Vous avez ensuite une petite bourgeoisie où l'on retrouve l'intelligentsia pakistanaise qui appelle à la démocratisation du pays et souhaite que l'armée n'intervienne pas dans le champ politique. Vous avez évidemment la classe des paysans et des travailleurs. Enfin, il y a une bourgeoisie nationale que représentait Ali Bhutto. Elle a développé une industrie au Pakistan. Ce pays n'est pas seulement un exportateur de matières premières. Cette bourgeoisie peut parfois s'allier avec l'armée pour stopper les compradores.

Avec Benazir Bhutto, la bourgeoisie compradore prend donc le pouvoir en 1988. Quel en est

l'impact au Pakistan ?

Politiquement, cela a déjà été une période très instable. Vingt-et-un mois après son élection, Benazir Bhutto est démise de ses fonctions par le président Ghulam Ishaq Khan. Nawaz Sharif succède à Bhutto mais il est, lui aussi, démis de ses fonctions par le président Khan en 1993. Benazir Bhutto retrouve alors son poste tandis que Farook Leghari devient le nouveau président. Mais en 1996, ce dernier destitue Bhutto. Nawaz Sharif redevient Premier ministre tandis que Bhutto s'exile. Finalement, ce jeu de chaises musicales s'arrête avec le coup d'Etat du général Pervez Musharraf en 1999.

Un coup d'Etat militaire une fois de plus ?

Au Pakistan, l'armée intervient pour « remettre de l'ordre » quand cela est nécessaire. Or, les années 1990 ont été très instables avec ces changements incessants à la tête de l'Etat. La bourgeoisie compradore a aussi mené durant ces années un vaste programme de privatisation et de dérégulation pour encourager les investissements étrangers. Ils ont en réalité bradé les richesses du pays aux multinationales et creusé les inégalités sociales au Pakistan. Enfin, c'est durant cette période également que Benazir Bhutto a favorisé la montée au pouvoir des talibans en Afghanistan en partenariat avec les Etats-Unis et l'Arabie saoudite.

Pourquoi le président Musharraf a-t-il rejoint Georges W. Bush dans sa guerre contre le terrorisme en 2001 ?

L'engagement du Pakistan dans la guerre contre le terrorisme de Bush a causé de sérieux problèmes. Lorsque les talibans ont été renversés à Kaboul, beaucoup se sont réfugiés de l'autre côté de la frontière, dans la province du Waziristan. Le gouvernement pakistanais a hésité un moment avant de chercher à les

appréhender : les talibans n'étaient pas hostiles et surtout, ce sont des Pachtounes, comme les Pakistanais qui vivent dans cette région.
Finalement, les soldats pakistanais se sont rendus au Waziristan. Et lorsque les tribus locales ont refusé de livrer les talibans qui s'y étaient réfugiés, il y a eu une forte répression.
En conséquence, les rangs des talibans ont commencé à grossir au Pakistan. Ils attiraient des jeunes dégoûtés par le comportement des élites corrompues, des paysans sans terre qui se dressaient contre les riches propriétaires terriens, des gens ordinaires désœuvrés…
Plus les talibans gagnaient en puissance et étendaient leur influence le long de la frontière afghane, plus la répression devenait féroce. L'armée pakistanaise a bombardé la région sans faire de distinction : selon l'un des principaux quotidiens du pays, sur sept cents civils décédés au cours des bombardements entre janvier et avril 2009, seulement quatorze personnes étaient suspectées d'être des talibans. Mais, plus la répression était forte, plus les talibans avaient le soutien de la population dans la région. La réponse militariste pakistanaise, totalement inadaptée, a créé ce cercle vicieux.
En 2009, les médias annonçaient que les talibans étaient aux portes d'Islamabad et tiraient la sonnette d'alarme : l'arme nucléaire que possède le Pakistan aurait pu tomber en de mauvaises mains…

C'était très exagéré. D'après le gouvernement pakistanais, les talibans n'étaient que cinq mille hommes à contrôler la vallée du Swat. Un petit groupe a fait une incursion dans la vallée voisine du Buner, plus proche d'Islamabad. Mais les talibans n'étaient pas en mesure de prendre la capitale. Néanmoins, le gouvernement pakistanais a subi des pressions de l'étranger pour réprimer violemment ces militants. Conséquences : trois millions de civils furent déplacés, beaucoup de ceux qui restèrent furent tués et ceux qui survécurent n'eurent

aucune assistance du gouvernement.

Pourquoi le Pakistan a-t-il développé la bombe nucléaire en 1998 ?

Par opposition à l'Inde. Celle-ci avait développé la bombe, il fallait donc que le Pakistan possède la sienne. C'était pour la classe dirigeante une manière de frimer et de semer la confusion dans le peuple. Mais cela n'avait aucun but, cela a été de l'argent gaspillé qui aurait pu servir à mener une réforme agraire et augmenter le niveau de vie de la population. De plus, l'arme atomique, ce n'est pas une option stratégique, c'est juste un moyen de dissuasion. Vous pouvez utiliser l'arme nucléaire pour détruire une ville ou une industrie, mais pas une armée.

L'Occident n'était pas effrayé par cette bombe ?

Non. Si vous possédez une bombe nucléaire et que vous êtes indépendant des impérialistes, ceux-ci vous craindront. C'est pourquoi ils ont peur de la Corée du Nord. Le seul langage que ces puissances impérialistes comprennent, c'est bien celui-là. Ce sont des lâches qui possèdent eux-mêmes un énorme arsenal d'armes. Mais les Pakistanais sont dépendants des USA. Contre qui utiliseraient-ils la bombe ? Cette bombe ne menace que le Pakistan lui-même.

Revenons aux talibans : n'était-ce pas suicidaire, pour le gouvernement pakistanais, de prendre part à la guerre contre le terrorisme menée par Bush ?

La répression des talibans sur le territoire du Pakistan et le massacre de nombreux civils près de la frontière afghane ont divisé l'armée. Une partie est toujours très liée aux Etats-Unis. Mais un autre courant souhaite prendre ses distances avec cet allié encombrant qui n'a plus grand-chose à offrir. Cette frange de l'armée n'est pas totalement opposée aux talibans. Elle souhaite voir

les Etats-Unis s'épuiser dans ce conflit interminable et prendre ses valises pour quitter une bonne fois pour toute la région. Par ailleurs, l'assassinat de Ben Laden par des troupes spéciales US a été perçu comme une violation territoriale au Pakistan.

Les Etats-Unis ont-ils peur de perdre le Pakistan ?

Il y a quinze ou vingt ans, la majorité de la population pakistanaise était plus hostile à l'Inde qu'aux Etats-Unis. Maintenant, elle n'est plus hostile à l'égard de l'Inde, mais profondément opposée aux Etats-Unis. Ceux-ci ont provoqué des ravages dans ce pays. Chaque jour, ils tuent des Pakistanais, des Afghans et des musulmans ailleurs dans le monde. Tout cela va se retrouver sur la facture de Washington !
Le peuple et une partie de l'armée ont compris qu'il était possible de changer les alliances. Ils peuvent s'entendre avec l'Inde et bouter les Etats-Unis hors de leur pays. Si les Etats-Unis sont éjectés de cette région, ils sont finis. Ils ne sont pas en état de faire face à un front uni regroupant l'Iran, le Pakistan, l'Inde et la Chine. Ils devront partir de ces pays.

Si le danger est tellement grand, comment vont-ils s'y prendre pour empêcher une alliance entre ces pays ?

Leur stratégie consiste à étendre la guerre d'Afghanistan jusqu'au Pakistan. Il faut justement rendre impossible tout rapprochement entre l'Iran, l'Inde et le Pakistan.

Un tel rapprochement est-il possible après tant de conflits ?

Je le crois. Par exemple, il y a quelques années, l'Inde a signé avec l'Iran un très

gros contrat pour construire un pipeline allant du Baloutchistan iranien vers l'Inde en passant par le Pakistan. Il devait convoyer du gaz. Si ce projet avait abouti, le gaz aurait été transporté du Pakistan vers l'Inde et les deux pays se seraient progressivement rapprochés grâce à la coopération économique. Mais cela n'a pas abouti.

Vous affirmez que les Etats-Unis ne veulent nullement pacifier la région, mais au contraire y semer la pagaille !

Oui, en étendant le combat contre les talibans au Pakistan, ils déstabilisent le pays. On a aussi avancé du côté de Washington l'idée que Ben Laden s'était réfugié au Pakistan avec le soutien des autorités locales, ce qui pourra toujours servir de prétexte pour des représailles.
L'Iran aussi est dans la ligne de mire. Les Etats-Unis soutiennent contre le gouvernement iranien le mouvement baloutche Jundullah, basé au Baloutchistan pakistanais. C'est un mouvement sunnite très conservateur qui s'oppose au chiisme iranien. Et ils ont tué des généraux iraniens en plaçant des bombes. Ce sont des terroristes en fait.

Et le lien avec la Chine ?

Depuis son indépendance, le Pakistan est en bons termes avec la Chine. Ce fut le premier pays à reconnaître la République populaire en 1950. Il y a quelques années, la Chine a construit le port de Gwandar au Baloutchistan, la plus grande province pakistanaise. C'est un élément essentiel pour la Chine afin de s'ouvrir les portes de l'océan Indien et pouvoir commercer avec l'Afrique et le reste du monde (voir chapitre Océan Indien).

Vous dites que la Chine a toujours été un allié du Pakistan. Cela ne posait pas de problème

aux Etats-Unis ?

Jamais... tant que l'Union soviétique était le principal ennemi de Washington. Mais les choses ont bien changé depuis. Aujourd'hui, la Chine est le principal concurrent des Etats-Unis. Et entre les deux, il y a le Pakistan qui va devoir faire un choix stratégique dans ses alliances. D'un côté, il y a un pays en faillite, qui n'a plus rien à offrir et qui sème la désolation dans la région. De l'autre, il y a la Chine, qui monte en puissance et offre de belles opportunités sur le plan économique.

On imagine que les Etats-Unis ne souhaitent pas voir le Pakistan se rapprocher trop près de la Chine...

Evidemment. C'est pourquoi ils exercent des pressions sur le gouvernement pakistanais au sujet des talibans. C'est aussi pour cela que les Etats-Unis soutiennent le mouvement séparatiste du Baloutchistan. Ils veulent prendre le contrôle du port de Gwandar et empêcher cette importante province pakistanaise de passer dans la sphère d'influence chinoise.
Les Etats-Unis préfèrent morceler le Pakistan et détruire toute l'Asie. Pour cela, ils sont prêts à lancer un conflit continental qui serait énorme. Ils sont en train de se tirer une balle dans le pied, car ils vont perdre.

On imagine que les Chinois et les Pakistanais ne vont pas se laisser faire…

Les Chinois vont quant à eux étendre la construction du port de Gwandar. Et le Pakistan demande maintenant à la Chine d'y construire une base navale militaire. Cette base sera un contrepoids à l'influence étasunienne dans le golfe persique et surtout un point stratégique pour le contrôle de l'océan Indien. C'est là que se joue aujourd'hui la compétition entre les grandes puissances.

BIBLIOGRAPHIE

- Ahmed Rashid, *Descent into Chaos: The United States and the Failure of Nation Building in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia*, Viking Adult, 2008

- Suniti Kumar Ghosh, *India and the Raj 1919-1947*, Sahitya Samsad, 2007

- Tariq Ali, *Can Pakistan Survive*, Random House, 1998

- Ian Talbot, *Pakistan: A Modern History*, Palgrave Macmillan, 1999

- Mohammad Asghar Khan, *Islam, Politics and the State: The Pakistan Experience*, Zed Books, 1986

- Hassan Gardezi and Jamil Rashid, *Pakistan, the roots of dictatorship*, Zed Press, 1983

Yémen
Ce n'est pas Al-Qaïda que les USA combattent, mais la démocratie

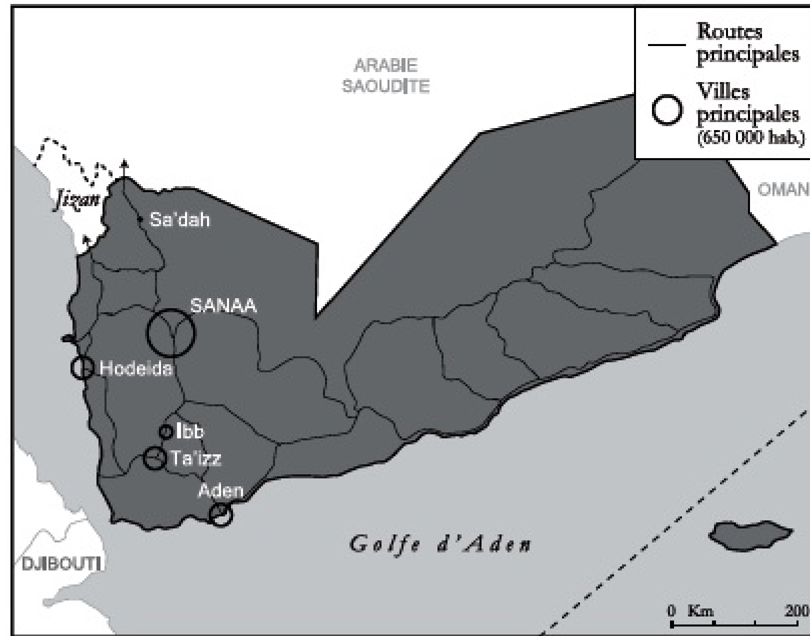
Longtemps ignoré des médias, le Yémen y fait tout à coup irruption le 26 décembre 2009. Le pantalon d'un jeune « terroriste » nigérian prend feu dans le vol Amsterdam – Détroit, et Washington bombarde immédiatement au… Yémen, invoquant la menace d'Al-Qaïda. Au printemps 2011, le dictateur Saleh mitraille sauvagement son peuple en révolte et Washington le protège désespérément, invoquant encore Al-Qaïda. Quelle est la logique ? Que font les Etats-Unis au Yémen ? Qui veut bloquer tout changement dans ce pays très peu connu ?



COUP D'OEIL SUR LE YÉMEN

GEOGRAPHIE
- Capitale : Sanaa
- Superficie : 527 968 km²
- Nombre d'habitants : 124 133 492 (40 hab. /km²)

SOCIETE
- Composition : musulmans sunnites (50%) principalement au sud et sud-est, musulmans chiites (50%) principalement au nord et nord-ouest, près de la frontière saoudienne.
- Espérance de vie : 63,7 ans
- Population de moins de 15 ans : 43%
- Taux d'alphabétisation : 50,2%



POLITIQUE
- Régime : république présidentielle
- Président : Ali Abdullah Saleh
- Indépendance : 1990 (réunification du Nord et du Sud)

ECONOMIE
- PIB : 27,5 milliards $ (2008)
- Ressources : agriculture, aide internationale, exploitation pétrolière et gazière
- Taux de croissance : 8% (2010)
- PIB/habitant : 2400$ (2008)
- IDH: 0,439 ($136^{\text{ème}}$)
- Taux de chômage : 41%
- Population sous le seuil de pauvreté : 58%

On ne parlait guère du Yémen avant cet étrange attentat manqué de l'avion Amsterdam-Détroit en décembre 2009 (le pantalon du pirate avait pris feu). Mais depuis, le Yémen fait la une des journaux : c'est là que le jeune terroriste nigérian aurait été entraîné. Les Etats-Unis se sont mis à bombarder le Yémen en affirmant pourchasser Al-Qaïda…

Tout d'abord, nous devons observer ce phénomène qui se répète : chaque fois

qu'un régime soutenu par Washington est menacé, des terroristes apparaissent. Dans le cas de pays musulmans, ça tombe sur Al-Qaïda. Ce groupe terroriste assez flou apparaît partout où des mouvements nationalistes ou anti-impérialistes ébranlent des gouvernements marionnettes soutenus par les Etats-Unis. C'est ce qui se passe aujourd'hui au Yémen. Ce pays est dirigé par un régime corrompu allié de Washington. Mais il est menacé par des mouvements de résistance.
Et voilà qu'apparaît ce jeune Nigérian qui embarque avec des explosifs dans un avion à destination de Détroit. Ca n'a pas de sens. Ce présumé terroriste était placé sur des listes de surveillance depuis que son père avait prévenu les autorités US. De plus, les Etats-Unis disposent d'importants dispositifs de sécurité et de matériel de pointe : avec leurs satellites, ils pourraient dire si vous mangez un sandwich au thon ou au poulet !
Je ne nie pas l'existence d'Al-Qaïda mais c'est la lutte contre le terrorisme menée par les Etats-Unis que je pointe du doigt. Cette lutte sert de prétexte pour accomplir des objectifs stratégiques liés au contrôle des pays musulmans. Tantôt Washington agite l'épouvantail d'Al-Qaïda pour justifier une intervention au Yémen ou en Somalie. Tantôt elle s'allie à ces combattants pour renverser Kadhafi en Libye.

Pourquoi agiter cet épouvantail au Yémen alors ? Pourquoi ce pays est-il devenu si important aux yeux de Washington ?

Le président du Yémen, Ali Abdullah Saleh, est au pouvoir depuis trente ans. Son régime est corrompu, mais aligné sur la politique des Etats-Unis. Un groupe de résistants dans le nord du pays et des séparatistes dans le sud se sont dressés contre le gouvernement. Si un mouvement révolutionnaire renverse Saleh, cela pourrait avoir un impact dans toute la région et encourager les résistants qui luttent dans les Etats pro-impérialistes de la région. Particulièrement contre le

régime féodal d'Arabie saoudite.

Qui sont ces résistants au nord du pays ? Quelles sont leurs revendications ?

Au nord, le gouvernement affronte depuis plusieurs années la résistance armée des Houthis qui tirent leur nom du fondateur de ce mouvement, Hussein Al-Houthi. Ce dernier est mort au combat en 2004 et son frère a pris la relève. Tout comme la majorité des Yéménites du nord, les Houthis sont zaydites. L'islam est divisé en plusieurs courants tels que le sunnisme ou le chiisme (voir encadré p.XXX). Ces courants se déploient à leur tour en différentes branches, le zaydisme étant une branche du chiisme.

Le président Saleh est lui-même zaydite, mais les Houthis ne reconnaissent pas son autorité. Ils jugent le régime corrompu, soumis aux intérêts des Etats-Unis et d'Israël et souhaitent le renverser. Vivant dans une région montagneuse parmi les plus pauvres du Yémen et confrontés quotidiennement à la répression de l'Etat, les Houthis ont pris les armes et formé un mouvement de libération. De son côté, Saleh accuse ces combattants d'être appuyés par l'Iran pour déstabiliser le Yémen. Il invoque d'ailleurs ces raisons pour obtenir des aides étrangères et justifier sa politique répressive.

Il y a eu également un mouvement de sécession du Sud. Pour quelle raison ?

L'histoire du Yémen est essentielle pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui. Le pays dans sa configuration actuelle est né de la fusion en 1990 de la République démocratique populaire du Yémen au sud et de la République arabe du Yémen au nord. Ces deux Etats ont eu des parcours différents…

La création du Nord remonte à plus de dix siècles avec l'arrivée des zaydites à Saada. Mais, en 1962, une révolution éclate pour renverser le régime féodal et installer une république. Nasser, le président égyptien défenseur de

l'indépendance arabe, soutient le mouvement révolutionnaire. De leur côté, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Arabie saoudite et le Chah d'Iran envoient des mercenaires pour secourir les éléments réactionnaires de l'ancien régime féodal et affaiblir Nasser. Le conflit débouche sur une guerre horrible causant des milliers de victimes. Finalement, le gouvernement républicain n'est pas renversé, mais sort très affaibli du conflit. Il n'a pas les moyens d'amorcer une révolution culturelle, de démocratiser complètement le pays, ni de l'industrialiser. Si bien que malgré la fuite de l'imam-roi en Arabie saoudite, le Yémen du Nord stagne à l'état féodal. La révolution républicaine n'a pas permis un véritable développement.

Et au sud ?

Le Yémen du Sud a un parcours différent. Au 19ème siècle, il est colonisé par les Britanniques pour bloquer l'expansion des Français qui se sont emparés de Djibouti et des Russes qui s'étendent jusqu'à l'Asie centrale. Mais il s'agit aussi de maintenir la domination britannique dans le Golfe arabe et sur le passage stratégique du détroit d'Ormuz. C'est la Grande-Bretagne qui a construit la ville portuaire d'Aden au Yémen du Sud. Cette ville est devenue très importante pour l'Empire britannique. On peut dire que c'est le Hong-Kong ou le Macao de l'époque. Beaucoup d'étrangers sont également envoyés dans la région.

Voici quelle est la pyramide sociale dans cette société coloniale : au sommet, trônent les colons britanniques ; viennent ensuite des communautés somaliennes et indiennes qui constituent une sorte de tampon avec la dernière classe, les Yéménites. C'est une stratégie classique des colons britanniques : utiliser un groupe d'individus contre un autre pour se préserver eux-mêmes. Par ailleurs, toutes les personnes que la Grande-Bretagne juge dangereuses dans sa colonie indienne - comme les nationalistes ou les communistes - sont envoyées en exil à Aden.

Ces prisonniers politiques ont influencé le cours de l'Histoire dans la région…

Oui, Aden est devenu un centre de diffusion d'idées progressistes qui se répandront dans le monde arabe et dans la Corne de l'Afrique. Depuis la ville portuaire, des mouvements indépendantistes se développent et font fuir les colons britanniques. En 1967, la République démocratique populaire du Yémen voit le jour. Elle est gouvernée par le parti socialiste yéménite : une coalition des divers éléments progressistes hérités en partie des prisonniers d'Aden. On y trouve des communistes, des nationalistes, des libéraux, des baasistes venant de Syrie ou d'Irak… Tous ces acteurs se trouvent réunis sous la bannière du parti socialiste.

Le Yémen du Sud devient alors l'Etat arabe le plus progressiste de la région et connaît ses plus belles années avec une réforme agraire, l'égalité des sexes, etc. Cependant, le parti socialiste reste composé de nombreux éléments aux origines diverses. Les communistes encadrent le parti et maintiennent une certaine cohésion. Mais chaque fois qu'il faut faire face à un enjeu de taille, les contradictions éclatent au grand jour. A cause du manque de base industrielle et du caractère petit-bourgeois de la coalition, ces contradictions débouchent sur des assassinats. Les membres s'entre-tuent littéralement !

Le parti connaît ainsi trois révolutions internes sanglantes. Et la dernière lui est fatale. La plupart des cadres idéologiques qui dirigeaient le parti sont assassinés et l'aile libérale prend la tête du mouvement. C'est donc un parti socialiste très faible qui gouverne le Yémen du Sud lorsque la réunification des deux Yémen prend effet en 1990. Bien qu'elles aient eu des parcours relativement différents, les parties Nord et Sud ont toujours inscrit l'unification du pays dans leurs agendas respectifs.

Alors, pourquoi a-t-il fallu attendre 1990 pour que le Nord et le Sud s'unissent ?

Au nord, l'Etat est très faible depuis la guerre. Il est dirigé par des libéraux dépourvus d'idées vraiment révolutionnaires et contrôlés par les pays du Golfe, surtout l'Arabie saoudite. Le voisin saoudien fournit en effet des armes et de l'argent à la classe féodale afin d'affaiblir le gouvernement central. Pour l'Arabie saoudite, un Yémen du Nord tribalisé est plus facile à gérer. Le Sud est par contre devenu un bastion des idées progressistes. En pleine guerre froide, il est considéré comme un ennemi de la région et doit être placé en quarantaine.
Mais en 1990, les choses changent. Tout d'abord, l'Union soviétique s'effondre et la guerre froide prend fin. De plus, le Parti socialiste yéménite ne représente plus une grande menace. En effet, ses leaders et penseurs ont été supprimés lors de la troisième révolution interne du parti. Pour les pays de la région et pour les intérêts stratégiques des Occidentaux, l'unification du Yémen ne présente donc plus un gros danger. Ali Abdullah Saleh, qui était déjà président de la République Arabe du Yémen au nord depuis 1978, prend la tête du pays. Il est encore au pouvoir aujourd'hui.

En 1990, le Yémen est le seul pays avec Cuba à s'opposer à la guerre en Irak. Vingt ans plus tard, si Castro tient toujours tête aux « Yankees », Saleh s'est pour sa part rangé aux côtés des Etats-Unis dans leur guerre contre le terrorisme. Comment expliquez-vous ce changement ?

L'opposition à la guerre en Irak n'était pas le fruit de la politique de Saleh, mais des membres de l'ancien parti socialiste yéménite qui occupaient quelques postes-clé dans le nouveau gouvernement. Cependant, bien que le Parti socialiste ait toujours souhaité l'unification des deux Yémen sur une base progressiste, il était trop affaibli par ses conflits internes pour imposer ses choix politiques.
De plus, l'Arabie saoudite, fidèle alliée des Etats-Unis, fit payer très cher au

Yémen cette prise de position contre la guerre en Irak. Le royaume saoudien expulsa en effet un million de travailleurs yéménites qui bénéficiaient d'un statut spécial pour travailler librement de l'autre côté de la frontière. Cela provoqua une grave crise économique au Yémen tout en envoyant un signal fort au président Saleh. Ce dernier revit sa politique pour devenir graduellement la marionnette de l'impérialisme US que nous connaissons aujourd'hui.

Et les éléments progressistes du Sud l'ont laissé faire ?

La réunification a été une grande déception pour les dirigeants du Sud. Ils se sont lancés dans ce processus sans véritable stratégie. Et comme nous l'avons vu, le Parti socialiste était très faible. Le pouvoir était donc concentré au nord autour du président Saleh. Le régime devenait corrompu et le renvoi des Yéménites travaillant en Arabie saoudite avait provoqué une crise majeure. La situation économique se détériorait.

Tous ces facteurs ont amené le Sud à demander la sécession en 1994. Les séparatistes étaient soutenus par l'Arabie saoudite qui préférait avoir un voisin divisé et faible pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'elle entretenait des contradictions avec son voisin sur le tracé de la frontière : le Yémen réclamait en effet certains territoires situés en Arabie saoudite. Ensuite, parce qu'un Yémen uni avec un bon leadership pouvait apporter des problèmes aux classes féodales des pays du Golfe comme l'Arabie saoudite.

Ces tensions entre Nord et Sud débouchèrent finalement sur un conflit. Le président de confession zaydite mobilisa la population du Nord et une grande frange de l'armée autour de ses convictions religieuses pour lutter contre le Sud à majorité sunnite. Les séparatistes furent vaincus, ce qui affaiblit encore plus les anciens membres du Parti socialiste au sein du gouvernement yéménite. Cette guerre a finalement offert au Nord et à Saleh l'occasion d'asseoir leur domination sur tout le pays, tant du point de vue politique que militaire.

Au printemps 2011, cette domination est contestée. L'ensemble de la population, au nord et au sud, s'est dressé contre la dictature. Quelles sont les raisons de ce soulèvement ?

Le Yémen est un pays très pauvre : son économie repose essentiellement sur une agriculture en déclin, quelques rentes pétrolières, un peu de pêche ainsi que l'aide internationale et l'argent envoyé par les travailleurs expatriés. Seule une poignée de personnes dans l'entourage du président profite de ces quelques richesses alors que la population devient de plus en plus pauvre. La majorité des Yéménites a moins de trente ans, mais aucune perspective d'avenir : le chômage a atteint 40% et continue de grimper. Même un diplôme universitaire ne vous garantit plus un emploi. L'inflation est très haute dans le pays. La situation économique se dégrade et seule une petite classe bourgeoise et parasite se porte bien.

Le Yémen semblait un pays figé sans histoire et sans perspective d'évolution. Pourquoi des changements surviennent-ils aujourd'hui ?

En fait, les choses ont rapidement évolué. Comme en Tunisie et en Egypte, les jeunes Yéménites sont confrontés au manque de perspectives. Les conditions socio-économiques sont très difficiles. Mais parallèlement à cela, le niveau de conscience politique a augmenté. Les Yéménites sont devenus plus sophistiqués, les femmes sont allées à l'université, etc. Cette évolution est entrée en contradiction avec le caractère arriéré du régime.

Vous ne pouvez plus voir le Yémen comme il y a quarante ans. La manière de penser a changé ; la situation économique a changé ; la situation des classes sociales a changé ; la construction politique a changé. Le Yémen est devenu semi-urbanisé. Dans les campagnes, une nouvelle classe de paysans aisés a modernisé l'agriculture. Certains industriels produisent aussi localement. Cette

évolution des classes sociales nécessite un nouveau type de gouvernement.
Même les chefs tribaux, autrefois prépondérants, ne peuvent pas s'opposer à un tel mouvement populaire. La société se modernise et l'influence des tribus, même si elle n'a pas disparu, n'est plus aussi puissante. Aussi, la plupart des chefs de clans soutiennent le mouvement de révolte alors qu'autrefois, ils appuyaient le gouvernement. Le président Saleh a progressivement perdu nombre de ses soutiens dont celui de la famille al-Ahmar qui était essentiel.

Qui est cette famille ?

La famille al-Ahmar a toujours été à la base de tout gouvernement yéménite dans le nord. C'est une grande tribu qui, bien que chiite, entretient des liens très étroits avec l'Arabie saoudite. C'est l'une des plus grandes familles aristocratiques du pays, originaire de la région de Saada. L'imam qui dirigeait le Yémen du Nord avant la révolution républicaine de 1962 était issu de cette famille. D'ailleurs, les al-Ahmar se sont d'abord opposés au gouvernement républicain avant de se rapprocher de Saleh. L'ancien patriarche aujourd'hui décédé, Abdullah al-Ahmar, a longtemps été président du Parlement et avait une influence énorme sur le gouvernement. Ensuite, son fils Sadiq a pris la relève et soutient aujourd'hui le mouvement de révolte.

Pourquoi la famille al-Ahmar, qui pourtant était proche du président Saleh, soutient-elle la révolte ?

Depuis la mort d'Abdullah en 2007, les contradictions ont commencé à s'accentuer. La corruption du gouvernement est devenue endémique. Au lieu d'utiliser l'argent du pétrole et du gaz pour développer des infrastructures, ces revenus ont servi à faire de Saleh et de son entourage l'une des familles les plus riches du monde. Pas mal de personnes ont ainsi été marginalisées dans la

bourgeoisie yéménite, dont les al-Ahmar. Ce ne sont plus des chefs tribaux arriérés mais des Yéménites du monde moderne, de grands marchands. Par conséquent, ils ne peuvent que s'indigner lorsqu'ils constatent que des fonds de la Banque nationale sont détournés par la clique de Saleh.

Le président a-t-il perdu d'autres soutiens ?

Au sein de l'armée, oui. Peu de temps après le début des protestations, des négociations ont été entamées entre le gouvernement et le comité de révolution populaire. Mais Saleh n'a fait que des fausses promesses et s'est accroché au pouvoir. Il a également fait tirer sur les manifestants pacifiques. Cette attitude a entraîné une série de défections dans l'armée.
Vous retrouvez en fait trois acteurs importants sur le plan militaire. La Garde républicaine d'abord. Elle est dirigée par le fils de Saleh et reste loyale au président. Cependant, une partie de cette garde censée protéger le palais présidentiel a attaqué le dirigeant yéménite au mois de juin 2011. Grièvement blessé, Saleh a dû quitter le pays avant de revenir au pouvoir.
Vous avez ensuite la première division blindée dirigée par le général Ali Mohsen al-Ahmar. Ce général était le conseiller militaire du président mais en mars 2011, il s'est rangé du côté des manifestants.
Enfin, la tribu des Hasid, l'une des plus importantes fédérations dirigée par Sadiq al-Ahmar, possède sa propre milice. Elle soutient également le mouvement de révolte.

Si en Tunisie et en Egypte, le mouvement de protestation est assez rapidement venu à bout des dictatures, au Yémen, la situation est plus difficile. Pourquoi ?

Le problème est que les Saoudiens et les Etats-Unis veulent que les choses restent comme elles étaient. Ils n'aiment pas ce qu'ils voient, et le combattent

pour empêcher le changement. Ils ne veulent même pas appliquer la démocratie dont ils parlent abondamment, car ils savent que si le suffrage universel était appliqué, la clique de Saleh n'aurait aucune chance de l'emporter. Ils voient sur le terrain que des élections contrecarreraient leurs plans. Ce qu'ils veulent, c'est une élection truquée, subsidiée par eux et qui mettrait leurs agents au pouvoir. Des gens qu'ils financent en sous-main, à travers leur comité d'ambassadeurs, en fournissant argent et logistique.

L'Arabie saoudite redoute également des changements au Yémen en raison d'un enjeu frontalier. En effet, les deux pays se disputaient la province du Jizan. Mais Saleh a tout bonnement accepté de la céder aux Saoudiens il y a quelques années. Il s'est ainsi attiré les foudres du peuple yéménite qui s'est senti blessé dans sa fierté. Un nouveau gouvernement démocratique pourrait donc remettre en cause cet accord frontalier.

Pour qu'une telle chose n'arrive pas, l'Arabie saoudite a, depuis le début de la révolte, envoyé beaucoup d'argent au Yémen afin de diviser la population. Mais sans succès. Elle tente également de rendre la vie difficile aux Yéménites. En effet, le Yémen dépend beaucoup de ses relations commerciales avec les Saoudiens. Et ces derniers tentent de s'en servir comme moyen de pression sur leur voisin. Par exemple, les prix de l'essence et de la nourriture ont augmenté. Mais les protestataires ont fait preuve d'une solidarité remarquable pour surmonter ces obstacles.

Comment s'organise l'opposition ?

Les manifestants ont mis en place des comités pour réunir de l'argent et acheminer de l'eau et de la nourriture. Ils ne se laissent pas décourager. Les Yéménites sont très disciplinés. Il y a beaucoup d'armes en circulation mais les manifestations restent pacifiques. Chaque éruption de violence a été causée soit par des hooligans, soit par des sections de l'armée. La population gère très bien

cette situation.
Le gouvernement a tenté d'instrumentaliser les divisions pour affaiblir le mouvement : entre le Nord et le Sud ou entre chiites et sunnites. Mais le peuple est resté soudé. Les Yéménites font face à de nombreux problèmes : économiques, sociaux, détournements, système de contrôle de la famille et des enfants, etc. Mais ils comprennent que ces problèmes proviennent du caractère totalement antidémocratique du gouvernement et qu'ils doivent s'en débarrasser.
Je pense que le peuple yéménite mérite un prix Nobel pour le remarquable combat qu'il mène. Les femmes en particulier jouent un rôle exemplaire. La manière dont elles s'exprimaient lors des manifestations, vous ne pouvez pas imaginer cela ! Personne ne peut mieux expliquer les enjeux de la révolution yéménite que les femmes que j'ai entendues durant les manifestations. Leur niveau de conscience politique est très élevé. Les femmes n'avaient pas participé à la révolution précédente. Mais ici, les sœurs, les épouses et les mères des manifestants constituent l'épine dorsale du mouvement populaire. Dans les foyers, toutes les discussions tournent autour du renversement de Saleh et de la démocratie. Les mères n'ont plus peur que leurs enfants aillent manifester et ne nourrissent aucun regret pour ceux qui sont morts : ce sont des martyrs tombés pour une juste cause. La détermination des femmes au Yémen est peut-être le plus grand danger que doivent affronter les impérialistes.

Le mouvement d'opposition parviendra-t-il à instaurer la démocratie au Yémen ?

Il est difficile de prévoir comment les choses évolueront. Sur le court terme, les puissances impérialistes parviendront peut-être à maintenir le système en lui donnant un semblant de démocratie. Mais sur le long terme, et cela vaut aussi pour tous les pays arabes où des mouvements populaires et démocratiques ont éclaté, la situation est amenée à changer.
Des conditions sociales difficiles ont conduit les jeunes Yéménites à se révolter.

Or, ces conditions sont le fruit de la domination impérialiste qui pille les richesses et maintient au pouvoir une bourgeoisie compradore. Si un gouvernement véritablement démocratique voit le jour au Yémen, il utilisera les ressources du pays pour améliorer les conditions de vie des citoyens. Si par contre les puissances impérialistes maintiennent leur système de domination en lui donnant des airs de démocratie, les Yéménites seront à nouveaux confrontés aux mêmes problèmes. Mais leur niveau de conscience politique est tel désormais qu'ils ne se laisseront pas faire.

Les Yéménites ne veulent plus des Etats-Unis ?

Ils voient que le régime profite des richesses alors que le peuple devient de plus en plus pauvre. Ils voient que leur pays est devenu un bastion de l'impérialisme US et que Saleh s'est rangé aux côtés de Washington dans sa prétendue guerre « contre le terrorisme ». Ils voient ce qui se passe en Afghanistan, au Pakistan et en Irak. Pour eux, c'est une guerre contre les musulmans. Barack Hussein Obama a beau avoir un nom musulman et faire tous les discours qu'il veut, il n'y a pas d'autre mot pour définir cette guerre.
De plus, le gouvernement yéménite n'est même pas capable de protéger ses citoyens. Après les attentats du 11 septembre, certains ont été enlevés et séquestrés sans raison. C'est arrivé à un éminent chef religieux yéménite. Alors qu'il se rendait aux Etats-Unis pour voir son fils, il a été arrêté et envoyé à Guantanamo sans motif valable. Après six années de détention, il a finalement été relâché. Mais il est décédé trois semaines plus tard, car sa détention l'avait rendu malade. Son histoire a profondément choqué le peuple yéménite.
Enfin, Saleh a reconnu les frontières de l'Arabie saoudite dans le différend qui opposait les deux pays. Il a aussi autorisé les bombardiers saoudiens à pilonner la région où sont établis les rebelles houthistes. Pour les Yéménites, cette situation est inacceptable. Saleh est sur un siège éjectable. C'est pourquoi il ne

peut tenir qu'avec le soutien des Etats-Unis. Lesquels agitent l'épouvantail d'Al-Qaïda afin de pouvoir agir librement dans le pays.

Après l'Afghanistan et l'Irak, le Yémen va-t-il donc devenir le troisième front des Etats-Unis ?

Je pense que ça l'est déjà. L'armée américaine a déjà envoyé des missiles et des troupes spéciales sur place. Elle fournit également beaucoup de matériel au Yémen, mais une bonne partie de ce dernier passe aux mains des résistants à cause des liens qu'ils entretiennent avec les zaydites de l'armée yéménite !

Un nouvel échec en vue pour Washington ?

L'histoire semble se répéter pour les Etats-Unis. Ce pays a beau être aujourd'hui dirigé par un nouveau président qui a baigné dans la culture musulmane, sa politique n'a pas changé. Le discours d'Obama peut d'ailleurs être très semblable à celui de Georges W. Bush : il promet de traquer les terroristes où qu'ils soient. Obama agite l'épouvantail d'Al-Qaïda pour combattre des rebelles tapis dans les montagnes du Yémen ? Bush avait fait la même chose il y a dix ans avec l'Afghanistan et cette guerre n'est toujours pas finie.

Combien de temps cela va-t-il durer ?

L'historien Paul Kennedy a relevé que le décalage, la contradiction entre la base économique et l'expansion militaire était l'un des principaux facteurs de déclin des grands empires. Si l'économie d'une grande puissance est en perte de vitesse, mais que ses dépenses militaires augmentent, cette grande puissance est condamnée à sombrer et à devenir très faible. C'est la situation des Etats-Unis aujourd'hui.

BIBLIOGRAPHIE

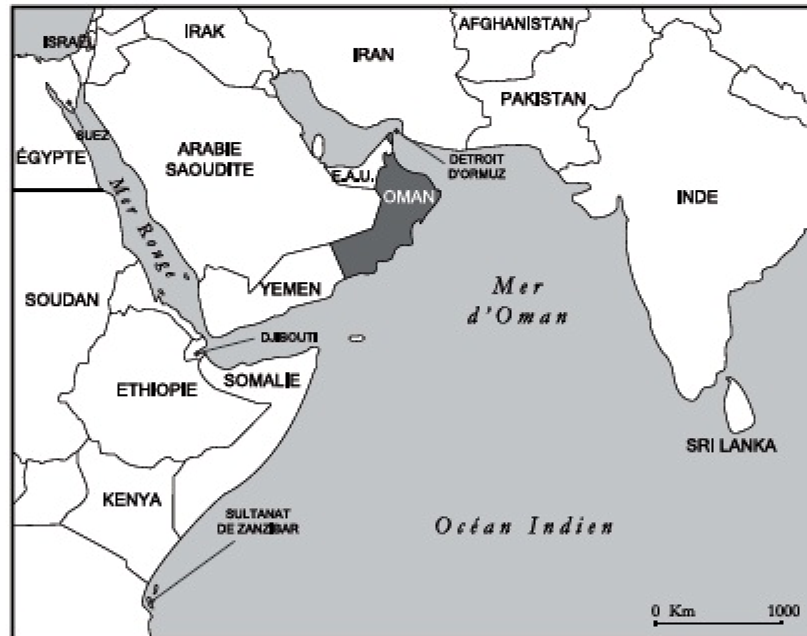
- Victoria Clark, *Yemen: Dancing on the Heads of Snakes*, Yale University Press, 2010

- Fred Halliday, *Arabia Without Sultans*, Saqi Books, 2001

- Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances, Transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, Editions Payot, 1989

Oman
Un sultanat stratégique et oublié

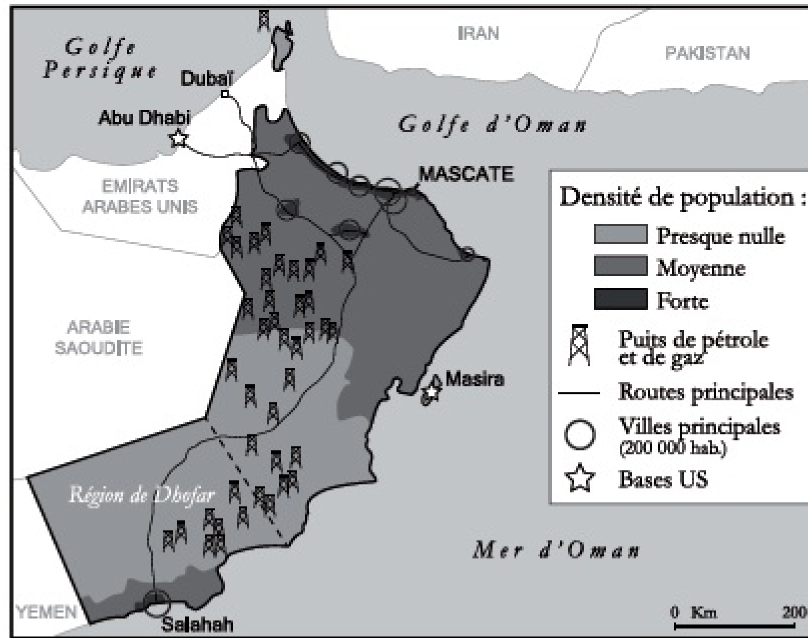
Il est des pays dont personne ne parle et qui ont pourtant une importance stratégique dans les relations internationales entre grandes puissances. Il est des souverains qui s'arrangent pour ne jamais faire parler d'eux et ne prendre position sur rien. Oman est dans ce cas. Un paradis, alors ? Pas vraiment. Histoire d'un pays où les Britanniques ont appliqué avec un art sans égal leur fameux "diviser pour régner". Mais l'avenir s'annonce moins calme...



COUP D'OEIL SUR OMAN

GEOGRAPHIE
- Capitale : Mascate
- Superficie : 309 500 km²
- Nombre d'habitants : 2 694 094 (8,7 hab. /km²)

SOCIETE
- Composition : majorité ibâdite, importante minorité baloutche, minorté jabali dans le Dhofar, 28,4% d'immigrés
- Espérance de vie : 74,2 ans
- Population de moins de 15 ans : 31,2%
- Taux d'alphabétisation : 78,8%



POLITIQUE
- Régime : sultanat
- Sultan : Qabus ibn Said
- Indépendance : 1744 (expulsion des Perses)

ECONOMIE
- PIB : 56,3 milliards $ (2008)
- Ressources : pétrole (65% du PIB), tourisme
- Taux de croissance : 4,2%
- PIB/habitant : 8001 $ (2008)
- IDH: 0,846 en 2007 (56ème)
- Taux de chômage : 15%
- Population sous le seuil de pauvreté : N.C.

On ne parle jamais d'Oman dans les médias. Pourtant, un pays qui a du pétrole et qui occupe une position géographique stratégique ne peut laisser les grandes puissances indifférentes ?

En effet. Le sultanat d'Oman dans sa forme actuelle est une création de l'Empire britannique. Auparavant, il était concentré essentiellement autour de Mascate. Mais la Grande-Bretagne l'a utilisé pour étendre son influence…

C'est-à-dire ?

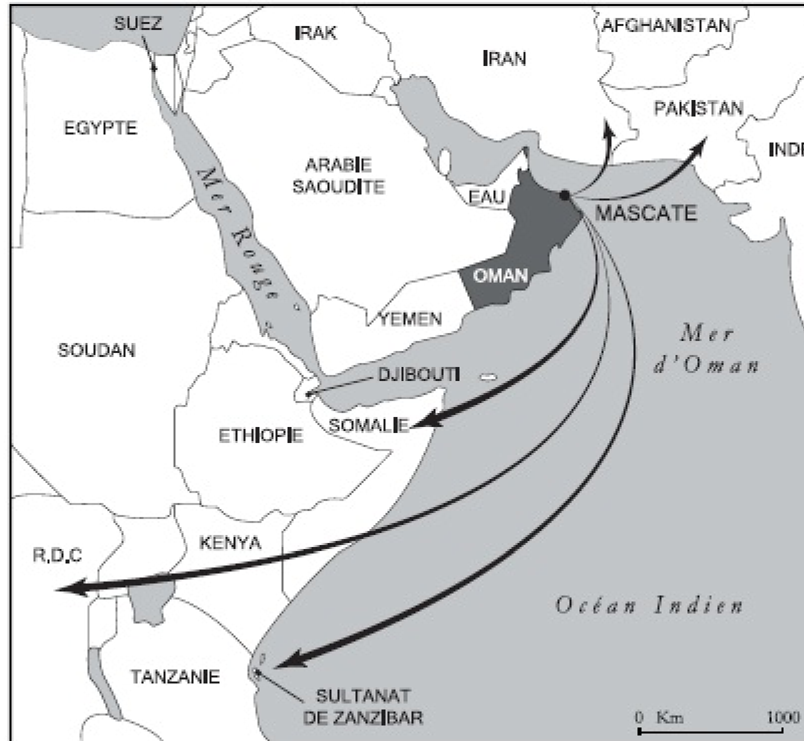
Elle cherchait à mettre la main sur d'autres régions du Golfe dont, au sud, le Dhofar. Aujourd'hui intégré à Oman, il était autrefois indépendant.

Tout commence avec les Britanniques alors ?

Pas du tout. Avant leur arrivée, le sultanat de Mascate était déjà une puissance maritime régionale importante. Le pays était très arriéré, mais les Omanis, en tant que pêcheurs, ont toujours été tournés vers la mer. Grâce à quoi, ils étaient devenus de véritables spécialistes de l'océan Indien. Or, celui-ci est depuis toujours un lieu très stratégique. Qui le contrôle, contrôle l'Asie. C'est notamment par lui que les musulmans ont pu propager l'Islam par le biais du commerce. Bref, avant l'arrivée des Britanniques, les Omanis étaient la puissance régionale qui contrôlait cette partie de l'océan…

Pouvez-vous concrétiser ?

Eh bien, pendant son très long règne (1804 à 1856), le sultan Ahmad ibn Saïd contrôlait un véritable empire comprenant le sud de la Perse et le détroit d'Ormuz, une partie du Pakistan actuel, et surtout, sur la côte de l'Afrique. Et il contrôlait le sultanat de Zanzibar (île de la Tanzanie actuelle à l'est de l'Afrique) qui vivait notamment du commerce des esclaves ; à partir de là, il allait jusqu'à Mogadiscio (Somalie), Kilwa (Tanzanie), Mombasa (Kenya) et jusqu'au Kivu (Congo). Les Arabo-musulmans étaient de très bons commerçants, actifs jusque dans l'arrière-pays africain. Ceci est une des raisons expliquant les nombreuses ressemblances entre le swahili, parlé dans l'Ouest de l'Afrique, et la langue arabe. Cependant, le sultanat de Mascate, qui était ismaélite (une branche du chiisme), n'a pas réussi à implanter le chiisme dans ces régions, car le sunnisme était beaucoup plus fort. Par le biais du commerce, le sultanat s'était même implanté jusqu'en Chine.



Zone d'influence du sultan Ahmad ibn Saïd
au début du 19ème siècle

Si l'océan Indien était à ce point stratégique, il devait forcément attirer des convoitises ?

Beaucoup. Avant l'arrivée des Européens, trois grandes puissances se partageaient l'hégémonie maritime. Premièrement, l'Inde dirigée à cette époque par le pouvoir musulman des Moghols (1526 - 1858). Deuxièmement, la Chine. Troisièmement, l'Empire ottoman. Ces trois puissances avaient la mainmise sur ces routes commerciales importantes qui reliaient l'Europe et l'Asie et qui représentaient 60% du commerce mondial.

Dans ce contexte, quel était l'intérêt du sultanat d'Oman pour les Britanniques ?

Londres a commencé à considérer Aden et Oman comme des points stratégiques au tout début du 19ème siècle, lorsque Napoléon conquit l'Égypte, menaçant ainsi les communications entre la Grande-Bretagne et l'Inde. En prenant le contrôle d'Aden, les Britanniques se sont assuré le lien entre l'océan Indien et la mer Rouge, passage obligé vers la Méditerranée. En contrôlant Oman, ils connectaient l'océan Indien et le golfe Persique, grâce à quoi ils

augmentaient énormément leur influence économique.
Contrôler ce golfe leur permettait de protéger leur principale colonie : l'Inde dont les richesses jouaient un rôle majeur dans leur Empire. En effet, leur Compagnie des Indes, active dans le négoce des épices et autres denrées d'Asie, mais aussi dans la distribution d'opium en Chine, était l'entreprise commerciale la plus puissante du monde aux 17ème et 18ème siècles. Cette compagnie accumula une grande partie des richesses extérieures qui permirent le démarrage du capitalisme anglais.

Et la puissance d'Oman les gênait ?

Oui, les Britanniques voulaient empêcher les Omanis de poursuivre leurs activités dans l'océan Indien, prendre le leadership du commerce dans cette région, et contrer les ambitions d'autres puissances coloniales, comme la Russie, qui avaient aussi des vues sur l'océan Indien. Ils y sont parvenus : en 1891, Oman est devenu un protectorat britannique. Londres a profité de son affaiblissement économique après l'abolition du trafic d'esclaves à Zanzibar, et aussi de la contestation menée par les tribus de l'intérieur.
Pour résumer, les Britanniques poursuivaient donc de multiples intérêts dans cette région : 1. Protéger leur Compagnie des Indes. 2. Contrôler l'océan Indien et y imposer leur hégémonie. 3. Etendre leur influence dans la région du Golfe, ce qui leur a été extrêmement profitable après la découverte du pétrole. Ils avaient donc trois bonnes raisons pour créer le sultanat d'Oman, en élargissant le sultanat de Mascate et en soutenant le régime féodal en place : la dynastie des Bû Said, ancêtres du sultan actuel Qabus.

Et tout ça, avant le pétrole, puisque c'est seulement en 1901 que les Anglais ont découvert des gisements de pétrole en Iran.

Oui, cela a évidemment rendu la région encore plus attirante !

Quelque chose intrigue. Officiellement, Oman n'est pas une colonie, mais dans les faits, elle est quand même sous contrôle des Britanniques. Comment s'y sont-ils pris ?

Leur principale stratégie a été le classique « diviser pour régner ». A Oman, ils ont installé une forme de fédéralisme basé sur le communautarisme des tribus. Tous les chefs tribaux des zones rurales ont pu garder une certaine autonomie

dans leur territoire et conserver une armée.

Diviser pour régner

Cette stratégie, que les Britanniques ont employée très souvent dans leur Empire, se basait sur une première expérience réalisée en Malaisie à la fin du 19ème siècle. Dans ce pays, se côtoyaient trois communautés, avec des langues et des religions différentes : les indigènes malais, les Indiens et les Chinois. Les Anglais se sont particulièrement appliqués à les diviser.
Il faut savoir que le capitalisme dans sa nouvelle phase impérialiste, à partir de 1880 – 1900, s'est caractérisé par l'exportation non plus seulement de marchandises vendues en Asie, en Afrique ou en Amérique latine, mais surtout par l'exportation de capitaux pour y produire ces marchandises à très bon marché et les vendre en Occident et partout. C'était une source de profits beaucoup plus grande encore.
Mais pour exploiter les matières premières et les ressources locales, les capitalistes ont dû déplacer un certain nombre de gens de partout. Pour réaliser des profits énormes, il leur fallait créer des masses de travailleurs surexploités. Cependant, si les opprimés s'unissent et revendiquent, cela peut devenir dangereux pour les impérialistes. Cela peut entraîner des rébellions que l'on n'est jamais sûr de pouvoir mater.
Pour éviter ce risque, il faut absolument diviser les masses. Selon les situations propres à chaque pays, la langue, la religion ou l'appartenance à une tribu sont alors bien pratiques pour assurer la mainmise sur les richesses. Parfois, des groupes ethniques étrangers sont importés et utilisés comme tampons entre les autorités coloniales et les colonisés. Pendant que les opprimés sont occupés à se disputer et à se faire la guerre, les oppresseurs retirent un maximum de profits des richesses locales.

L'armée britannique n'était pas sur place ?

Si, mais chaque chef conservait sa propre petite armée. Ils ont ainsi utilisé les contradictions entre tribus féodales pour asseoir leur influence dans la région. Plus les tribus étaient divisées, mieux la Grande-Bretagne contrôlait la région et pouvait s'emparer des ressources, notamment pétrolières.
A Oman, les Britanniques ont donc utilisé les querelles tribales dans les régions les plus arriérées. Mais ils contrôlaient de près le sultanat de Mascate, un régime féodal plus organisé au niveau politique. Tout comme ils se devaient de

contrôler Aden, où l'économie plus développée rendrait plus probable l'organisation de la classe ouvrière... Donc, la Grande-Bretagne a largement soutenu le sultan à Mascate, tout en empêchant, comme partout ailleurs, le développement du nationalisme arabe unificateur. Pour contrer celui-ci, la meilleure tactique était d'encourager le féodalisme, un système où le pouvoir est concentré aux mains d'une élite facilement contrôlable et capable de réprimer les aspirations du peuple.

Malgré quoi, en 1964, les Omanis se sont rebellés contre la puissance britannique. Durant douze ans, le pays - et particulièrement la région du Dhofar - a été le théâtre d'une lutte acharnée entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires pro-impérialistes. Comment expliquer cette éruption soudaine ?

D'abord, la Grande-Bretagne a dû faire face à la fronde au sud du Yémen où s'était développé un mouvement nationaliste inspiré par les idées communistes (voir chapitre précédent). Ce mouvement s'est ensuite exporté au Dhofar voisin. Région qui avait été justement annexée quelques années plus tôt, avec l'aide des Britanniques, par le sultan Said bin Taimour, monarque absolu de Mascate. La population du Dhofar a alors été victime de discriminations et d'une exploitation économique sévère.
Par conséquent, il était logique que la fronde révolutionnaire yéménite gagne cette région. De plus, les Dhofaris ont une identité forte et unique : ni yéménites, ni omanis, mais un mélange de Noirs et d'Arabes. Avant l'arrivée des Britanniques, ils n'étaient pas sous la coupe du sultanat de Mascate. Leur intégration à Oman visait notamment à développer le tourisme. Cette très belle région est fort appréciée par les riches Occidentaux. Comme on l'a déjà dit, ce sont les Britanniques qui ont façonné l'Oman actuel. Mais, en réaction à cette intégration forcée, un chef tribal insatisfait, Mussalim bin Nafl, crée le Front de Libération du Dhofar en 1962. Bin Nafl mène alors une guérilla contre les forces britanniques et des opérations de sabotage contre les installations pétrolières.

Cela n'explique pas encore la violence du conflit…

En fait, en 1967, se produisent deux événements qui vont donner à la rébellion un caractère révolutionnaire : d'abord, la Guerre des Six jours entre l'Egypte et Israël. Ce conflit a radicalisé l'opinion dans l'ensemble du monde arabe ; ensuite,

le retrait britannique d'Aden qui a été suivi par l'établissement de la République populaire démocratique du Yémen.
Alors, le mouvement dhofari change de nom et devient le Mouvement de Libération du Golfe. Les Dhofaris étaient convaincus que le sultanat d'Oman, mais aussi l'ensemble du golfe étaient une colonie britannique qui pouvait être libérée de l'impérialisme. Il fallait pour cela se battre contre la stratégie britannique.
Et de fait, les peuples du Golfe ont de nombreux points communs : ils sont musulmans, colonisés et parlent arabe. Sur cette base-là, avec toute la richesse pétrolière à leur disposition et si des moyens de communication se créent, une unification devient possible.

La fin du « diviser pour régner » ?

Voilà ! Le Mouvement de Libération du Golfe a compris ce que les Britanniques redoutaient le plus... Ce n'est pas pour rien que Londres avait toujours combattu toute velléité de nationalisme arabe en utilisant les forces féodales les plus arriérées. En opposition, la révolution du Dhofar a donc appliqué les méthodes maoïstes pour unir les masses. Les révolutionnaires pouvaient compter sur l'appui d'une base paysanne, sur le soutien du Yémen du Sud, et leur but était de construire un Etat marxiste-léniniste. Ils ont à nouveau changé leur nom en « Front populaire pour la Libération du Golfe occupé ».

Mais ils ont été finalement vaincus…

Oui, la rébellion, malgré son développement et sa ténacité, a été sévèrement matée. Les Britanniques ont pu compter sur l'aide du Chah d'Iran, qui jouait à l'époque le rôle d'un véritable policier à la solde des impérialistes. De plus, le sultanat présentait un intérêt en soi pour le Chah : une partie de ses forces militaires y était stationnée. Il s'est donc engagé à fond dans la guerre contre les révolutionnaires du Dhofar. Evidemment en utilisant un prétexte pour se justifier : la religion. Le Chah d'Iran a en effet prétendu voler au secours de ses frères chiites d'Oman menacés par une rébellion sunnite au Dhofar. Mais en réalité, il voulait avant tout protéger les intérêts occidentaux et étasuniens dans le sultanat.

Intérêts liés à la situation géographique ?

Oui, le détroit d'Ormuz, entre Oman et l'Iran, est en effet la porte la plus importante du golfe Persique. Si l'Occident en perd le contrôle, 70% du pétrole mondial pourraient être bloqués. Le capitalisme occidental aurait pris un grand risque en laissant une rébellion maoïste prendre le dessus dans le Dhofar. Le sultan Saïd Bin Taimour est donc passé à l'offensive, sur le conseil de la Grande-Bretagne et avec l'aide de l'Iran.

Cependant, le sultan ne s'en est pas très bien sorti, non plus…

Non. Pour mettre fin au conflit, les Britanniques ont monté un coup d'Etat à Oman, remplaçant le sultan par son fils. Pour la Grande-Bretagne, il fallait simplement donner une impression de changement pour que rien ne change vraiment et que ses intérêts soient toujours préservés. Le sultan Saïd était en effet un homme très arriéré. Pour l'anecdote, il avait l'habitude de cacher des armes sous son lit la nuit… C'était aussi un homme cruel, qui suscitait beaucoup de mécontentement, et pas seulement au Dhofar : à Mascate aussi, il y avait des révoltes. On l'a destitué pour calmer les esprits.
Si le père était un ignare, le fils était, lui, un jeune homme éduqué et entièrement à la solde des Britanniques : études en Grande-Bretagne à partir de 16 ans, diplôme de l'Académie royale militaire de Sandhurst. Rentré à Oman, il prend le pouvoir par un coup d'Etat le 23 juillet 1970. Avec l'aide des Britanniques, il parvient à mater les révoltes. Pour cela, il va moderniser le pays, sans toutefois remettre en cause le fonctionnement féodal du régime. De plus, le sultan Qabus a un certain talent pour acheter des insurgés et les rallier à sa cause.

Donc, dans les années 1970, le sultanat se modernise. Qui va en profiter ?

Les années 1970 ont été extrêmement difficiles pour les grandes puissances occidentales. Le capitalisme connaît alors une grande crise à la fois politique et économique. La flambée des prix des carburants aura pour conséquence un afflux important de dollars dans les pays du Golfe. Tout à coup, Oman a plus d'argent qu'il n'en a jamais eu. On y assiste à un essor du capitalisme, avec l'apparition d'une bourgeoisie locale et le développement des infrastructures.
Seulement, ce développement du pays et l'afflux des pétrodollars vont être

monopolisés par la bourgeoisie compradore, c'est-à-dire que cette bourgeoisie économiquement liée aux puissances étrangères va en fait financer l'Europe et les USA. En effet, pour moderniser le pays, le sultanat va acheter énormément à l'Occident. Des avions, du matériel pour construire des routes, etc. Plutôt que de développer dans ses propres frontières une base industrielle qui aurait rendu son économie indépendante de l'Occident.
Les intérêts des puissances impérialistes sont donc préservés. En outre, le chômage, généré à l'Ouest par la crise des années 70 sera un peu soulagé par les pays producteurs de pétrole dont Oman. En effet, beaucoup de travailleurs étrangers vont gagner dans le sultanat des salaires jusqu'à soixante-dix fois supérieurs à leurs revenus précédents.

Tout cet argent qui rentre, cela explique que le pouvoir autoritaire du sultan se soit maintenu jusqu'à aujourd'hui ?

Eh bien oui, il y a vraiment beaucoup d'argent à Oman ! Mais l'intervention militaire du Chah d'Iran a beaucoup joué aussi.

Actuellement, comment se situe le sultan d'un point de vue géostratégique?

Il ne se positionne sur rien ! C'est sa grande spécialité, après sa capacité de cooptation. Le sultanat ne prend aucune position : ni sur le conflit israélo-palestinien, ni sur quoi que ce soit d'autre. Il assure sa tranquillité. Cependant, il abrite une base militaire des Etats-Unis. Depuis 1980, un accord leur permet d'utiliser le territoire et les installations militaires pour opérer dans la région.

C'est utile ?

Oui, Oman peut servir de tremplin pour des opérations contre l'Irak, l'Afghanistan ou l'Iran. Leur présence s'est même intensifiée depuis le 11 septembre. A Oman, l'impérialisme US a remplacé le néocolonialisme britannique…

Selon vous, une contamination du printemps arabe est-elle possible à Oman ?

Début mars 2011, on a assisté à des manifestations dans les ports, contre la hausse des prix. Manifestations réprimées par le gouvernement.

Le régime est-il en danger ?

Il est difficile de prévoir si les révoltes populaires de Tunisie et d'Egypte, motivées par des conditions sociales déplorables, pourront ébranler un riche pays pétrolier comme Oman. Mais les rapports de force sont amenés à évoluer dans la région. Par ailleurs, depuis le choc pétrolier de 1973 et la modernisation des pays du Golfe, les jeunes sont plus éduqués et moins corruptibles qu'autrefois. Dans sa forme actuelle, le régime féodal du sultan aura du mal à se maintenir. Sa faculté de cooptation risque d'être mise à mal et il ne pourra pas indéfiniment se taire sur ce qui agite le monde arabe.
Difficile de le prévoir à l'heure où je parle. Mais si le mouvement s'amplifie ou se prolonge sur le moyen terme, le sultan aura selon moi plus de mal à se maintenir.

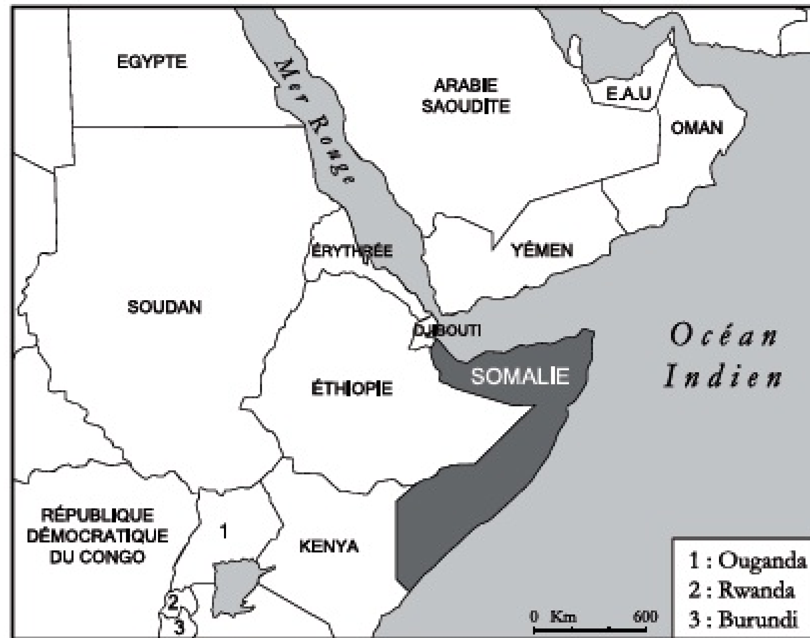
BIBLIOGRAPHIE

- Farhad Daftary, *The Isma'ilis: Their History and Doctrines,* Cambridge University Press, 1992

- Philip K. Hitti, *History of the Arabs*, Palgrave Macmillan, 2002 (10th edition)

Somalie
Bien plus qu'une affaire de pirates

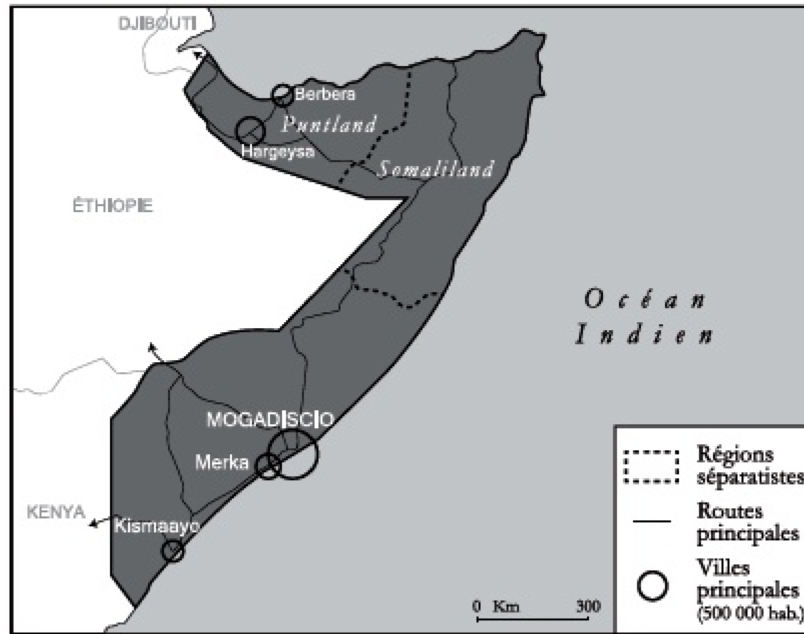
La Somalie avait tout pour réussir ! Une situation géographique avantageuse, du pétrole, des minerais… Et, ce qui est plutôt rare en Afrique, une seule religion et une seule langue pour tout le territoire. Elle aurait donc pu être une grande puissance de la région. Mais la réalité est toute différente : famines, guerres, pillages, piraterie, attentats… Comment ce pays a-t-il sombré ? Pourquoi n'y a-t-il pas de gouvernement somalien depuis presque vingt ans ? Quels scandales se cachent derrière ces pirates qui détournent les navires ? La famine est-elle une fatalité ?



COUP D'OEIL SUR LA SOMALIE

GEOGRAPHIE
- Capitale : Mogadiscio
- Superficie : 637 657 km²
- Nombre d'habitants : 8 863 338 (13,9 hab. /km²)

SOCIETE
- Composition : majorité Somali (92%), minorité Bantoue (7%) ; l'islam sunnite est la religion officielle
- Espérance de vie : 50,4 ans
- Population de moins de 15 ans : 44,7%
- Taux d'alphabétisation : 37,8%



POLITIQUE
- Régime : république
- Président : Charif Cheikh Ahmed (reconnu par la communauté internationale mais ne gouverne pas sur tout le pays)
- Indépendance : 1960 (de l'Italie et du Royaume-Uni)

ECONOMIE
- PIB : 917 millions $ (2009)
- Ressources : agriculture, pétrole, aide internationale et diaspora
- Taux de croissance : 2,6% (2009)
- PIB/habitant : 600$ (2008)
- IDH: 0,284 en 2001 (161ème – dernier)
- Taux de chômage : 15% (2001)
- Population sous le seuil de pauvreté : N.C.

Comment la piraterie s'est-elle développée en Somalie ? Qui sont ces pirates ?

Depuis 1990, il n'y a plus de gouvernement en Somalie. Le pays est aux mains de seigneurs de guerre. Des navires européens et asiatiques ont profité de cette situation chaotique pour pêcher le long des côtes somaliennes sans aucune

licence et en violant des règles élémentaires. Ils n'ont pas respecté les quotas en vigueur dans leurs propres pays pour préserver les espèces et ont employé des techniques de pêche – notamment des bombes ! – qui ont créé d'énormes dégâts aux richesses des mers somaliennes.
Ce n'est pas tout ! Profitant également de cette absence d'autorité politique, des compagnies européennes, avec l'aide de la mafia, ont déversé des déchets nucléaires aux larges des côtes somaliennes. L'Europe était au courant, mais a fermé les yeux car cette solution présentait un avantage pratique et économique pour le traitement des déchets nucléaires. Or, le tsunami de 2005 a déversé une grande partie de ces déchets à l'intérieur des terres somaliennes. Et d'étranges maladies sont apparues pour la première fois au sein de la population.
Voilà le contexte dans lequel la piraterie s'est principalement développée. Si des organisations criminelles sont venues s'y greffer par la suite, la piraterie a d'abord émergé d'une misère qui ne doit rien au hasard. Les pêcheurs somaliens, qui disposent de techniques rudimentaires, n'étaient plus en mesure de travailler. Ils ont donc décidé de protéger ainsi leurs mers. C'est exactement ce que les Etats-Unis ont fait durant la guerre d'indépendance contre les Britanniques (1775-1783) : ne disposant pas de forces navales, le président George Washington passa un accord avec des pirates pour protéger les richesses des mers américaines.

Pas d'Etat somalien depuis presque vingt ans ! Comment cela est-il possible ?

Là non plus, ce n'est pas le fruit du hasard. En 1990, le pays est meurtri par les conflits, la famine et les pillages, et l'Etat s'effondre. Face à une telle situation, les Etats-Unis, qui ont découvert quelques années auparavant des réserves de pétrole en Somalie, déclenchent l'opération *Restore Hope* (Restaurer l'Espoir) en 1993. Pour la première fois, des *Marines* US interviennent en Afrique pour essayer de prendre le contrôle d'un pays. Pour la première fois aussi, une

invasion militaire est déclenchée au nom de l'ingérence humanitaire.

Le fameux sac de riz exhibé sur une plage somalienne par Bernard Kouchner ?

Oui, tout le monde se souvient de ces images soigneusement mises en scène. Mais les véritables raisons étaient stratégiques et sont très clairement exposées, notamment dans un document du Pentagone de 1993 intitulé *The DOD Role in African Policy* (Le rôle du Département de la Défense dans la politique africaine). On y apprend que l'Afrique, avec ses minerais et ses nombreuses richesses, est d'un intérêt vital pour les Etats-Unis. Alors que l'Union soviétique s'est effondrée et que l'économie s'est mondialisée, le département préconise de renforcer sa présence militaire sur le continent pour empêcher les compétiteurs des Etats-Unis de profiter des richesses africaines. C'est dans ce cadre stratégique que s'inscrit l'opération *Restore Hope*.

Cette opération a pourtant été un échec immortalisé d'ailleurs par un film hollywoodien. La chute du faucon noir *nous raconte le drame de ces pauvres G.I.'s assaillis par de méchants rebelles somaliens…*

Oui, de gentils soldats venus apporter la paix en Somalie dans le cadre d'une mission humanitaire auraient été attaqués par de méchants Africains ivres de violence ! En fait, les soldats US venus contrôler le pays ont été vaincus par une résistance patriotique somalienne.

Quelles furent les conséquences de ce fiasco militaire ?

Les Etats-Unis étant incapables de contrôler la Somalie, leur politique a été de maintenir le pays sans véritable gouvernement, voire de le balkaniser, c'est-à-dire de le morceler. Toujours diviser pour régner ! Voilà pourquoi il n'y a pas d'Etat

somalien depuis presque vingt ans. Les Etats-Unis ont appliqué ici une espèce de théorie du chaos afin d'empêcher toute réconciliation somalienne et maintenir le pays divisé.

Maintenir la Somalie dans le chaos, n'était-ce pas contraire aux intérêts des Etats-Unis qui ne peuvent en exploiter les richesses ?

L'exploitation du pétrole somalien n'est pas leur objectif prioritaire. Les Etats-Unis savent que les réserves sont là et n'en ont pas besoin dans l'immédiat. Deux éléments sont beaucoup plus importants dans leur stratégie.

Tout d'abord, empêcher les compétiteurs de négocier avantageusement avec un Etat somalien riche et puissant. Vous parlez du Soudan, la comparaison est intéressante. Découvert par des compagnies US il y a trente ans, le pétrole soudanais est aujourd'hui vendu aux Chinois !

La même chose pourrait se produire en Somalie. Le pays n'a plus de gouvernement officiel, mais les puissances occidentales soutiennent un gouvernement de transition. Concrètement, ce gouvernement ne contrôle rien en Somalie et ne doit sa légitimité qu'au soutien international. Or, il y a quelques années, Abdullah Yusuf, qui a présidé le gouvernement de transition de 2004 à 2008, s'est rendu en Chine bien que soutenu par les Etats-Unis.

Les médias US avaient vivement critiqué cette visite. Le fait est que les Etats-Unis n'ont aucune garantie sur ce point : si un gouvernement somalien voit le jour demain, peu importe sa couleur politique, il pourrait très bien adopter une stratégie indépendante des Etats-Unis et commercer avec la Chine. Les impérialistes occidentaux ne veulent donc pas d'un Etat somalien fort et uni.

Le deuxième objectif poursuivi par cette théorie du chaos est lié à la situation géographique de la Somalie, qui est stratégique pour les impérialistes des Etats-Unis et de l'Europe réunis.

Stratégique pourquoi ?

Le contrôle de l'océan Indien. Comme je l'ai dit, les puissances occidentales portent une lourde part de responsabilité dans le développement de la piraterie en Somalie. Mais plutôt que de dire la vérité et payer des compensations pour ce qu'elles ont fait, ces puissances criminalisent le phénomène afin de justifier leurs positions dans la région. Sous prétexte de combattre la piraterie, l'Otan positionne sa marine militaire dans l'océan Indien.

Dans quel but ?

Contrôler le développement économique des puissances émergentes, principalement l'Inde et la Chine. En effet, la moitié de la flotte mondiale des porte-conteneurs et 70% du trafic total des produits pétroliers passent par l'océan Indien. De ce point de vue stratégique, la Somalie occupe une place importante : le pays a la plus vaste côte d'Afrique (3.300 kilomètres) et fait face au golfe Arabe et au détroit d'Ormuz, deux centres névralgiques de l'économie de la région.

De plus, si une réponse pacifique était apportée au problème somalien, les relations entre l'Afrique d'une part, et l'Inde et la Chine d'autre part, pourraient se développer à travers l'océan Indien. Ces concurrents des Etats-Unis pourraient alors avoir une influence dans cette région de l'Afrique. Et cela serait très utile aussi pour le Mozambique, le Kenya, Madagascar, la Tanzanie, Zanzibar, l'Afrique du Sud… Tous ces pays connectés à l'océan Indien pourraient avoir un accès facile au marché asiatique et développer des échanges économiques fructueux. Nelson Mandela, lorsqu'il était président de l'Afrique du Sud, avait d'ailleurs évoqué la nécessité d'une révolution de l'océan Indien avec de nouvelles relations économiques. Ce projet, les Etats-Unis et l'Europe n'en veulent pas. C'est pourquoi ils préfèrent maintenir la Somalie dans le

chaos.

Vous dites que les Etats-Unis ne veulent pas d'une réconciliation en Somalie. Mais les divisions somaliennes existaient bel et bien, et avant leur intervention…

Pour bien comprendre cette situation chaotique, nous devons remonter plus loin dans l'histoire de la Somalie. A la fin du 19ème siècle, ce pays a été divisé par les forces coloniales avec une occupation britannique au nord et italienne au sud.
La Grande-Bretagne contrôlait déjà la cité portuaire d'Aden au Yémen. La Somalie était intéressante car elle offrait un stock de vivres pour les troupes britanniques. Les colons surnommeront d'ailleurs leur possession « la boucherie d'Aden » et croyez-moi, ils ne prenaient pas de ticket pour être servis ! De plus, en prenant possession de Barbera au nord-ouest du pays, les Britanniques déjà présents au Yémen se positionnaient des deux côtés de la mer Rouge et pouvaient ainsi sécuriser cet accès stratégique vers leur colonie indienne.

La Grande-Bretagne n'a-t-elle pas rencontré de résistance en colonisant le nord de la Somalie ?

Si. Mohamed Abdullah Hassan est un héros de la résistance somalienne. C'était le George Washington de la Somalie, car il voulait réunir tous les Somaliens dans un Etat. Mais c'était aussi le Shakespeare de la Corne de l'Afrique qui utilisait sa magnifique prose pour mobiliser le peuple contre l'occupation coloniale.
De la fin du 19ème siècle jusqu'en 1920, Mohamed Abdullah Hassan, que les Britanniques surnommaient *Mad Mullah*, a mené l'une des plus longues guerres de résistance au colonialisme sur le continent africain tout comme Omar Al-Mokhtar en Libye. Hassan a combattu à la fois les Britanniques au nord, les Italiens au sud ainsi que les troupes éthiopiennes à la solde des puissances impérialistes. Finalement, la résistance somalienne essuiera une défaite fatale

sous les bombardements britanniques. Et Mohamed Abdullah Hassan mourut la même année d'une grippe, alors qu'il tentait de reformer une armée pour partir de nouveau à l'attaque des colons.

Comment l'Italie, qui n'est pas historiquement une grande puissance coloniale, s'est-elle retrouvée en Somalie ?

Elle a été poussée par les Britanniques pour empêcher des puissances européennes plus menaçantes, comme l'Allemagne et la France, de prendre pied dans la région. La Grande-Bretagne a ainsi financé l'aventure coloniale italienne et lui a fourni des mercenaires du Yémen pour conquérir des territoires.
Les Italiens se sont donc d'abord implantés dans le sultanat de Mujarteen, au nord de l'actuel Puntland. Mais il y avait un désaccord entre le sultan et les colons. Si l'Italie pensait y avoir établi une colonie, le sultan estimait avoir placé son royaume sous protectorat. Il espérait compter sur le soutien des Européens pour poursuivre ses propres objectifs d'expansion et déclara que les Italiens devraient lui passer sur le corps pour établir une colonie. Finalement, l'Italie s'imposa et poursuivit son expansion plus vers le sud afin de rejoindre Mogadiscio.
Mais les Italiens ont eu beaucoup de problèmes pour administrer leur colonie. Ils se sont montrés très brutaux et la population locale, mécontente, acceptait mal leur autorité. Ensuite, les fascistes italiens (arrivés au pouvoir en 1922) ont employé des méthodes barbares pour accomplir le rêve de Mussolini : coloniser toute la Corne de l'Afrique. Ce fut chose faite avec l'invasion de l'Ethiopie en 1935. Mais ce vaste empire colonial italien fut éphémère : durant la Seconde Guerre mondiale, Mussolini est vaincu et l'Italie perd ses colonies.

Et la Somalie devient indépendante ?

Il faudra encore attendre une dizaine d'années durant laquelle l'ancienne colonie italienne sera administrée par les Nations unies. Ensuite, en 1959, la Somalie devient indépendante par la fusion des colonies italiennes au sud et britannique au nord. Mais des Somaliens vivent également dans certaines parties du Kenya, d'Ethiopie et de Djibouti.
Le nouvel Etat somalien adopte d'ailleurs comme drapeau une étoile, dont chaque branche représente une des parties de la Somalie historique. Le message derrière ce symbole étant : deux Somalies ont été réunies mais trois sont toujours sous occupation coloniale.
Devant la légitimité de ces revendications, les Britanniques - qui contrôlaient le Kenya - organisèrent un référendum dans la région de ce pays revendiquée par la Somalie. 87 % de la population, provenant essentiellement d'ethnies somaliennes (regroupées sous le terme « Somalis »), se prononcèrent pour l'unité de la Somalie. Mais lorsque les résultats furent publiés, Jomo Kenyatta, leader d'un mouvement nationaliste kényan, menaça les Britanniques d'expulser les colons s'ils cédaient une partie du territoire à la Somalie. La Grande-Bretagne décida donc de ne pas tenir compte du référendum et aujourd'hui encore, une importante communauté de Somalis vit au Kenya. Il faut bien comprendre que ces frontières coloniales ont été une véritable catastrophe pour la Somalie. Cette question avait d'ailleurs fait l'objet d'un débat important sur le continent africain.

Quel sera l'impact de ces divisions coloniales sur la Somalie ?

Elles vont créer des tensions avec les pays voisins. Durant ces années où la Somalie réclamait la révision des frontières, l'Ethiopie était devenue un bastion de l'impérialisme des Etats-Unis, qui avaient aussi installé des bases militaires au Kenya et en Erythrée. C'est alors que la Somalie, jeune démocratie pastorale, émit le désir de bâtir sa propre armée. Le but était de ne pas être trop faible face aux voisins armés, de soutenir les mouvements somalis en Ethiopie voire même

de récupérer par la force certains territoires. Mais les puissances occidentales s'opposèrent à la création d'une armée somalienne.

Indiscutables frontières d'Afrique

Dans les années soixante, alors que de nombreux pays africains étaient devenus indépendants, un débat opposa ceux qu'on appelait les groupes de Casablanca et de Monrovia.

Le groupe de Casablanca

Le premier groupe comportait notamment le Maroc, la Somalie, la Libye et le gouvernement provisoire révolutionnaire d'Algérie. Il souhaitait qu'on rediscute, entre Africains, les frontières héritées du colonialisme car elles n'avaient aucune légitimité.

Le groupe de Monrovia

De l'autre côté, le groupe de Monrovia, parfois perçu comme plus conservateur ou à la solde des puissances impérialistes, souhaitait faire respecter le principe de souveraineté nationale.

En 1963, l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), ancêtre de l'actuelle Union Africaine, mit un terme au débat en décrétant que les frontières étaient indiscutables : revenir sur ces délimitations provoquerait des guerres civiles partout sur le continent.
Plus tard, l'un des architectes de l'OUA, le Tanzanien Julius Nyerere, confessa que cette décision était la meilleure, mais qu'il la regrettait pour le cas somalien. Il fustigea également ce qu'était devenue l'OUA, « *un syndicat de chefs d'Etat* » incapable de mener des politiques efficaces pour tout le continent et tellement éloignée des rêves des pères fondateurs panafricains.

Donc, la Somalie entretenait des relations tendues avec ses voisins. N'était-il pas raisonnable de s'opposer à ce projet d'armée somalienne ? Cela aurait provoqué des guerres, non ?

Ce qui préoccupait l'Occident, ce n'était pas les conflits entre Africains mais uniquement ses propres intérêts. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne

équipaient et formaient des militaires en Ethiopie ou au Kenya. Des pays qui vivaient encore sous le joug de systèmes féodaux très oppressifs, mais des régimes néocoloniaux dévoués aux intérêts des Occidentaux.
En Somalie, par contre, le pouvoir en place était plus démocratique et indépendant. Par conséquent, l'Occident refusait d'armer un pays qui pouvait échapper à son contrôle. C'est pourquoi la Somalie décida de se tourner vers l'Union soviétique. Cela inquiéta hautement les puissances occidentales qui redoutaient que l'influence de l'URSS s'étende en Afrique. Ces craintes vont s'accentuer avec le coup d'Etat de 1969.

C'est-à-dire ?

Des idées socialistes s'étaient répandues en Somalie. En effet, une importante communauté somalienne vivait à Aden dans le sud du Yémen. Or, c'est dans cette ville que la Grande-Bretagne avait pris pour habitude d'envoyer en exil toutes les personnes qu'elle considérait comme dangereuses en Inde : communistes, nationalistes, etc. Ils étaient tous arrêtés et envoyés à Aden où se développèrent rapidement des idées nationalistes et révolutionnaires qui affecteront plus tard les Yéménites mais aussi les Somaliens. Aden était devenu en quelque sorte un centre de diffusion d'idées progressistes et révolutionnaires pour toute la région. En Somalie, des civils furent contaminés par le « virus », développèrent des idées marxistes et impulsèrent un coup d'Etat mené par les militaires en 1969. Le général Siad Barré prit le pouvoir.

Quelles étaient les raisons de ce coup d'Etat ?

Le gouvernement somalien était corrompu. Il avait pourtant tous les ingrédients en mains pour ériger le pays au rang de grande puissance de la région : une position stratégique, une seule langue, une seule religion et d'autres éléments

culturels communs. Ce qui est plutôt rare en Afrique.
Mais en ratant le développement économique du pays, ce gouvernement a créé un climat favorable à la division entre clans. Sous prétexte de faire de la politique, les élites somaliennes se sont divisées, chacune créant son parti sans véritable programme et en recrutant son électorat selon les clans existants. Cela accentua les divisions et se révéla totalement inefficace. Une démocratie de type libéral n'était en fait pas adaptée à la Somalie : il y avait à un moment 63 partis politiques pour un pays de trois millions d'habitants ! Et le gouvernement n'était même pas capable d'adopter une écriture officielle, ce qui créait de sérieux problèmes dans l'administration. Le niveau d'éducation était faible. On établit malgré tout une bureaucratie, une police et une armée. Qui va d'ailleurs jouer un rôle fondamental dans le coup d'Etat progressiste.

« Progressiste » ! Avec l'armée ?

En tant qu'appareil de répression, elle était supposée protéger le soi-disant gouvernement civil et l'élite. Mais surtout, l'armée était la seule institution organisée en Somalie et qui représentait tout le pays. Pour de nombreux Somaliens provenant de familles et de régions différentes, l'armée était un lieu de rencontres et d'échanges où il n'y avait pas de frontières, pas de tribalisme, pas de divisions claniques… C'est comme cela que les idées marxistes héritées d'Aden vont circuler en son sein.
Le coup d'Etat sera donc mené par des officiers qui étaient avant tout patriotes et qui, sans avoir de très bonnes connaissances du socialisme, éprouvaient de la sympathie pour ces idées. De plus, ils étaient au courant de ce qui se passait au Vietnam et nourrissaient des sentiments anti-impérialistes. Les civils qui connaissaient bien Marx et Lénine, mais qui n'avaient pas de parti politique de masse, appuyèrent le coup d'Etat et devinrent les conseillers des officiers lorsque ceux-ci prirent le pouvoir.

Quel changement apporta ce coup d'Etat en Somalie ?

Un aspect positif important : le nouveau gouvernement adopta rapidement une écriture officielle. De plus, l'Union soviétique et la Chine apportèrent une aide matérielle à la Somalie. Les étudiants et la population se mobilisaient. L'éducation ainsi que les conditions sociales s'améliorèrent. Les années qui ont suivi le coup d'Etat furent ainsi les meilleures que la Somalie ait jamais connues. Jusqu'en 1977.

Qu'est-ce qui a changé ?

La Somalie, qui avait été divisée par les puissances coloniales, attaqua l'Ethiopie pour récupérer le territoire de l'Ogaden, majoritairement peuplé de Somalis.

Pourtant à cette époque, l'Ethiopie était aussi un Etat socialiste, soutenu par les Soviétiques, non ?

Vous avez raison. L'Ethiopie avait longtemps vécu sous la dictature de l'empereur Haïlé Sélassié. Mais durant les années 70, il y eut une forte mobilisation pour le renverser. Les mouvements d'étudiants - auxquels j'ai personnellement participé - posaient quatre revendications majeures. Tout d'abord, résoudre les tensions avec l'Erythrée de manière pacifique et démocratique. Deuxièmement, établir une réforme agraire qui distribuerait des terres aux paysans. Troisièmement, établir le principe d'égalité des nationalités : l'Ethiopie était alors un pays multinational dirigé par une élite non représentative de la diversité. Quatrièmement, abolir le système féodal et établir un Etat démocratique.

De la même manière qu'en Somalie, des civils éthiopiens s'associèrent ainsi à

l'armée, l'unique institution organisée du pays, pour renverser l'empereur Sélassié en 1974.

Alors comment se fait-il que deux Etats socialistes, soutenus par l'Union Soviétique, se soient fait la guerre ?

Après la révolution éthiopienne, une délégation regroupant l'Union soviétique, Cuba et le Yémen du Sud organisa une table ronde en présence de l'Ethiopie et de la Somalie en vue de résoudre leur différend. Fidel Castro se rendit à Addis-Abeba et à Mogadiscio. Selon lui, les revendications somaliennes étaient tout à fait justifiées. Finalement, la délégation éthiopienne accepta d'étudier sérieusement la demande de son voisin somalien et les deux pays signèrent un accord stipulant qu'aucun acte de provocation ne serait commis le temps de prendre une décision.

Les choses semblaient donc bien parties…

Mais la Somalie ne respecta pas cet accord. Deux jours après que la délégation éthiopienne soit retournée au pays, Henry Kissinger débarqua à Mogadiscio en tant que représentant officieux du *Safari Club* (voir chapitre 4). Sous la pression et les promesses d'aides financières de cette organisation, Siad Barré va commettre une grave erreur stratégique : attaquer l'Ethiopie en dépit des négociations en cours. Ce sera un désastre…

Quelles furent les conséquences de cette guerre ?

Les Soviétiques quittèrent la Somalie et le président Siad Barré intégra le réseau néocolonial des puissances impérialistes. Comme le pays avait été sérieusement endommagé par le conflit, la Banque Mondiale et le FMI furent chargés de le

« reconstruire ». Mais ceci allait aggraver les contradictions au sein de la bourgeoisie somalienne, car chacune des élites régionales voulait posséder son propre marché. Les divisions entre clans se sont donc accentuées, menant à la dislocation progressive du pays jusqu'à la chute de Siad Barré en 1990. Depuis, aucun chef d'Etat ne lui a succédé.

Mais, trente ans après la guerre de l'Ogaden, le scénario va s'inverser : l'Ethiopie sera appuyée par les Etats-Unis pour attaquer la Somalie...

Oui, comme je l'ai dit, depuis l'échec de l'opération *Restore Hop*e, les Etats-Unis préfèrent maintenir la Somalie dans le chaos. Le pays est divisé, des seigneurs de guerre locaux se disputent des petits territoires, et des trafics en tout genre ont prospéré. Mais, en 2006, un mouvement spontané s'est développé sous la bannière de « l'Union des tribunaux islamiques » pour combattre les seigneurs de guerre et ramener l'unité dans le pays. C'était une sorte d'Intifada, un soulèvement populaire.
Pour empêcher ce mouvement de reconstruire la Somalie, les Etats-Unis décidèrent brusquement de soutenir le gouvernement de transition somalien qu'ils n'avaient jamais voulu reconnaître jusqu'ici. En fait, ils se rendirent compte que leur projet d'une Somalie sans Etat effectif n'était plus possible, et qu'un mouvement était sur le point d'aboutir à une réconciliation du pays. Une réconciliation islamique, en plus !
Dans le but de saboter l'unité somalienne, ils décidèrent donc d'appuyer ce gouvernement de transition et d'en faire une marionnette à leur solde. Mais comme celui-ci ne disposait ni d'une base sociale, ni d'une armée, ce furent les troupes éthiopiennes commandées par Washington qui attaquèrent Mogadiscio pour faire tomber les tribunaux islamiques. L'Ethiopie étant, depuis 1991, passée sous influence US.

Ont-ils réussi?

Non, l'armée éthiopienne a été défaite et a dû quitter la Somalie. De leur côté, les tribunaux islamiques se sont dispersés en divers mouvements qui aujourd'hui encore, contrôlent une bonne partie du pays. Quant au gouvernement de transition d'Abdullah Yussuf, il s'est effondré et les Etats-Unis l'ont remplacé par Sheik Sharrif, l'ancien porte-parole des tribunaux islamiques.

Sheik Sharrif est donc passé dans « l'autre camp » ?

Il occupait la fonction de porte-parole des tribunaux islamiques, car c'est un bon orateur. Mais il n'a pas de connaissances politiques. Il n'a aucune idée de ce qu'est l'impérialisme ou le nationalisme. C'est pour ça que les puissances occidentales l'ont récupéré. C'était le maillon faible des tribunaux islamiques. Il préside aujourd'hui un faux gouvernement, créé à Djibouti, qui n'a aucune base sociale ni autorité en Somalie. Il existe seulement sur la scène internationale parce que les puissances impérialistes le soutiennent

En Afghanistan, les Etats-Unis se sont dits prêts à négocier avec des talibans pour sauver les meubles. Pourquoi ne cherchent-ils pas à dialoguer avec les groupes islamiques en Somalie ?

Parce que ces groupes veulent renverser l'occupant étranger et permettre une réconciliation nationale du peuple somalien. Du coup, les Etats-Unis veulent briser ces groupes, car une réconciliation – que ce soit à travers les mouvements islamiques ou même à travers le gouvernement de transition - n'est pas dans l'intérêt des forces impérialistes. Elles veulent juste le chaos.

Le problème, c'est qu'aujourd'hui, ce chaos s'étend aussi à l'Ethiopie, très faible depuis l'agression de 2007. Un mouvement de résistance nationale est apparu, qui lutte contre le gouvernement pro-impérialiste d'Addis Abeba. Avec leur

théorie du chaos, les Etats-Unis ont en fait créé des problèmes dans toute la région.

Comme si ce n'était pas suffisant, la famine s'est abattue sur la Corne de l'Afrique en 2011.

La famine n'est pas un esprit maléfique qui déciderait de s'abattre sur une région du monde quand l'envie lui en prend. La famine n'est pas une fatalité. Pourquoi souffre-t-on de la famine en Somalie alors qu'il y a quelques années, les colons britanniques en avaient fait leur grenier et leur boucherie ? Pourquoi souffre-t-on de la famine en Ethiopie, prétendument à cause de la sécheresse, alors que ce pays est le château d'eau de l'Afrique ? D'énormes quantités d'eau passent chaque année par ses quatre fleuves principaux. L'Ethiopie a une superficie de 1,14 million de km2, soit deux fois celle de la France. 65% de ce territoire est composé de terres arables. C'est aussi le pays d'Afrique le plus riche en bétail. Il y a des minerais, du gaz naturel. Pourquoi ce pays - mon pays - souffre-t-il de la famine ? Ce n'est pas une fatalité, c'est le résultat de choix humains, de choix politiques.

Quels choix ?

L'Ethiopie est devenue un bastion de l'impérialisme US. Elle a donc ouvert ses portes aux multinationales à l'encontre des intérêts de son propre peuple. Un exemple : alors que des femmes et des enfants meurent de faim, l'Ethiopie exporte des fleurs coupées vers l'Occident ! Ce pays exporte aujourd'hui pour 550 millions de produits horticoles au profit des multinationales. Des paysans éthiopiens ont cédé leurs terres à ces entreprises de l'agro-business. Le gouvernement leur avait promis une compensation financière qu'il n'a jamais versée. Aujourd'hui, pour un salaire de misère et sans aucune protection contre les pesticides, ces paysans cultivent des fleurs qui viennent orner les tables des

Occidentaux. Et on demande maintenant à ces derniers de secourir les Africains affamés. Cela n'a pas de sens !
Ce n'est pas la sécheresse qui provoque la famine, c'est le capitalisme. Ce qui se passe en Ethiopie n'est pas différent de ce qui s'est passé dans les Indes britanniques : les plantations y étaient tournées vers l'exploitation et des millions d'Indiens sont morts de faim. Même problème au Kenya : la famine frappe ce pays pourtant loué en Occident pour sa gestion économique. Mais le Kenya est le premier exportateur africain de produits horticoles, devant l'Ethiopie. Ce n'est donc pas étonnant si le seul pays de la Corne de l'Afrique à ne pas subir la famine est l'Erythrée. Là-bas, les terres n'appartiennent pas aux multinationales et servent à nourrir la population, pas à fleurir les échoppes des pays étrangers.
La Somalie - comme toute l'Afrique - résoudra le problème de la faim le jour où cessera l'ingérence des Etats-Unis et de l'Europe.

BIBLIOGRAPHIE

- Mohamed Omar, *The Road to Zero : Somalia's Self-Destruction*, Haan Publishing,1993

- Mohamed Babu, *African Socialism or Socialist Africa ?*, Londres, Zed Press,1981,

- Hersi, Ali Abdirahman, *The Arab factor in Somali history : the origins and the development of Arab enterprise and cultural influences in the Somali Peninsula*, Thesis—University of California, Los Angeles, 1977

- Michel Caraël, "La ruine du pansomalisme", in *Le Monde diplomatique*, octobre 1982

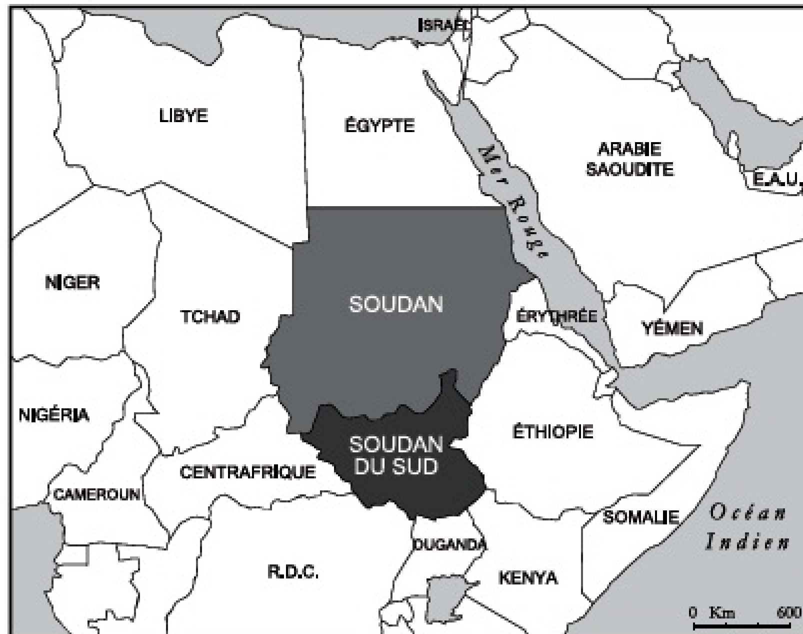
- Mahmood Mamdani, *Good Muslim, Bad Muslim : America, the Cold War, and the Roots of Terror*, Pantheon, 2004

- John K. Cooley, *Unholy wars : Afghanistan, Amercia and International Terrorism*, Pluto Press, 2000

- John Drysdale, *Whatever Happened to Somalia ?*, Haan Publishing, 1994

Soudan
Une guerre non déclarée
contre un ennemi qui n'est pas nommé

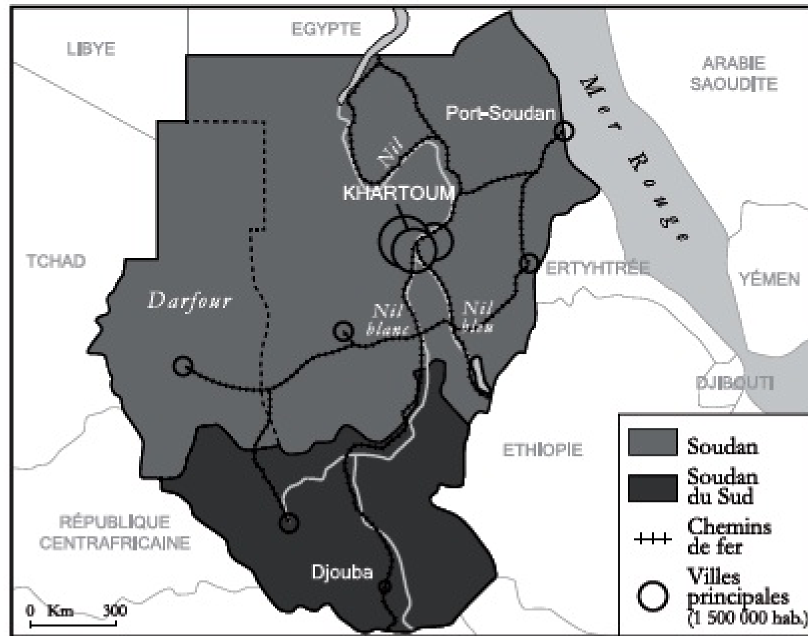
En Afrique, il était tabou de toucher aux frontières fixées par l'époque coloniale. Or, ce tabou vient d'être levé avec la création du Sud-Soudan. Et le Darfour aussi est explosif. Avec des explications contradictoires : pour George Clooney, des Arabes massacrent des Africains, tandis que pour Bernard-Henri Lévy, c'est l'islam radical qui attaque l'islam modéré. Mais personne ne parle de l'enjeu international de cette guerre désastreuse. D'où ce paradoxe expliqué par Mohamed Hassan : *« Si demain, Khartoum arrête de commercer avec la Chine, plus personne ne parlera du Darfour ! »*



COUP D'OEIL SUR LE SOUDAN

GEOGRAPHIE
- Capitale : Khartoum
- Superficie : 1 886 068 km²
- Nombre d'habitants : 31 957 965 (16,9 hab. /km²)

SOCIETE (données valables avant la scission avec le Sud-Soudan)
- Composition : pays multiethnique, abritant des centaines de tribus ; majorité arabe musulmane sunnite. Le Sud-Soudan, indépendant depuis juillet 2011, est principalement peuplé d'animistes chrétiens.
- Espérance de vie : 55,4 ans
- Population de moins de 15 ans : 42,1%
- Taux d'alphabétisation : 61,1%



POLITIQUE
- Régime : république
- Président : Omar al-Bashir
- Indépendance : 1956 (du Royaume-Uni)

ECONOMIE (données valables avant la scission avec le Sud-Soudan)
- PIB : 62,1 milliards $ (2008)
- Ressources : agriculture (coton, gomme arabique, sucre), pétrole, élevage
- Taux de croissance : 5,1% (2010)
- PIB/habitant : 2200$ (2008)
- IDH: 0,359 (157ème)
- Taux de chômage : 18,7%
- Population sous le seuil de pauvreté : 40% (2004)

Le 7 février 2011, le référendum organisé au Sud-Soudan s'est prononcé avec une majorité écrasante en faveur de la scission du pays. Comment expliquer ce résultat ?

Par trois facteurs : 1. Le traitement inégal subi par le sud du pays sous la colonisation britannique, mais aussi après l'indépendance. 2. Les manœuvres des Etats-Unis : il y a du pétrole au Soudan. 3. Le fait que le SPLA, le mouvement rebelle du sud, était « unioniste » (souhaitant des réformes), mais est devenu

séparatiste après la mort très suspecte de son fondateur, le Docteur Garang.

Nous reviendrons sur cet épisode Garang, mais d'abord, pour bien comprendre, quel a été l'effet du colonialisme sur le Soudan en général ?

Les Britanniques ont jeté les bases de l'éclatement du pays en appliquant la politique du « diviser pour régner » afin de tirer un maximum de profit de cette colonie.

Pourquoi le Soudan les intéressait-il ?

Pour son or et ses minerais. Au 19ème siècle, la compétition faisait rage en Europe. Pour gagner cette course à l'hégémonie, les puissances coloniales avaient besoin de richesses naturelles, matérielles, mais aussi humaines et financières. L'expansion de la colonisation a permis d'obtenir ces ressources. Et puis, la Grande-Bretagne voulait contrer le projet de Méhémet Ali dans la région : le dirigeant égyptien voulait englober le territoire soudanais dans les frontières de l'Egypte moderne dont il rêvait. Londres a tout fait pour empêcher ce projet qui aurait créé un nouveau concurrent. L'Egypte fut envahie, puis le Soudan en 1898.

Pourquoi accusez-vous la colonisation britannique d'avoir divisé le pays ?

Le Soudan fut administrativement séparé en deux parties : dans le nord, on garda l'arabe comme langue officielle et l'islam fut maintenu ; dans le sud, par contre, l'anglais fut imposé et des missionnaires convertirent la population au protestantisme. Il ne pouvait y avoir aucun échange entre les deux régions nouvellement créées. Les Britanniques firent même venir des minorités grecques et arméniennes pour créer une zone tampon entre le nord et le sud.

La Grande-Bretagne a quand même modernisé l'économie du Soudan…

Seulement une partie. Elle créa deux lignes de chemin de fer. La première reliait la colonie à l'Egypte ; la seconde partait de Khartoum pour rejoindre Port-Soudan sur la côte de la mer Rouge. Cette dernière ligne était véritablement l'axe de pillage du Soudan. C'est par elle que toutes les richesses quittaient le pays pour rejoindre la Grande-Bretagne ou être vendues sur le marché international.

Suite à ce choix des Britanniques, Khartoum devint une ville très dynamique sur le plan économique, et une bourgeoisie centrale en émergea. Mais la division opérée par la Grande-Bretagne entre le nord et le sud, ainsi que le choix de Khartoum comme centre de l'activité coloniale ont eu un impact désastreux sur l'histoire du Soudan.
En effet, les deux parties du pays connurent un développement inégal : au nord, on trouve des infrastructures modernes, un commerce florissant, tandis que le sud n'est presque pas développé. L'administration coloniale n'a développé le Soudan que dans le sens de ses intérêts. Elle avait besoin d'une grande ville développée et de routes ciblées pour permettre l'acheminement de marchandises. Le reste ne lui importait pas.

La puissance coloniale a bloqué le développement du reste du pays ?

Exactement. Il est difficile pour une région de se développer quand commercer avec ses voisins est interdit, ce qui était alors le cas. Le but était d'empêcher le développement des villes. De plus, les régions voisines (l'Ethiopie et une partie du Kenya) étaient plutôt arriérées.
La seule chose qui intéressait les colonisateurs, c'était de maximiser leurs profits. Ils ont donc encouragé la formation d'une bourgeoisie compradore, alliée aux compagnies britanniques, qui a développé la capitale. L'appareil d'Etat et les infrastructures autour de la capitale ont été développés. Mais tout cela fonctionnait dans le seul intérêt des élites économiques. Les régions qui n'intéressaient pas les impérialistes n'ont connu aucun développement.
Par la suite, cette bourgeoisie compradore a joué un rôle important dans le mouvement nationaliste pour l'indépendance. En effet, les accords commerciaux conclus avec le colonisateur ne satisfaisant plus ses appétits financiers, elle entra progressivement en contradiction avec la métropole et chercha l'indépendance, plus favorable à ses intérêts économiques.

Cependant, lorsque le pays devient indépendant en 1956, le nord et le sud du pays veulent rester unis...

En effet, avant l'indépendance (séparation d'avec l'Egypte colonisée), la Grande-Bretagne conseilla aux Soudanais du sud de rejoindre l'Ouganda. Ils ont refusé, en disant qu'ils étaient Soudanais au même titre que ceux du nord. Ce qui les

unissait, c'était notamment leur langue commune : l'arabe. Malheureusement, l'administration est restée complètement dominée par le nord, et l'armée aussi. Les relations étaient vraiment inégales : nombreuses discriminations, chauvinisme, faible représentation du sud. Ce qui créa des frustrations légitimes au sud.

La pauvreté du pays peut-elle aussi expliquer la faiblesse du développement ?

En réalité, le Soudan est l'un des pays les plus riches d'Afrique : ses ressources naturelles sont importantes. Avec une véritable vision nationale, il aurait pu devenir un grand pays développé. Malheureusement, les partis politiques formés à l'aube de l'indépendance étaient gangrenés par le régionalisme et largement dominés par les représentants du nord. C'était assez logique pour les partis représentant la bourgeoisie compradore qui était installée autour de Khartoum. Mais même le parti communiste (créé dans les années 40), pourtant très fort et bien organisé, a laissé tomber le sud. Il n'a pas réussi à surmonter le tribalisme exacerbé par l'administration coloniale. Les conséquences se feront sentir très vite…

En 1957, à peine un an après l'indépendance, éclate une première crise : la guerre civile va durer de 1957 à 1972…

Le sud n'est pas développé, le nord a tiré bénéfice de l'activité économique durant la colonisation britannique de telle sorte que le pouvoir et les richesses se sont centralisés autour de Khartoum. Il n'existe pas de relations entre eux. Le nord musulman se veut arabe, le sud en revanche est protestant et se présente comme une communauté africaine traditionnelle. Il n'a cessé de réclamer un partage équitable des richesses. En 1972, un accord de paix transforme le Soudan en Etat fédéral. Le président Nimeyri garantit l'autonomie du sud et une totale liberté culturelle et religieuse.
Mais très peu de capital va être injecté dans les provinces du sud, que ce soit sous le régime du général Ibrahim Abboud (1958-1964) ou sous le régime civil qui suivra. En fait, l'accumulation du capital profite à 90% à l'économie impérialiste, car les entreprises occidentales restent massivement implantées autour de Khartoum. L'indépendance n'est que de façade : le Soudan n'est en fait qu'un Etat néocolonial, rongé par des luttes intestines.

Pourtant, l'accord de paix prévoit un Etat fédéral avec une participation égale au gouvernement central et une répartition juste des richesses du pays…

Mais cet accord ne sera jamais appliqué. Et une deuxième guerre civile va éclater. Pour des raisons économiques.
Fin des années 70, la compagnie US Chevron découvre d'importants gisements de pétrole au Soudan, de part et d'autre de la frontière séparant le nord et le sud. Le président Nimeyri veut donc changer cette ligne pour permettre à l'autorité centrale de contrôler le maximum de ces richesses. Cette violation de l'accord de paix relance la guerre Nord-Sud en 1980. Elle durera plus de vingt ans, provoquant de nombreux déplacements de population et des milliers de victimes civiles.

Vous dites que Nimeyri en est responsable ?

Oui. En 1983, il introduit la charia (loi canonique de l'islam, régissant la vie religieuse, politique et sociale de certains Etats musulmans) dans un pays où cohabitent des chrétiens et des musulmans ! Ce faisant, il enterre les accords d'Addis Abeba qui avaient mis fin à la première guerre civile.

Un problème religieux ?

Non, la charia sera en fait l'outil utilisé par la bourgeoisie compradore du nord du pays pour contrôler et monopoliser le marché économique.

Au début de l'entretien, vous parliez du général Garang qui avait fondé en 1983 la SPLA : Sudan's People Liberation Army… Qui était-ce ?

Un général de l'armée soudanaise, originaire de l'ethnie majoritaire du sud, les Dinkas. Le SPLA s'est très vite développé et a renversé Nimeyri. Un pouvoir civil s'est alors mis en place. Mais les problèmes du Soudan n'ont pas été résolus pour autant : le multipartisme n'a pas empêché le sud de rester sous-développé, et les partis dominants sont restés ceux de la bourgeoisie du nord.
Enfin en 1993, épuisé par des années de guerre civile, le pays est exsangue. Une coalition de partis islamiques du nord s'allie au général Omar-el-Béchir. Mais celui-ci, une fois arrivé au pouvoir, bannit tous les autres partis politiques. Pour

lui, dans un Etat islamique, les partis traditionnels laïcs n'ont pas lieu d'exister.

Quelle thèse défendait Garang ?

Une thèse très simple : réformer le Soudan et créer un Etat fédéral uni et égalitaire, dans lequel le nord n'aurait plus écrasé le sud. Pour lui, c'était possible en décentralisant et en partageant équitablement les richesses. Ainsi, le sud aurait pu se développer. Il liait la décolonisation avec la construction d'un nouveau Soudan décentralisé et laïc, dont l'armée aurait été dirigée par des officiers provenant de tout le pays. Il était fort apprécié par la majorité du SPLA, notamment par les Dinkas dont il était issu.

Vous le présentez comme un anticolonialiste, mais les Etats-Unis l'ont soutenu !

En fait, ce mouvement a été soutenu par diverses forces internationales au fil du temps : d'abord, dans les années 80, par l'Union soviétique. Mais après l'accession au pouvoir d'Omar-el-Béchir, installé à Khartoum en 1989, Garang a bénéficié d'un certain soutien des Etats-Unis, notamment sous l'administration Bush.

Etonnant !

Le mot d'ordre était de lutter contre les prétendus régimes terroristes. Ceci dit, la bourgeoisie du nord recevait également le soutien des impérialistes. « Diviser pour régner », encore !
Par contre, après les accords de paix signés au Kenya en 2005, Garang a été isolé au sein du SPLA et il a perdu le soutien des Etats-Unis. Sa vision nationaliste n'était pas à leur goût et ils avaient compris qu'ils ne pourraient faire de lui une marionnette. Il a alors transformé son armée en parti politique le SPLA - Movement. Puis, il est mort dans un « étrange » accident d'hélicoptère.

Quel intérêt ont les impérialistes à soutenir des forces séparatistes dans cette région ?

Un intérêt économique. Au Soudan, il y a du pétrole. Or, le gouvernement du nord est hostile aux puissances occidentales et 80% des réserves se situent dans la partie sud. Vous comprenez donc que pour les impérialistes, la scission s'impose comme une évidence.

D'où l'intérêt pour le Sud-Soudan de devenir indépendant...

Oui, mais le sud, malgré la nouvelle division, restera dépendant du nord, pour les routes commerciales, pour les oléoducs et les infrastructures. Le Sud-Soudan a besoin du nord pour le business. Le séparatisme ne change rien à la situation antérieure qui a permis aux impérialistes de s'enrichir grâce à la bourgeoisie compradore de Khartoum.

Le Soudan paraît vraiment un pays explosif. En 2009, il avait déjà fait la une des médias occidentaux, en étant accusé de commettre un génocide au Darfour… On a vu se mobiliser des « stars » internationales, avec des explications parfois contradictoires : l'acteur George Clooney dénonçant le massacre d'Africains par des milices arabes, et l'écrivain Bernard-Henri Lévy affirmant, par contre, qu'il s'agit d'un conflit entre islam radical et islam modéré. Est-ce une crise ethnique ou religieuse ?

Ni l'une, ni l'autre. Ces gens n'ont pas une très bonne connaissance de cette région. C'est une guerre économique avant tout. Pour la comprendre, il faut analyser la contradiction économique « interne » et la contradiction économique « externe ».

Sur le plan interne, le Darfour est une région *melting pot* où des tribus nomades musulmanes et arabophones (les Janjawids, les Takawas…) côtoient des fermiers sédentaires. Par temps de forte sécheresse, ces tribus nomades migrent vers les installations des fermiers sédentaires et des combats éclatent. L'idée que des Africains se font massacrer par des Arabes est construite sur l'observation erronée que les Janjawids revendiquent d'hypothétiques origines arabes. Mais en réalité, ils n'ont pas grand-chose en commun avec les Arabes.

Autre facteur de cette crise dont on a très peu parlé : les intérêts de la bourgeoisie nationale. Avec la découverte du pétrole, la mondialisation et le développement de réseaux d'informations, tout le monde veut sa part du gâteau. A l'instar des élites du sud, les élites du Darfour ont réclamé un partage des richesses face à un gouvernement central qui monopolise le pouvoir et les ressources.

Et le facteur économique « externe » de la crise du Darfour ?

Ce qui est spécifique au Darfour, c'est que ces contradictions locales sont

amplifiées et politisées à cause de l'engagement de la Chine au Soudan.



La Chine et le pétrole soudanais

La Chine ? Voilà un aspect du conflit dont les médias ne parlent jamais !

Parce qu'ils ne parlent jamais des véritables objectifs économiques dans ce genre de conflits. Après avoir découvert d'importants gisements pétroliers, Chevron a dû quitter le Soudan pour deux raisons. D'abord, le pays était redevenu instable à cause de la seconde guerre civile. Ensuite, à la différence des régimes précédents, le nouveau régime islamiste d'Omar el-Béchir était carrément hostile aux USA. Le pétrole soudanais échappait donc aux intérêts US.
Alors, la Chine est venue vers le Soudan avec le message suivant : « Je vais vous acheter vos matières premières aux prix en vigueur sur le marché international ». Cette situation présente un avantage pour chaque partie. La Chine peut disposer des ressources dont elle a besoin pour son développement. Le Soudan n'est plus obligé d'emprunter de l'argent aux institutions internationales. Un *deal* avec deux gagnants. Mais cette implication chinoise en Afrique était une première historique. Les USA et l'Occident s'en sont effrayés, si bien que le Soudan a été

banni du Fonds Monétaire International et du Groupe des Etats d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP). Il a même subi un véritable embargo économique. Cependant, le Soudan est un pays riche en ressources, et les accords conclus avec la Chine lui ont permis de connaître un certain développement, malgré les sanctions.

Pour vous, le renforcement de la Chine est donc le facteur majeur qui bouleverse toutes les relations internationales ?

Absolument. Quand l'URSS et le bloc de l'Est se sont effondrés en 1990, l'impérialisme occidental pensait pouvoir dominer le monde entier. Mais la Chine a commencé à devenir plus forte économiquement. Aujourd'hui, elle a besoin de tout : des bananes aux cacahuètes, en passant par le pétrole et les métaux.
Ce nouveau géant vient donc à la rencontre des pays riches en ressources, avec la volonté d'acheter leurs matières premières à des prix corrects. Evidemment, tous les pays africains qui regorgent d'abondantes richesses se tournent vers la Chine. N'importe quel homme d'affaires voulant maximiser ses profits ferait la même chose !

De bonnes relations avec la Chine peuvent aider au développement de l'Afrique ?

Oui, à condition que cela soit accompagné d'une véritable vision politique où la richesse est utilisée pour construire le pays.

Chine – Afrique :
Un commerce profitable aux deux parties

C'est un mariage de raison. La Chine compte 20% de la population mondiale, mais seulement 2% des réserves de pétrole, 3% des forêts, 5% du cuivre, 7% de l'eau et 10% des terres agricoles. De son côté, l'Afrique, continent le plus riche en matières premières, est resté le plus pauvre car il n'a jamais trouvé de partenaires fiables en Europe ou aux Etats-Unis.
Pendant des siècles, ses matières premières ont été purement et simplement pillées sans contrepartie. Aujourd'hui, le commerce avec le Nord est tout sauf équitable. Les multinationales imposent leurs conditions, leurs salaires, leurs prix et empochent quasiment tous les bénéfices.

Pas d'ingérence

Et quand un dirigeant africain se dresse contre ce pillage, il devient directement une cible. Entre 1960 et 1990, l'Afrique a connu 79 coups d'Etat et 82 leaders ont été assassinés. Partout, l'Occident a fomenté des conflits entre ethnies, des guerres civiles et parfois des interventions militaires directes. Bilan : des dizaines de millions de victimes. Entre 1960 et 2005, la France a déclenché 46 opérations militaires contre ses ex-colonies. Paris possède six bases militaires en Afrique et Washington au moins dix.
Par contre, la Chine s'abstient de toute ingérence politique ou militaire en Afrique. Elle applique les « cinq principes de la coexistence pacifique » : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques et coexistence pacifique. Le *Financial Times* a dévoilé un câble des diplomates US au Nigéria : *« Voici certaines choses que*

la Chine n'a pas faites (N.B. à la différence des USA, qui eux, l'ont fait) *: remplacer un régime démocratique par un dictateur qui allait devenir un kleptocrate sanglant, soutenir en armes et en fonds un président largement reconnu comme pratiquant le cannibalisme, ou fournir un demi-million de dollars pour fabriquer les discours du chef semi-analphabète d'un coup d'Etat militaire. »*

Bouleversement des échanges commerciaux

Les investissements directs de la Chine en Afrique sont passés de 491 millions de dollars en 2003 à 7,8 milliards en 2008. Entre 2000 et 2008, le commerce de l'Afrique avec la Chine a été multiplié par huit, la Chine devenant son deuxième partenaire. Pendant ce temps, le commerce avec les autres puissances stagne, voire diminue.

Pour promouvoir ce commerce, Pékin a exempté de taxes quatre cents produits africains. Par contre, les USA et l'Europe ont refusé d'ouvrir leurs marchés, particulièrement dans l'agriculture où l'Afrique possède un avantage comparatif.

Contre la corruption : le troc

Les pays occidentaux pratiquent l'achat direct avec l'octroi systématique de « commissions », c'est-à-dire d'une corruption qui profite aux élites et appauvrit les populations. Par contre, la Chine applique un système d'échange « matières premières contre travaux d'infrastructure » qui contourne la corruption et favorise un véritable développement des pays partenaires.

Pour permettre le démarrage immédiat des travaux, la Chine prête des sommes importantes. Le remboursement en marchandises démarre seulement après la fin des travaux. Principaux secteurs bénéficiaires : l'énergie 33% (principalement, la construction de

centrales hydro-électriques), le transport 33% (surtout chemins de fer, parfois autoroutes), les technologies de communication 17% et des infrastructures générales 14%.

Des projets profitant à la population

Ainsi, le commerce se double d'une véritable assistance. En 2006, a été lancé un programme de formation de quinze mille agronomes africains, l'envoi de cent experts agricoles chinois, la construction de dix centres technologiques spécialisés pour l'agriculture, trente hôpitaux, l'éradication de la malaria, l'envoi de trois cents jeunes volontaires chinois, la création d'une centaine d'écoles à la campagne…

En 2007, la Chine et le Brésil lancent un satellite dont les images peuvent informer les gouvernements africains sur les catastrophes naturelles, la déforestation, la désertification, les sécheresses et autres menaces pour l'agriculture et l'alimentation des populations.

Au Congo, l'entreprise publique China Telecom installe *« un câble à fibre optique venu d'Afrique du Sud qui courra depuis Moanda, sur l'océan Atlantique, jusqu'à Kinshasa, d'où il plongera dans le fleuve jusqu'à Kisangani, avant de rejoindre, à l'est du pays, un autre câble, venu, lui, de l'océan Indien — soit cinq mille six cent cinquante kilomètres au total. Le contrat donne du travail à deux mille cinq cents ouvriers congolais supervisés par quatre-vingts Chinois ; mais vingt ingénieurs congolais envoyés en formation en Chine seront capables de prendre le relais dès la deuxième phase des travaux. »*

Même la Banque mondiale reconnaît que seulement 7% des investissements du Nord sont accompagnés de projets d'aide au développement tandis que : *« la toute grande majorité des investissements chinois sert à des projets qui répondent aux besoins généraux du développement de ces pays »*.

Un impérialisme chinois en Afrique ?

A côté des projets de coopération lancés par l'Etat chinois (voir pages précédentes), certains abus ont été constatés dans les investissements de firmes chinoises privées. En Zambie, par exemple, un long conflit du travail a été provoqué par des salaires extrêmement bas et des conditions de travail pénibles. Des situations qu'on peut retrouver en Chine d'ailleurs, dans la sphère capitaliste. On avance aussi le fait que très peu de main-d'œuvre locale serait employée. C'était assez vrai dans la phase initiale (problèmes de langue, barrières culturelles), mais ce n'est plus le cas aujourdhui.
Le renforcement du commerce Chine – Afrique a déclenché en Occident de violentes critiques : les Chinois se comporteraient en « impérialistes ». Et les journaux financiers parlent d'une expansion « agressive ». Comme toujours, il convient d'examiner de quels milieux proviennent ces critiques et quelles en sont les raisons. La journaliste belge Colette Braeckman a décrit comment, au plus fort de son désaccord avec le président congolais Joseph Kabila, le ministre belge des Affaires étrangères, Karel De Gucht, a lancé devant plusieurs journalistes : *« Nous n'allons quand même pas lâcher notre Congo à ces Chinetoques ! »*

« Notre » Afrique

En réalité, les dirigeants occidentaux ont toujours considéré que l'Afrique leur appartenait. Quand survient un partenaire alternatif, « leur » Afrique risque de leur échapper. Cette critique sur « l'impérialisme chinois » provient donc d'un perdant de mauvaise foi. D'ailleurs, même les dirigeants africains traditionnellement alignés sur les USA attestent que le partenariat avec la Chine est plus avantageux. Dans une lettre ouverte à Hillary Clinton, les présidents du Botswana, du Rwanda, du Sénégal et du Libéria,

écrivent : *« L'Afrique cherche non pas des protecteurs, mais des collaborateurs prêts à travailler avec elle plutôt que pour elle. (…) Les efforts déployés par les gouvernements africains pour renforcer la démocratie et la gouvernance perdent de leur efficacité si l'argent volé au continent trouve refuge dans des comptes secrets en Occident. Il est effrayant de constater que les grands pays de l'OCDE n'ont encore poursuivi en justice aucune personne accusée de fraude et de pratiques entachées de corruption à l'étranger. »*
Le comportement de la Chine est très différent de celui des puissances occidentales. L'impérialisme se caractérise, non seulement par une exportation importante de capitaux d'investissement, mais aussi par la recherche d'une domination monopolistique sur un pays, que ce soit par des chantages économiques, des pressions politiques ou des interventions militaires. L'Occident est donc le voleur qui crie : *« Au voleur ! »*

Guerre indirecte contre la Chine

Le 4 novembre 2006, a eu lieu à Pékin le grand sommet Chine – Afrique avec 45 chefs d'Etat qui ont jeté les bases d'une grande expansion des échanges. Six mois plus tard, l'administration Bush lançait *Africom,* un nouveau commandement militaire US chargé de contrer les rivaux et de maintenir le monopole étasunien sur les richesses du continent. Parmi les cibles : Soudan, Guinée, Congo, Niger, Côte d'Ivoire… Et c'est dans ce cadre qu'a été préparée l'invasion de la Libye en 2011.
La France n'est pas en reste. Fin 2007, le gouvernement du Niger a offert des concessions d'uranium à la Chine, rompant le monopole de fait du Français Areva qui durait depuis quarante ans. Début 2010, a eu lieu un coup d'Etat. Les deux sont liés, avoue le *Financial Times* : *« Mamadou Tandja est devenu le premier dirigeant africain dont la chute peut être directement reliée à son rapprochement avec la Chine. »*

Mais l'Afrique a toujours été la chasse gardée de l'Occident. Ceci constitue un changement historique.

Et c'est le cœur du problème ! L'Occident a une position très ambiguë sur ce sujet. D'un côté, il tire énormément de profits de son partenariat économique avec la Chine. De l'autre côté, il n'accepte pas que l'Afrique traite avec le géant asiatique. En effet, les puissances impérialistes ne veulent pas perdre leur domination sur le riche continent africain. Face à ce dilemme, l'Occident a une attitude totalement honteuse : plutôt que d'affronter ouvertement la Chine, il exerce des pressions sur les gouvernements africains qui ont échappé à son

contrôle, et il exploite les crises humanitaires pour ses propres intérêts.

Comment l'Occident tente-t-il d'empêcher le Soudan de commercer avec la Chine ?

En déstabilisant le régime et en divisant. Durant la deuxième guerre civile, Washington a financé les rebelles du sud, le SPLA. Comme ce mouvement recevait de l'argent et des armes, et que le gouvernement avait pour sa part modernisé son armée grâce aux rentrées pétrolières, le conflit a duré plus de vingt ans, ne prenant fin qu'en 2005. A peine cette deuxième guerre civile terminée, débutait déjà la crise du Darfour.

Mais vous avez indiqué vous-même qu'il y avait vraiment des affrontements meurtriers entre tribus nomades et fermiers sédentaires. Et aussi entre la bourgeoisie régionale et l'autorité centrale…

Oui, et il est vrai aussi que sur ce problème, le gouvernement soudanais a adopté une attitude militariste plutôt que de privilégier la voie du dialogue. Mais les puissances impérialistes amplifient le problème afin de mobiliser l'opinion internationale et déstabiliser le régime soudanais. Vous devez comprendre une chose : si demain, Khartoum arrête de commercer avec la Chine, plus personne ne parlera du Darfour.

Vous voulez dire que les grandes puissances occidentales préfèrent éviter une confrontation directe avec la Chine et que cette confrontation indirecte vise à garder la mainmise sur les ressources du continent africain ?

Tout à fait. Au 19ème siècle, au 20ème siècle et aujourd'hui encore, les colonisateurs ont toujours empêché l'Afrique de se développer afin de conserver le contrôle de ses ressources. Hier, toute cette région allant du Soudan jusqu'au Sénégal, partageait les mêmes origines culturelles et regorgeait de richesses. Elle aurait pu être unie et développée si la colonisation n'était venue y créer des frontières factices.

Factices ?

Ces frontières ont été créées selon les rapports de force entre les puissances coloniales, sans tenir aucun compte de la réalité du terrain et encore moins des

souhaits du peuple africain.

Et aujourd'hui ?

Pourquoi ce continent africain ne pourrait-il pas commercer avec la Chine alors que l'Occident le fait ? Pourquoi les enfants d'Afrique ne pourraient-ils pas avoir de bonnes chaussures, des tables bien servies et des écoles performantes ? Les puissances néocoloniales maintiennent le plus riche continent du monde dans le sous-développement par pur intérêt égoïste.

Vous accusez les puissances occidentales. Mais la Cour Pénale Internationale a quand même émis un mandat d'arrêt contre le président Omar el-Béchir ! Pourquoi les Etats-Unis et la France veulent-ils que le président soudanais soit jugé, alors que la Chine et les pays arabes s'y opposent ?

Une Cour n'écoutant que la musique qu'elle veut bien entendre n'est pas une Cour. Laissez-moi vous donner quelques exemples…

1. Le peuple somalien a toujours été déchiré par la guerre. Mais au début de l'année 2006, après une intifada menée sous l'impulsion du Conseil Islamique, les rebelles ont réussi à vaincre de façon pacifique les seigneurs de guerre. Ils ont restauré la paix dans une grande partie du pays. Le commerce reprit, les paysans retournèrent travailler dans leurs fermes et la communication au sein de la société se développa. L'espoir revenait ! Mais six mois plus tard, le régime fantoche d'Ethiopie, manipulé par la CIA et les néoconservateurs américains, a envahi la Somalie. Le conflit a déplacé deux millions de Somaliens. Soixante mille personnes ont péri, certaines noyées dans l'océan Indien alors qu'elles tentaient de rejoindre le Yémen. L'Ethiopie a même utilisé des bombes au napalm contre des civils à Mogadiscio et elle a détruit la majeure partie de cette ville ! Pourquoi aucun média n'a-t-il alerté l'opinion sur ce drame ? Pourquoi la Cour n'a-t-elle rien fait contre les auteurs de cette tragédie ?

2. L'Ouganda a détruit le Congo et pillé son or. Pour justifier sa légitimité, la Cour a arrêté Jean-Pierre Bemba, un petit poisson. Mais l'auteur de ce plan désastreux, le gouvernement ougandais, est toujours libre. Actuellement, ses troupes tuent des civils en Somalie. Pourquoi n'y a-t-il pas de poursuites contre eux ?

3. En 1998, l'Ethiopie déclencha une guerre contre l'Erythrée. Dans un style

totalement nazi, elle s'appropria les biens des Ethiopiens ayant des origines érythréennes. Plusieurs milliers d'Erythréens furent envoyés dans des camps de concentration où beaucoup succombèrent de la malaria et d'autres infections. Pourquoi n'y a-t-il pas de Cour contre ces criminels ?
4. Un million d'Irakiens ont été tués. Quatre millions ont été déplacés. Un Etat moderne a été détruit en toute illégalité. Pourquoi n'y a-t-il pas de cour contre Cheney, Rumsfeld et Bush ?
Alors, avec ces exemples où on ferme les yeux sur les crimes des puissants ou de leurs protégés, peut-on encore croire à l'intégrité de cette justice ?

Des crimes sont pourtant bien commis au Darfour. Même si la CPI n'est pas impartiale, Omar el-Béchir ne doit-il pas être jugé ?

Je ne conteste pas que des gens se font tuer au Darfour. Mais parler de génocide est une exagération d'une Cour impérialiste qui n'est pas neutre. Tous les partis politiques soudanais ont jugé que ce mandat d'arrêt allait à l'encontre de la souveraineté du pays. Le jugement d'Omar el-Béchir doit être laissé aux Africains. La CPI est là juste pour mettre la pression sur le président afin qu'il arrête de commercer avec la Chine et qu'il se tourne vers l'Occident. Cela ne marchera probablement pas avec le Soudan, mais c'est aussi un signal lancé aux autres pays qui seraient tentés de suivre cet exemple.

La mobilisation pour le Darfour a été importante aux USA. Beaucoup d'associations juives sionistes se sont également impliquées dans cette campagne. Pourquoi ?

Le Soudan occupe une position stratégique dans le conflit qui a longtemps opposé l'Etat israélien à l'Egypte. En effet, le Nil passe par ce pays avant de gagner l'Egypte. Récemment encore, Tel-Aviv et Le Caire entretenaient d'excellentes relations, mais cette entente devrait se dégrader, depuis le départ de Moubarak, car le peuple égyptien, lui, soutient la cause palestinienne.

Etait-ce une surprise pour le régime de Tel-Aviv ?

Pas tout à fait. Israël anticipe ce genre de choses. Dans sa stratégie à long terme, Israël sait que l'Egypte ne sera pas toujours dirigée par des collabos et il connaît l'importance stratégique du Soudan : s'il peut contrôler l'eau du Nil, il peut contrôler l'Egypte.

Durant la première guerre civile soudanaise, Israël soutenait déjà le mouvement rebelle séparatiste du sud, Anyanya, dans l'optique d'affaiblir le président égyptien Nasser. Aujourd'hui, alors que deux mouvements du Darfour ont déjà signé un accord de paix avec Khartoum, Israël soutient encore le dernier groupe qui continue à lutter. C'est pour cela que Kadhafi avait déclaré que la crise du Darfour n'était plus un problème soudanais, mais un problème israélien !
Vous devez savoir aussi que les associations sionistes impliquées dans cette campagne pour le Darfour aux USA ont d'abord tenté de créer un front commun avec des associations afro-américaines. Parmi celles-ci, la *Nation de l'Islam*. Son leader Louis Farrakhan s'est rendu au Soudan, a analysé la situation sur place et a eu un entretien prolongé avec le gouvernement et le président Omar el-Béchir. Finalement, l'organisation a rendu sa décision : ce conflit n'a rien à voir avec les Noirs et les Arabes. Le projet d'alliance voulu par les associations juives s'est effondré.

Existe-t-il une solution ? Puisque les paysans soudanais sont souvent confrontés à de gros problèmes de sécheresse, le gouvernement ne peut-il utiliser ses rentrées pétrolières pour construire des structures d'irrigation ? Pourquoi ce pays, que certains comparent à l'Arabie saoudite pour ses ressources pétrolières, est-il si pauvre ?

Il est vrai que le gouvernement soudanais aurait pu utiliser l'argent du pétrole de manière efficace. Mais c'est un fait qu'il n'a pas de solution progressiste pour tout le pays. De son côté, la bourgeoisie régionale est très corrompue. Après l'accord de Naivasha qui a marqué la fin de la deuxième guerre civile, l'autorité du sud a reçu six milliards de dollars au titre de répartition équitable des richesses. Eh bien, avec tout cet argent, ils n'ont même pas construit une école ! Le Soudan a donc besoin d'une véritable réponse, mais nous ne pourrons pas la donner nous : il revient au peuple soudanais d'arriver à une telle conclusion.

Le nouvel Etat du sud sera-t-il un Etat souverain et indépendant?

Selon moi, on va inévitablement vers un conflit. En fait, le calcul du gouvernement à Khartoum - un peu diabolique - c'est que malgré l'indépendance, le Sud-Soudan aura toujours besoin du nord, ne fût-ce que pour se nourrir, et sera toujours dominé par le nord. Alors, je crois que cette

indépendance ne fera qu'exacerber le conflit...

Que feront les Etats-Unis ?

Vu leur crise et vu la révolte dans les pays arabes aujourd'hui, les Etats-Unis vont avoir des surprises. Leur projet de séparation du Soudan est sans doute un projet du passé. Ils ont besoin d'une nouvelle politique.

Mais Israël est également impliqué et il a sa propre stratégie...

Pour eux, il est impensable d'avoir un grand Etat en face d'eux. Et Israël n'a pas le capital humain et financier pour contrôler le Soudan. Si ce pays se tournait contre lui, Israël serait très embarrassé. Or, les relations sont très fortes entre les Soudanais et les Egyptiens. La révolution égyptienne pourrait avoir de graves conséquences pour Israël.

Comment pourrait-on sortir de cette crise soudanaise ?

Le Soudan est un pays très riche qui a reçu tout ce que la Nature pouvait donner. Mais pour son malheur, il n'existe aucun mouvement qui puisse rassembler la population autour de la construction d'un Etat démocratique, uni et égalitaire ; un Soudan sans aucun chauvinisme ni discrimination ; un Soudan qui utiliserait toutes ses ressources pour bâtir un avenir solide à son peuple.
Les partis actuels, y compris le régime militaire, prônent toutes sortes de slogans : socialisme soudanais, arabe ou islamique, nationalisation ou dénationalisation… Mais ils sont incapables de porter et d'intégrer le pays sur le chemin d'une démocratie moderne et progressiste. La bourgeoisie qui dirige le pays fait passer ses propres intérêts avant ceux de la nation. Cependant, la crise économique et la chute du prix des matières premières ne vont plus faire rentrer autant d'argent que par le passé. Le nombre de pauvres va encore augmenter. Vous avez là les conditions permettant l'émergence de ce dont le Soudan a le plus besoin : une résistance progressiste et démocratique.

Quel pourrait être l'impact des révolutions arabes sur le gouvernement de Khartoum ? Des intellectuels et des militants ont été emprisonnés. Verra-t-on des révoltes, voire un mouvement progressiste structuré ?

Pour qu'une révolution ait lieu, il faut que toute la population se soulève. On ne sait pas ce qui peut se passer au Soudan, c'est un grand pays. Mais quand un gouvernement ne fait pas son devoir, il ne peut qu'en payer les conséquences...

BIBLIOGRAPHIE

- Ismail S.H. Ziada, *Oil in Sudan. Facts and Impact on Sudanese Domestic and International Relations*, Universidad Autonoma de Madrid

- Keith Harmon Snow, "Oil in Darfur? Special Ops in Somalia?, in *Global Research*, Février 2007 (en ligne)

- Fatima Babiker Mahmoud, *The Sudanese Bourgeoisie: Vanguard of Development?*, Zed Books, 1984

- Mekki Abbas, *The Sudan Question*, Praeger, 1952

- Katsuyoshi Fukui, *John Marakis, Ethnicity & Conflict in the Horn of Africa*, Ohio University Press, 1994

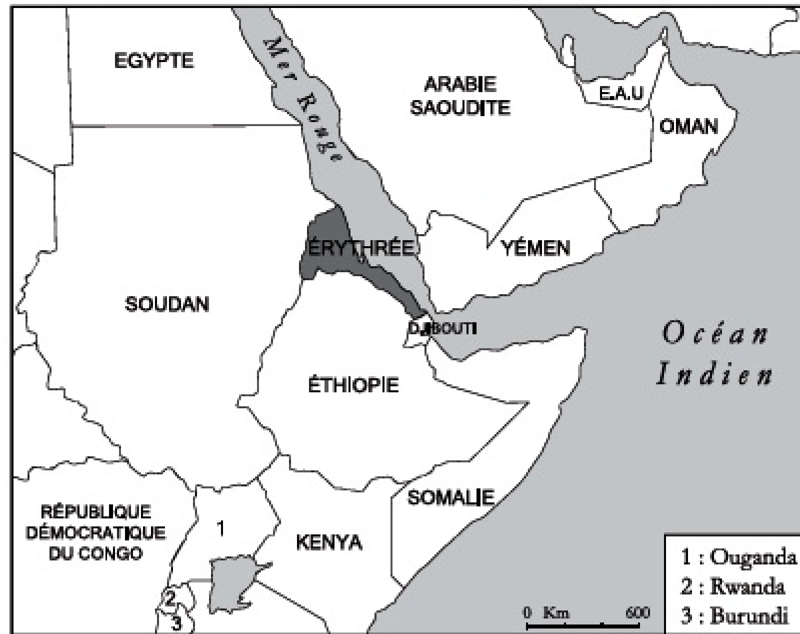
- Michael Asher, *Khartoum: The Ultimate Imperial Adventure,* Penguin, 2006

Erythrée
A-t-on le droit de suivre une autre voie ?

C'est un pays dont les médias ne parlent presque pas. Pourtant, il y aurait de quoi… Le plus long combat pour l'indépendance mené sur le continent africain. Gagné de haute lutte, seul contre tous : USA, Europe et URSS. Un petit pays de cinq millions d'habitants, moitié chrétiens, moitié musulmans et aucun problème avec ça. Des résultats exceptionnels pour la lutte contre la faim, l'éducation et la santé. Le « Cuba africain », disent certains.

Et comment ce bon élève est-il récompensé ? Par une longue guerre d'agression venant du voisin éthiopien, mais en réalité « made in USA ». Par des sanctions internationales votées à l'ONU sur la base d'accusations « made in USA » également et que Wikileaks a révélées fausses de A à Z.

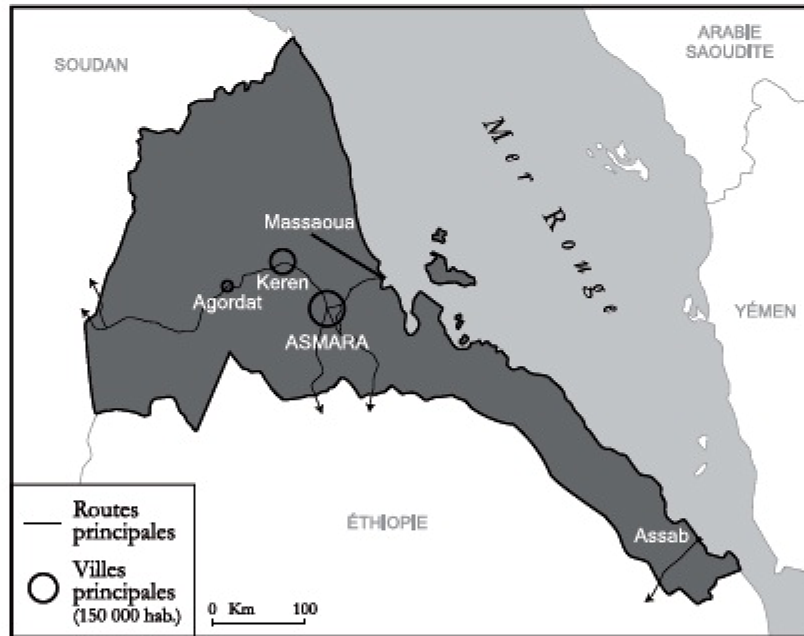
Comment expliquer que le bon élève soit puni ? Ah oui, l'Erythrée refuse de s'endetter auprès du FMI, elle refuse les « aides » internationales et entend choisir une voie de développement non soumise aux multinationales. Un exemple dangereux pour qui ?



COUP D'OEIL SUR L'ÉRYTHRÉE

GEOGRAPHIE
- Capitale : Asmara
- Superficie : 121 320 km²
- Nombre d'habitants : 5 792 984 (38 hab. /km²)

SOCIETE
- Composition : musulmans sunnites (50%) et chrétiens coptes (50%). Pays multiethnique avec Tigrinya (50%), Tigre et Kunama (40%) ainsi qu'Afars et Saho. Les langues officielles sont le tigrinya, l'arabe et l'anglais.
- Espérance de vie : 62,5 ans
- Population de moins de 15 ans : 42,1 %
- Taux d'alphabétisation : 58,6%



POLITIQUE
- Régime : république présidentielle (parti unique)
- Président : Isaias Afwerki
- Indépendance : 1993 (de l'Ethiopie)

ECONOMIE
- PIB : 1,4 milliards $ (2008)
- Ressources : agriculture, minerais, élevage, pêche
- Taux de croissance : 2,2% (2010)
- PIB/habitant : 700 $ (2008)
- IDH: 0,472 (165ème)
- Taux de chômage : 5,9%
- Population sous le seuil de pauvreté : 50% (2004)

Est-ce que l'Erythrée serait la source de toutes les violences dans la Corne de l'Afrique ? C'est ce que semble penser le Conseil de sécurité des Nations unies qui a voté en 2008 et 2009 des sanctions contre ce pays. L'Erythrée est notamment accusée de fournir des armes aux rebelles somaliens.

Ces sanctions reposent sur une campagne mensongère visant à déstabiliser le gouvernement érythréen. Il y a un embargo sur la fourniture d'armes vers la Somalie depuis 1992, des experts internationaux sont présents sur place pour

contrôler la situation et il existe aujourd'hui, pour toute arme, un numéro de série qui permet d'assurer sa traçabilité. Malgré toutes ces dispositions, le Conseil de sécurité n'a aucune preuve concrète sur ce présumé trafic. Pas plus qu'il n'en avait sur les armes de destruction massive en Irak ! En fait, vous retrouvez encore une fois Washington derrière ce type de propagande. Pourtant, même le secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires africaines des Etats-Unis, Johnnie Carson, n'y croit pas. La vérité, explique-t-il, c'est que la Somalie est en guerre depuis vingt ans et regorge d'armes. N'importe qui peut en vendre ou en acheter sur le marché noir. Les rebelles somaliens n'ont donc pas besoin de l'Erythrée pour s'approvisionner.

L'Erythrée est également accusée d'entretenir des tensions avec Djibouti à propos d'un différend frontalier. Il y a d'ailleurs eu un accrochage entre les deux armées en 2008.

L'Erythrée n'a jamais manifesté la moindre revendication territoriale sur Djibouti. Comme la plupart des frontières en Afrique, celle qui sépare les deux pays a été tracée par les puissances coloniales. Elle a donc été marquée il y a bien longtemps et n'a jamais été discutée.
Cet « incident » de 2008 est une pure fabrication de l'administration Bush. Tout a commencé au mois d'avril lorsque le président érythréen, Isaias Afwerki, a reçu un appel téléphonique de l'émir du Qatar. Ce dernier rapportait une plainte du président djiboutien, Ismail Omar Guelleh : l'Erythrée aurait amassé des troupes à la frontière. Or, le président Afwerki n'avait rien ordonné à son armée et fut très surpris par cet appel. Pourquoi son homologue djiboutien passait-il par un tiers ? Isaias Afwerki proposa tout de même de rencontrer Guelleh à Djibouti, en Erythrée ou même au Qatar s'il le souhaitait. Le président djiboutien ne répondit pas à l'invitation.
Quelques semaines plus tard, le 11 juin 2008, des soldats de l'armée de Djibouti attaquèrent des troupes érythréennes à la frontière. Un bref combat fit une trentaine de morts et des dizaines de blessés des deux côtés. Le président djiboutien clama aussitôt que l'Erythrée avait attaqué son pays. Avec une rapidité déconcertante, les Etats-Unis produisirent un communiqué condamnant *« l'agression militaire de l'Erythrée contre Djibouti »*. Le Conseil de sécurité des Nations unies fit aussitôt écho à cette condamnation. Et ce n'est qu'ensuite qu'il proposa d'envoyer une commission d'experts pour analyser la situation sur place et établir les faits. Pourquoi le Conseil de sécurité a-t-il mis la charrue avant les

bœufs ? Sur quoi se basaient ses accusations ? Il n'y a pas de différend entre l'Erythrée et Djibouti. Les peuples de ces deux pays ont toujours été en bonnes relations. Mais une fois de plus, les Etats-Unis manipulent la communauté internationale et le Conseil de sécurité pour faire pression sur l'Erythrée.

Comment expliquer l'attitude de Djibouti ?

Le président Ismail Omar Guelleh n'a pratiquement pas de base sociale. Il est maintenu au pouvoir uniquement grâce au soutien de puissances étrangères. Par conséquent, il ne peut rien leur refuser. Cela explique notamment pourquoi il y a tant de soldats étrangers à Djibouti. Par exemple, les Etats-Unis n'ont qu'une base militaire en Afrique, et elle se trouve à Djibouti. Ce petit pays abrite également des contingents d'autres nations et la plus grande base française du continent.
Guelleh est donc totalement dépendant de Washington. Si les Etats-Unis ont besoin de lui pour créer une nouvelle crise dans la région, il s'exécute. C'est devenu une spécialité US : fomenter des problèmes pour ensuite proposer de les résoudre. Ici, les Etats-Unis cherchent à faire passer l'Erythrée pour un pays belliqueux qui serait la cause de tous les problèmes dans la Corne de l'Afrique.

Pourquoi les Etats-Unis veulent-ils marginaliser l'Erythrée ?

Le gouvernement érythréen a une vision pour son propre pays et pour la région : il est possible d'atteindre un bon niveau de développement et de résoudre les conflits par le dialogue si on se débarrasse des interférences des puissances étrangères.
De même, pour résoudre la crise en Somalie, l'Erythrée a toujours prôné de rassembler tous les acteurs politiques du pays autour d'une table pour dialoguer. Pour reconstruire le pays, elle propose également d'impliquer la société civile : femmes, vieillards, chefs religieux… Rassembler tout le monde au-delà des clivages pour rebâtir un pays qui n'a plus de gouvernement depuis vingt ans. Cette méthode serait certainement efficace. Mais, de leur côté, les Etats-Unis ont volontairement maintenu la Somalie dans le chaos (voir chapitre Somalie). En 2007, ils ont même ordonné à l'armée éthiopienne d'attaquer Mogadiscio alors que la paix était revenue. Et au bout du compte, c'est l'Erythrée qui est sanctionnée par l'ONU !

En fait, les Etats-Unis craignent que la vision érythréenne ne fasse des adeptes dans la Corne de l'Afrique. Cela signifierait la fin de l'ingérence étasunienne dans cette région stratégique. Washington cherche donc à mettre l'Erythrée en quarantaine pour éviter que le « virus » se propage. C'est une technique que les Etats-Unis ont toujours appliquée et que Noam Chomsky a étudiée avec sa « théorie de la pomme pourrie » : si une pomme pourrit dans un panier, il faut vite la retirer avant que les autres pommes ne pourrissent à leur tour. C'est pourquoi les Etats-Unis ont toujours cherché - et parfois réussi - à renverser des gouvernements : Castro à Cuba, Allende au Chili, le Laos dans les années 60… Chomsky remarque que Washington intervient alors sous prétexte d'assurer la « stabilité » du monde. Mais cette « stabilité », nous explique-t-il, signifie en réalité « sécurité » pour les multinationales et les classes dirigeantes.

Wikileaks: qui de l'Érythrée ou de l'Éthiopie pratique le terrorisme?

Au mois de juillet 2011, une fois n'est pas coutume, l'Erythrée défrayait la chronique. Elle était accusée d'avoir planifié un attentat quelques mois plus tôt à Addis Abbeba, capitale éthiopienne où se tenait un sommet de l'Union africaine.
Les informations, établies dans un rapport du Groupe de contrôle sur la Somalie et l'Erythrée de l'ONU, provenaient des services de renseignements éthiopiens qui se félicitaient d'avoir déjoué le complot.
On peut pourtant douter de ces renseignements. En effet, des câbles Wikileaks démontrent comment en septembre 2006, les forces de sécurité éthiopiennes avaient fait exploser trois bombes à Addis Abeba pour accuser ensuite l'Erythrée et le Front de résistance Oromo (un des plus anciens mouvements de libération nationale éthiopien). La Chargé d'Affaires US en Ethiopie, Vicky Huddleston, remarque ainsi dans le câble qu' « *une source de l'ambassade, ainsi que des rapports clandestins, suggèrent que l'attentat à la bombe peut en fait avoir été le travail des forces de sécurité du gouvernement éthiopien* ».
Le rapport de Wikileaks poursuit : « *D'après une source sûre, les trois corps trouvés sur le site où les bombes ont explosé étaient ceux d'hommes ayant été appréhendés par la police une semaine plus tôt, gardés en détention et torturés. Elle a dit que la police a ensuite laissé les hommes dans une maison et enclenché les explosifs à proximité, tuant trois d'entre eux.* »
Ce type de pratiques, déjà employées par d'autres services de renseignements, jette le doute sur les affirmations tendant à prouver que l'Erythrée est un Etat terroriste. Quelle valeur faut-il accorder aux informations provenant du gouvernement éthiopien, ce même gouvernement ayant déjà déclaré publiquement vouloir « *châtier pour toujours* » les autorités érythréennes ?

Pour Washington, l'Erythrée est donc la pomme pourrie de la Corne de l'Afrique ?

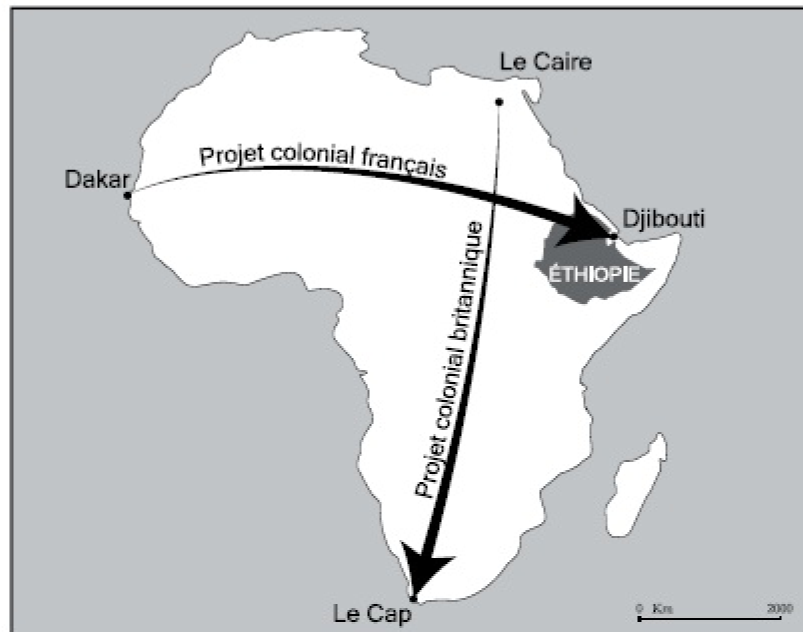
Tout à fait. Mais le véritable ennemi de la région, c'est l'impérialisme. Particulièrement l'impérialisme étasunien. L'Erythrée souhaite donc que les pays de la Corne de l'Afrique se débarrassent des ingérences des puissances néocoloniales et développent un projet commun.
La Corne de l'Afrique jouit d'une position géographique très avantageuse : elle est à la fois connectée aux pays du Golfe et à l'océan Indien où s'effectue la

majeure partie du commerce maritime mondial. Elle dispose également de nombreuses ressources : minerais, gaz, pétrole, biodiversité… Si les pays de cette région se libéraient du néocolonialisme et unissaient leurs efforts, ils parviendraient à sortir de la pauvreté. Voilà ce que souhaite l'Erythrée pour la Corne de l'Afrique.
Bien évidemment, les Etats-Unis ne veulent pas que ce projet aboutisse, car ils pourraient alors faire une croix sur le contrôle de cette région stratégique riches en matières premières. Washington essaie donc de faire pression sur le président Isaias Afwerki pour qu'il change sa politique. En fin de compte, l'Erythrée, qui a dû mener un long combat pour obtenir son indépendance en 1993, lutte encore aujourd'hui pour protéger sa souveraineté nationale.

Les puissances coloniales européennes se sont partagé l'Afrique à la Conférence de Berlin (1885). Mais au début du 20ème siècle, l'Ethiopie était le seul pays indépendant du continent. Etonnant, non ?

Cette particularité résulte d'un compromis entre les Français et les Britanniques. Les premiers avaient pour projet de s'étendre de Dakar à Djibouti. D'ouest en est. Mais Londres ambitionnait de déployer son empire du Caire au Cap. Du nord au sud. Regardez une carte de l'Afrique, vous verrez qu'immanquablement, ces projets coloniaux étaient amenés à se télescoper. Pour éviter un conflit qui aurait entraîné de grosses pertes dans les deux camps, la France et la Grande-Bretagne ont décidé de ne pas coloniser l'Ethiopie et d'en faire une zone tampon. Mais les impérialistes n'ont pas pour autant renoncé à ce territoire. Ils ont soutenu et armé Menelik II qui régnait sur une des régions les plus riches d'Ethiopie. Avec le soutien des puissances coloniales, Menelik II a pris le pouvoir dans toute l'Ethiopie et permis aux Français et aux Britanniques d'avoir accès aux ressources de son empire.
Finalement, si l'Ethiopie était le seul pays à ne pas être colonisé, on ne peut pas dire pour autant qu'elle était indépendante ! Celui qui se faisait appeler Menelik II, Roi des Rois d'Ethiopie, lion conquérant de la tribu de Judah, élu de Dieu, n'était qu'un agent des puissances impérialistes, incapable de bâtir un Etat moderne. Il avait été choisi notamment parce que c'était un chrétien orthodoxe et qu'il provenait d'une des régions les plus riches d'Ethiopie. Menelik II dirigeait donc un régime minoritaire dans un système féodal où la majorité des nationalités n'avaient aucun droit. On y pratiquait l'esclavage. Tout cela a créé de

nombreuses inégalités qui se ressentent encore aujourd'hui en Ethiopie.



L'Ethiopie au croisement
des projets coloniaux français et britannique

L'Erythrée, par contre, fut colonisée par l'Italie. Mussolini déclara même plus tard qu'elle serait le cœur du nouvel empire romain. Quels furent les effets de la colonisation italienne en Erythrée ?

Quand elle colonisa l'Erythrée, l'Italie comptait trop de paysans dans ses frontières. Beaucoup ont émigré en Suisse ou en France. Et d'autres sont partis s'installer en Erythrée. Avec son paysage de carte postale et son climat agréable, la nouvelle colonie italienne en faisait rêver plus d'un. Des colons se sont implantés sur place avec les paysans. La bourgeoisie italienne a alors beaucoup investi en Erythrée. La situation géographique de cette colonie l'intéressait particulièrement. En effet, le pays a de longues côtes bordant la mer Rouge. Il est proche du Canal de Suez au nord et du détroit de Bab-el-Mandeb au sud : un des couloirs de navigation les plus fréquentés du monde, reliant la mer Rouge à l'océan Indien.
Les Italiens ont donc investi en Erythrée et développé des plantations, des ports, des infrastructures… Pour vous donner une idée du niveau de développement de cette colonie, lorsque les Britanniques ont envahi l'Erythrée durant la Seconde Guerre mondiale, ils ont carrément démonté des usines pour les emporter !

On paraît loin des pillages habituels ou des mains coupées du Congo belge. L'Erythrée était-elle une exception dans le monde impitoyable du colonialisme ?

Il y a eu des aspects positifs mais il ne faut pas se leurrer, le colonialisme italien restait discriminatoire : les Noirs n'avaient pas beaucoup de droits par rapport aux Blancs. Pourquoi ? En fait, quand l'Italie s'est emparée de l'Erythrée et d'une partie de l'actuelle Somalie à la fin du 19ème siècle, elle a tenté de poursuivre son expansion en Ethiopie. Mais les soldats italiens ont été vaincus par Menelik II durant la bataille d'Adoua en 1896. Dans les années suivantes, l'idéologie fasciste s'est développée au sein de l'intelligentsia italienne avec la volonté de restituer l'honneur du pays qui avait été vaincu par des Noirs. Le colonialisme italien était donc très raciste envers ces derniers. C'est pourquoi la population érythréenne avait été intégrée au projet colonial mais seulement en tant que classe inférieure.
D'ailleurs, le fascisme italien, qui arriva au pouvoir en 1922, était avant tout basé sur un racisme anti-noir, il n'était pas antisémite comme le fascisme allemand. Des juifs ont travaillé au sein d'organisations fascistes en Italie ! Et Mussolini avait une maîtresse juive. Imaginez cela pour Hitler ! Ce n'est que plus tard, vers la fin des années trente, que l'Italie commença à persécuter les juifs. D'abord, parce que Mussolini s'était rapproché d'Hitler. Ensuite, parce que le parti fasciste italien avait besoin d'un second souffle. Il utilisa donc la communauté juive comme bouc émissaire pour mobiliser la population italienne.

Finalement, les fascistes italiens ont pris leur revanche sur l'Ethiopie : en 1935, les troupes de Mussolini envahirent le seul pays non colonisé d'Afrique.

Oui. Mais l'occupation de l'Ethiopie ne dura pas très longtemps. En 1941, en pleine guerre mondiale, l'armée britannique chassa les Italiens de la région et les Alliés prirent le contrôle de la Corne de l'Afrique. Au lendemain de la guerre, si l'Ethiopie retrouva son « indépendance », le sort de l'Erythrée, en revanche, fit débat. L'Union soviétique souhaitait que cette colonie obtienne son indépendance. De leur côté, comme ils l'avaient fait un peu partout, les Britanniques voulaient diviser le pays en deux sur base de la religion : selon eux, les musulmans devaient rejoindre le Soudan et les chrétiens orthodoxes l'Ethiopie. Il est intéressant de noter que l'Eglise éthiopienne était favorable à

cette option et faisait pression sur les chrétiens d'Erythrée pour qu'ils l'acceptent. Elle leur disait que s'ils refusaient, ils ne seraient pas enterrés et leur âme ne rejoindrait pas le paradis. Malgré tout, les chrétiens d'Erythrée refusèrent : ils se sentaient Erythréens avant toute chose ! Comment expliquer ce sentiment d'appartenance ? Notamment par le fait que les Italiens - à l'inverse d'autres puissances impérialistes - avaient intégré le peuple érythréen au projet colonial sans distinction ethnique. Mais finalement, ce fut la troisième option qui l'emporta, celle des Etats-Unis : l'Erythrée devait être intégrée à l'Ethiopie dans un système fédéral.

Pourquoi les Etats-Unis soutenaient-ils cette option ?

Sa position géographique avait conféré à l'Erythrée une grande importance aux yeux de Washington pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Dès les années 40, le Pentagone et des firmes d'armement privées développèrent d'importants projets dans le pays : une ligne d'assemblage d'avions, des ateliers de réparation, une force navale… Et surtout, dans les années 50, les services de renseignement américains établirent dans la capitale Asmara une de leurs plus importantes bases de télécommunications à l'étranger. A l'époque, il n'y avait pas de surveillance satellite comme aujourd'hui et les systèmes d'écoute avaient une portée limitée. Mais depuis l'Erythrée, vous pouviez surveiller ce qui se passait en Afrique, au Moyen-Orient, dans le Golfe et même dans certaines parties de l'Union soviétique.
Les Etats-Unis plaidèrent donc pour que l'Erythrée soit rattachée à l'Ethiopie, qui était un allié de Washington. John Foster Dulles, une figure éminente de la politique américaine, dirigeait le bureau des Affaires étrangères. Il reconnut dans un débat du Conseil de sécurité : *« Du point de vue de la justice, les opinions du peuple érythréen doivent être prises en considération. Néanmoins, les intérêts stratégiques des Etats-Unis dans le bassin de la mer Rouge, et les considérations pour la sécurité et la paix dans le monde, rendent nécessaire que ce pays soit rattaché à notre allié, l'Ethiopie ».* Voilà comment fut réglé le sort de l'Erythrée. Avec de lourdes conséquences : la plus longue lutte pour l'indépendance en Afrique allait commencer…

L'Erythrée devient donc une entité autonome fédérée à l'Ethiopie. Comment se passe la cohabitation ?

Plutôt mal. Cette décision n'avait aucun sens car elle amenait deux systèmes incompatibles à vivre ensemble. Vous aviez d'un côté l'Erythrée, qui avait bénéficié du développement du colonialisme italien et où avait émergé une certaine classe ouvrière avec une conscience politique. De l'autre côté, il y avait l'Ethiopie dirigée par l'empereur Hailé Sélassié. C'était un régime féodal, arbitraire, sans Constitution, qui pratiquait encore l'esclavage et où il n'y avait pas de droits politiques. Mais comme c'était un système fédéral, l'Erythrée gardait son drapeau, son parlement, ses syndicats, ses journaux indépendants… Autant de choses qui étaient interdites en Ethiopie !
Cette étrange cohabitation allait indirectement conduire à une tentative de coup d'Etat contre l'empereur Sélassié. En effet, des officiers éthiopiens voyageaient en Erythrée et constataient de grosses différences par rapport à leur propre pays. De plus, le mouvement panafricain et la vague des indépendances faisaient évoluer les mentalités sur tout le continent. Certains Ethiopiens commençaient à percevoir que leur régime était arriéré. Parmi eux, le jeune Girmame Neway. Il avait étudié aux Etats-Unis et avait servi comme gouverneur dans certaines provinces de l'Empire éthiopien. Avec l'aide de son frère qui faisait partie des gardes du corps de Sélassié, il tenta un coup d'Etat en 1960, alors que l'empereur était en visite au Brésil. Mais l'armée éthiopienne ne suivit pas le mouvement et le coup d'Etat échoua. A son retour, Sélassié avait deux options : ou bien il maintenait la fédération avec l'Erythrée et offrait à son peuple les mêmes droits que ceux dont jouissaient les Erythréens ; ou bien il annexait complètement l'Erythrée. La première option aurait été un suicide politique pour Sélassié. Donc, en 1962, l'Ethiopie annexa totalement l'Erythrée.

Avec le soutien implicite des Nations unies. Pourquoi la communauté internationale n'a-t-elle pas protesté ?

Oui, c'est assez incroyable. Quand Sélassié a annexé l'Erythrée, il a ordonné l'arrestation d'éditeurs de journaux, exilé des leaders nationalistes, banni les syndicats et interdit l'usage des langues natives d'Erythrée dans les écoles et pour les transactions officielles. Il a également délocalisé les industries basées à Asmara pour les réimplanter à Addis Abeba. Son idée était de faire venir les travailleurs érythréens en Ethiopie et de dépeupler l'Erythrée pour en faire une base militaire. De plus, alors que des troupes éthiopiennes encerclaient l'Assemblée et que des avions de combat survolaient la ville d'Asmara, le

parlement érythréen fut contraint de voter dans l'humiliation sa propre dissolution.
L'Erythrée a protesté vigoureusement et demandé la médiation de l'ONU qui a répondu : « *Votre requête doit d'abord passer par le gouvernement fédéral* », c'est-à-dire par l'empereur Sélassié lui-même ! Autrement dit, le régime éthiopien avait la bénédiction des puissances impérialistes et particulièrement des Etats-Unis qui dominaient l'ONU. L'empereur Sélassié était soutenu de toutes parts et en profitait pour se donner une bonne image, celle du père du continent africain. Personne n'allait s'opposer à lui, pour le plus grand malheur des Erythréens.

Comment l'Ethiopie est-elle devenue un allié privilégié des Etats-Unis ?

Dans les années 40, les Etats-Unis voulaient affaiblir leurs concurrents européens et ont commencé à s'intéresser à l'Afrique. Mais les Français et les Britanniques possédaient déjà de nombreuses colonies sur ce continent. L'Ethiopie, en revanche, n'avait pas été colonisée. Pour Washington, elle était donc la porte par laquelle elle allait pouvoir s'immiscer en Afrique pour asseoir son influence et concurrencer les puissances coloniales. L'Ethiopie féodale allait ainsi devenir une marionnette des Etats-Unis, participant à des guerres au Congo, en Corée… Ensuite, lorsque la plupart des pays africains sont devenus indépendants dans les années 50 et 60, Washington a fait pression pour que l'Organisation de l'Unité Africaine nouvellement créée soit basée en Ethiopie. Cela allait permettre aux Etats-Unis d'exercer un contrôle sur tout le continent. Comme pour le Chah d'Iran ou Israël au Moyen-Orient, l'Ethiopie était donc un gendarme US en Afrique, mais un gendarme arriéré.

Après avoir épuisé les moyens diplomatiques auprès de la communauté internationale et organisé des manifestations pacifistes, l'Erythrée passe à la lutte armée. Comment ce combat est-il mené ?

Il est d'abord l'œuvre du Front de Libération de l'Erythrée (FLE). Le FLE rassemblait divers groupes nationalistes qui voulaient l'indépendance. Sur le plan politique, ce mouvement était dominé par des intérêts bourgeois et son analyse socio-économique était faible.
Sur le plan militaire, le FLE transposa le modèle de résistance algérien, un système où les groupes armés étaient divisés par région. C'était une grossière

erreur tactique. D'abord, parce que la plupart du temps, les unités réparties sur les différentes régions ne parlaient pas la même langue. Ainsi, pendant que vous combattez pour l'indépendance d'un Etat, vous contribuez également à créer des divisions qui un jour menaceront cet Etat ! De plus, cette scission de la résistance en groupes autonomes provoquait des problèmes de coordination que l'ennemi pouvait exploiter. Par exemple, quand un groupe d'une région était attaqué, ses voisins ne lui venaient pas en aide. Pour l'armée éthiopienne, il était donc beaucoup plus facile de combattre séparément des groupes isolés les uns des autres.
Le manque de vision politique du FLE, sa stratégie militaire et ses divisions internes entraînèrent le déclin du mouvement. Mais dans les années 70, des musulmans et des chrétiens progressistes membres du FLE décidèrent de fonder leur propre groupe: le Front de Libération du Peuple d'Erythrée (FLPE). D'inspiration marxiste, ce mouvement avait tiré les leçons de son prédécesseur. Le FLPE savait qu'il était nécessaire de mobiliser la population dans son ensemble plutôt que de créer des divisions. Il avait également une vision politique beaucoup plus pointue reposant sur une analyse pertinente de la société érythréenne. Plus qu'une lutte armée, le FLPE a donc amorcé une véritable révolution : émancipation des femmes, organisation de conseils démocratiques dans les villages, réforme agraire, éducation… Tout cela a permis de mobiliser le peuple érythréen derrière les combattants du FLPE. C'était absolument nécessaire pour que l'Erythrée gagne son indépendance.

Pourtant, le combat semblait perdu d'avance. L'Ethiopie était soutenue par toutes les grandes puissances et l'Erythrée luttait pratiquement seule contre tous…

En effet. L'Ethiopie était soutenue par les Etats-Unis, mais aussi par Israël qui voulait nouer des alliances avec des pays non arabes dans la région. D'ailleurs, durant la tentative de coup d'Etat contre Sélassié en 1960, ce fût grâce à Israël que l'empereur, en voyage au Brésil, put établir rapidement un contact avec un général et faire capoter la rébellion. Ensuite, l'Ethiopie présenta la résistance érythréenne comme une menace arabe pour la région et put compter là encore sur le soutien de Tel-Aviv. Des spécialistes israéliens de la contre-révolution entraînèrent une force d'élite éthiopienne d'environ cinq mille hommes connue sous le nom de « Brigade Flamme ».
L'Europe aussi soutenait l'Ethiopie, en lui fournissant des armes. Mais le

gouvernement éthiopien était surtout le principal bénéficiaire de l'aide européenne destinée à l'Afrique. Enfin, l'empereur Sélassié avait une influence très forte sur le continent africain, ce qui ne jouait pas en faveur des Erythréens. Je vous ai expliqué comment les Etats-Unis ont fait pression pour que l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) ait son siège à Addis Abeba, capitale de l'Ethiopie. Dans les années 60, pour éviter que des guerres civiles n'éclatent partout sur le continent, cette organisation a décrété que les frontières héritées du colonialisme n'étaient pas discutables. Bien évidemment, cette décision n'a pas été appliquée au cas de l'Erythrée. Les revendications de l'Ethiopie sur ce territoire n'avaient pourtant aucune légitimité. C'était comme si l'Italie revendiquait la France sous prétexte que la Gaule avait fait partie de l'Empire romain ! Mais Sélassié avait tout l'Occident derrière lui et son influence en Afrique était telle que l'OUA ferma les yeux.

En 1974, après 44 ans de règne, l'Empereur Sélassié est finalement renversé par une révolution socialiste. Mais le nouveau gouvernement éthiopien n'accorde pas son indépendance à l'Erythrée. Pourquoi ?

La révolution éthiopienne était le fruit d'une alliance entre des civils aux idées progressistes et des militaires. Mais très vite, des divisions sont apparues dans ce mouvement. Lorsque les militaires ont pris le pouvoir, les étudiants et les intellectuels révolutionnaires ont demandé que l'armée opère rapidement une transition vers un gouvernement civil. Et ils soutenaient le droit à l'indépendance de l'Erythrée. Mais la junte militaire au pouvoir, appelée Derg ("conseil" en langue amharique), restait très chauvine : pas question d'abandonner le territoire érythréen. Et les soldats n'entendaient pas laisser le pouvoir aux civils. L'armée lança donc une campagne d'arrestations et d'assassinats qui, selon Amnesty International, fit plus de dix mille morts, principalement des intellectuels et des étudiants. La révolution éthiopienne fut ainsi purgée de ses éléments les plus progressistes et les militaires prirent définitivement le pouvoir.
A la tête du Derg, se trouvait le lieutenant colonel Mengistu Haile Mariam. Il venait d'un milieu modeste, son père était soldat et sa mère servante. Au pouvoir jusqu'en 1991, Mengistu imposa un régime totalitaire et entreprit la militarisation du pays. Bien évidemment, il ne voulait pas entendre parler d'une quelconque autonomie pour l'Erythrée et réprima sévèrement la résistance. Finalement, avec

cette révolution, l'Ethiopie passa d'une dictature à une autre. Et en pleine guerre froide, ce pays qui jusque là avait été un allié stratégique des Etats-Unis, bascula dans l'orbite soviétique. Moscou apporta un soutien militaire très important à Mengistu dans sa répression de la résistance érythréenne.

Vingt ans plus tôt, l'Union soviétique était pourtant favorable à l'indépendance de l'Erythrée. Comment expliquez-vous ce changement ?

Tout d'abord, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Moscou soutenait l'indépendance de l'Erythrée car l'annexion de ce pays par l'Ethiopie faisait l'affaire des Etats-Unis. Evidemment, lorsque l'Ethiopie devint un allié de l'Union soviétique, Moscou vit les choses différemment. De plus, les Soviétiques avaient une meilleure connaissance du monde et de la Corne de l'Afrique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. A l'époque, ils savaient qu'en tant qu'ancienne colonie, l'Erythrée avait des revendications légitimes. Mais par la suite, la politique étrangère de Moscou changea et devint stupide.
En effet, dans les années 50, le dirigeant Nikita Khrouchtchev développa une nouvelle théorie particulière sur la manière dont l'Union soviétique devait soutenir les révolutions socialistes en Afrique : selon lui, les pays africains n'avaient pas besoin d'un parti d'avant-garde pour guider leur révolution, l'Union soviétique serait leur parti d'avant-garde ! Khrouchtchev entendait donc transposer le modèle de révolution russe aux pays africains sans vraiment tenir compte de leurs spécificités. On pourrait dire les choses autrement : les Soviétiques avait créé une chaussure à leur pied et ils pensaient que cette chaussure irait à tout le monde; et si votre pied était trop grand, alors il suffisait de couper un orteil pour qu'il s'adapte ! La théorie de Khrouchtchev était ridicule. Ca explique pourquoi l'Union soviétique n'avait pas une bonne vision de ce qui se passait dans la Corne de l'Afrique et soutenait l'Ethiopie. C'était une grave erreur.

Quel fut l'impact sur la résistance en Erythrée ?

Jusque là, les combattants érythréens avaient obtenu des succès notoires. La population soutenait la résistance. Beaucoup rejoignaient les rangs des combattants, notamment parce que l'armée éthiopienne s'en prenait régulièrement à la population : villages incendiés, civils massacrés… Plutôt que

d'effrayer les Erythréens, ces représailles confortaient l'idée que la cohabitation avec l'Ethiopie n'était pas possible et que la lutte pour l'indépendance était indispensable. En 1975 par exemple, de nombreux jeunes rejoignirent le FLPE après l'exécution de cinquante-six étudiants érythréens.
De plus, la stratégie développée par les résistants s'était perfectionnée. Un exemple : l'Erythrée n'avait pratiquement aucun soutien et luttait seule contre tous, ce qui posait un problème pour l'approvisionnement en armes. A défaut d'allié, le FLPE fit de son ennemi son principal soutien ! Les combattants menaient des attaques de guérilla contre les soldats éthiopiens : à chaque victoire remportée, ils récupéraient les armes de leurs ennemis. Au fil des années, la résistance allait ainsi devenir beaucoup mieux équipée, disposant même d'une artillerie lourde. Imaginez : les soldats éthiopiens luttaient contre leurs propres tanks ! Grâce à cette tactique, le FLPE passa du statut d'armée de guérilla à celui d'armée mécanisée.

Mais les résistants érythréens n'avaient pas prévu que l'Union soviétique viendrait à la rescousse du Derg en 1977 !

Ce fut une période difficile : la marine de l'Armée rouge pilonna les positions du FLPE le long des côtes, Moscou envoya trois mille conseillers militaires et un pont aérien vers Addis Abeba déversait quantité d'armes. On estime que l'armée éthiopienne a reçu à l'époque 1.000 tanks, 1.500 véhicules blindés ainsi que 90 avions de chasse et hélicoptères de combat. Fort de ce soutien soviétique, Mengistu lança en février 1982 une offensive d'envergure contre l'Erythrée : la campagne « Etoile Rouge » avec ses 150.000 hommes, la plus grande bataille que l'Afrique ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale.

Malgré tout cela, Mengistu n'est pas venu à bout du FLPE…

Cela a quand même été la période la plus dure de toute la lutte pour l'indépendance. Le FLPE a dû abandonner des positions qu'il avait conquises pour opérer un repli stratégique. Par ailleurs, Mengistu avait obtenu du Soudan qu'il ferme complètement sa frontière avec l'Erythrée : pendant des semaines, les combattants érythréens se trouvèrent privés du pétrole, de la nourriture et des autres fournitures qui parvenaient normalement depuis le Soudan. Impossible aussi pour les réfugiés de rejoindre les camps derrière la frontière.

Malgré tout, l'armée éthiopienne ne parvint pas à éliminer le FLPE. Il faut dire que ce mouvement était très bien organisé. Certes, les soldats éthiopiens étaient plus nombreux et mieux équipés. Mais ils ne faisaient qu'obéir aux ordres d'un dictateur. De leur côté, les combattants du FLPE étaient mieux entraînés et leur motivation était bien plus grande.
Finalement, la campagne « Etoile Rouge » marqua un tournant dans ce long combat pour l'indépendance : c'était la dernière fois que le gouvernement éthiopien menaçait réellement la résistance. Quand l'offensive prit fin après des mois de combat, le FLPE commença à récupérer les positions qu'il avait dû abandonner. Quelques années plus tard, l'Union soviétique, au bord de l'effondrement, annonça à Mengistu qu'elle cesserait de lui fournir des armes.
Le gouvernement éthiopien commençait à vaciller. Il devait non seulement affronter le FLPE, mais aussi d'autres groupes de résistance qui s'étaient formés ailleurs en Ethiopie. Parmi ces groupes, le Front de Libération des Peuples du Tigré (FLPT) qui combattit avec les Erythréens. Au départ, ce mouvement voulait l'indépendance pour les habitants de la région du Tigré. Mais les Erythréens savaient combien il pouvait être dangereux d'opérer des divisions selon les nationalités et conseillèrent : « *Vous êtes Ethiopiens avant tout ; c'est en tant qu'Ethiopiens que vous devez vous battre et encourager tous vos compatriotes à renverser la dictature militaire* ». Ce qui arriva en 1991 : le Derg tomba, Mengistu s'enfuit et après trente ans de combat, l'Erythrée devint indépendante.

Après tous ces changements, comment évoluèrent les relations entre l'Ethiopie et l'Erythrée ?

L'Ethiopie est un pays composé de différentes ethnies. Que ce soit avec Menelik II, Haïlé Sélassié ou Mengistu, le régime au pouvoir n'a jamais représenté la diversité du peuple éthiopien. Le pays a toujours été dirigé par des minorités qui agissaient dans leurs propres intérêts, créant des inégalités très fortes au sein de la population. Lorsqu'un nouveau gouvernement éthiopien a pris le pouvoir en 1991, tout le monde pensait que les choses allaient changer. Moi-même, j'ai accepté de travailler comme diplomate pour ce gouvernement. L'Erythrée aussi avait beaucoup d'espoir. En devenant indépendante, elle avait privé l'Ethiopie d'un accès à la Mer Rouge. Mais le président érythréen, Isaias Afwerki, proposa de créer une zone de libre-échange entre les deux pays. Si bien que l'Ethiopie pouvait disposer des ports érythréens avec une grande facilité. Les bases d'une coopération entre les pays de la Corne de l'Afrique étaient posées et il semblait

que la paix allait revenir pour de bon.

Mais vous avez vite déchanté ?

Depuis 1991, Meles Zenawi, leader du mouvement tigré, dirige l'Ethiopie. Et il n'a pas de vision politique. Il a perpétué la tradition, gouvernant pour ses propres intérêts et ceux de son entourage sans tenir compte de la diversité ethnique du pays. En outre, plutôt que de chercher à adapter les institutions héritées de Mengistu, le nouveau gouvernement les a tout simplement détruites. Par exemple, il a démobilisé l'armée du Derg plutôt que d'ouvrir un dialogue démocratique afin de voir comment les choses pouvaient évoluer. Beaucoup d'officiers qui avaient passé leur vie dans l'armée se sont ainsi retrouvés sans travail. Le nouveau gouvernement a tout bonnement détruit le corps de l'Etat éthiopien. En voyant cela, l'ambassadeur US était aux anges évidemment : l'Ethiopie était à nouveau à la merci des intérêts impérialistes.

Après trente années de lutte, le FLPE accède au pouvoir en 1993. Comment va-t-il passer de la résistance armée à la gouvernance politique ?

Comme je l'ai dit, dès le départ, le FLPE ne s'est pas contenté de mener une lutte armée contre l'occupant éthiopien mais il a développé un véritable projet politique. Dans toutes les zones qu'il contrôlait, le FLPE mettait déjà en place des structures pour subvenir aux besoins élémentaires en matière de santé, d'éducation ou de nourriture. Lorsque l'Erythrée est devenue indépendante, le FLPE a continué à mener le projet politique initié durant la lutte pour l'indépendance. Avec une philosophie bien particulière :
« Nous n'avons pas besoin de l'Occident pour nous développer ».
En effet, pour gagner son indépendance, l'Erythrée a dû lutter pratiquement seule contre toutes les grandes puissances : Etats-Unis, Union Soviétique, Europe, Israël… Tous ces pays soutenaient l'occupant éthiopien. Cette situation particulière a contribué à forger la vision politique des résistants érythréens et leur a appris à se débrouiller seuls. Ils savent, d'expérience, que les puissances néocoloniales divisent les Africains pour mieux s'emparer des richesses du continent. L'Erythrée a donc choisi de mener une politique de développement qui ne laisse pas de place aux ingérences des puissances étrangères.

Et ça fonctionne ? Un pays africain peut se développer sans aide de l'Occident ?

Evidemment ! En 2010, on a partout fêté en Afrique des cinquantenaires d'indépendance. Mais en réalité, le continent ne s'est jamais libéré du colonialisme qui a juste pris une autre forme. Aujourd'hui, grâce à des institutions telles que l'Organisation Mondiale du Commerce, l'Occident impose des règles de commerce qui permettent à ses multinationales de piller les richesses de l'Afrique et d'asservir les populations. Ces multinationales inondent le continent de produits subventionnés qui empêchent les producteurs locaux de se développer. Et tout cela est possible parce qu'à la tête de la plupart des Etats africains, des minorités pro-occidentales tirent profit de ce système pendant que l'immense majorité de la population est condamnée à la misère. Donc oui, un pays africain peut se développer sans aide de l'Occident. Parce que tant qu'il n'aura pas ôté son casque de colon, l'Occident restera un frein au développement de l'Afrique.

Peut-on parler de « révolution érythréenne » ?

Tout à fait. Le gouvernement a mis en place un modèle de développement reposant sur cinq piliers. Tout d'abord, la sécurité alimentaire : l'Erythrée ne peut pas défendre sa souveraineté nationale si sa population meurt de faim. Une réforme agraire a donc octroyé à chaque paysan son propre morceau de terre. Le gouvernement a également installé des stations de tracteurs à disposition des fermiers et propose même de les aider dans leur travail. L'agriculture est un métier pénible, surtout lorsqu'on dispose d'équipements rudimentaires. Mais avec l'aide du gouvernement, les paysans peuvent se libérer du temps pour apprendre à lire et se former à d'autres métiers.

L'accès à l'eau potable est le deuxième pilier. En Afrique, beaucoup de maladies sont liées à l'insalubrité de l'eau. Mais vous pouvez y remédier en mettant de l'eau potable à disposition dans tous les villages.

Le troisième pilier, c'est la santé. L'Erythrée dispose d'un réseau performant de cliniques disséminées dans tout le pays et connectées à des hôpitaux. De plus, l'accès aux soins de santé est gratuit. On peut comparer avec l'Ethiopie. Là-bas, si vous n'avez pas beaucoup d'argent, vous êtes mort ! Et encore… Un chanteur très célèbre, le Johnny Halliday éthiopien, souffrait de sérieux problèmes de diabète. Les autorités l'ont transporté d'un hôpital à l'autre, mais

elles n'avaient pas le matériel nécessaire pour le soigner. Résultat : la star éthiopienne est décédée.
Le quatrième pilier repose sur l'éducation, une priorité du gouvernement qui veut développer ses ressources humaines. En Afrique, beaucoup ont perdu de vue que les ressources matérielles ne suffisent pas à développer un pays. Evidemment, cela arrange bien les puissances impérialistes qui ont toujours fait croire qu'elles étaient indispensables aux Africains pour les aider à tirer profit de leurs ressources matérielles. Le facteur humain est primordial et l'Erythrée veut donc avoir son propre personnel compétent pour exploiter ses matières premières.
Le cinquième et dernier pilier est constitué par les Erythréens expatriés qui envoient de l'argent à leur famille restée au pays. Au passage, ils paient un pourcentage au gouvernement, ce qui constitue une source considérable de revenus. La CIA a essayé de briser ce réseau de financement mais n'y est pas parvenue.

Ces expatriés paient donc deux fois des impôts : une fois dans le pays où ils résident et une seconde fois au gouvernement érythréen ?

Oui, mais ils savent que cet argent servira notamment à construire des écoles, des routes et des hôpitaux et non une villa pour le président Isaias Afwerki, qui mène un train de vie modeste. De plus, ces expatriés sont très liés à leur pays et savent à qui ils doivent la libération de l'Erythrée. La mobilisation de la population, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, est un facteur essentiel de la révolution érythréenne. C'est le ciment qui fait tenir les piliers du modèle de développement.
Un exemple : quand les Italiens ont colonisé l'Erythrée, ils ont construit une ligne de chemin de fer reliant le port de Massawa à la capitale, Asmara. Mais durant la guerre d'Indépendance, les Ethiopiens ont récupéré une partie de l'acier de cette ligne ferroviaire et l'ont endommagée en construisant des tranchées. Quand l'Erythrée est devenue indépendante, le gouvernement a voulu reconstruire cet axe stratégique. Des sociétés occidentales ont proposé de prendre ces travaux en charge, moyennant des sommes colossales allant jusqu'à 400 millions de dollars ! L'Erythrée a répondu : « Non merci, nous allons le faire nous-mêmes ». Tout le peuple s'est mobilisé, jeunes, femmes, vieillards… Et ils ont reconstruit cette ligne qui aujourd'hui fonctionne à

nouveau. Le prix de ces travaux ? 70 millions de dollars. L'idée est de faire tout ce que l'on peut par soi-même pour ne pas dépendre des puissances étrangères.

L'Erythrée serait donc la preuve qu'un pays africain peut se libérer du néocolonialisme pour se développer ?

En fait, tout dépend de là où vous mettez vos priorités. Si vous faites de la santé, de l'éducation ou de la sécurité alimentaire des objectifs prioritaires, vous pouvez très bien vous développer. Si par contre, comme dans beaucoup de pays africains, votre préoccupation première est de vous conformer aux normes du commerce mondial, vous êtes foutu !
John Perkins, un ancien membre respecté du monde bancaire, a écrit un ouvrage passionnant : *Confession d'un tueur à gage économique.* Il y décrit comment son travail consistait à aider les Etats-Unis à extorquer des milliards de dollars aux pays pauvres en leur prêtant plus d'argent qu'ils ne pouvaient rembourser. Si vous dirigez un pays du Sud et que vous acceptez ces projets d'institutions telles que la Banque Mondiale ou le FMI, votre économie va être complètement déstabilisée, la corruption va se développer et les impérialistes vous tiendront à la gorge. C'est pourquoi, aujourd'hui, avant même d'envoyer la CIA pour déstabiliser un gouvernement jugé trop indépendant, on mobilise d'abord ces tueurs à gages économiques. Partout où il y a de la corruption, l'impérialisme a réussi. Et le gouvernement érythréen lutte activement contre cela.

Le recyclage des pétrodollars : un enjeu crucial pour les USA

En 1971, le président Nixon met fin à la convertibilité du dollar en or (voir chapitre 4). Mais pour que le billet vert garde une place privilégiée au cœur de la finance mondiale, les USA se mettent d'accord avec l'OPEP : dorénavant, le pétrole sera vendu exclusivement en dollars et une grosse partie des revenus pétroliers sera réinjectée dans les banques londoniennes et new-yorkaises.
Après le choc pétrolier de 1973, ces banques décident de recycler les pétrodollars sous forme de prêts aux Pays en voie de développement (PED). Les intérêts exorbitants promettent de juteux profits. De plus, avec cet argent, les PED achètent des produits occidentaux, ce qui relance les économies moribondes du Nord.

Le piège de la dette

Mais en 1980, c'est la crise de la dette. L'avalanche de prêts étouffe les PED incapables de rembourser. De plus, ces pays ont besoin de dollars pour payer le pétrole et rembourser leurs débiteurs. Riches en matières premières, ils augmentent leurs exportations pour se procurer des billets verts. Mais cette offre plus importante provoque une chute des cours, donc une baisse des revenus.
Pour sauver les PED de la faillite – et pour s'assurer que les créanciers récupèrent leurs billes - le Fonds Monétaire International (FMI) intervient comme prêteur en dernier recours. Mais en échange des prêts, les PED doivent appliquer un traitement de choc à la sauce néolibérale : privatisations, suppression des budgets sociaux, production tournée vers l'exportation, suppression des barrières douanières…

Les liquidations totales du FMI

En laissant le FMI dicter leur politique économique, ces pays renoncent en fait à leur souveraineté nationale. Tout bénéfice pour les multinationales qui s'offrent ainsi un accès à bas prix aux matières premières, une main-d'œuvre bon marché et des débouchés pour leurs produits, tuant les petits concurrents locaux. Ces dettes sont donc « odieuses ».

1. Parce qu'elles ont été imposées soit par le chantage, soit par la corruption de dictateurs locaux.

2. Nombre de ces dictateurs ont profité de l'argent pour s'enrichir personnellement plutôt que de développer des projets pours les populations (Mobutu au Zaïre, Suharto en Indonésie, Duvalier en Haïti...).

3. Elles permettent surtout aux puissances néocoloniales de dominer les économies du Sud.

4. Les taux d'intérêt exorbitants prouvent que les prêts ne constituent pas une aide mais bien un pillage : les PED ont remboursé 102 fois ce qu'ils devaient en 1970, mais entre temps, leur dette a été multipliée par 48 !

L'Erythrée est composée de différentes ethnies. Comment le gouvernement parvient-il à mobiliser la population et à surmonter cette diversité alors qu'elle est source de déchirements dans beaucoup de pays africains ?

L'égalité entre les nationalités est un principe fondamental de la révolution érythréenne. Si vous respectez la diversité et mettez toutes les ethnies et les religions sur le même pied, vous pourrez compter sur le soutien de la population. En Erythrée, il y a autant de chrétiens que de musulmans et pas moins de neuf ethnies différentes : Tigrés, Afars, Kunama, Saho, etc. Mais tous se sentent Erythréens avant tout.
La culture joue également un rôle très important. Les dirigeants érythréens ont toujours fait grand cas de la diversité culturelle, encourageant chaque ethnie à valoriser ses traditions et à les partager. Partout en Afrique, des gens d'ethnies ou de religions différentes s'entretuent. Mais en Erythrée, ils organisent ensemble des spectacles de danse !

Avec les voisins éthiopiens, l'entente n'est malheureusement pas aussi bonne. Pourquoi les tensions persistent-elle ?

Aujourd'hui, l'Ethiopie est dirigée par la minorité tigré qui, dans les années 70, avait formé un mouvement séparatiste, le Front Populaire de Libération du Tigré (FPLT), et combattu la dictature militaire de Mengistu aux côtés des Erythréens. Cependant, à la différence de l'Erythrée qui était une ancienne colonie italienne, la région du Tigré a toujours fait partie intégrante de l'Ethiopie. Comme je le disais, les résistants érythréens conseillèrent donc à leurs compagnons de lutte de ne pas se battre uniquement pour la libération de leur communauté mais pour tous leurs concitoyens, quelle que soit leur nationalité. De plus, le FLPE avait conscience qu'une indépendance du Tigré n'aurait pas forcément entraîné la libération de l'Erythrée. Un changement de régime à Addis Abeba était nécessaire et les résistants devaient unir leurs efforts dans ce sens.
En 1991, la dictature militaire fut renversée. Grâce aux conseils des Erythréens, les Tigrés prirent le pouvoir. Jusqu'ici, l'Ethiopie avait toujours été dirigée par des minorités ethniques œuvrant pour leurs propres intérêts. Tout le monde pensait que le nouveau gouvernement allait rompre avec cette tradition et appliquer le principe d'égalité entre les différentes nationalités, condition essentielle pour ramener la paix et le développement dans le pays.
Malheureusement, le premier ministre Meles Zenawi, qui dirige le pays depuis 1991 et qui a été réélu en 2010 au travers d'élections frauduleuses, s'est inscrit dans la droite lignée de ses prédécesseurs : Ménélik II, Sélassié ou Mengistu. Comme je l'ai dit, il n'a aucune vision politique et gouverne selon ses propres intérêts. Il se maintient au pouvoir seulement grâce au soutien des Etats-Unis.

L'Ethiopie de l'empereur Sélassié était un allié privilégié des USA. Avec la dictature militaire de Mengistu, elle bascula du côté de l'URSS. Comment est-elle repassée dans la sphère étasunienne ?

L'Union soviétique avait commis une grosse erreur en soutenant le régime soi-disant socialiste de Mengistu. Les Etats-Unis, par contre, avaient une meilleure vision de la situation. Ils savaient que le régime éthiopien n'avait pas de base sociale et était, par conséquent, très fragile. En fait, les puissances impérialistes ne peuvent rêver d'une meilleure configuration. Car un gouvernement qui ne

représente pas la diversité de son peuple et qui n'agit que dans l'intérêt d'une minorité ne pourra pas se maintenir au pouvoir sans le soutien de puissances étrangères.
Washington connaissait bien la nature du régime de Mengistu et espérait donc que l'Ethiopie revienne dans son cercle d'influence. Evidemment, avec l'arrivée au pouvoir de Meles Zenawi, les espoirs ont été largement dépassés ! Non seulement le nouveau gouvernement agit pour ses propres intérêts et ne dispose d'aucune base sociale, mais il a en plus détruit toutes les institutions héritées de Mengistu, vidant le corps de l'Etat de sa substance. Aujourd'hui, Zenawi est donc totalement dépendant du soutien financier, militaire et diplomatique des Etats-Unis. Par conséquent, il ne peut rien leur refuser. Washington veut installer une base militaire ? Ok, d'accord ! Washington veut que l'armée éthiopienne envahisse la Somalie ? Ok, d'accord ! Il n'y a même pas de négociations. Washington demande, Zenawi exécute. C'est tout à fait le contraire de ce que souhaite l'Erythrée pour la Corne de l'Afrique : la fin des ingérences étrangères. C'est pourquoi, aujourd'hui, l'Erythrée refuse de normaliser ses relations avec son voisin éthiopien. Certes, elle prône le dialogue entre les acteurs régionaux pour résoudre les conflits et établir les bases d'une coopération. Mais tant que l'un de ces acteurs restera une marionnette agitée par Washington, ce projet ne sera pas réalisable.

Pourtant, après la chute de Mengistu en 1991, il y a eu des accords de coopération entre l'Erythrée et l'Ethiopie. Pourquoi cela n'a-t-il pas fonctionné ?

Oui, les pays avaient conclu des accords de libre-échange : élimination graduelle des barrières économiques, coopération dans les secteurs financier et monétaire, libre circulation des personnes, etc. De plus, l'Ethiopie obtenait de disposer librement des ports d'Erythrée (avec l'indépendance, elle s'était retrouvée privée d'un accès à la mer Rouge). A Assab par exemple, ville portuaire située au sud de l'Erythrée, le nombre de travailleurs éthiopiens était très élevé. L'Ethiopie put même ouvrir dans cette ville quatre écoles répondant à son propre programme scolaire.
Les dirigeants érythréens pensaient vraiment pouvoir bâtir une collaboration fructueuse avec leurs homologues éthiopiens. Ils se connaissaient bien, ils avaient combattu ensemble. Mais cette collaboration fut ruinée par le manque de vision politique de Meles Zenawi et sa soumission à l'impérialisme US.

En peu de temps, l'Erythrée et l'Ethiopie passent de la coopération à la guerre. En 1998, un conflit frontalier oppose les frères ennemis. Pourquoi ?

La question de la frontière n'était qu'un prétexte invoqué par Zenawi pour tenter de renverser le gouvernement érythréen. Cette frontière est l'une des mieux démarquées de l'Afrique. Elle a été tracée et confirmée à plusieurs reprises par des accords conclus entre les colons italiens et l'Empire éthiopien au début du 20ème siècle. Par la suite, elle a également servi à démarquer le territoire érythréen d'abord comme entité fédérée, puis comme province de l'Ethiopie. Elle était reconnue sur le plan international.
Mais Meles Zenawi a remis sa validité en cause en 1998. Jusque là, Isaias Afwerki, le président érythréen, n'avait pas accordé beaucoup d'attention à cette question et pensait qu'il en allait de même pour son homologue éthiopien. Afwerki savait que la frontière était clairement définie et que par ailleurs, son importance était toute relative au regard des accords entre les deux pays établissant notamment la libre circulation des personnes. Il estimait également que les défis socio-économiques à relever dans la région étaient plus essentiels.
Les choses se sont gâtées lorsque l'Ethiopie a tenté d'annexer les zones contestées et d'imposer une légitimité de fait : Addis-Abeba a produit une carte de l'Etat éthiopien incluant de larges étendues du territoire érythréen et a intensifié ses incursions militaires dans les régions disputées, chassant ou emprisonnant les habitants. En mai 1998, des accrochages entre patrouilles le long de la frontière débouchèrent sur un conflit ouvert. L'Erythrée remporta les premières batailles et récupéra très vite le contrôle des territoires contestés. Et c'est là qu'on voit très bien comment Asmara et Addis-Abeba interprétaient le conflit de manière différente.
Pour l'Erythrée, il s'agissait clairement d'un conflit frontalier : une fois ses territoires récupérés, elle maintint ses positions en attendant que les instances internationales viennent confirmer qu'elle était dans son droit. Ce sera d'ailleurs chose faite en 2002, la Cour d'arbitrage internationale de La Haye donnant raison à l'Erythrée sur le tracé de la frontière.
Mais pour l'Ethiopie par contre, les motivations de cette guerre étaient tout à fait différentes. Il s'agissait, selon les déclarations de dirigeants éthiopiens, de « *mettre fin à l'arrogance érythréenne* », « *d'infliger une punition* » et de « *châtier pour toujours* » le FLPE.

Ce qui explique les importantes offensives lancées par l'armée éthiopienne ?

Tout à fait. Après que l'Erythrée ait repris le contrôle de ses territoires, les combats ont continué épisodiquement. Mais le 12 mai 2000, l'armée éthiopienne lança une nouvelle offensive, portant ses effectifs de 50.000 à 300.000 hommes. Addis Abeba avait également réorganisé son commandement et dépensé presqu'un milliard de dollars en armement. Le champ de bataille s'étendait à présent bien au-delà des zones contestées à la frontière. Le conflit frontalier devenait en fait une véritable guerre d'invasion. Ce que l'Ethiopie souhaitait, c'était carrément de faire tomber le gouvernement érythréen. Elle avait aussi soigneusement choisi le moment pour attaquer : la période où les paysans commençaient à semer dans les champs. En pénétrant dans la région la plus fertile d'Erythrée, l'armée éthiopienne entendait faire fuir les paysans et affamer le pays.
Cette guerre fut effectivement une catastrophe humanitaire mais l'Ethiopie ne parvint pas à faire tomber la capitale Asmara. Dépassés en armes et en nombre, les combattants érythréens renouèrent avec leurs techniques de guérilla et repoussèrent l'envahisseur.

Pourquoi Meles Zenawi voulait-il absolument renverser le gouvernement érythréen ?

Zenawi voulait faire de l'Ethiopie la puissance dominante de la Corne de l'Afrique et se construire une base sociale. En Ethiopie, le pouvoir est concentré entre les mains de la minorité tigré qui ne représente que 6% de la population. De plus, les dirigeants en poste à Addis Abeba sont très éloignés de leur région d'origine. Dans la capitale, ils n'ont ni le soutien de la population, ni celui des élites. Avec cette guerre contre l'Erythrée, Zenawi voulait se donner l'occasion de réincarner le rêve de l'Empire éthiopien et rallier les foules. Ca a marché pendant un temps : les contradictions qui émergeaient au sein de la société éthiopienne ont laissé place au chauvinisme. Mais la défaite de l'armée éthiopienne et ses méthodes de combat ont très vite fait ressurgir les inégalités.

Qu'entendez-vous par « *méthodes de combat* » ?

Eh bien, il faut savoir que les officiers sont tigrés, mais la plupart des soldats sont issus des ethnies Oromos et Amharas, les plus peuplées. Durant la grande

offensive contre l'Erythrée, les officiers éthiopiens ont utilisé la tactique de la « vague humaine » héritée de la Première Guerre mondiale. Cette technique consiste à envoyer, contre des positions défendues, un nombre tellement important de soldats que l'ennemi se trouve submergé. Bien évidemment, les pertes humaines sont énormes et l'Histoire a montré que cette tactique avait ses limites. Mais les officiers tigrés de l'armée éthiopienne n'en ont pas tenu compte et ont envoyé stupidement au casse-pipe des milliers d'Oromos et d'Amharas.

En pure perte !

Oui, la défaite face à l'Erythrée et les contradictions au sein de l'armée ont brisé les espoirs de Zenawi de se construire une base sociale. Il ne peut compter que sur le soutien d'une partie de la communauté tigré, ce qui n'est pas grand-chose. Sa réélection est plutôt surprenante. Les fraudes ont été manifestes et l'opposition au régime est de plus en plus grandissante. Qui sait combien de temps Zenawi pourra encore la réprimer ?

Des irrégularités ont entaché le dernier scrutin éthiopien. Mais en Erythrée, il n'y a toujours pas eu d'élections présidentielles depuis l'indépendance en 1993. Il n'y a pas d'opposition politique non plus, un parti unique gouverne le pays. L'Erythrée est-elle une dictature ?

En Afrique, les partis politiques n'existent pas et la démocratie multipartite ne fonctionne pas. D'abord, parce que ce modèle politique crée des divisions. Au Congo, par exemple, il y a presqu'autant de partis politiques que d'habitants ! Le but de tout cela est de diviser les gens. Non plus selon les tribus comme autrefois, mais selon les partis politiques. Ce sont des démocraties de basse intensité.

Ensuite, le multipartisme ne fonctionne pas en Afrique parce que ce modèle de démocratie est un cheval de Troie pour les impérialistes. Les puissances néocoloniales faussent le jeu démocratique en finançant les candidats qui répondront le mieux à leurs exigences : accès aux matières premières pour les multinationales, alignement sur la politique étrangère, etc. Avec le multipartisme en Afrique, les impérialistes vous disent tous les quatre ou cinq ans : « *Allez voter pour ces candidats que nous avons sélectionnés pour vous. Ils vont vous appauvrir et vous tuer. Votez pour eux !* »

La question est de savoir : la démocratie multipartite est-elle un idéal auquel tout

pays doit impérativement aboutir ou bien un Etat est-il libre de choisir le système politique qui lui convient le mieux selon ses spécificités, son histoire et sa culture ? Compte tenu de la disparité ethnique et religieuse en Erythrée et du fait que la mobilisation est une composante essentielle du modèle de développement, vous devez favoriser un système qui renforce l'unité du peuple. Donc, un système à parti unique avec des comités et une démocratie à la base correspond mieux aux spécificités de l'Erythrée.

Mais en Occident, on a tendance à croire que notre modèle de démocratie est le plus abouti. A tort selon vous ?

La démocratie dont les Occidentaux font la promotion est une démocratie de minorités. Le pouvoir n'est pas dans le parlement ou dans les partis politiques. Il se trouve derrière : concentré dans les mains de ceux qui détiennent l'argent, font tourner l'économie et financent les partis. Mais cette élite économique n'a jamais été soumise au suffrage universel. Pourtant, c'est elle qui détient le plus gros du pouvoir. Est-ce démocratique ?
Un exemple très simple : la publicité pour les enfants. Des études scientifiques ont établi que les publicités destinées aux enfants avaient un effet négatif sur le développement des plus petits. Si la population était correctement informée sur ce sujet et qu'on lui demandait de se prononcer sur la question, nul doute qu'elle choisirait d'interdire ce type de publicité. Pourtant, la plupart des gouvernements occidentaux ont toujours rejeté cette idée sous la pression des lobbies. On le voit donc clairement ici, les intérêts de l'élite économique priment sur la volonté populaire.
Dans son livre *Les Etats manqués*, Noam Chomsky s'inquiète du déficit démocratique des Etats-Unis. On se souvient de l'élection pour le moins étrange de Georges W. Bush face à Al Gore en 2000. Mais Chomsky rapporte un autre fait éclairant. Lorsque l'administration Bush a présenté son budget en février 2005, une étude révélait que les positions populaires étaient à l'opposé des politiques menées. Là où le budget augmentait, l'opinion souhaitait qu'il diminue (défense, guerres en Irak et en Afghanistan, dépendance à l'égard du pétrole, etc.). Par contre, là où l'opinion souhaitait que le budget augmente, il diminuait (éducation, réduction du déficit, soutien aux anciens combattants, etc.).
Il serait trop long d'analyser ici toutes les lacunes des démocraties occidentales. Mais croire que ce modèle est la panacée est très prétentieux et loin de la réalité.

La vice-ministre bolivienne de la Culture proposait récemment une définition personnelle de la démocratie : *« Un pays est démocratique quand les besoins fondamentaux de tous ses citoyens sont satisfaits. »*. Si l'on se rallie à cette conception, l'Occident a beaucoup à apprendre de l'Erythrée en matière de démocratie.

Le président Isaias Afwerki a mené la résistance contre l'Ethiopie et préside le pays depuis son indépendance. N'avait-il pas promis des élections ?

Il a dit que le pays a besoin de démocratie mais que pour rencontrer ce besoin, il faut d'abord établir des structures de base. L'Erythrée est un jeune pays, encore marqué par la guerre contre l'Ethiopie. Tout n'est pas parfait, il reste du chemin à parcourir. Selon moi, l'Erythrée est une démocratie populaire où les gens ont accès aux soins de santé, ne risquent pas la mort en buvant un verre d'eau, ont du travail, de la nourriture, de l'électricité… Je préfère vivre dans un pays comme celui-là plutôt que dans une prétendue démocratie comme le Congo ou l'Ethiopie. Et si malgré tout, on considère l'Erythrée comme une dictature, je préfère vivre sous pareille dictature. Pour moi et mes enfants, car je sais qu'ils ne manqueront de rien et pourront aller à l'école.

Le gouvernement érythréen est souvent critiqué sur la question des droits de l'homme et notamment sur la liberté de culte. Hormis les quatre religions reconnues par l'Etat (Eglise orthodoxe d'Erythrée, Eglise catholique, Eglise évangélique luthérienne d'Erythrée et Islam), tous les autres groupes religieux sont interdits. Comment expliquez-vous cette position du gouvernement ?

Non. Les autres religions ne sont pas interdites, mais si vous voulez adhérer à un autre culte que ceux autorisés par le gouvernement, vous devez faire une demande spécifique et entrer un dossier mentionnant notamment les sources de financement étranger. En réalité, le gouvernement entend protéger les gens contre les religions importées qui servent des intérêts politiques : principalement le courant pentecôtiste.
Ce courant est venu tout droit des Etats-Unis, il est très lié à l'extrême droite qui entourait le président Georges W. Bush. Au nom de la liberté de culte, ce virus attaque la jeunesse africaine et la détruit en promouvant la réussite matérielle et en exacerbant l'individualisme. En fait, ces religions exportées en Afrique ont toujours servi des intérêts politiques, permettant à la Grande-Bretagne et

principalement aux Etats-Unis d'infiltrer la société africaine. En 1946 déjà, le consul général de France au Congo belge s'inquiétait : *« Le gouvernement américain ne craignant pas d'écarter les missionnaires de leur véritable apostolat, s'en sert pour étendre son influence sur les pays du centre-ouest africain. (…) il n'est pas douteux qu'ils* [les missionnaires] *disposent de fonds considérables et que les autochtones seront ainsi attirés dans l'orbite américaine. »*.
Aujourd'hui, les techniques se sont encore améliorées avec la méthode *Pizza Land* ! Imaginez : je suis un missionnaire protestant américain et je débarque en Afrique. Je repère des jeunes gens éloquents et les recrute. Ils sont très pauvres, il me suffit d'un peu d'argent pour les convertir. Je les achète en quelque sorte. Ensuite, je les envoie aux Etats-Unis, dans des écoles de commerce proches de la société *Pizza Land*, une firme de l'agro-alimentaire qui pratique des techniques de marketing très agressives. Formés, mes jeunes prêcheurs repartent vers l'Afrique où ils vont commencer leur travail de conversion, faisant de nombreux discours, créant des groupes de musique, montant des émissions de télévision… Ce sont les Etats-Unis qui ont dessiné ce projet d'influence et il prend une grande ampleur partout dans le monde.
L'Erythrée lutte contre cela car cette religion est très axée sur la richesse matérielle et l'individualisme. Certains prêcheurs se baladent en 4x4 et arborent des montres en or : c'est censé démontrer qu'ils ont été bénis par le Seigneur ! Par contre, à Asmara, on prône le bien-être général et la solidarité. D'autre part, le service militaire est obligatoire en Erythrée. Il est assorti d'un service civil durant lequel les jeunes participent à la construction d'hôpitaux ou aident les fermiers dans leur travail par exemple. Mais le gouvernement a commencé à rencontrer des problèmes lorsque des jeunes protestants ont refusé d'accomplir ces tâches, sous prétexte que leur religion le leur interdisait. Voilà pourquoi aujourd'hui, en Erythrée, vous pouvez adhérer à la religion que vous voulez, mais vous devez montrer patte blanche d'abord. Le gouvernement ne veut pas que la jeunesse se fasse infiltrer par ce virus.

Même s'il agit pour le bien-être de la population et du pays, le gouvernement ne devrait-il pas laisser le libre choix à ses citoyens ?

On ne peut pas parler de choix quand des missionnaires proposent de l'argent à des personnes qui n'ont pas grand-chose. Quand vous êtes démuni, vous n'avez pas le luxe de faire des choix. Vous optez naturellement pour la solution qui

vous paraît la plus avantageuse. C'est presqu'une question de survie. Ça peut paraître étrange, vu de l'Occident, qu'un Etat impose des restrictions sur la liberté de culte. Mais en Afrique, dans les pays qui connaissent la misère, on ne peut pas parler de libre choix quand des missionnaires protestants achètent des gens pour les convertir, infiltrer la société et s'ingérer dans les affaires publiques.

Un autre point sur lequel l'Erythrée est régulièrement critiquée : la liberté de la presse. Pourquoi les médias privés sont-ils interdits dans le pays ?

Les médias privés africains n'existent pas. Pour lancer un média privé, vous avez besoin d'un important capital et vous devez concurrencer les groupes médiatiques occidentaux sur un marché libéralisé. C'est pratiquement impossible pour des petits Etats du Sud. Dans les années 70, de nombreux pays du tiers monde avaient dénoncé l'impérialisme culturel dont ils étaient victimes et que le spécialiste de la communication Herbert Schiller définissait comme ceci : *« L'ensemble des processus par lesquels une société est introduite au sein du système moderne mondial et la manière dont sa couche dirigeante est amenée, par la fascination, la pression, la force ou la corruption, à modeler les institutions sociales pour qu'elles correspondent aux valeurs et aux structures du centre dominant du système ou à s'en faire le promoteur. »* L'Unesco lança alors le Nouvel Ordre Mondial de l'Information visant à rééquilibrer les flux de l'information à travers la planète. Mais les pays occidentaux boycottèrent cette entreprise, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis quittant même l'Unesco.
Les pays occidentaux occupent donc une position hégémonique sur le monde de l'information et ils utilisent les médias comme une arme de propagande pour servir leurs intérêts dans le tiers monde et en Afrique particulièrement. Ce type de pratique a commencé avec les fascistes italiens dès les années 20. Durant la Seconde Guerre mondiale, le grand Mufti de Jérusalem fut invité à s'exprimer sur le programme arabe de *Radio Roma* pour inciter les peuples colonisés à se soulever contre l'ennemi britannique. Les pays impérialistes ont tiré les leçons de cette propagande de guerre et les technologies se sont améliorées. Si bien qu'aujourd'hui, la *BBC* a un programme international très complet. Et *Voice of America*, le service de diffusion internationale du gouvernement étasunien, est très présente en Afrique, émettant en amharique, tigrinya, somali, etc.
Evidemment, ces grands médias internationaux, qu'ils dépendent directement de leur gouvernement ou qu'ils appartiennent à de riches capitalistes, ne vont pas jeter des fleurs aux pays du Sud qui tentent de résister à l'impérialisme. C'est

pourquoi, dans le souci de se protéger de cette guerre médiatique où tous les pays ne jouent pas à armes égales, l'Erythrée a pris la décision d'interdire les médias privés.

Vous pensez que le problème, ce sont les inégalités Nord-Sud dans le monde de l'information ?

Tout à fait. Sachez que, récemment, le Congrès des Etats-Unis a produit un rapport très instructif sur le danger de certains médias arabes. Il estime que ces télévisions qui rapportent la réalité sur le terrain, en Irak notamment, véhiculent des idées anti-américaines et influencent l'opinion étasunienne. Le Congrès estime qu'il faut interdire ces télévisions « terroristes ».
Donc, d'un côté, les impérialistes critiquent l'absence de médias privés en Erythrée et inondent les pays du tiers monde avec leurs informations. Mais, de l'autre côté, ils refusent que les médias du Sud informent les citoyens occidentaux. Pourquoi ? La liberté d'expression ne serait-elle bonne que lorsqu'elle sert les intérêts des puissances impérialistes ? Les gouvernements occidentaux ont-ils quelque chose à cacher à leur population sur ce qu'ils font dans le Sud ?

Outre l'absence de médias privés, l'Erythrée est accusée de détenir un grand nombre de journalistes en prison. Le gouvernement n'est pas très ouvert à la critique ?

Tout d'abord, il faudrait pouvoir vérifier les chiffres avancés. Ensuite, il faut savoir que beaucoup de personnes se font passer pour des journalistes, mais sont en réalité au service des puissances impérialistes.
Un des « journalistes » dont vous parlez travaillait directement pour l'ambassade américaine. L'Erythrée est un pays souverain qui cherche à se développer. Mais certains, sous couvert de faire du journalisme, tentent de manipuler l'opinion publique et de déstabiliser le gouvernement. Les services secrets étasuniens soutiennent cela. Ils tentent d'infiltrer la société érythréenne et incitent les jeunes à fuir le pays. L'idée derrière cela est que si la plupart des jeunes quittent le pays, l'armée sera affaiblie, l'économie ne tournera plus et le gouvernement sera renversé. Cette technique n'est pas nouvelle. Elle a déjà été appliquée à Cuba. Au Venezuela également, la CIA finance des médias anti-Chavez, des partis d'opposition, des ONG critiques envers le gouvernement, etc. Les Etats-Unis ont toujours cherché à déstabiliser les gouvernements qui n'étaient pas alignés

sur leur politique.

Le gouvernement érythréen ne réagit-il pas trop durement ? En tant que journaliste, je peux me rendre en France et critiquer le gouvernement, je ne serai pas arrêté pour autant.

Vous ne serez pas arrêté, mais si vos critiques sont vraiment pertinentes, vous n'aurez pas pignon sur rue. Vos articles seront publiés sur des sites d'information alternative ou dans des pamphlets par exemple. Et vous toucherez un public très minime comparé à celui qui s'informe via *TF1*. Si vous voulez vous exprimer sur ces grands médias capitalistes, vous devez chanter ce qu'ils veulent entendre. Donc, d'une certaine manière, vous êtes déjà en prison.
Bien-sûr, vous pouvez vous inquiéter du manque de liberté en Erythrée. Mais posez-vous la question : comment réagirait la Belgique si l'Iran finançait des grandes chaînes de télévision appelant à renverser le gouvernement et menaçait constamment de bombarder Bruxelles ? Comment réagirait la France si Cuba appuyait des groupes terroristes cherchant à assassiner Nicolas Sarkozy ? Comment réagirait Washington si le Venezuela finançait et formait des groupes politiques et des syndicats d'opposition aux Etats-Unis ? Il y a fort à parier que les citoyens occidentaux ne jouiraient plus des mêmes libertés. Aux Etats-Unis, il n'a même pas fallu attendre d'arriver à un tel stade pour que le gouvernement vote un ensemble de lois liberticides, le fameux *Patriot Act* censé lutter contre le terrorisme.

Finalement, l'Erythrée ressemble fort à Cuba ! Isaias Afwerki et Fidel Castro, même combat ?

C'est vrai que tous deux ont lutté pour libérer leur pays avant de le présider. Ils ont lancé une révolution sociale en faveur du peuple. Et autant l'Erythrée que Cuba sont des bastions contre l'impérialisme. Ce qui leur vaut les foudres des Etats-Unis.
Voilà pourquoi Washington mène contre l'Erythrée le même genre de campagnes déjà menées contre Cuba, en critiquant par exemple son « manque de démocratie ». Les systèmes politiques sont d'ailleurs assez semblables à La Havane et Asmara. Mais les critiques de Washington sont-elles fondées pour autant ? François Houtart rapportait cette anecdote récemment : un député luxembourgeois, en visite à La Havane, lui avait confessé avoir trouvé plus de

démocratie à Cuba que dans son propre parti ! Car au-delà de l'existence d'un parti unique et de la longévité de Fidel Castro aux affaires politiques, il existe un tas d'instances démocratiques, à d'autres échelons. La chose est valable également pour l'Erythrée : dès la lutte pour l'indépendance, le FLPE a mis en place des conseils démocratiques dans les villages, renversant l'ordre féodal et favorisant l'émancipation des femmes qui pouvaient s'impliquer dans la gestion politique.

Les Etats-Unis agitent aussi contre Cuba et l'Erythrée la question des droits de l'homme…

Le souci qu'ils manifestent pour cette question ne tient pas longtemps la route si vous observez leur politique. Washington soutient l'Arabie saoudite où une femme qui se fait violer est condamnée au fouet et emprisonnée. Elle soutient la Colombie où les opposants politiques et les syndicalistes sont assassinés en masse. Elle soutient le dictateur Islom Karimov qui fait bouillir à mort les dissidents en Ouzbékistan. Et la liste est longue. En matière de torture, les Etats-Unis eux-mêmes ne sont pas en reste en Afghanistan, en Irak, ou dans les prisons secrètes de la CIA.
De plus, rappelons que la Charte des droits de l'homme comporte également des droits socio-économiques. Par exemple : *« Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer son bien-être et celui de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que les services sociaux nécessaires »* (article 11). Ces droits socio-économiques ennuient tellement les Etats-Unis qu'ils militent pour les retirer de la Charte. Selon Jeane Kirkpatrick, ancienne ambassadrice US auprès des Nations unies, ils sont « *une lettre au Père Noël* » !
Mais on pourrait en effet se demander qui, de l'Erythrée, de Cuba ou des Etats-Unis, respecte le plus les droits de l'homme. Lorsque vous arrivez à l'aéroport de Cuba, vous pouvez lire cette affiche : *« Ce soir, 200 millions d'enfants vont dormir dans la rue, pas un seul d'entre eux est cubain »*. Aux Etats-Unis par contre, des familles américaines ont été mises à la porte de leur maison à cause des banques et de l'Etat qui a dérégulé le secteur financier. En France, « pays des droits de l'homme », il y aurait environ 800.000 sans-abri.

Les puissances occidentales parlent souvent des droits de l'homme. Vous trouvez qu'elles sont hypocrites ?

Oui, mais cette instrumentalisation ne doit pas empêcher toute critique envers le gouvernement érythréen, qui a encore du chemin à parcourir. Simplement, nous devons nous montrer méfiants lorsqu'un pays comme les Etats-Unis utilise la question des droits de l'homme pour mener une politique guerrière.

Les Etats-Unis ont toujours lutté contre Cuba pour éviter que d'autres pays d'Amérique latine suivent cet exemple. Aujourd'hui, l'Erythrée les inquiète. Pensez-vous que cette révolution et son modèle de développement pourraient inspirer d'autres pays et libérer le continent du néocolonialisme ?

Chaque pays a ses spécificités. Une révolution ne s'exporte pas telle quelle. Néanmoins, cette volonté de se libérer des puissances impérialistes devrait inspirer d'autres gouvernements en Afrique. Le continent dispose de tellement de richesses !

Notez aussi que la vision politique de l'Erythrée est régionale. Elle ne veut pas laisser de place aux interférences des puissances étrangères, mais a bien conscience qu'elle ne peut se développer seule. Tous les pays de la Corne de l'Afrique doivent se mobiliser et résoudre leurs contradictions par le dialogue. Et la crise somalienne aussi pourrait être résolue si on abordait le problème dans cette perspective régionale.

Cette région est riche et bien située, elle pourrait devenir un pôle économique très important. Imaginez si la zone de libre-échange entre l'Erythrée et l'Ethiopie avait été étendue au Soudan, à Djibouti, puis au Kenya et même à l'Ouganda. Vous auriez là un très grand marché, avec beaucoup de ressources, sans intervention des puissances occidentales et connecté aux pays arabes ainsi qu'au marché asiatique.

Il y avait déjà eu une expérience assez semblable dans les années 60 : le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie avaient créé un marché commun avec des accords de libre-échange. Mais les impérialistes, pris de peur, organisèrent un coup d'Etat en Ouganda, plaçant Idi Amin Dada au pouvoir en 1971. Un an plus tard, le projet de marché commun s'effondrait et tous ses pays membres entraient en crise. Quant à l'Ouganda, il traversa une guerre civile pendant de longues années.

Voilà ce que tente de faire l'Erythrée, mais les impérialistes s'efforcent de bloquer ce projet qui leur fait peur. Alors les Etats-Unis accusent Asmara de soutenir des terroristes et montent l'Ethiopie contre ses voisins. Le fait est que

l'impérialisme, et particulièrement l'impérialisme étasunien, est le pire ennemi de la région. Tant que cette interférence existera, l'Erythrée aura des problèmes. Mais si les acteurs régionaux parviennent à se mettre d'accord avec l'Erythrée, même à 50%, les choses changeront totalement. Il y aura un énorme bond économique qui aura des effets bien au-delà de la seule Corne de l'Afrique !

BIBLIOGRAPHIE

- Dan Connell, *Against All Odds. A Chroincle of the Eritrean Revolution*, The Red Sea Press, Inc, 1997

- Firebrace & Holland, *Never Kneel Down*, Spokesman, 1984

- David Pool, *From Guerrillas To Government: Eritrean People's Liberation Front*, Ohio University Press, 2001

- Noam Chomsky, *Les Etats manqués. Abus de puissance et déficit démocratique*, Fayard, 2007

- John Perkins, *Les confessions d'un assassin financier - Révélations sur la manipulation des économies du monde par les États-Unis,* Ariane Editions, 2005

- Damien Millet, *Eric Toussaint, 60 questions, 60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale*, CADTM-Syllepse, 2008

La clé du puzzle

Existe-t-il un lien entre des phénomènes aussi divers que la crise des Bourses, l'écart croissant entre les revenus au Nord, les conflits Nord-Sud, le déclin des USA, l'émergence de la Chine et la multiplication des guerres auxquelles nous assistons ? Quels sont les dessous du « printemps arabe » et de l'intervention contre la Libye ?
Nous voici arrivés au point culminant de ces entretiens avec Mohamed Hassan : le moment de découvrir la « clé du puzzle », la pièce décisive qui permet de saisir l'ensemble. Et de comprendre l'enchaînement logique des causes et des conséquences, des agressions et des résistances, d'hier, aujourd'hui et demain…

Vos analyses sur les crises actuelles replacent les événements dans leur contexte historique en prenant généralement comme point de départ la révolution industrielle britannique et la révolution française. Pourquoi ?

Les guerres d'Afghanistan et de Libye, les révoltes égyptienne et tunisienne, la déstabilisation de l'Erythrée ou de l'Iran, la dictature saoudienne… Le fil rouge de toutes ces crises qui traversent le monde musulman et que nous avons analysées est l'impérialisme, stade auquel est arrivé le capitalisme. Un système économique, politique et militaire qui soumet certains peuples tandis que d'autres lui résistent.
Or, pour comprendre comment l'impérialisme s'est développé jusqu'aux crises d'aujourd'hui, nous devons déjà comprendre comment les révolutions britannique et française ont permis le développement du capitalisme.

Tout de même, entre les machines à filer du Lancashire et les drones US qui bombardent le Pakistan, il y a du chemin !

Tout est lié, vous allez voir. Grâce aux progrès techniques et aux changements

politiques du 19ème siècle, le capitalisme a connu un développement fulgurant en suivant sa propre dynamique. Ce système est basé sur une concurrence acharnée entre les entreprises. Pour tirer son épingle du jeu, il faut obligatoirement réaliser un maximum de profits : en baissant les salaires, en augmentant la durée du travail, en employant des enfants, en remplaçant les hommes par des machines… Dans cette compétition sans merci, les entreprises les plus fortes, celles qui réalisent le plus de profits, absorbent les plus faibles ou les contraignent à la faillite. Si bien que la concurrence conduit inévitablement à la formation de monopoles qui accumulent énormément de richesses. Et que fait-on lorsqu'on amasse beaucoup d'argent ?

On ne le met pas sous le matelas, mais à la banque ?

Exactement. D'un côté, le développement de la production industrielle a fait affluer des quantités importantes de capitaux vers les banques. D'un autre côté, avec le développement des nouvelles technologies, les industriels qui voulaient lancer une affaire ou acheter de nouvelles machines avaient besoin de prêts beaucoup plus importants. Le temps des petits artisans qui faisaient vivoter leur commerce avec leur bas de laine était révolu.
Cette nouvelle situation a donc vu le pouvoir des banques prendre de l'ampleur. Les banques n'étaient plus un simple intermédiaire entre le prêteur et l'emprunteur ou un endroit où déposer son argent. Au gré de leurs investissements, elles avaient le pouvoir de favoriser certains entrepreneurs et d'en pénaliser d'autres. Cela a eu un impact énorme sur le développement de l'industrie. De plus, le système bancaire étant lui aussi soumis à la concurrence, il a connu un phénomène de concentration. D'importants monopoles ont émergé dans le secteur et le capitalisme financier s'est développé, prenant le pas sur le capitalisme industriel. Ce faisant, les banques aussi ont commencé à amasser énormément de capitaux. Trop. Il fallait des débouchés.

La solution ?

Le rapport entre les métropoles européennes ou nord-américaines et les colonies a pris une nouvelle dimension. Au stade classique du capitalisme, la colonie fournissait des matières premières et une main d'œuvre bon marché ainsi que des débouchés pour la production industrielle de la métropole. Mais lorsque les

grandes puissances coloniales ont eu un immense excédent de capitaux, elles ont exporté ces capitaux vers les colonies pour leur assurer un meilleur rendement. Le capitalisme se muait ainsi en impérialisme.

Pourtant, quand on songe aux romans de Dickens ou Zola avec leurs histoires d'enfants miséreux, on a du mal à imaginer que des pays comme la Grande-Bretagne ou la France avaient trop d'argent !

C'est à la fois la logique et la contradiction majeure du capitalisme. Pour survivre dans ce système, il faut dégager un maximum de profits. Il faut que les excédents de capitaux rapportent le plus possible ; les utiliser pour augmenter les salaires et les conditions de vie des travailleurs n'est pas jugé assez rentable.
Cette logique a ses limites et conduit inévitablement à des crises. Un patron, pour dégager un maximum de profits, doit réduire ses coûts de production dont les salaires. Toujours appâté par le profit, le patron cherche également à augmenter sa production en investissant dans des nouvelles machines qui requièrent moins de main-d'œuvre et améliorent la productivité. Au final, le patron produit plus de biens mais les salaires de l'ensemble des travailleurs restant bas, leur pouvoir d'achat restant limité, il arrive un moment où le patron ne peut plus écouler sa marchandise. Cela débouche sur une crise de surproduction, un phénomène typique du capitalisme : d'un côté, les capitalistes peuvent produire de plus en plus, mais de l'autre côté, leurs travailleurs n'ont pas de quoi acheter ces marchandises.
Autrefois, il y avait des crises parce qu'on ne produisait pas assez à cause de facteurs extérieurs. Par exemple, des catastrophes naturelles minaient la production des paysans, des guerres ou des épidémies entravaient l'activité des artisans, etc. Mais dans le système capitaliste, il y a une crise lorsqu'on produit trop ! Les produits ne trouvent plus d'acheteurs et s'entassent dans les entrepôts, la production est ralentie et des travailleurs sont jetés à la rue. En 1873 déjà, ce phénomène avait conduit à une grave crise.

Et les travailleurs subissaient sans broncher ?

Non. La crise de 1873 est la première grande crise capitaliste. Et elle a provoqué le réveil de la classe ouvrière. En effet, en se développant, le capitalisme entraîne une urbanisation de la société : le nombre de paysans diminue tandis que celui

des ouvriers augmente. En devenant plus nombreux et en étant confrontés à la crise, les ouvriers ont pris conscience qu'ils avaient besoin d'organisations pour défendre leurs intérêts : syndicats, partis politiques, etc.
C'est comme ça que sont apparus les premiers partis socialistes ou plus exactement sociaux-démocrates. Ils interprétaient les idées de Marx et Engels de la façon suivante : plus le capitalisme se développe, plus le nombre d'ouvriers augmente si bien qu'en établissant une démocratie où un homme égale une voix, les ouvriers seraient majoritaires et pourraient renverser la bourgeoisie pour instaurer le socialisme.

Visiblement, ça n'a pas fonctionné !

En effet. La crise de 1873 a pu être partiellement surmontée parce que le capitalisme s'est transformé en impérialisme, c'est-à-dire que les capitaux ont pu être investis dans les colonies pour relancer l'économie : l'Amérique latine a ainsi été dépecée, la Chine contrainte de s'ouvrir aux puissances étrangères, l'Afrique partagée entre les puissances coloniales à la Conférence de Berlin. Et les banques européennes ont investi leurs capitaux dans ces prêts qui allaient mener l'Empire ottoman à sa perte, comme nous l'avons vu.
En fait, vu des métropoles capitalistes, les terres qui s'étendent au-delà des mers forment un vaste gâteau dont il faut s'arroger les plus grosses parts possibles pour y exporter ses capitaux. Mais le partage du gâteau ne se fait pas toujours dans la dentelle. Il entraîne des conflits entre les puissances impérialistes et ces conflits deviennent particulièrement violents lorsqu'une puissance sur le déclin cherche à protéger ses positions tandis qu'une autre en pleine ascension cherche à s'étendre. C'est la situation de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne au début du 20ème siècle. L'Empire britannique était en crise tandis que l'Allemagne, après avoir connu un développement industriel important puis l'unification en 1871, cherchait à étendre son territoire et à acquérir des colonies pour soutenir son développement économique. Cette contradiction allait provoquer des affrontements qui ont finalement conduit à la Première Guerre mondiale.
Mort en 1883, Karl Marx n'a pas vécu assez longtemps pour anticiper que le capitalisme, en suivant sa propre dynamique, évoluerait vers l'impérialisme. Mort en 1895, Friedrich Engels a pu en observer les premiers signes. Et c'est Lénine qui a le mieux analysé le phénomène et les conflits inter-impérialistes qu'il devait provoquer. C'est pourquoi le révolutionnaire russe préconisait que les ouvriers,

qu'ils soient allemands, français ou britanniques, s'unissent pour renverser le capitalisme plutôt que de s'entretuer sur le champ de bataille. Malheureusement, les sociaux-démocrates allemands et particulièrement l'un de ses principaux théoriciens, Karl Kautsky, ne partageaient pas l'analyse de Lénine. Représentés au parlement allemand, ils ont d'ailleurs voté les crédits de guerre en 1914.

Comment expliquer cette position des sociaux-démocrates allemands ?

Karl Kautsky avait jusque-là développé une brillante analyse du système capitaliste. Mais il estima par la suite que l'impérialisme n'était qu'une parenthèse en période de crise et qu'il n'était pas nécessaire de mener une lutte autour de ça. Progressivement, les sociaux-démocrates ont intégré le pouvoir politique et sont devenus réformistes : au lieu de chercher à renverser le capitalisme, ils ont surtout cherché à obtenir toutes sortes d'avantages sociaux pour les ouvriers. En fait, si cette intention peut sembler louable, elle a surtout eu pour effet pervers de renforcer le capitalisme. Car en échange de quelques maigres compensations, les ouvriers étaient amenés à accepter leur condition plutôt qu'à renverser le système.

Imaginez qu'on vous jette en prison : au début, vous cherchez par tous les moyens à regagner votre liberté. Puis le temps passe, vous décorez votre cellule, vous accrochez de jolies fleurs à vos barreaux et finalement, vous vous habituez à la vie en captivité et vous oubliez le monde libre.

Voilà pourquoi les sociaux-démocrates, en devenant réformistes, ne sont pas parvenus à renverser le capitalisme comme ils le prônaient au départ. Leurs dirigeants politiques et syndicaux ont profité de leur position, ont été happés par la bourgeoisie et sont devenus des rouages bien utiles du système.

Vous dites qu'à l'origine de la Première Guerre mondiale, il y a une contradiction entre la Grande-Bretagne en déclin et l'Allemagne en pleine ascension. Comment expliquer cet affaiblissement de l'Empire britannique, si puissant durant le 19ème siècle ?

Londres était devenue le centre du monde. Elle avait la capacité militaire de sécuriser les mers. Elle détenait le monopole sur les assurances pour les bateaux. N'importe quel pays qui souhaitait commercer par voie maritime devait presqu'obligatoirement passer par Londres. De plus, la capitale britannique était le centre du monde bancaire et c'est dans ses coffres qu'étaient concentrées les

plus grandes réserves d'or. L'Empire britannique, à son apogée au 19ème siècle, tirait également d'énormes profits de ses colonies. Mais parallèlement à cette évolution, la production industrielle à l'intérieur de la Grande-Bretagne avait sérieusement diminué. Londres vivait en fait comme un parasite, tandis que l'économie allemande était bien plus solide.

Pourtant, la Grande-Bretagne a gagné la guerre.

Grâce à la découverte du pétrole qui a constitué un avantage militaire décisif pour les Britanniques. Forte de cette victoire, la Grande-Bretagne a organisé, avec la France, la conférence de Versailles pour punir l'Allemagne et prendre ses colonies. Vous voyez, la fin de la guerre n'avait pas mis fin aux rivalités inter-impérialistes. Londres et Paris ont également dépecé l'Empire ottoman. Enfin, pour prévenir d'autres conflits, la Société des Nations, l'ancêtre de l'ONU, était créée à Genève. Mais les Etats-Unis, qui avaient refusé de ratifier le traité de Versailles, n'en faisaient pas partie. Washington menait alors une politique isolationniste.

Pourquoi les Etats-Unis n'ont-ils pas ratifié le traité de Versailles?

Les Etats-Unis étaient une jeune nation, en plein développement, mais qui ne possédait pas de colonies. Ses concurrents européens disposaient donc d'un avantage décisif. Pour y remédier, le président James Monroe développa en 1823 une doctrine prévoyant que le continent américain était l'affaire exclusive des Etats-Unis et qu'en échange, Washington ne marcherait pas sur les plates-bandes des puissances européennes.
Mais ce n'était pas suffisant. Après la Première Guerre mondiale, le président Woodrow Wilson proposa donc que le traité de Versailles entérine le principe d'autodétermination des peuples. En réalité, il se souciait très peu du bien-être des peuples colonisés mais voulait surtout entériner le droit pour les Etats-Unis d'exporter des biens et des capitaux vers les colonies européennes. Evidemment, la France et la Grande-Bretagne rejetèrent cette idée et c'est pourquoi les Etats-Unis, n'ayant pas encore les moyens d'imposer leur volonté, adoptèrent une position isolationniste.

Mais les rapports de force allaient évoluer en faveur des Etats-Unis par la suite ?

Oui. Comme je l'ai dit, la Première Guerre mondiale n'a pas mis fin aux rivalités inter-impérialistes. Ces rivalités allaient d'ailleurs conduire à la Seconde Guerre mondiale. Mais un événement majeur s'était produit entre-temps : la révolution d'Octobre qui renversa le tsar russe en 1917.
Tout comme les révolutions britannique et française, la révolution d'Octobre a marqué un tournant dans l'Histoire. Pour la première fois, des ouvriers et des paysans prenaient le pouvoir, remettant en cause la définition de l'Etat, jusqu'ici associée à la bourgeoisie. Evidemment, cet événement inquiéta toutes les puissances impérialistes d'autant plus que sous l'impulsion de cette révolution bolchévique, de nombreux partis communistes allaient émerger un peu partout dans le monde.

Quelle fut la réaction des puissances impérialistes ?

En été 1918, une coalition de quatorze Etats, comprenant la Grande-Bretagne, la France, le Japon et les Etats-Unis, intervint en Russie pour soutenir les troupes contre-révolutionnaires de l'armée blanche et restaurer l'autorité du tsar.
Finalement, les puissances impérialistes se retirèrent en 1920 et ne parvinrent pas à « *étouffer la révolution bolchévique dans son berceau* » comme le souhaitait Winston Churchill. Mais la guerre civile et l'agression étrangère causèrent d'énormes dégâts à la Russie, tuant de nombreuses personnes et détruisant les quelques éléments industriels modernes hérités de la période tsariste.
Des observateurs britanniques voyagèrent en Union soviétique dans les années 20 et estimèrent que la jeune fédération accusait un retard de 400 ans par rapport à ses voisins européens industrialisés ! Pour combler ce fossé, les dirigeants soviétiques élaborèrent un programme économique spécial. L'URSS allait ainsi passer en une vingtaine d'années du Moyen Age à l'ère nucléaire ! L'urgence de remettre la Russie sur pied et de rattraper le retard technologique était d'autant plus grande que les puissances impérialistes n'avaient pas abandonné l'idée d'écraser la révolution bolchévique. Un nouvel acteur sur la scène européenne se proposait de remplir cette tâche : Adolf Hitler.

Comment situez-vous le phénomène du fascisme dans le cadre de votre analyse générale de l'impérialisme ?

En période de crise, le fascisme intervient comme une réponse violente de la bourgeoisie lorsque la révolution avorte. La classe dominante, menacée, réagit très durement pour briser toute résistance. Soit la révolution réussit et cette classe dominante est renversée ; soit la révolution échoue et le fascisme se développe pour remettre les choses en place.
Ainsi, le fascisme est d'abord apparu en Italie dans les années 20. Les tensions sociales y étaient très fortes. D'ailleurs, Benito Mussolini a commencé sa carrière politique dans des organisations socialistes. Mais il a été corrompu par les élites économiques et religieuses. Finalement, la révolution a avorté et l'Italie a plongé dans le fascisme.
En Allemagne, nous avons vu comment les sociaux-démocrates ont changé de camp. Mais il y avait des courants plus progressistes dans ce parti qui n'ont pas accepté le tournant pris par le SPD et l'ont quitté pour créer leurs propres partis. Et à partir de 1919, divers mouvements sociaux ont secoué l'Allemagne : grève générale à Berlin, manifestations de centaines de milliers de travailleurs, révolte communiste dans la Ruhr… Mais tous ces mouvements ont été violemment réprimés et des dirigeants politiques ont été assassinés. En Allemagne aussi donc, c'est parce que la révolution a avorté que les fascistes sont arrivés au pouvoir. Ils représentaient le visage le plus sombre du capitalisme allemand.

Vous dites que les impérialistes européens comptaient sur Hitler pour écraser les Soviétiques. Pourtant, la Deuxième Guerre mondiale opposa l'Allemagne aux Alliés.

Oui, car les nazis avaient leurs propres objectifs. Ce n'étaient pas des mercenaires à la solde de la Grande-Bretagne et de la France. Ils voulaient conquérir un maximum de territoires et leur projet d'expansion entra en contradiction avec les intérêts des autres puissances occidentales.

Toujours les rivalités inter-impérialistes ?

Exact. Ces rivalités se sont manifestées aussi en Asie. Jusqu'au 19ème siècle, le Japon était un empire féodal. En 1868, la révolution Meiji fit passer le pays du Soleil levant dans l'ère capitaliste. Une classe sociale typique de l'ère féodale japonaise a alors perdu ses repères : les samouraïs. Ces guerriers traditionnels étaient en fait des gangsters, qui protégeaient les seigneurs féodaux et vivaient en grande partie du racket des paysans. Or, avec la révolution Meiji, cette classe

féodale s'était disloquée, tandis que l'urbanisation du Japon avait fait baisser le nombre de paysans. Les nouveaux dirigeants japonais ont alors été confrontés à un problème : que faire de ces millions de guerriers ? Les samouraïs ont été exportés dans les pays voisins pour servir d'agents de renseignement. Car le Japon était devenu une puissance impérialiste qui voulait prendre le contrôle de l'Asie.

Mais des puissances coloniales européennes étaient déjà implantées dans la région.

En effet. Pour les chasser, le Japon développa un slogan : « L'Asie pour les Asiatiques » qu'il fallait surtout comprendre comme « l'Asie pour les Japonais ». Dans les années 1920, pour déstabiliser la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, les dirigeants japonais envoyèrent des agents en Arabie saoudite. Ils devaient recruter des musulmans qui propageraient des idées anticoloniales. En Indonésie, pays musulman, les Japonais s'associèrent à un mouvement de libération pour chasser les Hollandais. Pour séduire le peuple indonésien, les dirigeants nippons construisirent même une mosquée à Tokyo.
Par la suite, le Japon s'est engagé dans la Seconde Guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne et de l'Italie. Son objectif était de déposséder les Occidentaux de leurs colonies en Asie et en Océanie. Mais, dans le Pacifique, l'empire japonais se heurta à la zone d'influence des Etats-Unis. Finalement, ces derniers viendront à bout de l'armée japonaise et feront exploser deux bombes nucléaires.

Bombarder Hiroshima et Nagasaki était vraiment nécessaire pour remporter le conflit ?

Non, c'était surtout un signal aux autres puissances, particulièrement l'Union soviétique : nous avons développé une nouvelle technologie, nous sommes plus forts que vous.
Après la Deuxième guerre mondiale, l'Union soviétique était devenue incontournable ?

Oui. L'Allemagne fut vaincue mais en réalité, le conflit se solda par une défaite de toute l'Europe, mettant un terme définitif à plusieurs siècles de domination mondiale. L'Union soviétique, qui avait fourni le plus gros de l'effort de guerre, sortit affaiblie du conflit. Mais la défaite des nazis permit tout de même au socialisme de s'étendre à toute l'Europe de l'Est.

Evidemment, cette expansion du socialisme inquiéta grandement les véritables vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale : les Etats-Unis. George F. Kennan, un jeune diplomate US en poste à Moscou, a alors remis un rapport au gouvernement Truman qui allait guider la politique étrangère des Etats-Unis pour les décennies à venir. Kennan préconisait de mener une politique de *containment* (endiguement) à l'encontre de l'Union soviétique, pour éviter que l'idéologie communiste se propage partout dans le monde.

Il y avait un risque réel pour les Etats-Unis?

Oui. En Europe déjà, les économies étaient très affaiblies par le conflit et des mouvements sociaux pouvaient éclater. Par ailleurs, les communistes avaient joué un grand rôle dans la résistance contre le fascisme et bénéficiaient de la sympathie du public. Les Etats-Unis craignaient donc que ces communistes profitent d'éventuelles protestations populaires pour accéder au pouvoir.
Ensuite, dans les colonies, de nombreux mouvements de libération étaient inspirés d'idées marxistes. Or, les métropoles européennes n'étaient plus en mesure de dominer de vastes empires coloniaux et d'y réprimer les mouvements de libération. De nouveaux États étaient sur le point de gagner leur indépendance et Washington craignait qu'ils soient dirigés par des communistes.

Concrètement, comment les Etats-Unis ont-ils endigué l'influence soviétique ?

Les Etats-Unis plaidèrent pour la décolonisation des pays du Sud. D'une part, pour couper l'herbe sous le pied des mouvements de libération marxistes. D'autre part, pour s'offrir un accès à l'historique chasse gardée de l'Europe.
C'est aussi à cette époque qu'est mis en place le *Plan Marshall*, un plan d'aide pour la reconstruction d'après-guerre. Kennan proposa d'orienter l'aide économique vers l'Europe de l'Ouest et le Japon afin d'en faire des alliés solides contre la menace soviétique. Toujours dans la même optique, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) était créée en 1949 pour développer une alliance militaire entre les Etats-Unis et l'Europe de l'Ouest.
Cependant, la politique de *containment* de Kennan ne faisait pas l'unanimité au sein de l'intelligentsia US. D'autres penseurs jugeaient que l'enjeu européen était secondaire et qu'il fallait se focaliser sur l'Asie.

Pourquoi cet intérêt pour l'Asie ?

Il n'y a pas que sur son flanc ouest, en Europe, que l'Union soviétique pouvait étendre son influence. L'Asie, à l'est, était aussi devenue un grand objet de préoccupations pour les impérialistes. Surtout lorsqu'en 1949, la Chine, le pays le plus peuplé du monde, bascula dans le camp communiste avec la révolution menée par Mao Zedong.
Parce qu'il fallait barrer la route à ce péril rouge qui hantait les nuits des dirigeants US, le gouvernement de Roosevelt doubla la doctrine du *containment* d'une politique de *roll-back* (refoulement). Contenir l'influence communiste ne suffisait plus, il fallait pouvoir intervenir lorsqu'elle dépassait les limites acceptables. Les Etats-Unis sont donc d'abord intervenus en Corée (1950-1953), puis au Vietnam (1959-1975).

Le roll-back *a-t-il porté ses fruits ?*

Le bilan est plus que mitigé : non seulement Washington n'est pas venue à bout des communistes, mais elle a dilapidé cette super-cagnotte héritée de la Deuxième Guerre mondiale. Avec la guerre de Corée, les dépenses militaires US sont passées de 12 milliards de dollars en 1949 à 50 milliards de dollars en 1953. Pendant ce temps, les effectifs de l'armée de terre augmentaient de 50% pour atteindre 3,5 millions d'hommes.
Pour la guerre du Vietnam, les stratèges du Pentagone avaient élaboré la macabre théorie du *body count* : si le nombre d'ennemis que vous tuez est supérieur à celui que peut supporter la partie adverse, vous gagnerez la guerre. Cette théorie s'est traduite sur le terrain par un conflit d'une incroyable cruauté. Pendant les campagnes de bombardements du Nord-Vietnam, du Laos et du Cambodge, l'aviation étasunienne a largué environ huit millions de tonnes de bombes. Soit quatre fois plus que ce qui avait été largué durant la Seconde Guerre mondiale par tous les belligérants réunis ! La guerre avait atteint un tel degré de destruction qu'elle a plongé le Vietnam au bord de l'extinction culturelle et historique. Et pour les Etats-Unis, la facture de ce fiasco militaire a été salée : le coût total de la guerre est estimé à 686 milliards de dollars.

De telles dépenses militaires doivent nécessairement avoir un impact sur l'économie. Comment les Etats-Unis ont-ils malgré tout gardé le leadership?

Grâce à la position du dollar comme devise internationale, les Etats-Unis ont pu s'endetter pour financer l'effort de guerre. A la fin des années 60, les dépenses en matière de législation sociale étaient même égales à celles de la Défense. Comme le remarquait l'historien britannique Godfrey Hodgson, les Etats-Unis pouvaient se permettre « *de payer à la fois le beurre et les canons* ».

Cependant, l'endettement exorbitant de Washington avait sérieusement entamé la confiance internationale dans le billet vert (voir chapitre Arabie saoudite). Si bien qu'en 1971, Richard Nixon annonçait unilatéralement la fin de la convertibilité du dollar en or. Ce système avait été mis en place par les accords de Bretton Woods en 1945 et constituait la base du système financier mondial.

Mais le dollar allait garder sa valeur de devise internationale grâce à un accord passé avec l'OPEP : à partir de 1971, les pays producteurs de pétrole décidaient de se faire payer exclusivement en dollars. Et comme tout le monde avait besoin de pétrole, tout le monde devait posséder des dollars. Si bien que la demande de billets verts était maintenue à travers la planète et que les Etats-Unis pouvaient continuer à vivre au-dessus de leurs moyens. De plus, les pays producteurs de pétrole étaient invités à réinjecter leurs pétrodollars dans les banques de Londres et de New-York. Cet afflux de capitaux allait s'avérer décisif dans la crise économique qui marqua les années 70.

On dit que cette crise a été provoquée par le choc pétrolier de 1973…

En réalité, la crise était bien plus profonde. Comme toute crise capitaliste importante, il s'agissait d'une crise de surproduction. Durant les « Trente Glorieuses « (1945-1973), la production capitaliste était dopée par la reconstruction d'après-guerre. Puis, elle a fini par se heurter aux limites du marché.

Dès les années 60, la croissance a connu un ralentissement. Pour relancer l'économie et couvrir les dépenses de la guerre du Vietnam, le gouvernement des Etats-Unis a fait tourner la planche à billets et provoqué une inflation : à cause de l'émission massive de nouvelle monnaie, le dollar a perdu de sa valeur et entraîné une hausse des prix. De plus, cette inflation a été accompagnée d'une baisse globale du taux de profit des entreprises. D'une part parce que les coûts salariaux étaient indexés sur les prix, et justement les prix montaient. D'autre part parce que le développement des technologies exigeait des unités de

productions de plus en plus coûteuses.
En août 1971, alors qu'une dévaluation du dollar paraît inéluctable, Nixon tente de sauver les meubles en suspendant la convertibilité du dollar. En vain. La devise US connaît une première dévaluation en décembre 1971 et une seconde en février 1973. On entre alors dans le système des changes flottants : la valeur des monnaies n'est plus définie en fonction d'un étalon monétaire international, mais en fonction de l'offre et de la demande comme n'importe quelle marchandise. Ce flottement monétaire et les fluctuations anarchiques du dollar ont eu un impact néfaste sur les échanges internationaux qui étaient à la base de la croissance économique depuis l'après-guerre. Le choc pétrolier n'a donc été qu'un détonateur. La crise était déjà latente et a été provoquée par des mécanismes structurels, par le fonctionnement même du système.

Comment les Etats-Unis et les autres pays capitalistes ont-ils surmonté la crise ?

Mais ils n'ont rien surmonté du tout ! On nous fait croire que tout allait bien jusqu'à la crise des subprimes en 2007. En réalité, nous vivons toujours les effets de la crise de surproduction des années 1970.

Pourtant, dans les années 1980, la croissance est revenue…

Grâce à un tour de passe-passe financier. Mais les problèmes structurels n'ont pas été résolus. La hausse des prix du pétrole a entraîné un transfert d'argent des pays capitalistes avancés vers le Moyen-Orient. Ensuite, les pays pétroliers ont réinjecté leurs liquidités dans les banques de Londres et de New-York. Ces institutions bancaires ont alors procédé au recyclage des pétrodollars : elles ont réinvesti ces capitaux sous forme de prêts aux pays en voie de développement qui étaient les plus grosses victimes du choc pétrolier. Principalement des pays d'Asie de l'Est et d'Amérique latine. Avec l'argent de ces prêts, ces pays ont acheté des produits occidentaux, ce qui a permis dans un premier temps d'atténuer les effets de la crise en Occident.

Mais l'endettement des pays du Sud ne peut pas être infini. En 1982, le Mexique est incapable de rembourser ses prêts. Pourquoi ?

L'avalanche de prêts vers les pays du Sud s'explique par deux objectifs. L'un est politique : contrer l'influence soviétique et les aspirations nationalistes dans le

Sud. Les décisions de la Banque mondiale sont votées par les Etats membres sur le principe « un dollar, une voix ». Autant dire que cette institution internationale est pilotée par Washington. A partir des années 1960, les Etats-Unis vont l'utiliser pour renforcer leur zone d'influence dans le Sud et soutenir leurs alliés stratégiques.
Le deuxième objectif est économique. Dans le système capitaliste, vous devez réaliser toujours plus de profits. C'est la seule règle. Les banques occidentales ont vu les capitaux affluer du Moyen-Orient. Or, le capital doit, par nature, être réinvesti pour engranger encore plus de capital. Vous ne pouvez pas le laisser dormir. C'est pourquoi l'Occident a prêté plus d'argent qu'il ne fallait aux pays en voie de développement.
Prenons l'exemple du Mexique. En 1970, ce pays est dirigé par un allié des Etats-Unis, Luis Echeverria, qui a mené une répression féroce contre la gauche radicale. Un bon client ! Entre 1973 et 1981, le volume des prêts de la Banque mondiale vers le Mexique est multiplié par quatre tandis que celui des banques privées est multiplié par six. Lorsque la crise éclate en 1982, on dénombre 550 banques créancières pour le Mexique !

Comment la machine s'est-elle enrayée ?

Cette crise de la dette a été amorcée dès 1979, lorsque Paul Volcker, le directeur de la Réserve fédérale, a décidé d'augmenter fortement les taux d'intérêts pour contrer l'inflation aux Etats-Unis. Mais les taux d'intérêts des emprunts accordés aux pays du Sud sont liés aux taux d'intérêts étasuniens. Entre 1970 et 1980, ils sont donc passés de 4-5% à 16-18%.
Brusquement, ces pays ont dû rembourser trois fois plus d'intérêts ! Au même moment, le cours des matières premières qu'ils exportaient connaissait une forte baisse à cause d'un cercle vicieux : pour rembourser des prêts contractés dans des monnaies fortes comme le dollar, les pays emprunteurs tentaient d'augmenter leurs exportations pour se procurer davantage de ces devises. Mais l'offre est devenue plus importante que la demande et a provoqué une baisse du cours des matières premières. Et donc une baisse des revenus du Sud.
Enfin, les banques occidentales privées, sentant le vent tourner, ont commencé à réduire leurs prêts à ces pays. Ce qui a encore aggravé la situation. La combinaison de ces trois facteurs a étranglé les pays en voie de développement.

N'était-ce pas contre-productif pour l'Occident de pousser ses débiteurs à la faillite ?

Mais les créanciers ont largement récupéré leur mise, ne vous tracassez pas pour eux ! Quand les Etats du Sud se sont trouvés en défaut de paiement, le FMI leur a prêté l'argent nécessaire pour rembourser les banques privées. Cette institution internationale accepte de prêter en dernier recours mais en échange, les gouvernements qui bénéficient de son « aide » doivent se plier à ses préceptes en matière de politique économique. Ce sont les fameux « plans d'ajustement structurel » : privatisation des entreprises publiques, austérité budgétaire et réduction des dépenses publiques dans les secteurs jugés non productifs (santé, éducation, subvention aux produits de base,…), production tournée essentiellement vers l'exportation, suppression des barrières douanières, etc. Ces mesures néolibérales ont permis une recolonisation économique du Sud par l'Occident.

Dans les années 80, ces mesures néolibérales font fureur partout dans le monde. Pourquoi ?

Après la Deuxième Guerre mondiale, les dirigeants des pays capitalistes étaient prêts à faire quelques concessions aux travailleurs pour couper l'herbe sous le pied des communistes. Durant les « Trente Glorieuses », les politiques économiques se sont donc inspirées des théories de John Maynard Keynes. Il préconisait que l'Etat intervienne pour réguler le marché et stimuler la production afin de résorber le chômage. Mais les politiques keynésiennes n'ont pas permis d'arrêter la crise des années 1970 et ont été discréditées.
Les économistes néolibéraux tels que Milton Friedman et ses *Chicago Boys* ont alors eu le champ libre pour vanter les mérites de leur théorie : l'Etat ne doit pas intervenir et le fonctionnement libre du marché assure une allocation optimale des ressources ainsi que le plein emploi des capacités de production. Ces politiques ont d'abord été expérimentées sous la dictature du général Pinochet, au Chili, avant d'être appliquées par Ronald Reagan aux Etats-Unis et Margaret Thatcher en Grande-Bretagne.
En fait, l'offensive néolibérale a été une réponse très dure de l'élite aux travailleurs en période de crise. Comme le fascisme dans les années 30. Et cette offensive de l'élite a été possible parce que la révolution a avorté. Dès les années 1960, des mouvements sociaux ont éclaté. Aux Etats-Unis avec le combat pour les droits civiques et les manifestations contre la guerre du Vietnam. En Europe

avec Mai 68. Et sur la scène internationale, les pays du Sud aspiraient à jouer un plus grand rôle politique.

Comment s'est manifestée cette offensive néolibérale ?

Sous prétexte de libérer l'efficacité du marché et d'abolir les archaïsmes de l'Etat-Providence, les mécanismes de protection des travailleurs ont été démantelés par l'élite. Par exemple, le pouvoir des syndicats a été limité car on les avait jugés responsables d'avoir alimenté la spirale inflationniste en exigeant des hausses salariales. En même temps, l'Etat était sommé de surveiller l'émission de sa masse monétaire en coupant dans les dépenses sociales.
La politique qui visait le plein-emploi a été volontairement abandonnée. Dans la novlangue des néolibéraux, le marché de l'emploi devenait « flexible ». En réalité, il devenait précaire. Les travailleurs étaient soumis à une concurrence acharnée et « l'armée de réserve des chômeurs » offrait un formidable instrument de chantage au patronat : si vous n'acceptez pas mes conditions, tant pis pour vous, une foule de sans-emploi se bouscule pour prendre votre place.
Alors que les conditions des travailleurs se détérioraient, les impôts sur les revenus les plus riches étaient revus à la baisse. L'objectif était d'inciter les « bons » agents économique - les riches - à épargner et investir pour relancer la machine.
Dans le secteur financier, les règles de protection instaurées après le krach boursier de 1929 ont été progressivement abolies. De nouveaux produits faisaient leur apparition sur les Bourses et les spéculateurs laissaient libre cours à leur folie sur le marché des taux de change. Avec une conséquence importante : les investissements spéculatifs devenaient plus importants que les investissements productifs.

Après la Deuxième Guerre mondiale, les élites occidentales avaient accordé quelques avantages aux travailleurs par peur du communisme. Dans les années 1980, les néolibéraux ne partageaient plus cette même crainte ?

L'Union soviétique était minée par des dysfonctionnements internes et les puissances occidentales étaient bien décidées à en découdre avec le socialisme. Le piège de la guerre afghane (1979-1989) portera une estocade fatale à l'URSS, comme nous l'avons vu. En 1991, le bloc soviétique s'effondre et après plus de

cinquante ans de guerre froide, un monde unipolaire dominé par l'impérialisme étasunien voit le jour.
Pour l'impérialisme, c'était une grande victoire militaire, politique et surtout, idéologique. Le néolibéralisme a marqué une offensive d'une extrême violence du capital contre le travail. Un rapport de 2007 de la Banque des règlements internationaux explique que la part des profits a eu tendance à augmenter depuis le milieu des années 1980 dans la plupart des économies développées mais que par ailleurs, la part des salaires est resté inhabituellement basse. Cela veut dire que ces vingt cinq dernières années, on a produit de plus en plus de richesses mais que les travailleurs n'en ont pas profité. L'argent a été capté par les banques et les actionnaires.

D'après les statistiques, cette baisse de la part salariale fait exception aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Les richesses y sont-elles mieux redistribuées ?

Non, évidemment. La situation est semblable mais un phénomène typique à ces deux pays est venu brouiller les statistiques. Vous avez aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne de très hauts salaires qui captent une grosse partie des gains de la productivité. Ces salaires sont tellement élevés qu'ils devraient être considérés comme une captation de profits au même titre que les actionnaires. Mais pour les statistiques, ça reste formellement des salaires et ça explique pourquoi, contrairement aux autres pays, la part du PIB qui revient aux salariés n'a pas officiellement baissé aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.
Mais ça ne veut pas dire que la richesse y est mieux répartie. Comme le remarque l'économiste Michel Husson : « (Aux Etats-Unis), *la part de revenu national allant au 1% des salariés les mieux payés est passée de 4,4% à 8% entre 1980 et 2005, soit une captation de 3,6 points de PIB qui s'élève à 5,3 points si on considère les 5 % des salariés les mieux payés. Si on défalque ces très hauts salaires, on obtient une évolution comparable à ceux de l'Union européenne.* »[1]

Et les travailleurs se laissent faire ?

Depuis la chute de l'Union soviétique, les néolibéraux ont repris tous en chœur le célèbre slogan de Margaret Thatcher : « *There is no alternative* ». Dans les années 1990, la plupart des partis communistes européens se sont liquidés. Les mouvements de résistance à l'impérialisme dans le monde ont été très affaiblis

par la chute de l'Union soviétique. L'impérialisme US avait donc les coudées franches pour imposer sa volonté.
Cela s'est traduit notamment par la mondialisation néolibérale. Théoriquement, le libre-échange devait permettre à tous les pays de se développer. En réalité, le but était de faire sauter les dernières protections nationales afin de permettre une circulation totalement libre des capitaux, ce qui devait profiter aux multinationales occidentales. Ainsi, les délocalisations d'usine ont créé une sorte de marché mondial du travail où la concurrence exacerbée a entraîné une régression sociale qui a profité aux capitalistes.

En délocalisant les usines, en sacrifiant leur capacité de production, les économies occidentales ne se tirent-elles pas une balle dans le pied?

Une petite élite, la bourgeoisie financière, profite de ces manœuvres. Mais sur le long terme, le danger est grand. Parce que le problème est bien plus profond que l'enjeu des délocalisations. Comme je l'ai dit, la crise de surproduction des années 1970 n'a pas été résolue. Les capacités de production ont augmenté mais le pouvoir d'achat des travailleurs n'a pas suivi. Et cette contradiction s'est accentuée avec l'offensive néolibérale. Ce qui a maintenu le système jusque maintenant, c'est la libéralisation du secteur financier qui stimule artificiellement la consommation.
Mais tout cela repose sur un château de cartes. Jugez vous-même… Phase 1. La place centrale du dollar comme devise internationale permet aux Etats-Unis d'attirer les capitaux du monde entier. Phase 2. Cela alimente leurs marchés financiers qui stimulent la consommation en accordant un important crédit. Phase 3. Cette consommation tire l'économie mondiale, car les biens consommés doivent être importés. Phase 4. Comme la vente de ces biens sur le marché US se règle en dollars, les pays qui exportent vers les USA accumulent des billets verts qu'ils réinjectent à nouveau sur les marchés financiers US qui stimulent à nouveau la consommation par le crédit et ainsi de suite. La boucle est bouclée. Evidemment, n'importe quelle crise pourrait faire voler en éclat le fragile équilibre de ce système.
Déjà en 1997, la crise asiatique avait eu un impact négatif sur l'économie mondiale. A l'époque, le sous-secrétaire de l'ONU, Nitin Desai avait déclaré : « *Avec seulement une ou deux crises majeures, l'économie mondiale pourrait plonger dans la récession.* (...) *Je ne pense pas que l'économie mondiale ait fait face à des risques d'une telle*

ampleur depuis les cinquante dernières années. » Cette crise avait aussi eu un impact politique : certains pays du Sud voyaient où menaient les préceptes du FMI et souhaitaient s'en détacher. En 2001, c'est l'éclatement de la bulle spéculative d'Internet qui entraîne une crise généralisée et la panique sur les Bourses. Ces crises économiques d'une part, et le développement des pays émergents comme la Chine d'autre part, ont mis un terme à l'hégémonie US qui n'aura finalement été que de courte durée. Les guerres menées par George W. Bush ont été une réponse à ce double problème. La prise de contrôle de pays stratégiques au Moyen-Orient et en Asie centrale devait permettre de relancer une économie plongée dans le coma et de freiner le développement des concurrents.

Cela ne s'est pas vraiment passé comme prévu !

En effet. Les Etats-Unis ont été incapables de contrôler l'Irak et leur déroute militaire face aux résistants a fait passer le baril de pétrole de 30 à 75 dollars en peu de temps. Cette hausse soudaine a rapporté beaucoup d'argent dans les caisses des pays producteurs de pétrole. Endettés à cause des programmes de la Banque mondiale et du FMI, ces pays ont pu effacer leur ardoise et retrouver une certaine indépendance.
De plus, l'usage brutal de la force a ouvert les yeux des populations arabes : il n'y a que les fous et les peureux qui tuent de cette manière. Cette violence aveugle n'a donc fait que renforcer la résistance à l'impérialisme.
Enfin, il y avait une théorie de certains stratèges US disant que l'armée des Etats-Unis était capable de mener cinq guerres en même temps : deux conflits majeurs et trois de niveau moyen. Les résistances afghane et irakienne ont montré au reste de la planète que tout cela était faux. Ce n'était que de la terreur intellectuelle.

D'autres bastions pourraient tomber ? Que pourraient faire les Etats-Unis pour préserver leur hégémonie ?

Nous sommes déjà passés à un monde multipolaire. Le capital n'est plus monopolisé par les puissances impérialistes. Des pays émergents comme la Chine, le Brésil ou l'Inde se sont développés parce que les capacités de production sont là-bas. Et ce développement offre aujourd'hui aux pays du Sud l'opportunité de devenir indépendants une bonne fois pour toute.

Les défenseurs de la mondialisation néolibérale prétendaient que la libre circulation des capitaux permettrait aux pays du Sud de se développer. Ils avaient raison finalement ?

Non, leur circulation était à sens unique : pour que le Nord puisse mieux exploiter le Sud. Ces idéologues pensaient que l'Occident continuerait à exercer son monopole et s'enrichirait davantage. Ils ne visaient pas le développement des pays du Sud et ce n'est pas grâce à eux que les pays émergents ont des économies solides aujourd'hui. Si ces pays ont pu se développer de la sorte, c'est parce qu'il y avait des dirigeants assez malins pour investir les capitaux dans le développement d'une industrie nationale.
D'autres pays du Sud ont aussi vu les capitaux affluer mais leur économie n'a pas décollé. Pourquoi ? Parce qu'ils sont restés dépendants de l'Occident, parce qu'ils sont dirigés par des *compradores* qui pensent à s'enrichir personnellement plutôt que de développer leur pays. Les penseurs néolibéraux ont également fait un mauvais pronostic. Ils pensaient que la Chine serait en crise comme l'Union soviétique. Mais ça n'est pas arrivé.
Nous sommes donc à l'aube d'une ère nouvelle. Si le vingtième siècle a été marqué par les contradictions entre puissances impérialistes, la contradiction majeure de ce siècle opposera l'impérialisme aux pays du Sud. Autrefois, les puissances coloniales se déchiraient entre elles pour accaparer le gâteau du tiers monde. Aujourd'hui, elles vont devoir négocier avec ces pays.

Cette contradiction entre Nord et Sud pourrait-elle déboucher sur une grande guerre comme les conflits inter-impérialistes autrefois ?

Tout dépend de l'évolution à l'intérieur même des pays impérialistes. Les peuples du Nord et ceux du Sud sont les victimes d'un même système. Or ce système est en crise. Comme le remarquait Samir Amin, les printemps arabes coïncident avec l'automne du capitalisme.
Il y a une opportunité d'en découdre avec ce système pour autant que les peuples des pays impérialistes suivent l'exemple des peuples du Sud. Hier l'Amérique latine, aujourd'hui le monde musulman, demain l'Occident ? Déjà, des mouvements populaires ont éclaté en Europe. Même aux Etats-Unis, des citoyens veulent faire de Wall Street leur place Tahrir.

Si la révolution avorte, y aura-t-il une réponse violente comme le fascisme ou le néolibéralisme ?

Nous avons vu au début de ce chapitre comment les sociaux-démocrates allemands étaient devenus réformistes et avaient soutenu l'engagement de l'Allemagne dans la Première Guerre mondiale. Parmi les militants qui n'acceptèrent pas ce tournant, il y avait Rosa Luxemburg, la « rose rouge » allemande. Elle fut emprisonnée en 1915 pour s'être opposée à la politique guerrière du SPD. Durant sa captivité, Rosa Luxemburg écrivit un texte important, *La crise de la social-démocratie*, dans lequel elle posait cette simple question : le socialisme ou la barbarie ?

Presque cent ans plus tard, cette question est toujours d'actualité. N'est-il pas temps d'en finir avec un système qui opprime les populations, creuse chaque jour davantage les inégalités sociales, gaspille les ressources de la planète et conduit à des guerres ? C'est la responsabilité des peuples de ne pas laisser la révolution avorter. Pour ça, il leur faut une alternative. Et cette alternative ne peut être que le socialisme. Parce que le capitalisme ne peut pas être réformé.

Pourtant, Nicolas Sarkozy et d'autres parlent de moraliser le capitalisme.

C'est impossible. Ce système est immoral par nature, car il est fondamentalement basé sur la loi du profit maximum et pour réaliser ce profit maximum la concurrence ne connaît pas de limites. Le problème n'est pas que tel ou tel capitaliste soit trop « méchant ». Le problème, c'est que les règles du capitalisme obligent à être impitoyable : si vous ne l'êtes pas, vous serez éliminé par la concurrence !

José Manuel Barroso souhaite faire voter la taxe Tobin sur les transactions financières…

Alors qu'il y a cinq ans, personne ne voulait en entendre parler. Ce n'était qu'une lubie des altermondialistes. Cela montre que l'élite est prête à faire des concessions pour sauver un système en faillite.

La contradiction n'est donc pas seulement entre les pays impérialistes et les pays du Sud. Elle se situe aussi entre l'élite et les peuples partout dans le monde. Vous avez d'une part une minorité qui profite d'un système injuste mais en faillite. Et vous avez d'autre part la grande majorité de la population qui est victime de ce système et qui commence à se réveiller. L'élite fera tout

pour éviter la faillite du système. Il revient aux peuples de ne pas la laisser faire. En Egypte comme en Espagne, aux Etats-Unis comme au Yémen, il faut une réponse : le socialisme ou la barbarie ?

BIBLIOGRAPHIE

- Thomas Bodenheimer, Robert Gould, *Rollback: Right-wing Power in U.S. Foreign Policy*, South End Press, 1989

- Chalmers Johnson, *The Sorrows of Empire: Militarism, Secrecy, and the End of the Republic*, Metropolitan Books, 2004

- Lénine, L*'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916 (en ligne)

- Daniel Yergin, *Les hommes du pétrole*, Stock, 1991

- James William Gibson, *The Perfect War: Technowar in Vietnam*, Atlantic Monthly Press, 2000

- R. Palme Dutt, *World Politics, 1918-1936*, Random House, 1936

- R. Palme Dutt, *Fascism and Social Revolution*, Proletarian Pub, 1974

- Henri Houben, *La crise de trente ans,* Editions Aden, 2011

Ouvrage déjà paru de Mohamed Hassan :

L'Irak face à l'occupation, Avec David Pestieau, EPO, 2004

Ouvrages déjà parus de Michel Collon :

Libye, Otan et médiamensonges, Investig'Action – Couleur livres, 2011

Israël, parlons-en !, Investig'Action – Couleur livres, 2010

Les 7 péchés d'Hugo Chavez, Investig'Action – Couleur livres, 2009

Bush, le cyclone, Marco Pietteur, Liège, 2005

Monopoly – L'Otan à la conquête du monde, EPO, Bruxelles, 2000 (épuisé)

Poker menteur. Les grandes puissances, la Yougoslavie et les prochaines guerres, EPO, Bruxelles, 1998 (épuisé)

Attention, médias ! Médiamensonges du Golfe – Manuel anti-manipulation, EPO, Bruxelles, 1992 (épuisé)

Mise en page : Inês Monteiro - ines.mb.monteiro@gmail.com
Cartographie : Emmanuel Balan - Damien Richard
Couverture : Grégoire Lalieu

Version numérique : Johann Soibinet

Relecture: Anne, Aurélie, Denis, Fabrice, Farid, Hamid, Hanane, Maud, Nadia, Nathalie, Nesrine, Pascale, Pauline, Robin, Samuel, Sihem.

Edition : Investig'Action

ISBN : 978-2-930827-02-5
Dépôt légal : D/2011/0029/17

Notes

[←1]

Seyed Mohammad Tabatabaei, La diplomatie nucléaire iranienne, in *Confluence méditerranée*, n°65, printemps 2008